

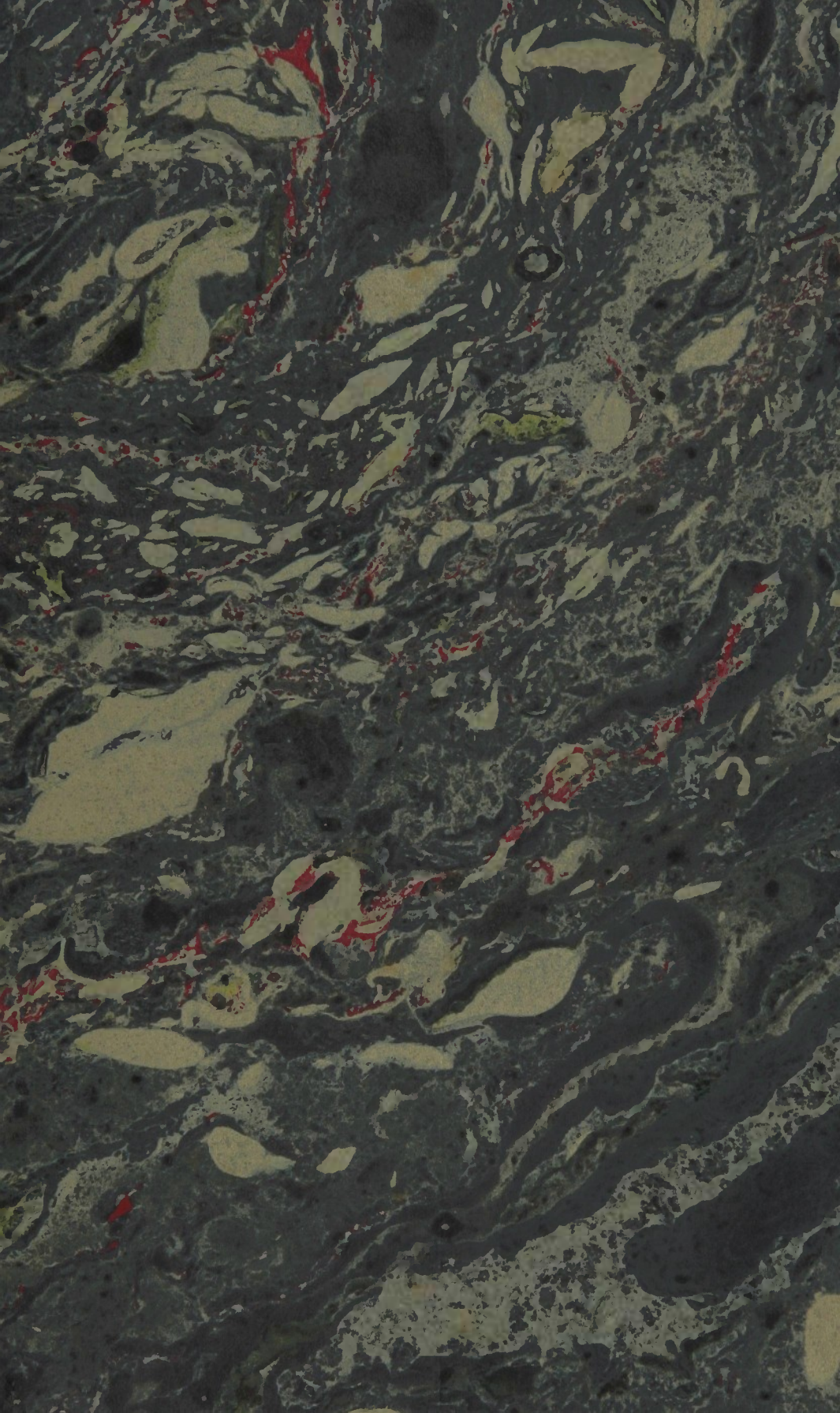


Le ne fay rien
sans

Gayeté

(Montaigne, Des livres)

Ex Libris
José Mindlin



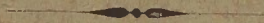
EBAUCHES SOCIOLOGIQUES

LE BRÉSIL EN 1884.

PAR

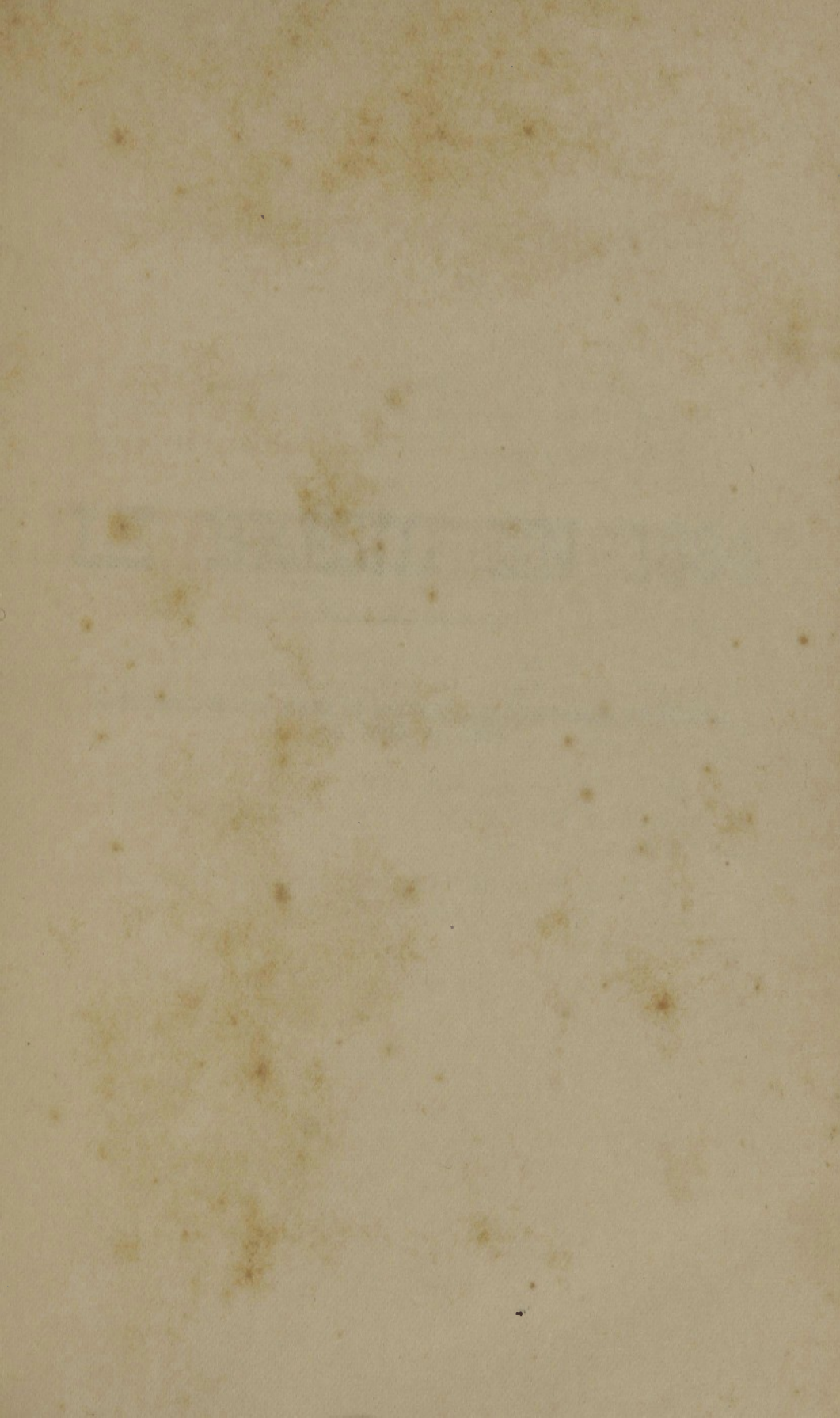
LOUIS COUTY

Professeur de Biologie Industrielle à l'École Polytechnique
de Rio de Janeiro



RIO DE JANEIRO
FARO & LINO -- EDITEURS
74 RUA DO OUVIDOR -- 74

1884



ÉTUDES DE BIOLOGIE INDUSTRIELLE

POU MONSIEUR AUTEUR

LE BRÉSIL EN 1884

Articles publiés dans le journal **LE MESSAGER DU BRÉSIL**
en 1883 et 1884

ÉTUDES DE BIOLOGIE INDUSTRIELLE

DU MÊME AUTEUR

1° LE MATÉ ET LES CONSERVES DE VIANDES, in-8° de 242 pages; Rapport de mission—*Typographia Nacional*—1880.

2° L'ALIMENTATION AU BRÉSIL ET DANS LES PAYS VOISINS—*Revue d'hygiène de Paris*, mars, avril et mai 1881.

3° L'ÉLEVAGE ET LA PRODUCTION DE LA VIANDE AU BRÉSIL—*Revue Scientifique* de Paris, 7 mai, 6 août 1881.

4° L'ESCLAVAGE AU BRÉSIL—brochure de 92 pages—Paris, Guillaumin, 1881 (en réponse à M. le sénateur Schœlcher.)

5° PROPAGANDA NA EUROPA DO CAFÉ E DA CARNE SECCA (en collaboration avec MM. Taunay et Telles) Rapport de mission publié aux annexes du Rapport général du ministre de l'Agriculture en 1882.

6° LE CAFÉ—Conférence faite à la clôture de l'Exposition Nationale des Cafés de 1881 — *Revue Scientifique* de Paris, 22 avril 1882.

7° ÉTUDE DE BIOLOGIE INDUSTRIELLE SUR LE CAFÉ, in-8° de 176 pages — Rio de Janeiro, Imprimerie du *Messenger du Brésil* — 1883.

8° ÉTUDE D'HYGIÈNE SOCIALE SUR LA FIÈVRE JAUNE (sous presse.)

EBAUCHES SOCIOLOGIQUES

LE BRÉSIL EN 1884

PAR

LOUIS COUTY

Professeur de Biologie Industrielle à l'École Polytechnique
de Rio de Janeiro

RIO DE JANEIRO
FARO & LINO -- EDITEURS
71 RUA DO OUVIDOR -- 71

1884

AVANT-PROPOS

La pensée de ce livre est une.
Voyages, études, débats, polémiques,
tout y converge, y tend au même but :
la *Colonisation*.

CH. RIBEYROLLES.

Brésil Pittoresque.

Vous avez tort, m'ont dit les uns, d'écrire des articles de journal ; un autre rôle était plus large. Vos critiques vous font du tort, m'ont dit les autres, vous les regretterez.

Les uns et les autres ont peut-être raison : je les remercie ; mais je remercie surtout les événements de m'avoir amené à résumer sous une forme simple, à la portée de tous, les observations que je poursuis depuis plusieurs années.

Professeur d'une chaire nouvelle, la biologie industrielle, qui réunit dans un même cadre l'agronomie, la zootechnie et l'économie politique puisqu'elle considère à la fois la terre, avec ses produits animaux et végétaux, et l'homme, dans ses efforts productifs musculaires et intellectuels—j'ai cherché à comparer l'importance réciproque de ces deux facteurs, l'homme, la terre.

Voyageant, en 1879, dans les provinces du Sud, j'ai étudié un produit végétal, le maté, un produit d'élevage, la viande; et j'ai analysé au Rio de la Plata, plus tard à Paris, les conditions de leur consommation.

En 1879, en 1880, en 1882, j'ai visité des fazendas de café; puis, je fis ou dirigeai diverses recherches dans le but d'examiner sous toutes ses faces, agronomique, biologique, physiologique et commerciale, la principale production du pays.

Grâce à ces observations, je me convainquis vite que ces deux facteurs sociaux, l'homme, la terre avaient au Brésil une importance fort inégale; et, pour tout dire, l'homme manquait à la terre.

La terre se présentait partout étonnamment fertile: elle donnait presque sans culture, en tout cas sans engrais, sans labourage profond des produits comme le café, la canne, le manioc, le cacao; elle fournissait naturellement des bois comme le palissandre, des sucs comme le caoutchouc, des aliments comme le maté; et des millions de têtes de bétail se

reproduisaient sans aucun soin sur d'immenses pâturages.

Les conditions du milieu physico-chimique paraissaient donc très-favorables, et cependant les résultantes économiques étaient mauvaises ; des denrées vendues quatre ou huit fois plus cher que les céréales laissaient un bénéfice insuffisant ; le pays n'avait pas d'épargne ; la valeur réalisable des exploitations était minime : les impôts et les exportations croissaient lentement ; tout le monde se plaignait.

Cette opposition curieuse était produite par une cause unique ; l'état de la main d'œuvre, l'esclavage. Cette cause, je ne la vis pas d'abord ; ou mieux je ne sus pas établir ses relations, tellement il était difficile de comprendre pourquoi un travail obligé et asservi était inférieur de tous points au travail libre facultatif, et pourquoi ce travail était de tous le moins lucratif quoiqu'il ne fût pas rétribué.

Cependant les faits étaient devant mes yeux : ils se reproduisaient toujours les mêmes dans les élevages du Paraná ou dans les charqueries de Pelotas, dans les cultures de café ou dans les exploitations du maté. Ils prouvaient que l'homme et ses diverses qualités biologiques ou mentales intervient directement par son activité, indirectement par son mode d'aggrégation et surtout par l'outillage accumulé, comme le premier et presque le seul facteur économique.

Ces observations qui faisaient de la biologie industrielle une des subdivisions de la psychologie

sociale élargissaient singulièrement le cadre de mes études.

Elles me permettaient de soulever, en plusieurs points, le voile si épais qui nous cache le mécanisme des actes mentaux et moraux ; et, comme je poursuivais parallèlement des recherches de physiologie normale ou expérimentale, elles me convainquirent de la nécessité de séparer complètement les faits matériels biologiques des faits matériels psychologiques et sociaux.

A côté de ces observations d'ordre général que j'espère plus tard préciser, ces études fournissaient une série de conclusions pratiques d'une portée toute locale véritablement Brésilienne : ces conclusions, étant professeur d'une école de Rio de Janeiro, je devais immédiatement les poser.

Aussi, dès 1881, dans une brochure sur l'esclavage publiée en Europe pour répondre à des accusations passionnées, je cherchai à prouver que la colonisation par les Africains asservis avait produit toutes les difficultés du Brésil, et j'indiquais la colonisation par les hommes libres d'Europe comme le seul remède possible.

Bientôt après, dans la conférence de clôture de la première exposition des cafés, j'essayai de montrer que les souffrances de la production nationale disparaîtraient si on substituait partout les esclaves par des travailleurs plus actifs et meilleurs, et je ramenaï toutes les réformes urgentes à la formule simple de la *colonisation de la terre cultivée*.

Un peu plus tard, en 1882, dans des conférences sur la main d'œuvre faites à l'École Polytechnique, j'étudiai les conditions diverses de cette colonisation, et j'insistai sur l'urgence d'une transformation en comparant les avantages du métayage, du salariat ou de la petite propriété, et les dangers du servage ou des contrats.

Un dernier voyage à travers diverses exploitations de S. Paulo et de Rio de Janeiro acheva de faire la lumière sur les points obscurs.

En constatant que le prix de revient du café laissait un faible bénéfice au maître à cause du mécanisme de la fazenda et de la déperdition de travail qu'il entraîne, en observant que partout l'esclave libéré cessait d'être ouvrier agricole, la main-d'œuvre des *caboclos* ou paysans du pays étant elle-même irrégulière ou peu lucrative, je compris que les changements devaient porter plus loin que les formes extérieures : la libération elle-même, tout en restant le but humanitaire, ne pouvait rien changer aux défauts mentaux et sociaux des travailleurs actuels.

Pour rendre l'homme égal à la terre, il fallait modifier la base du peuplement agricole, en substituant des organes de production mauvais et insuffisants par d'autres organes plus actifs et plus soigneux. Cette substitution, l'immigration seule permettrait de la réaliser, comme aussi elle permettrait d'utiliser, plus tard, les immenses zones restées vierges et inoccupées.

L'immigration heureusement était déjà commencée ; et, en parcourant les fazendas de l'intelligente et active province de S. Paulo, je pus me convaincre de la justesse de la formule de la colonisation de la terre cultivée.

Cette colonisation, je l'avais sous les yeux, et des observations bien simples détruisaient les uns après les autres les préjugés vulgaires. La possibilité de la petite culture pour la canne et le café, la facilité d'installation des petites maisons des blancs à côté des senzalas des noirs pendant la période intermédiaire de libération progressive, la rapidité d'adaptation des Européens aux productions du Brésil étaient démontrées par une expérience de plusieurs années qui portait déjà sur trente mille immigrants. Cette colonisation des fazendas assurait, sans peine et presque sans dépense, une main d'œuvre excellente ; les plantations traitées par des Italiens avaient une meilleure récolte que les exploitations des esclaves, et ces ouvriers payés produisant davantage donnaient au maître plus de bénéfice que les malheureux asservis.

Un seul obstacle continuait à retarder une transformation nécessaire, et cet obstacle était, lui aussi, de nature mentale et sociale. Il s'appelait le nativisme ; il apparaissait dans les mœurs, il apparaissait dans les lois : à cause de lui les nouveaux venus étaient considérés comme des employés inférieurs, les *locados*, et non comme des collaborateurs ; on les traitait en colons sans en faire des citoyens.

Il fallait triompher de cette difficulté psychologique. Alors, les immigrants viendraient en grand nombre parceque le Brésil pouvait leur offrir des productions toutes prêtes, plus faciles et plus lucratives que celles des Etats-Unis, de l'Australie ou du Rio de la Plata ; leur main d'œuvre meilleure et plus active augmenterait les impôts et les exportations leurs économies créeraient une épargne au pays, une valeur à ses exploitations ; et leur seule présence servant de garantie permettrait de résoudre la question d'hypothèque et d'apport des capitaux étrangers. Ainsi, on terminait de multiples difficultés économiques par ce simple mélange de propriétaires, grands et petits, et de travailleurs libres de tous les ordres.

Toutes ces déductions, je les formulais l'année dernière en termes précis dans une brochure sur le café qui fit quelque bruit ; et, voulant bien indiquer que la situation était pressante, voici ce que j'écrivis : « en dehors de cette solution, l'immigration, il n'y a qu'empirisme et révolution violente, c'est-à-dire ruine fatale pour la production importante du Brésil et pour ses provinces les plus florissantes. »

Cependant la quiétude dans les hautes régions restait complète, et au lieu d'avancer on paraissait vouloir rétrograder. Un avis officiel supprimait à tous les colons de fazendas les dernières faveurs que leur concédait la loi ; des journaux dissertaient à perte de vue sur les oscillations du change, comme si le papier monnaie était la cause et non la conséquence

de la mauvaise situation économique; enfin, pour terminer, un ministre imbu des préjugés du nativisme annonçait qu'il fallait réglementer encore davantage les contrats de cinq ans tolérés par la loi, et fermer ainsi le Brésil aux immigrants qui ne consentiraient pas à devenir des serfs temporaires.

J'étais professeur, j'avais posé des conclusions inverses: je les publiai. Je les publiai sous la forme la plus simple, la plus facile, l'article, avec le moyen de vulgarisation le plus puissant, le journal; je les publiai sans me préoccuper des personnes ou des préjugés, jugeant que l'observation des faits, la comparaison des chiffres feraient à ce pays la meilleure des propagandes; je les publiai sans songer que ces productions passagères pourraient plus tard être réunies, et bientôt de nouveaux faits vinrent confirmer ce qui avait pu paraître trop vif ou même désagréable.

Les événements de ces derniers mois, les progrès de l'abolitionnisme sentimental, la diminution prolongée des récoltes du café et les oscillations brusques de la valeur de cette denrée, l'échec du travail Chinois par suite du refus des propres intermédiaires, la baisse des titres Brésiliens à Londres, la diminution du courant d'immigration Européen déjà si faible, d'autres incidents encore se sont chargés de montrer à tous la nécessité de mesures légales qui suppriment l'esclavage et modifient la base du travail comme celle du crédit.

Devant tous ces faits, l'opinion s'est émue. Le gouvernement n'a pas donné suite à ses divers avis; les

secours aux colons Européens ont été de nouveau organisés. Une société d'immigration s'est fondée, et son active propagande a déjà fait disparaître bien des préjugés ; les grands propriétaires se sont réunis, et dans tous leurs meetings, ils ont proclamé le besoin urgent de réformes de la main d'œuvre actuelle ; enfin la province de S. Paulo, toujours en avant, a organisé pratiquement la colonisation de la terre cultivée par une loi provinciale qui ignore les contrats et qui favorise la petite propriété.

J'ai essayé de résumer, dans ces pages, et quelquefois de prévoir un mouvement aujourd'hui général, qui fait honneur au Brésil ; ceux qui se donneront la peine de les lire n'y trouveront rien qui puisse nuire à l'estime ou aux intérêts du pays. Si je n'ai pas caché les ombres du tableau, j'ai cherché aussi à faire ressortir les parties brillantes encore plus nombreuses ; j'ai voulu surtout être un observateur vrai en rendant justice à tous, et notamment à ces fazendeiros qui ont fourni jusque là les éléments de la vie nationale, et qui, malgré bien des préjugés, me paraissent seuls capables si on les aide de faire sans ruine ni lutte violente la transformation nécessaire.

Cette transformation, j'en ai la confiance, créera bientôt un nouveau Brésil plus ouvert et plus actif, qui continuera l'ancien avec ses grandes qualités de tolérance et de progrès.

Mais quoiqu'il arrive, en écrivant j'aurai simplement obéi aux obligations d'une charge publique, librement acceptée. Etranger, je me suis toujours

abstenu de me mêler directement aux luttes nationales : voulant également l'immigration et l'émancipation, je ne fais partie ni de la Société d'immigration ni des sociétés d'émancipation, et ce livre ne contient pas un mot de politique intérieure. J'ai observé comme professeur ; ayant observé j'ai dit ce que j'avais vu, sous la forme la plus utile. « Fais ce que dois, advienne que pourra. »

La Colonisation et le Gouvernement

(13 Septembre 1883)

L'ombre de M. Buarque de Macedo doit encore planer sur le ministère de l'agriculture ; cet homme qui aurait pu être un grand ministre, s'il avait joint à une activité et à une intelligence réelles de l'esprit de suite et une compréhension juste des choses, signerait maintenant, sans hésiter, les avis qu'un de ses successeurs vient d'expédier à la date du 30 août.

Etrangers au Brésil, vivant sous ses lois, aimant ses mœurs, son sol et son climat, nous ne pouvons laisser passer sans les enregistrer des actes qui nous touchent de près ; et, qu'on veuille nous croire, ce n'est pas par plaisir que nous les discutons.

La situation conservatrice, ou plus exactement le ministère conservateur dont faisaient partie

M. Rio Branco et M. João Alfredo avait commencé diverses mesures, en faveur de l'immigration. On pouvait ne pas tout approuver, trouver compliquée l'administration des colonies, constater que l'état intervenait trop directement dans la vie des nouveaux habitants, regretter que le gouvernement ne sût pas se borner à favoriser l'arrivée des immigrants, à les appeler au Brésil pour qu'ils servent dans certaines conditions aux grands propriétaires ou qu'ils continuent comme petits propriétaires les cultures déjà existantes. En tout cas, on devait reconnaître que l'importance de ce service avait été comprise; et, se souvenant que d'autres pays n'avaient pas réussi d'emblée leur colonisation, on pouvait espérer que tout serait amélioré.

Mais, depuis la situation libérale, ou plus spécialement depuis le ministre que nous nommons plus haut, on a paru prendre le contre pied de ce qui avait été fait jusqu'alors.

On défendit, à la tribune ou dans des circulaires, la pire des doctrines gouvernementales, qui n'a été nulle part appliquée à la colonisation, celle du *laisser faire*: on interrompit des dépenses absolument indispensables, comme celle de la réception des immigrants, pour être obligé de les reprendre bientôt après, devant les nécessités sanitaires d'une ville comme Rio: on dénonça les contrats déjà passés avec des compagnies d'immigration, et on eut peut-être raison; mais on ne les remplaça par aucune mesure meilleure et plus sûre. On alla plus loin, et on expédia à l'étranger des circulaires bien faites pour discréditer ce pays; on ordonnait à tous les consuls de faire savoir que le gouvernement du

Brésil se désintéressait absolument des questions de main d'œuvre et de peuplement, capitales dans tous les pays neufs, primordiales et urgentes dans celui-ci dont la production, en 1883, est encore basée sur l'esclavage.

On pouvait voir en 1881, affichés dans diverses régions du Nord de l'Italie, des avis officiels ou officieux du gouvernement du Roi, prévenant ses sujets que l'immigration pour le Brésil ne serait plus autorisée. Le courant Allemand, qui avait paru un moment vouloir se diriger, en partie, vers le Sud du Brésil, est aujourd'hui presque complètement arrêté.

En France, on continue à refuser des passeports à tous les voyageurs de troisième classe qui se destinent au Brésil ; et, pour éluder les règlements de police, les lignes de paquebots de Bordeaux, du Havre ou de Marseille sont obligées d'embarquer, au même prix, tous les passagers de cet ordre avec la destination officielle de Montevideo.

Si l'on excepte l'intelligente et active province de S. Paulo où le gouvernement provincial a su corriger les fautes du gouvernement général, partout ailleurs, au Brésil, le mouvement de colonisation spontanée est devenu nul ou à peu près. Au lieu de trouver des bras mis à sa portée dans l'hôtel d'immigration par les soins du gouvernement qui devrait les attirer, le grand propriétaire, qui a besoin de main d'œuvre, doit dépenser beaucoup d'argent pour aller chercher en Italie des colons, et les convaincre souvent à force de promesses ; ou il s'adresse à des agences qui lui livrent, à un prix débattu, des travailleurs moins bons, généralement Açoriens.

Dans ces conditions, le colon du Brésil n'est plus un homme libre ; il devient un contracté.

Cette colonisation par contrat est bien peu de chose : les moyens sont coûteux et presque misérables ; et cependant ce peu de chose suffit à effrayer les grandes intelligences, amies du passé, qui dirigent depuis plusieurs années le ministère de l'agriculture.

Dans tous les pays, la police a pour mission de veiller à tous les intérêts, d'aplanir toutes les discussions violentes, de secourir par l'assistance publique toutes les nécessités urgentes. Dans aucun pays, la police ne fait de différence entre les natifs et les étrangers ; ou, si elle en fait, c'est d'ordinaire en faveur des étrangers plus ignorants et par suite plus facilement nécessiteux.

Ces derniers mois ont vu se produire des incidents divers de colonisation. A Entre Rios, des colons contractés partent, gardés par des esclaves ; et la lettre du fazendeiro, que nous avons analysée, montre qu'ils n'avaient pas tous les torts. A S. Paulo, d'autres colons refusent de se rendre dans une région déserte et éloignée pour laquelle ils n'avaient pas été contractés, et le premier juge compétent leur donne raison en ne faisant rien pour les y obliger. Nous citons ces deux faits les plus connus ; il y en a eu d'autres.

Du reste, à quoi bon citer ? que les colons aient tort ou raison, là n'est pas la question. La question est toute dans ce fait : des étrangers sont venus au Brésil, sur la foi de l'hospitalité du pays, sous la protection de sa police et des lois d'immigration qu'ils supposent exister. D'après nous, la première autorité, celle du ministre de l'agriculture, manque à

tous ses devoirs, quand elle vient dire à la police, dans des termes que malheureusement le *Diario Official* ne rapporte pas : il y a une classe de gens dont vous ne vous occuperez plus, parce qu'ils n'ont pas eu le soin de garantir suffisamment leurs droits à être secourus ; cette classe est celle des colons contractés : s'ils ont des disputes avec les contractants, vous n'interviendrez pas, ou vous les renverrez aux tribunaux civils ; et s'ils meurent de faim, vous n'en n'aurez cure. Les avis du 7 avril 1880, 22 avril 1881, relatifs aux secours à accorder aux immigrants ne s'appliquent pas à eux.

Il est bien question d'avis ; en présence des incidents comme ceux des derniers mois, qu'ont à faire les paperasses et la bureaucratie ? Les devoirs d'humanité sont les mêmes pour tous les pays ; et, dans ce pays, le Brésil, le moindre souci de l'avenir, la plus simple prévoyance ordonne de procéder autrement.

On parle beaucoup de l'Amérique du Nord : on en parle à tout propos ; récemment encore, un député, du reste sérieux et distingué, allait chercher aux Etats-Unis, dans les Etats-Unis de 1880, un modèle de banque destiné à faciliter l'évolution du Brésil supposé comparable. Mais on oublie ou on ignore tout ce que les Etats-Unis ont fait dans le passé, tout ce qu'ils font dans le présent pour résoudre cette grande question du peuplement, dont le gouvernement déclare ici ne pas se préoccuper.

Si l'on veut trouver en Amérique du Nord une situation analogue à celle du Brésil, il faut remonter à plus de soixante ans, à cette période de 1776 à 1818 pendant laquelle le chiffre des immigrants

spontanés annuels n'atteignait pas dix mille, et pendant laquelle l'Etat ne se préoccupait pas du sort des colons. Tout au moins, puisque le *Passager Act* ne fut pas suffisant, il faut remonter à cette période plus récente, terminée en 1847, pendant laquelle les immigrants des Etats-Unis furent exploités, eux aussi, par des agences, par des hôteliers et par des contracteurs.

Depuis 1847, soit près de quarante ans, la conviction s'est établie ; les adversaires de l'immigration (on en trouvait aussi aux Etats-Unis) sont réduits au silence sinon convaincus ; on fait une grande enquête, une enquête pratique, une enquête utile puisqu'elle se termine par l'organisation du service d'arrivée, de réception et de distribution des immigrants. En 1848, on installe un hôpital ; en 1855, on crée Castle Garden ; on renseigne *tous les nouveaux arrivants*, on les loge tous provisoirement, ou on leur assure, dans de bonnes conditions, nourriture et logement : on crée la *bourse du travail* avec ses interprètes, ses bureaux chargés de mettre les colons en rapport direct avec les propriétaires qui veulent vendre de la terre ou engager des bras. Enfin, l'Etat intervient directement pour amener les nouveaux habitants, plus tard pour les obliger à devenir citoyens : dans ce but, il leur offre, dans des conditions de paiement facile, de grands lambeaux de terre propres à des cultures ou à des élevages immédiatement lucratifs.

En 1856, les *Know-nothings* ou natifs, le parti des vieux Yankees tente un dernier effort ; il cherche à effrayer les immigrants par des manifestations, et à leur interdire le droit de vote ; il n'aboutit qu'à

— 7 —

provoquer des lois régionales plus favorables encore aux colons.

Divers Etats décident que les immigrants, une fois installés, ne pourront être saisis pour aucune dette antérieure, même si elle a été contractée sur le territoire de l'Union ; cette décision est devenue plus tard une loi fédérale. D'autres législatures particulières, allant plus loin, restreignent encore les saisies possibles pour les dettes postérieures à l'installation, et les restreignent tellement que récemment encore, dans certains états, le fisc seul avait le droit de saisir les cultures du colon.

Dans la région des grands lacs, dans le Farr West, plus tard dans le Colorado ou les Etats du Sud, on favorise la formation de grandes compagnies d'achat et de revente de terrains, qui cèdent à l'immigrant nouvel arrivé un lot de 40 à 100 hectares et une maison toute prête. On perfectionne encore Castle Garden ; on surveille les compagnies de transport ; en 1868, on propose dans ce but des mesures communes aux états Européens, qui refusent de s'y associer : enfin, on fait tout pour faciliter l'arrivée, et plus tard l'installation libre au nouvel habitant ; cependant on n'intervient pas directement dans sa vie, on se contente de le défendre contre toutes les exploitations.

Grâce à toutes ces mesures si sagement combinées, les immigrants, qui longtemps ont hésité, commencent à affluer ; ils étaient moins de 100 mille en 1845, ils sont 319 mille pour New-York seulement en 1855 ; 460 mille en 1862 : le mouvement un moment arrêté par la guerre de sécession, diminué de nouveau par la guerre de 1870, reprend ensuite

tellement vite que les nouveaux Etats de l'Ouest doublent de population de 1870 à 1881. En 1881, les Etats-Unis ont reçu 720 mille, en 1882, 789 mille colons; et depuis 1848, le port de New-York a fourni à lui seul au reste de l'Union plus de 7 millions de nouveaux habitants.

Il suffit de rappeler ces choses pour montrer combien est profonde l'erreur de ceux qui comparent le Brésil d'aujourd'hui aux Etats-Unis.

Même si le Brésil était simplement un pays neuf, insuffisamment peuplé, son gouvernement aurait encore, ces exemples le prouvent, à prendre bien des mesures pour égaler ses concurrents, en résolvant comme eux la question d'une meilleure exploitation et d'un meilleur peuplement.

Mais le Brésil se trouve en face de difficultés spéciales : il ne doit pas seulement, comme les Etats-Unis, peupler des terres vierges ; il doit aussi remplacer des ouvriers noirs qui meurent et créent autant de manques ; il doit encore substituer ceux qui vivent et qui restent la base de la production, base absolument nuisible parce qu'elle est coûteuse et peu sûre. L'esclavage et la grande propriété compliquent la question de peuplement, et rendent pressantes toutes les difficultés.

La main d'œuvre actuelle est insuffisante non-seulement pour les terres à peupler, mais pour les terres déjà cultivées ; les grands propriétaires cueillent mal leur café, récoltent mal leur canne parce qu'ils n'ont pas de bras disponibles. Hormis à S. Paulo, la plupart de ces grands propriétaires attachés à leurs idées, impreignés de préjugés dûs à l'esclavage, n'osent ou ne savent pas

employer eux-mêmes les moyens nécessaires pour attirer les colons ; la nécessité devient si urgente que quelques-uns veulent aller chercher les Chinois abandonnés par tous les pays avancés. Et alors, que font les Chambres ? Elles préparent un nouveau règlement de location de travail, qui, en transformant le contracté Européen en une sorte de serf, arrêterait sûrement toute immigration. Et alors, que fait le gouvernement ? Il envoie aux consuls et au chef de police les avis que vous savez.

De petite propriété, de division du sol, de mesures protectrices de l'habitant nouveau, il en est vaguement question ; mais la politique ou d'autres soins sont trop absorbants pour que l'on s'occupe sérieusement d'aussi petites choses. Nous attendons le réveil qui surprendra bien des gens ; mais, si l'on continue, malgré la richesse naturelle de cette terre, nous ne l'attendrons pas longtemps. On ne peut toujours continuer le passé : les modifications de formes extérieures ne sont pas suffisantes ; et la lutte économique, comme les relations des peuples, ont des nécessités qu'à la fin du XIX^e siècle on ne peut négliger.

Outillage et Peuplement

(9 août 1883)

Au milieu d'un discours prononcé, le 3 août, par M. le baron de Guahy, un orateur d'affaires sérieux et suivi comme il y en trop peu dans les assemblées Brésiliennes et dans d'autres, M. le député Alfredo de Taunay a été amené à faire une interruption qui mérite d'être relevée : ce pays, a-t-il dit, construit des chemins de fer, mais il ne veut pas d'immigration.

Analysons ces quelques mots ; nous allons avoir la raison de presque toutes les difficultés sociales dont souffre aujourd'hui le Brésil. Ce pays a réalisé depuis quinze ans des progrès considérables dans son outillage national : il a fait près de six mille kilomètres de chemins de fer ; il a garanti la construction de plusieurs autres lignes importantes, qui sont aujourd'hui en voie d'exécution.

Pendant la même période, il a augmenté dans des proportions notables le service postal, et créé presque le service télégraphique, comme aussi il a subventionné, sur ses côtes ou au dehors, des compagnies de transports maritimes ; il a ouvert l'immense artère des Amazones, et commencé des travaux d'appropriation dans plusieurs fleuves

navigables. Tous les moyens d'échanges intérieurs ont donc été considérablement augmentés.

Les moyens de préparation ont reçu aussi de grandes améliorations. Grâce à des impôts souvent prohibitifs prélevés par la douane sur presque tous les produits étrangers, des industries très multiples ont pu s'établir au Brésil, et y prendre un développement plus ou moins factice, aux dépens du consommateur qui paye plus cher les objets de consommation. Le papier, la bougie, les chapeaux, les chaussures, divers tissus, les meubles, quantité de produits de luxe sont aujourd'hui fabriqués au Brésil, du reste par des maisons, avec des ouvriers généralement étrangers, qui exportent plus tard les bénéfices réalisés.

L'industrie véritablement nationale, celle qui a pour but la meilleure utilisation des produits naturels du sol ou des cultures, n'a pas été, fait curieux, aussi favorisée que ces fabrications de luxe, sans importance véritable pour la richesse du pays et ses exportations.

Les bois du Brésil continuent à être peu utilisés, et l'on achète, en Suède ou ailleurs, les bois de construction : de même, on fait venir le fer et la houille d'Angleterre, quoique l'on possède des mines de charbon, et surtout des minerais de fer qui n'ont pas d'égaux au monde ; divers textiles, des substances oléagineuses très riches ne sont ni vendues ni exportées ; enfin ce pays, où le bétail vient sans aucuns soins, où le maïs et les haricots donnent 200 et 500 pour 1, ne suffit pas à produire les salaisons de viande, et les diverses céréales dont il a besoin.

Cependant, malgré des impôts et des frais de transport souvent très lourds, l'initiative privée a réalisé de grands progrès dans la préparation du café, du cacao, du maté, du caoutchouc et de divers autres produits ; l'Etat lui-même est intervenu pour garantir des *engenhos* à sucre mieux installés, par suite plus capables d'extraire toute la richesse de la canne : l'outillage de préparation a donc progressé, mais moins que l'outillage d'échange.

Il semble logique de supposer que ces progrès dans les moyens physiques et mécaniques utilisés par l'homme ont coïncidé avec un progrès du peuplement et de la main d'œuvre productive, soit par suite de l'arrivée de nouveaux travailleurs, soit par suite d'une activité plus grande imprimée aux éléments nationaux.

Le Brésil est un pays neuf ; tous les pays neufs, l'Amérique du Nord, l'Australie, la République Argentine avaient déjà sur certaines régions une population assez dense ; ils avaient déjà un courant d'immigration établi, quand ils ont commencé largement leur outillage d'échange et de préparation agricole ou industrielle.

Les chemins de fer qu'ils ont ouverts jusque dans les zones moins peuplées, étaient donc destinés à offrir des moyens de production plus faciles aux habitants anciens ou à ceux qui affluaient tous les jours.

Dans les pays plus vieux comme la France, l'Angleterre, l'Italie, l'Autriche, le développement de l'outillage a servi d'excitant à des travailleurs depuis longtemps installés, déjà capables d'épargne et de suite ; il a rendu la production plus parfaite, et les ventes moins coûteuses.

Mais, au Brésil, la situation est restée entièrement différente. L'immigration, quoiqu'on dise, est toujours insignifiante par rapport aux besoins; à cause des émancipations, le nombre des travailleurs nationaux aurait plutôt diminué; ce pays ressemble aujourd'hui à ce grand corps dont parle la fable, déjà pourvu de membres c'est-à-dire de moyens d'échange, mais privé d'estomac et, par suite, incapable d'utiliser pour sa croissance ses considérables ressources.

Nous étudierons peut-être plus tard les causes multiples de l'échec relatif de l'immigration, mais nous voulons dire un mot du travail productif national. Ce travail, celui du café, celui du sucre, du coton, des féculs, comme celui des élevages ou des mines, est fourni malheureusement par le noir esclave; la part de l'habitant libre est encore fort restreinte.

Or, personne ne le niera, le nombre des noirs utiles diminue; il diminue par les décès qui ne sont plus compensés par des apports de l'Afrique; il diminue par les libérations particulières, qui heureusement sont nombreuses; il diminuera plus vite encore, dans quelques années, quand les jeunes, libérés par la loi Rio Branco, cesseront de combler une partie du vide laissé par les morts.

Cette diminution réelle de la main d'œuvre productive du Brésil a été masquée, jusqu'à maintenant, par les migrations des esclaves du Nord vers le Sud, et surtout par les perfectionnements apportés à l'outillage, nombre de bras utilisés aux transports ou à la préparation ayant pu être reversés sur les travaux de culture. Mais ses effets sont déjà visibles; ils le deviendront chaque jour davantage, jusqu'à ce que la crise se dénoue.

Les chemins de fer que l'on continue à établir, n'ont pas assez d'utilité actuelle : comme le démontrait récemment encore le *Jornal do Commercio*, quelques-unes des voies déjà construites présentent des transits véritablement dérisoires, et beaucoup, par la garantie d'intérêt, sont à la charge de l'Etat ; les *engenhos* de sucre, diverses autres industries, que nous pourrions nommer, servent à des spéculateurs pour exporter au dehors le bénéfice le plus net de la production du pays ; les exportations restent presque stationnaires, bientôt peut-être elles diminueront avec la fin de l'esclavage, si on ne sait pas comprendre.

La conclusion de tous ces faits est cependant bien simple : les machines, les chemins de fer ne valent rien par eux-mêmes ; ils ne créent pas la production, ils l'utilisent mieux. Il faut derrière eux, il faut avant eux, des bras et des intelligences ; et le meilleur peuplement doit précéder, ou tout au moins accompagner, le meilleur outillage. Sans cela, les plus grandes dépenses et les plus sages dispositions législatives resteront absolument inutiles. Saura-t-on le comprendre assez vite ?

La Quadrature du cercle

(13 Décembre 1884)

Avoir des immigrants et ne pas en faire des citoyens, voilà le problème insoluble dont le gouvernement continue à chercher la solution. Le ministre de l'agriculture a pris dans ce sens, la semaine dernière, une mesure qui doit être décisive : il a écrit un *avis* ; il l'a adressé au *Club da Lavoura* de Campinas, au *Centro da Lavoura e Commercio* de Rio de Janeiro, aux diverses écoles d'agriculture ou à ce qui les remplace, à la Société Centrale d'Immigration etc.. Dans cet avis il demande ingénument aux intéressés, à ceux qui emploient les nouveaux arrivés, comment on doit faire le règlement d'exécution de la loi des contrats.

D'organisation de la petite propriété et du travail libre individuel, il n'en est pas question. Non pas que ce soit difficile ; il suffirait pour commencer d'utiliser ces fazendas aujourd'hui sans maîtres effectifs, à moitié abandonnées parce qu'elles manquent d'esclaves et qu'elles sont hypothéquées par les banques : il suffirait de les diviser entre des ouvriers sérieux, capables d'un travail suivi et utile, pour créer ainsi des premiers noyaux de peuplement et de propagande actifs et féconds.

Mais personne n'y pense ; et du reste, pourquoi trop se préoccuper. Il faudra bien faire l'émancipation ; on aura ainsi un million *d'agregados* et de *caboclos* à ajouter aux quatre ou cinq millions qui existent déjà. Ce progrès sera certes suffisant ; et, si l'ouvrier blanc veut venir, il faut qu'il se soumette à un directeur de colonie, ou qu'il fasse un contrat de cinq ans avec un grand propriétaire.

Voilà où nous en étions, ces dernières années ; il paraît que ce n'était pas suffisant.

Allons, messieurs, répondez à cet excellent ministre ; que vous faut-il pour perfectionner le système ? ne craignez rien, soyez logiques ; demandez : nous serons les premiers à applaudir franchement. Car, nous le savons, pris individuellement, vous êtes généralement bons pour les immigrants ; et, à S. Paulo, vous avez obtenu des résultats importants par votre seule activité. C'est la loi qui est mauvaise : elle paralyse déjà l'immigration ; pour avoir un demi-résultat, vous devez la corriger, en ne tenant pas compte de la plupart de ses clauses. Cela ne sera plus possible, une fois qu'elle sera améliorée. Alors, elle arrêtera complètement le courant de peuplement déjà si faible ; et on sera bien forcé de finir par comprendre, s'il en est encore temps.

Expliquons-nous clairement, quoiqu'il soit désagréable de parler de ces choses pour des hommes dont beaucoup sont véritablement instruits, dont plusieurs ont voyagé en Europe et dans l'Amérique du Nord, dont la plupart ont un esprit ouvert et tolérant. Expliquons-nous, puisque les préjugés créés par l'esclavage font oublier des vérités, qui partout ailleurs sont élémentaires.

Personne, n'est-ce pas, ne veut plus au Brésil de l'esclavage : personne ne veut, non plus, du servage ; eh bien, que sont donc les contractés ?

Sont-ils des métayers, c'est-à-dire les ouvriers agricoles considérés en Europe comme les plus inférieurs ? pas même des métayers, et en voilà les raisons.

Un métayer n'est pas lié ; il peut quitter, chaque année, l'exploitation, en avertissant trois mois à l'avance. Première et énorme différence, puisque le contracté, cet immigrant nouvel arrivé qui ne sait rien des cultures, rien du prix des salaires, est forcé de se lier lui pour cinq ans, s'il veut fournir du travail à ses bras et du pain à ses enfants.

Les métayers ne sont pas liés, et de plus ils sont intéressés aux bénéfices. Dans le centre de la France, dont nous pouvons parler en connaissance de cause, à l'entrée de chaque nouvelle famille, on estime la valeur du cheptel, c'est-à-dire la valeur des bœufs, des moutons, des porcs, et aussi des ustensiles de culture, charries, charrettes, etc. Quand cette famille partira, on fera une nouvelle estimation ; et si, ce qui est ordinaire après un séjour de quelques années, la valeur du cheptel a augmenté, le métayer reçoit en argent la moitié de l'augmentation, et il participe ainsi aux bénéfices, sans avoir aucune charge.

S'il faut au matériel fixe, maison ou étables, des réparations, elles sont faites aux frais du maître, qui dans les cas urgents ne peut ni les retarder ni les refuser. Si le propriétaire veut mettre en exploitation des terrains incultes, transformer une terre

en prairie, acheter des engrais, en un mot, améliorer le sol d'une façon durable, il ne peut y obliger les métayers ; et les tribunaux, quand il l'essaye, le condamnent toujours. Aussi, pour obtenir que le métayer donne plus de valeur aux cultures au lieu de les laisser simplement en état, il leur fait des avantages, il leur permet des travaux extérieurs avec le matériel de l'exploitation ; il leur concède une part plus grande dans les produits.

Au lieu de cela, que voit-on au Brésil avec le régime des contrats ? Une richesse est créée par le colon ; des installations sont faites par lui, uniquement pour le propriétaire, sans que la loi indique même le principe de la participation.

Des familles Italiennes arrivent dans cette fazenda ; les *cafesaes* étaient mal traités par les noirs, moitié secs ; ils donnaient, bon an mal an, dans les meilleures terres, 30 ou 40 arrobes par mille pieds. Au lieu d'avoir droit comme les métayers d'Europe à des cultures en bon état, les colons doivent faire des replantations, multiplier les sarclages pour rendre de la vigueur à ces arbustes déjà rabougris.

Quand leur contrat finit, au bout de cinq ans, tout cela est transformé ; le cafésal donne le double, 80 ou 100 arrobes par mille pieds. Alors, trouvant que ce rapport laisse l'Italien gagner trop d'argent, le propriétaire propose de diminuer le prix qu'il payait pour chaque arrobe ; et le colon, mécontent à juste titre, quitte la fazenda. Voilà quel a été jusqu'à présent au Brésil, dans la plupart des cas, le mode de participation.

Ces mêmes familles ont reçu des maisons qui n'ont pas de plancher, souvent pas de fourneau ou

de cheminée, qui dans la plupart des fazendas, nous ne disons pas dans toutes, sont formées d'un peu de bois, d'un peu de boue, recouverts de feuilles de palmier. Mais ces colons industrieux et travailleurs ne se sont pas rebutés ; ils ont arrangé la cabane, blanchi les murs extérieurs : ils ont clos un jardin et ils l'ont cultivé, ils se sont fait des étables, des poulaillers, de petits magasins. Tout cela est leur œuvre, puisque le maître n'est pas obligé, comme en France, aux frais de réparation et de construction ; mais le maître profite de ces installations. Elles sont de bonne prise ; le colon, quand il part, doit laisser tout comme il l'avait mis, et il ne peut pas même songer à une indemnité.

Enfin, tandis que le métayer partage intégralement, par moitié, tous les produits importants, ayant droit à tuer un porc, des volailles pour son usage, l'immigrant contracté est au Brésil quelque chose dont on ne trouve nulle part l'analogue. Il n'est pas salarié, mais il n'est pas non plus métayer ; dans les cafesaes, il est payé pour chaque opération, et on se réserve le droit de lui en fixer l'époque et le jour. Il est payé pour les fruits récoltés, et ces diverses rémunérations réunies lui assurent une part très petite de la valeur du produit.

On a vu, dans la province de Rio, des propriétaires offrir des terres sans valeur réalisable, couvertes de *capoeiras* qu'il fallait défricher, à de malheureux Portugais pour qu'ils plantent de la canne ; le colon recevait deux reis par kilog, et le produit était revendu 7 reis $\frac{1}{2}$ à l'*engenho* voisin : soit 5 reis $\frac{1}{2}$ pour celui qui n'avait eu aucune peine.

Dans les fazendas de café, le gain proportionnel,

du travailleur est encore inférieur, puisqu'il égalait en 1879 un sixième ou un septième de la valeur du produit, et qu'il n'a pas dépassé un quart pendant la baisse de prix la plus grande, pour les fazendas bien tenues pourvues d'un bon *engenho* et situées à 200 ou 300 kilomètres de la mer.

La terre du Brésil est si riche, ses cultures sont si lucratives que le colon se contenterait de cette proportion infime du rapport, si le contrat le laissait libre. Il réalise, en effet, dans ces conditions de grandes économies; et les familles travailleuses, si le maître est juste, économisent en cinq ans une petite aisance. Mais ce contrat, ce contrat de cinq ans, ce contrat inférieur de tout point aux formes de métayages les plus abaissées, ce contrat n'est même pas bilatéral. A ceux qui prétendraient le contraire, en niant des faits que tout le monde connaît, dont quelques-uns ont été publiés dans ce journal, nous répondrons simplement qu'il ne peut pas l'être, parce qu'il n'y a pas parité entre le contracté et le contractant.

En Europe, le métayer est absolument maître chez lui; et, même s'il travaille mal, même s'il ne veut pas voter pour son maître, même s'il l'attaque, même s'il l'insulte, celui-ci ne pourra pas le chasser avant la fin d'une année; si ce métayer a à se plaindre, le juge de paix du village voisin lui fera immédiatement rendre justice.

Au Brésil, le contractant est citoyen, il est électeur, il est grand propriétaire, il est influent: le contracté est étranger, et on ne lui accorde ni les droits politiques ni les droits municipaux les plus simples. Le contracté, s'il se croit lésé, ne s'adresse

pas aux autorités du pays : il sait qu'il n'a qu'une ressource, refuser de travailler et se laisser emprisonner, ou se sauver avec sa famille s'il le peut, c'est-à-dire si la fazenda n'est pas trop éloignée des voies de communications rapides. Il use de cette dernière ressource, nous le reconnaissons, sans que les tribunaux liquident sa situation. Il n'est pas délié de son contrat, mais il ne le remplit pas ; et la plupart des fazendeiros, plus tolérants que la loi, laissent du reste les colons se sauver sans les poursuivre, si bien que la ville de S. Paulo par exemple est pleine de ces immigrants qui ne peuvent se placer nulle part, parce qu'ils dépendent encore d'un contrat qu'ils n'exécutent plus.

Voilà pour les faits individuels : passons à des cas plus importants. Une colonie entière se révolte, ne trouvant pas d'autres moyens de se plaindre de ce qu'elle croit, à tort ou à raison, une injustice. Alors les consuls étrangers interviennent : ils n'obtiennent rien pour les colons ; mais ils atteignent leur but qui est d'empêcher l'immigration, en déconsidérant le Brésil au dehors. Nous pourrions, là aussi, citer des faits bien connus des intéressés : ils sont encore la conséquence logique et naturelle de la loi des contrats.

Nous l'avons là, sous les yeux, cette loi de 1879, la seule réforme importante que l'on ait su faire depuis les grandes mesures incomplètes, insuffisamment concertées, mais utiles et sérieuses du ministère Rio Branco.

Voici l'article 5, qui autorise des contrats faits au dehors, en Italie, en Allemagne, avec de pauvres gens qui ne peuvent savoir la valeur des papiers.

qu'ils signent ; l'article 6, qui régleme les contrats *faits par les mineurs* ; l'article 14, qui *limite* à cinq ans (limiter est joli) la durée de la location, et autorise une clause préalable de renouvellement ; les articles 17 et 18, qui nient le droit du loué à se faire remplacer, mais qui autorisent un nouveau maître, acheteur ou héritier, à ne tenir aucun compte des engagements du premier : les articles 19, 20, 21, 22 et 23 qui limitent les droits du maître comme ceux de l'engagé, sans aucun résultat pratique pour le second ; l'article 28, article monstrueux qui oblige l'engagé à rester un ou deux ans de plus au service du maître, s'il lui doit encore, ce que l'on peut toujours établir ou produire ; l'article 35, qui rend impossible à un colon de se replacer s'il n'a pas un certificat de son ancien propriétaire ; l'article 38, qui autorise le maître à renvoyer sans délai le contracté, pour *maladie prolongée*, ivrognerie, attaque à l'honneur du maître, de sa famille, de ses enfants, *insubordination*.

Nous pourrions continuer ; cela dure encore cinquante et quelques articles, et quelques-uns sont bien étonnants, l'article 43, par exemple, qui impose le partage par moitié, *sauf convention différente* ; mais à quoi bon. On nous accuserait d'attaquer le pays, quand nous mettons le doigt dans des plaies vives qu'il faut fermer, si on ne veut les voir s'aggrandir.

Il suffirait qu'on la publie toute entière, cette loi des contrats, dans diverses langues, et qu'on la répande en Europe, en montrant la valeur de chaque article, pour arrêter définitivement ce courant d'immigration dont le Brésil a le plus urgent besoin,

s'il veut remplacer ces esclaves qu'il faut libérer, et mettre en valeur des ressources immenses, aujourd'hui inutiles.

Des mesures législatives semblables compromettent un pays avancé à plus d'un titre, et si digne d'une meilleure réputation ; puisque les gouvernants actuels veulent faire quelque chose, au lieu de réglemens qui ne peuvent qu'aggraver une loi absolument mauvaise, qu'ils réforment le décret de 1879, en le substituant par un autre bien simple : « L'immigrant, à son arrivée au Brésil, est considéré comme libre de toute obligation ; et les contrats de plus d'un an sont interdits. »

Alors les grands propriétaires verront qu'ils ne peuvent plus remplacer les noirs esclaves par les blancs engagés ; et surtout à Rio, à Minas, qui n'ont encore rien fait, ils songeront peut-être aux mesures nécessaires de transformation du travail et de la propriété.

L'émancipation brusque

(9 Décembre 1883)

La *Gazeta da Tarde* nous lance à la tête une épithète dont nous sommes très honoré. On est toujours le réactionnaire de quelqu'un ; et il ne nous déplaît pas d'être celui d'un journal où écrivent de jeunes hommes francs, hardis, aux idées avancées quoique peut-être un peu étroites.

Avec une urbanité de langage dont nous le remercions, notre confrère nous convie à lui dire pourquoi nous avons peur de la révolution, cette conséquence forcée, d'après nous, de l'émancipation immédiate ; sans engager de polémique contraire à nos habitudes, nous voulons bien le satisfaire.

Nous n'avons pas peur de la révolution en elle-même ; sur ce point nous irons peut-être plus loin que la plupart des Brésiliens et même les Brésiliens de la *Gazeta da Tarde*.

Nous croyons que ce grand pays si plein de ressources et d'avenir aurait gagné, beaucoup gagné, à avoir, dans la première partie de son existence nationale une série de révolutions. Connaissant

le passé du Brésil, les luttes de ses provinces, Minas, Pernambuco, contre l'autorité Portugaise, les luttes de ses députés à Lisbonne, connaissant l'esprit tolérant et apte au progrès de ses habitants, nous avons la certitude que ces révolutions auraient fait depuis longtemps la suppression de l'esclavage, la suppression de la religion d'état, et les grandes mesures de peuplement qui sont encore nécessaires.

Mais, les mêmes raisons qui nous font regretter pour le passé national des luttes capables de former peu à peu, lentement, progressivement, un peuple de travailleurs et d'électeurs, nous amènent à considérer une révolution actuelle comme une catastrophe.

Quand notre confrère parle, comme il le fait, des idées républicaines que la France a appliquées, après des secousses violentes, il commet une erreur malheureusement trop fréquente, en oubliant que nos révolutions, depuis 1789, ont été purement politiques. 1830 comme 1848, comme 1870 n'ont rien changé à la distribution de la propriété, à la répartition de la richesse, aux lois de l'hérédité, ou aux rapports des employeurs avec les employés. Les progrès sociaux de notre pays, progrès purement pacifiques, se sont faits sous tous les régimes, sous tous les drapeaux, grâce à l'existence d'un peuple capable de travailler, d'épargner et de penser.

La révolution qui se prépare au Brésil et qui se fera fatalement, nous le reconnaissons, si on ne l'empêche pas par des mesures rapides d'évolution,

sera toute différente des révolutions Françaises ou même Européennes.

La politique, cette forme élevée de la pensée, y jouera un rôle effacé ; des questions plus simples, résolues partout ailleurs, tiendront là le premier plan. Le Brésil aura une révolution sociale, et il faut le dire sans crainte de froisser des susceptibilités, une révolution sociale de forme inférieure par son but et par ses caractères, puisqu'elle comptera pour principaux facteurs des hommes venus depuis cinquante ans de l'Afrique, ou leurs descendants formés par l'esclavage.

A cause de cette phrase, notre confrère pourra nous accuser d'avoir le préjugé de race, et il nous prêtera une opinion qui n'est pas la nôtre : il pourra répéter que nous ne sommes pas abolitionnistes, parce que sans nier les qualités du noir éduqué et la vive intelligence du métis, en demandant que l'on prépare par tous les moyens l'émancipation rapide, nous trouvons l'esclave de fazenda inférieur à l'Irlandais, inférieur au Russe, inférieur à l'ouvrier Allemand ou Français comme facteur de révolution ou mieux de progrès social.

Si notre confrère nous lance cette accusation, nous ne protesterons pas ; chacun est libre d'interpréter les faits à sa manière, et nous sommes sûrs de voir nos appréciations partagées par tous ceux qui ont observé sérieusement.

Mais, s'il accepte notre point de départ, voilà ce que nous lui dirons : à cause de la présence de ces facteurs insuffisants à créer à eux seuls un progrès durable, et aussi à cause de l'importance des problèmes à résoudre, il nous paraît nécessaire

pour transformer la propriété, pour former un peuple de travailleurs libres, d'aller d'abord chercher en Europe par l'immigration des éléments sociaux avancés que l'on n'a pas su créer lentement sur place, et qui maintenant sont indispensables pour lutter avec les nations concurrentes.

La transformation de la main d'œuvre du Brésil sera fructueuse, si elle a pour point de départ et pour base deux millions de citoyens actifs et utiles, ouvriers agricoles et ouvriers d'usines ; sinon, elle sera nuisible, et fera perdre au pays le peu qu'il a déjà acquis. Le Brésil a en effet une richesse, et même une richesse énorme si elle était estimée à sa valeur : ses cultures. Le Brésil a déjà un commencement d'outillage, chemins de fer, engenhos, industries, administrations qui dépendent des cultures et subsistent par elles ; enfin, nous le dirons parce que ce point de vue nous importe à nous, étrangers, le Brésil a déjà des liens multiples et puissants avec les autres pays par les échanges matériels et moraux, quoiqu'il soit resté en retard par un seul côté, les échanges d'hommes, l'immigration.

Une révolution sociale faite en 1830 ou en 1840 n'aurait présenté que de légers inconvénients économiques parce qu'elle aurait coïncidé avec le début de la vie nationale, avec des cultures peu importantes, avec un outillage et une dette à peu près nuls. Mais aujourd'hui, en face de rivaux déjà pourvus, comme la République Argentine, l'Australie, le Mexique, personne ne le niera, les difficultés sont plus grandes comme aussi les responsabilités. En tout cas, il faut se faire singulièrement illusion pour oser écrire en contredisant tous les exemples connus,

ceux du Ceará comme ceux de la Louisiane ou des Antilles, que la suppression préalable de l'esclavage suffira à faire affluer les immigrants et à créer une nouvelle richesse.

Nous sommes étrangers, et nous avons quelque droit de parler des immigrants, étrangers comme nous, que nous avons étudiés. Nous pouvons affirmer sans crainte d'être contredits par les faits, que les immigrants continueront à fuir un pays menacé de révolution, et surtout un pays où la révolution portera sur les conditions même du travail et de la propriété.

Notre confrère niera peut-être que la suppression brusque de l'esclavage, sans le remplacement préalable des travailleurs, créera une révolution.

Notre confrère niera aussi que cette suppression brusque, dans ces conditions, entraînera l'abandon ou du moins l'insuffisance de traitement de la plupart des plantations ; c'est-à-dire la ruine pour plusieurs années puisque le *cafésal* et le *cannavial*, cultures à longue portée, seront perdues une fois abandonnées, et devront être refaites à nouveau, péniblement et lentement. Notre confrère enfin pourra nier que la diminution ou la suppression des cultures entraînera la perte de l'outillage, qui dépend de la matière première, la diminution des échanges, le manque aux engagements, la banqueroute de l'Etat et des particuliers.

S'il le nie, très bien ; nous ne nous entendons pas sur des faits que l'on peu déjà observer ; il garde son opinion, nous garderons la nôtre, sans essayer une discussion impossible. Mais s'il admet tous ces faits, alors, nous le répétons, nous sommes dans notre rôle, à

nous étrangers, qui venons ici pour travailler et aider à des progrès utiles, en déclarant, que le Brésil a mieux à faire que de semblables révolutions; et nous continuerons à soutenir que l'émancipation doit être la conséquence d'autres réformes urgentes, et non leur commencement.

En nous occupant de ces questions sociales du Brésil, nous le savons, nous ne plaisons pas aux gouvernants, qui, sans réfléchir peut-être aux surprises prochaines, aiment, comme le dit notre confrère, à exciter l'opinion, pour avoir l'air de céder et de sauver ceux qui possèdent.

Mais, si la *Gazeta da Tarde* reconnaît que nos articles ne sont pas agréables, pourquoi lance-t-elle gratuitement des insinuations sur des opinions intimes qu'elle ne connaît pas ou sur un rôle que nous n'avons jamais cherché à prendre.

Nous n'avons été et nous ne sommes les thuriféraires de personne; nous continuerons à dire sur tout et sur tous simplement ce que nous croyons vrai et juste.

Exposé à écrire en France, sous une forme plus suivie, ce que nous avons vu au Brésil, avec une préface qui prouvera que nous avons pensé aux moyens pratiques, nous avons tenu à l'indiquer auparavant, dans la tribune libre que nous offrait le *Messenger du Brésil*; et nous croyons qu'un seul reproche pourrait nous être adressé, celui de nous occuper de questions que des étrangers n'ont pas le droit d'aborder. Ce reproche, nous le trouvons logique de la part de ceux qui croient le Brésil capable se suffire à lui-même en s'isolant comme la Chine, et se passant des bras et des capitaux étrangers; nous en

tiendrons compte le jour où nous estimerons que la majorité des Brésiliens sont capables de le formuler. Alors, nous l'espérons, il ne sera plus question d'immigration ; et les étrangers seront enfin fixés sur le rôle qui leur est destiné.



II

Le Papier Monnaie

(19 août 1883)

Nous savons que nous allons heurter beaucoup d'idées, ou mieux de préjugés, en parlant du papier monnaie sans l'accuser de toutes les souffrances actuelles du Brésil, et surtout, en essayant de relever les erreurs commises par ceux qui résument les problèmes urgents de ce grand pays dans une simple question de variations du change.

Cependant pour nos lecteurs Européens qui, lisant mal le portugais, pourraient se laisser tromper par un luxueux étalage de chiffres, et aussi pour nos lecteurs Brésiliens souvent trop peu au courant du mécanisme des échanges, il nous paraît indispensable de ne pas laisser passer des affirmations comme celles qui s'étaient dans des articles refaits tous les jours, sous des formes diverses plus bizarres les unes que les autres.

Nous ne faisons point de polémique; peu nous importe qu'un journal ait son plan pour sauver le Brésil, et même qu'il en change tous les mois, parlant en juillet de céder à des spéculateurs la grande voie de fer D. Pedro II, et en août d'élever en face de la Banque du Brésil une nouvelle banque d'émission concurrente, qui aurait de l'or dans ses coffres, mais ne pourrait le prêter à l'Etat sous peine de mise en accusation des ministres ou de refus des impôts par le peuple. Ces projets révolutionnaires peuvent faire sourire, surtout à certaines enseignes : mais ils n'occupent pas autrement.

Nous ne sommes pas chargé non plus de montrer tout ce qu'il y a de contestable dans cette affirmation, que l'unique moyen de circulation admis par la science économique est le moyen métallique. Les mesures anciennes provoquées par la baisse du prix de l'or, les mesures toutes récentes provoquées dans divers pays par la baisse du prix de l'argent, les discussions toujours fort vives des monométallistes et des bimétallistes, répondent à notre place. L'importance de plus en plus grande prise par les valeurs fiduciaires de toutes les espèces, bordereaux de clearing-house, lettres de change, chèques, billets de banque, et même valeurs des villes ou des états, valeurs industrielles ou autres, assurances sur la vie, contrats Torrens suffisent aussi à montrer que tous les échanges de services entre les hommes tendent à avoir comme intermédiaires de simples engagements écrits.

En tout cas, en ouvrant un livre ou un travail récent d'économie politique, on peut constater que le rôle des métaux se restreint de plus en plus à

celui de simples monnaies destinées aux usages journaliers.

Nous voulons seulement relever des affirmations qui, véridiques ou simplement compréhensibles, pourraient faire le plus grand tort au crédit du Brésil et à ses échanges avec l'extérieur.

Le *Jornal do Commercio* a fait, le 13, le 14 et le 17 août, trois articles pour démontrer que le tiers de la production utile du Brésil, 70 mille contos sur 210 mille contos d'exportation, servaient à couvrir des différences de change, et étaient par suite perdus pour le pays.

Voulant établir l'existence de cette perte énorme, l'auteur de l'article parle d'abord de gouffre, de tonneau des Danaïdes et de mille autres choses ; puis il développe le raisonnement suivant :

La place de Rio, dit-il, achète tous les ans aux banques 15 millions de livres sterling de traites sur l'étranger ; les autres places du Brésil doivent acheter une somme à peu près égale : soit 30 millions de livres, ou 750 millions de francs expédiés chaque année. Mais ces 750 millions sont payés aux banques en reis papier, à un taux supérieur au change normal : à chaque opération, le pays perd la différence ; et, pour l'ensemble des expéditions annuelles, cette différence équivaut à 70 mille contos ou environ 160 millions de francs, d'après l'état actuel de la valeur du papier.

Nous n'inventons rien ; vous pouvez lire les articles, vous y trouverez les chiffres. Ces chiffres, nous pourrions les contester ; tous les commerçants que nous avons consultés nous ont affirmé, que le

Brésil ne demandait pas trente millions de livres par an ; la place de Rio avec ses quinze millions de livres, chiffre officiel, est en effet beaucoup plus importante que toutes les autres ; et elle concentre, comme celle de Londres en Angleterre, non seulement les besoins de l'Etat ou des grandes compagnies de chemin de fer et d'engenhos, mais aussi la plus grande partie des besoins provinciaux.

Mais la question n'est pas dans l'importance plus ou moins grande des demandes de traites sur l'Europe : elle est tout entière dans cette affirmation stupéfiante :

Le négociant qui va prendre 1.000 livres ou 100 livres ou 10 livres à une banque perd environ 26 % parce que le change est à 460 reis le franc au lieu d'être à 354. On ne sait d'abord que répondre, tellement on est surpris de voir s'étaler de telles choses à la première colonne d'un grand journal. Il faut donc prouver que le commerçant actuellement ne perd rien, que le Brésil lui-même ne perdrait rien dans l'ensemble de ses opérations commerciales, si le change même à 500 était définitivement fixé ; et vraiment on rougit presque d'avoir à faire de telles démonstrations.

Prenons l'ensemble : le Brésil importe des marchandises ; ces marchandises, il les paye en livres, en francs ou en florins ; ou plus exactement, ces marchandises importées, il les paye avec ses exportations.

La situation est mauvaise, le change est à 500 ; le café exporté se vend nécessairement en reis, à Rio ou à Santos 20 % plus cher que si le change était à 400 ; et le fazendeiro bénéficie *passagèrement* de cet abaissement du change puisque, recevant

plus de reis, il peut payer plus facilement des dettes contractées peut-être à des changes différents.

Pendant que le café, le sucre, le cacao, le coton, le caoutchouc, tous les produits exportés sont côtés plus cher *en reis*, les produits importés sont, eux aussi, vendus plus cher aux consommateurs du Brésil. Le négociant de détail fournira plus de reis à la banque pour payer les mêmes marchandises en Europe ; mais, il en aura reçu davantage de ses clients : ainsi il ne perdra rien. Les banques qui servent d'intermédiaires ordinaires aux deux séries d'opérations brasseront plus de papier ; elles payeront plus de reis aux producteurs du Brésil, elles en recevront davantage des importateurs étrangers : mais la balance commerciale du pays à ce moment, à cette période donnée ne supportera aucun déficit, puisqu'elle aura gagné d'un côté, aux exportations, ce qu'elle perdra de l'autre, aux importations.

Les exportations du Brésil étant supérieures, d'après la douane, aux importations, on pourrait même soutenir qu'une baisse nouvelle de la valeur du papier entraîne pour l'ensemble du pays, ou plutôt pour ses producteurs, un gain passager. Suivant une opinion très répandue que nous signalons sans la défendre ni l'accepter, ce résultat se serait produit au moment de la guerre du Paraguay, quand le change est resté très bas pendant plusieurs années.

Nous pourrions prendre des exemples plus simples ; mais à quoi bon ? Que l'on considère l'ensemble du Brésil ou un particulier, les résultats seront les mêmes.

Un seul client des banques pourrait se plaindre

parce que ce client exporte de l'or sans rien importer qu'il revende. Ce client, c'est l'Etat.

Cependant la suppression du papier monnaie, faite brusquement, comme on le demande, et par des moyens absolument artificiels, augmenterait la perte de l'Etat au lieu de la diminuer. Le rachat du papier, son remplacement par de l'or ne pourrait évidemment se faire qu'à l'aide d'emprunts d'or en Europe ; ces emprunts, il faudrait en payer les revenus, et ces revenus annuels seraient certainement supérieurs à la perte réelle créée aujourd'hui par les variations du change.

Cette perte, dans les conditions actuelles, n'est du reste pas sans quelques compensations. Il est évident que tous les impôts *ad valorem* augmentent de rendement, quand le change est plus bas. Ainsi le café, le caoutchouc, le maté rapportent davantage à l'Etat en mil réis, si le franc vaut 500 réis. La douane, par suite, recevrait moins en mil réis si le change tombait brusquement au pair ; et le chiffre des dépenses intérieures, notamment celui des traitements, resterait cependant le même : d'où une nouvelle source de déficit, passagère, nous le voulons bien, qui cependant mérite d'être signalée.

Nous n'insisterons pas davantage : nous avons voulu simplement montrer qu'on ne peut pas réduire la question du change à quelques phrases plus ou moins sonores, à quelques exemples plus ou moins bien choisis dans des pays différents du Brésil, ou à quelques chiffres plus ou moins bien alignés ; et nous avons surtout fait voir que la baisse de valeur du papier monnaie n'entraîne pas une perte répétée correspondante, sur toutes les opérations d'échanges.

La présence du papier monnaie est nuisible au Brésil ; elle est nuisible à cause des oscillations brusques de la valeur de cette monnaie, et à cause de la moindre stabilité consécutive des relations commerciales. Mais la présence de ce papier, la baisse progressive, lente, et du reste limitée de sa valeur, ne sont qu'un des symptômes, un symptôme accessoire d'une gêne sociale plus complexe et plus grave. L'or reviendrait de lui même au Brésil comme il est revenu aux Etats-Unis ou dans la République Argentine, le change se fixerait si la production et surtout l'épargne du pays devenaient plus considérables et sa main d'œuvre plus importante.

Il peut convenir à ceux qui ne veulent pas voir de chercher un bouc émissaire, un pelé, un tondu, un galeux, qu'ils accusent de tout le mal. En agitant le spectre du papier monnaie, en inventant des chiffres pour le grossir, on peut arriver à faire oublier pendant quelque temps les véritables questions. Mais ces questions restent toujours les mêmes : l'ulcère n'est pas le papier monnaie, comme on le crie ; l'ulcère, c'est l'esclavage ; et le remède ne peut-être fourni ni par l'aliénation du chemin de fer D. Pedro II, ni par des banques d'émissions sans garantie sérieuses. Le remède dans les conditions actuelles du Brésil, s'appelle immigration et meilleure exploitation du pays.

Le Papier monnaie et les Banques

(23 août 1883)

Nous avons essayé de montrer qu'il était inexact de chercher dans le papier monnaie la cause principale de la situation économique actuelle du Brésil ; et nous avons fait voir qu'on commettait une erreur en considérant la présence de ce moyen d'échange comme suffisante pour produire une perte de plus d'un quart sur toutes les transactions.

Il ne faudrait pas conclure que nous sommes les défenseurs ou les partisans du papier à valeur variable qui existe aujourd'hui. Les oscillations brusques du change nous paraissent nuisibles ; mais, elles nous paraissent nuisibles par un mécanisme compliqué qui mérite d'être étudié.

Tout étranger qui arrive au Brésil est surpris de voir que le franc vaut un jour 410 réis, quelques jours après 425, quelques semaines après 460 ou 500. Il a lu dans des livres que la baisse de valeur des papiers d'état a été, partout et toujours, consécutive à des crises économiques ou sociales, révolutions, grandes guerres, plus rarement mauvaises récoltes longtemps prolongées. Il regarde autour de lui : le pays est en pleine paix, l'administration bien assurée : les chiffres des importations ou des

exportations, les chiffres des impôts augmentent, trop lentement peut-être ; mais enfin ils augmentent.

Cet étranger essaye alors d'analyser chaque hausse, chaque baisse particulière. A la fin de 1879, par exemple, le change tombe à 500 quand le prix du café est très élevé, quand une situation politique nouvelle, la situation libérale vient d'être inaugurée, en un mot, quand toutes les conditions paraissent favorables. Puis le change remonte à 406, à 402, subissant une variation de près de 20 % qu'aucun accident général ne peut expliquer.

Nous citons ce fait de grande oscillation ; nous en pourrions citer d'autres, ou mieux nous pourrions citer presque au hasard les diverses périodes trimestrielles de ces dernières années. Chacune présente des variations aussi irrégulières qu'inattendues.

Ces oscillations sont évidemment nuisibles au Brésil : les commerçants qui importent des marchandises ont pris l'habitude de vendre plus cher pour se garantir contre elles ; à cause d'elles les exportateurs de café, de sucre, de caoutchouc, de coton, de cacao, de maté, font difficilement ces opérations à termes, si utiles sur tous les grands marchés.

Ces oscillations sont surtout nuisibles parce qu'elles profitent uniquement à certains établissements, à certaines maisons greffées en véritables parasites sur les flancs du pays.

Si le commerce, si les banques étaient entre des mains Brésiliennes, ou si simplement ce pays avait une épargne suffisante et des moyens de circulation abondants, il gagnerait aux hausses du change ce qu'il perdrait à ses baisses ; et, malgré quelques inconvénients, il souffrirait peu dans son épargne des

variations de son papier-monnaie, qui bientôt cesseraient d'elles-mêmes, quand elles n'entraîneraient plus pour personne aucun avantage.

Au lieu de cela, que se produit-il ? Telle grosse maison d'importation, plusieurs fois millionnaire ou ayant en Europe un grand crédit, attend patiemment des semaines et des mois que le change redevenue favorable. Alors elle réalise sur le papier-monnaie qu'elle a reçu en paiement dans l'intervalle et déposé en compte courant à la banque, un nouveau et considérable bénéfice.

Ce gain, dans ce cas, est trop élevé ; il n'a pas d'utilité pour le pays ; cependant il est logique, puisqu'il suppose une avance de capitaux et un risque à courir par une attente trop prolongée. Mais il n'en est pas de même de beaucoup d'autres cas où l'on opère pour ainsi dire à coup sûr.

Le change est entre les mains des banques, ou, pour appeler les choses par leur nom, le change est entre les mains de quelques banques Anglaises. A un moment donné, sans que personne sache pourquoi, souvent sans qu'un seul besoin nouveau se soit produit, le papier-monnaie disparaît de partout : les banques du pays n'ont plus que quelques milliers de contos en caisse, si bien qu'elles refusent des avances aux commerçants les plus sérieux et quelquefois même à l'état,

Alors le change varie dans des sens souvent fort divers, qui dépendent de l'époque choisie pour l'opération, évidemment différente suivant qu'elle coïncide avec les grandes expéditions de café ou de sucre, ou avec les grosses échéances de décembre. Puis, le bénéfice étant réalisé, sans autre raison le

change oscille en sens inverse ; et plusieurs fois dans la même année, en 1883 comme en 1882, on fait la navette pour le plus grand ébahissement des naïfs.

Si l'on cherchait bien, on pourrait apprendre que des courtiers offraient aux importateurs des traites à terme, quelques semaines avant une hausse, pour accaparer sûrement à un moment donné certaines sources de papier disponible ; ou l'on pourrait surprendre plusieurs des fils d'un mécanisme ingénieux sans être inextricable.

Mais à quoi bon ? Le *Jornal* lui-même fournit des chiffres explicatifs : ce pays où 11 millions d'habitants sont répandus sur un espace presque aussi grand que l'Europe a pour tout moyen d'échange moins de 500 millions de papier. Des crédits, de 100 millions sur l'étranger suffisent donc pour accumuler, pendant un certain temps, tous les moyens de circulation disponibles, et pour faire à volonté la hausse et la baisse.

Cette insuffisance des moyens d'échange a ainsi créé un état de choses absolument spécial au Brésil.

Dans les pays où a existé aussi un papier monnaie mal garanti, en Italie, en Espagne, actuellement en Russie, ce papier monnaie était abondant, et dans tous les cas, il suffisait largement aux besoins du pays. L'encaisse des banques en métaux pouvait être faible ou nul comme au Brésil ; mais l'encaisse en papier, dans les banques ou chez les particuliers est toujours resté considérable. Par suite, aucun établissement de crédit n'était assez puissant pour songer à modifier artificiellement la valeur du moyen d'échange national. Les banques subissaient les variations générales, comme

les simples particuliers. Au contraire, au Brésil, elles les créent, ou du moins tout se passe comme si elles les créaient.

Le papier monnaie disponible est toujours peu considérable; l'encaisse de toutes les grandes banques de Rio de Janeiro n'atteint pas d'ordinaire vingt mille contos, cinquante millions de francs: les ressources en papier sont donc aussi restreintes que possible, et par suite le papier monnaie changeant de rôle est devenu au Brésil une véritable marchandise. Il existe à Rio de Janeiro un double marché de denrée et de papier, que les économistes n'ont peut-être jamais étudié ailleurs, dans de semblables conditions.

L'importateur Européen ne s'occupe pas seulement du prix auquel il vendra ses produits fabriqués, en reis; il se préoccupe surtout de la valeur à laquelle les banques voudront lui acheter ces reis papier, quand il voudra payer en or ses marchandises en Europe. Les grands exportateurs de café, de sucre ou de coton réalisent eux aussi, souvent à peu de jours de distance, deux opérations très différentes: ils ont acheté à un prix fixe, en reis, le café à un intermédiaire du pays, l'*ensaccador*: mais ces papiers reis dont ils ont besoin pour payer la denrée, il faut aussi qu'ils les achètent dans des banques, à un prix souvent plus variable que celui du produit national. Par suite, les résultats de chaque opération d'échange dépendent au Brésil de deux facteurs variables, et non plus d'un seul; ils dépendent des variations du prix de la denrée, ils dépendent des variations encore plus inattendues de la valeur en or du papier.

Cette transformation du papier monnaie en

une véritable marchandise, dont la valeur varie avec la rareté des demandes ou l'abondance des offres n'est pas niable : il suffit du reste pour s'en convaincre d'analyser l'état des banques.

Les unes, comme la Banque du Brésil, la Banque *Industrial et Mercantil*, la Banque *Commercial* sont Brésiliennes; et, après quelques essais, elles ont plus ou moins renoncé à servir d'intermédiaires en Europe. Elles s'occupent des hypothèques et aussi des échanges intérieurs du pays, et elles ont leur clientèle commerciale de négociants, d'industriels, et surtout de *commissarios* et d'*ensacadores*. Les autres banques sont étrangères; et, personne ne le niera, elles ont monopolisé plus ou moins les échanges extérieurs; elles reçoivent le papier monnaie réuni par les importateurs qui doivent de l'or en Europe; elles rendent ce papier monnaie aux exportateurs pour payer les denrées du Brésil. Au lieu de subir, comme les banques des autres pays, les variations du change, elles ont pris, par suite de ce monopole, un rôle plus actif qui certes n'est pas ostensible, mais qui n'est pas contesté. Il leur suffit d'afficher à leur tableau de change une taxe nouvelle, les exportateurs qui veulent expédier et qui ont besoin de payer ce qu'ils ont acheté viennent prendre le papier, même s'ils trouvent qu'on le leur vend trop cher contre de l'or recevable en Europe. Ils en ont besoin, et surtout ils n'en trouveraient pas ailleurs, puisque ce papier peu abondant se trouve ainsi concentré.

Il serait curieux d'analyser avec plus de soin cette situation économique, unique peut-être au monde.

Mais, il suffit de l'indiquer pour comprendre l'insuffisance du remède proposé contre un tel état de choses : une banque nouvelle, qui aurait tous les inconvénients des banques étrangères actuelles, et qui de plus prendrait à l'état ce droit d'émission dont les pays plus vieux plus riches et plus forts veulent se ressaisir.

Le projet développé dans le *Jornal do Commercio* ne peut être discuté ; on ne discute pas des phrases vagues, qui ne précisent aucune des conditions de la fondation proposée.

Mais ce projet est évidemment relatif à une banque étrangère, ou mieux cosmopolite, puisqu'elle irait chercher à l'étranger, une somme insuffisante de cent ou deux cents millions d'or. Ses capitaux seraient étrangers, ses actionnaires seraient étrangers, ses bénéficiaires iraient à l'étranger ; les garanties d'intérêts et le titre de national que l'Etat pourrait ensuite lui donner pour satisfaire les lecteurs d'articles faciles ne changeraient rien à l'affaire.

La création d'une banque d'émission fatalement concurrente de la banque d'Etat qui existe déjà, le fait que cette banque aurait pour premier devoir de refuser au trésor l'or dont il aurait besoin, tout en lui demandant toutes les faveurs dont il pourrait disposer, empêche du reste que l'on puisse se tromper sur la signification du projet.

Aussi, pour notre compte, si l'on persiste dans de telles idées, nous croyons plus simple de proposer d'accorder le droit d'émission à une des banques Anglaises actuellement existantes. Leur crédit est indéniable, leur administration parfaite ; et, sans aucun doute, leurs actionnaires se feraient

un devoir de témoigner de la reconnaissance aux hommes capables d'inventer de tels projets pour le plus grand bien de leur pays.

Les Banques

(26 août 1883)

Encore un mot pour finir, puisque cela est nécessaire. On nous a demandé, oralement, pourquoi une banque d'émission serait fatalement nuisible dans les conditions actuelles, si elle ne servait pas directement ou indirectement à augmenter la main d'œuvre et la production : on nous a demandé pourquoi une banque destinée à porter de l'or au Brésil serait fatalement une banque étrangère. Nous allons répondre brièvement, en rappelant certaines données trop souvent oubliées par ceux qui font des comparaisons, sans chercher si les faits sont comparables.

La Banque de France prélève tous les ans sur la fortune publique une dime considérable ; ses actions qui valaient 400 francs il y a 30 ans, valent aujourd'hui dix fois plus. Cet établissement de crédit, comme les établissements analogues, gagne souvent quand le pays perd, et jamais ses profits n'ont été plus élevés que pendant la période néfaste de 1870 à 1875.

Cependant la Banque de France ou la Banque d'Angleterre sont utiles : elles servent de régulateurs des moyens d'échanges ; au besoin même, ce sont des pourvoyeurs passagers.

La Banque de France a fourni près de trois milliards en 1871—1872, et son papier n'a pas fléchi. La Banque d'Angleterre, la Banque de France ont empêché ou modéré plusieurs crises commerciales en retenant l'or, en facilitant de gros paiements nationaux, en avançant récemment encore de fortes sommes à la corbeille de la Bourse ; les hommes qui attaquent le plus ces banques d'Etat ne nient pas leurs services.

Mais pourquoi ces banques sont-elles utiles ? parce qu'elles résument en France, en Angleterre, dans d'autres pays encore, une épargne, une richesse réalisable ; elles la résument, elles ne la créent pas, *et elles servent seulement, dans une étroite mesure, à la mieux répartir.*

Leur papier a de la valeur parce qu'il est garanti ; et il est garanti parce que derrière la banque d'Etat, derrière les billets, derrière les métaux monnayés ou non, ou les autres valeurs déposés dans les caves, un peuple entier économise et travaille. Ce peuple a créé peu à peu une épargne métallique

considérable répandue dans toutes les mains, si bien que l'encaisse de ces banques est une faible partie des monnaies d'or ou d'argent possédée par le pays, et, *a fortiori* une faible partie de l'épargne plus générale représentée par les valeurs mobilières, immobilières ou foncières.

La France, outre son outillage énorme de voies de fer, de canaux, de télégraphes, de chemins, d'usines, de mines, de machines, de maisons, de cultures, possède, d'après les évaluations les plus basses, environ 12 milliards de monnaie dont 8 milliards d'or ou d'argent et 3 milliards et demi de papier. L'Angleterre possède une somme de métaux plus grande encore, difficile à évaluer parce que l'or anglais est partout répandu.

Les Etat-Unis possédaient, en 1880, trois milliards et demi d'or et d'argent, et à peu près autant de papier ; leur or a considérablement augmenté depuis, par suite des mauvaises récoltes d'Europe et de la vente des céréales et des salaisons.

Nous avons cité ces pays parce qu'on a l'habitude de les prendre ici pour modèles. Si le Brésil voulait purement et simplement les copier, pour égaler le moins bien pourvu, les Etat-Unis, il devrait avoir environ un milliard d'or et autant de papier.

Sa situation actuelle est toute différente : elle se résume par ces chiffres ; les moyens d'échange d'un habitant de France égalent 350 francs de métaux ou de papiers, et ceux d'un habitant du Brésil moins de 50 francs de papier. Cependant, il ne faut pas croire qu'en France on constate une surabondance.

Récemment encore la Banque de France a dû

prendre des mesures pour empêcher le drainage de l'or ; il y a un change de Paris à Londres sur les livres sterling comme il y en a un à Rio de Janeiro ; les fluctuations sont seulement produites par des causes différentes et beaucoup plus limitées.

Quelle est comparativement la situation du Brésil ? Ce pays où les banques sont rares, où le rôle intérieur du chèque, de la lettre de change et des actions diverses, industrielles ou autres, est très réduit, où les transports d'argent des commercants, comme aussi la petite épargne des artisans des colons ou des débitants se fait souvent en papier fiduciaire, devrait avoir des moyens de circulation plus abondants que les pays où la monnaie peut être facilement suppléée. Au lieu de cela, il possède une quantité minime de papier monnaie ; son commerce extérieur déjà considérable se chiffre par 400 mille contos, mais ses moyens d'échange d'après les calculs les plus autorisés n'atteindraient pas 200 mille contos : 450 millions de francs pour 11 millions d'habitants.

En Amérique du Nord l'or et le papier réunis, égalent le chiffre du commerce extérieur, importation et exportation ; en France, ils égalent le double de ce chiffre ; au Brésil, le papier monnaie égale à peine la moitié.

La conclusion de ces chiffres ne saurait être trop répétée ; non seulement le Brésil manque d'or, mais son papier ne suffit pas pour ses besoins.

Cette situation a des causes complexes, qui ne peuvent être analysées en quelques lignes ; mais sa constatation suffit pour donner la réponse aux questions posées plus haut.

Deux choses actuellement sont indispensables : des moyens d'échange plus fixes, et surtout des moyens d'échange plus abondants, l'abondance relative étant la condition de la fixité. L'Etat pourrait chercher à réaliser lui-même ces desideratum, en faisant des émissions nouvelles. Cette idée que tout le monde rejette est cependant soutenable, sinon immédiatement, au moins plus tard, quand le progrès de la production sera commencé et le crédit mieux assuré.

Aujourd'hui, nous sommes les premiers à reconnaître que l'état ne peut directement intervenir, à moins d'accompagner les émissions nouvelles de mesures utiles à la meilleure production et au meilleur peuplement. Les tentatives faites par divers ministères pour améliorer le change ou diminuer les pertes du trésor ont donné de tristes résultats ; l'intervention de la Banque du Brésil dans les tirages en Europe n'a pas pu être poursuivie, de peur de grosses pertes. Ce pays a déjà un déficit pour ses besoins journaliers ; il doit payer à des tiers des commissions considérables pour ses emprunts en Europe, et les faire au-dessous du pair : des services capitaux de peuplement, de mise en exploitation souffrent, faute de ressources disponibles.

Dans ces conditions, personne ne peut conseiller au gouvernement de réaliser un emprunt ou une série d'emprunts d'or, pour racheter son propre papier monnaie : l'Etat doit aussi se garder de nouvelles émissions qui pourraient diminuer son crédit, ou mieux il ne doit les faire qu'en décidant en même temps des mesures de peuplement

et de colonisation qui seules sont capables de les garantir.

Reste donc l'hypothèse d'une banque d'émission, distincte de l'Etat, ayant ses intérêts particuliers, et cherchant à donner à son papier une valeur supérieure à celui de l'Etat qu'on retirerait peu à peu.

Nous maintenons que cette banque d'émission, dans les conditions actuelles, serait nécessairement une banque étrangère peu utile et même nuisible au pays.

Pour fixer le change, dit-on, il faudra porter de l'or, et le porter artificiellement par une banque, sans le gagner, sans l'épargner. Cet or, on l'empruntera, puisqu'on ne le possède pas. L'emprunt fait sans l'intervention directe de l'Etat, par des particuliers, laissera évidemment aux prêteurs le droit d'intervenir comme actionnaires, et de diriger l'emploi de leurs fonds.

Cet or à emprunter, on ira le chercher là où il existe, c'est-à-dire en Amérique du Nord ou plus probablement en Europe. Par suite les prêteurs ou les actionnaires seront étrangers ; ils placeront leur épargne au Brésil parce qu'ils espèrent de gros revenus ; et, quel que soit le titre dont on affuble la banque, quelles que soient les personnalités que l'on mette en avant, on aura fait une spéculation particulière, capable tout au plus d'élever dans de meilleures conditions une concurrence aux banques nationales d'émission qui existent déjà.

Nous allons plus loin ; et nous basant sur les chiffres publiés plus haut, nous allons montrer que ce droit d'émission accordé à des capitalistes

étrangers ne pourra avoir que des inconvénients et des dangers.

Si cette banque remplit son but, elle devra aggrandir les moyens d'échange actuels absolument insuffisants et rendre le Brésil plus ou moins égal aux pays auxquels on le compare. Il faudrait, pour cela qu'elle possède, qu'elle fixe et qu'elle répande dans le pays au moins un milliard d'or et d'argent. Après avoir porté un milliard d'or, dont la moitié au moins devrait être livré aux besoins du commerce sous peine de n'être pas utile, cette banque pourrait ensuite, mais seulement ensuite, émettre sans crainte un autre milliard ou même deux milliards de papier.

Mais cette somme énorme de monnaie métallique qui serait nécessaire pour donner aux échanges un taux fixe, on ne trouvera évidemment pas à l'emprunter en Europe, pour cet objet et dans ces conditions. Supposons qu'on réalise l'irréalisable : on devrait alors chercher à gagner des intérêts pour les actionnaires ; et ces intérêts, sur une somme aussi grande, prélevés sur tous les échanges constitueraient une charge plus lourde que les pertes créées par les variations actuelles du papier-monnaie.

Arrivons à des projets possibles, réalisables, comme ceux que l'on discute, celui par exemple d'une banque qui, en portant progressivement 100 ou 200 millions d'or, retirerait 400 millions de papier d'état et le substituerait par un autre.

Ce projet, c'est le *statu quo* : la rareté, l'insuffisance des moyens d'échange continueraient, l'agio de l'or se substituerait à l'agio du papier ; et quelques crédits sur l'Europe suffiraient à entasser

passagèrement dans des coffres, au lieu de papiers, toute la monnaie disponible. Le change des livres sterling a déjà existé pendant la guerre du Paraguay : il se reproduirait avec la même terminaison.

Prenons l'hypothèse la plus favorable ; nous supposons que les banques préfèrent l'intérêt général à leurs propres bénéfices ; des causes simples, des envois d'or par les Italiens, par les Portugais qui préfèrent ce mode simple et ancien, les besoins des voyageurs, une crise qui rendra plus sûr pour le négociant d'expédier, au lieu de traites, l'or qu'il possède, les causes les plus futiles, suffiraient à épuiser une réserve sans rapport avec les besoins du pays et sans influence possible sur la stabilité des échanges.

L'Etat se serait donc privé, sans aucun bénéfice, du droit d'émission ; et, tôt ou tard, il devrait intervenir au prix de grosses pertes pour sauver son crédit indirectement atteint par la baisse de ce papier monnaie particulier, qui n'aurait plus aucune valeur ; l'expérience coûteuse que l'on aurait faite aurait servi seulement à montrer davantage le vice de la situation actuelle, c'est-à-dire l'absence de garanties effectives d'une monnaie fiduciaire, et l'insuffisance comme quantité de celle que existe déjà.

○ ○ N'existe-t-il donc aucun remède à cette situation, et n'est-il pas possible de créer naturellement, peu à peu, des moyens d'échanges abondants.

Oui, cela est possible, peut-être même facile ; mais pour y arriver, il ne suffit pas d'étudier la superficie des choses, et d'apprécier des résultantes sans se préoccuper des causes premières.

Toute la solution se résume dans un mot: avant d'émettre, il faut augmenter la production et l'épargne, et ainsi garantir ; pour produire davantage, il faut peupler. Les moyens d'échanges métalliques, cette forme simple de l'épargne et la fixité du change viendront par surcroît.

La Banque du Brésil et la hausse du Café

(4 Novembre 1883)

Le prix du café a augmenté, depuis quelques jours de 25 % sur les marchés de Santos et de Rio Janeiro. Nous voudrions pouvoir nous en féliciter ; une hausse rationnelle produite par la diminution de l'offre des producteurs de tous les pays ou par l'augmentation de la demande des consommateurs, serait sûrement utile au Brésil pour rendre moins vive la gêne des échanges dont tout le monde

souffre, et même pour faciliter aux grands fazendeiros de café la transformation urgente du travail esclave.

Mais, si ce qu'on nous raconte est exact, la hausse actuelle sera plus nuisible qu'utile.

On nous affirme, en effet, que, profitant d'achats à terme faits depuis longtemps pour l'Amérique du Nord aujourd'hui dégarnie de café, un groupe de spéculateurs s'est organisé à Rio pour accaparer momentanément cette denrée, et produire ainsi une hausse factice et passagère. Chose plus grave, nous avons entendu dire de divers côtés que la Banque du Brésil, banque d'Etat, fournissait la plus grande partie des fonds nécessaires à ce jeu dangereux.

Nous jugeons en ces matières avec notre simple bon sens ; et nous sommes bien forcé de dire que les ressources disponibles du marché de Rio nous paraissent faibles pour lutter contre des spéculations organisées en sens inverse, au Havre et ailleurs en Europe, surtout étant donné que les acheteurs étrangers, riches d'argent et de crédit à bon marché, sont favorisés par un facteur de baisse contre lequel il est inutile de lutter : l'excès de la production sur la consommation.

D'après les estimations les plus basses, les marchés d'Europe, ou mieux les grands entrepôts des villes d'importation, contiennent aujourd'hui trois millions de sacs de café ; qu'on le veuille ou non, cette accumulation lente est la preuve d'un excès de production.

La récolte du Brésil en 1883 a été petite ; mais la diminution subie de ce côté est largement compensée par ce stock immense jusque-là inutile,

d'autant plus que dans d'autres pays, à Java notamment, les récoltes ont été régulières.

Pour essayer de lutter efficacement contre la baisse des prix, il faudrait que le Brésil puisse interrompre tous ses envois pendant plusieurs mois et accumuler une quantité de café correspondant à la moitié ou aux deux tiers de la réserve possédée déjà par les consommateurs. Alors, mais seulement alors, tous les marchés étant dégarnis, le Havre, la Hollande ayant expédié leurs excédants en Amérique comme ils commencent à le faire, on pourrait espérer une hausse plus ou moins durable. Mais, tout le monde le sait, cet accaparement monstrueux, à le supposer possible, dépasse les ressources disponibles d'un marché qui a pour seule ressource 192 mille contos de papier déprécié, sur lesquels vingt mille contos, peut-être moins, sont disponibles.

On nous affirme encore, nous pourrions citer des noms, que beaucoup de café vendu au syndicat ou à ses agents, est laissé provisoirement entre les mains des vendeurs, quand ces vendeurs sont des intermédiaires et ont confiance dans le crédit de l'acheteur. La raison de ce fait est facile à comprendre ; on n'a pas trop de l'argent disponible pour payer les commissaires ou mieux les *fazendeiros*, et leur faire croire que l'âge d'or va enfin se rouvrir.

Le chiffre infime de trois cents ou quatre cents mille sacs déjà achetés et arrêtés, serait ainsi plus apparent que réel, puisque une partie au moins de ces cafés n'aurait pas été immédiatement payée.

Si l'on continuait à opérer de la sorte, sans élasticité dans les crédits, sans réserve de métal ou même de papier, avec des banques étrangères restées prudemment en dehors de ces jeux dangereux, on pourrait aboutir, au moment où on y songerait le moins, à une catastrophe.

Nous ne voulons pas être trop sévère ; nous trouvons naturel que des négociants intelligents et audacieux profitent d'engagements antérieurs pris par des acheteurs pour leur vendre plus cher la denrée du pays : nous savons que beaucoup de Brésiliens croient faire acte de patriotisme en aidant dans les fazendas, en aidant dans les banques à cette hausse du produit national basée malheureusement sur une diminution locale de la production ; et nous sommes les premiers à affirmer que la Banque du Brésil a pris sur la responsabilité des spéculateurs toutes les sûretés commerciales possibles, dans les conditions actuelles du marché.

Mais, justement ces conditions sont mauvaises ; si mauvaises que l'on proposait de vendre une des meilleurs ressources du pays, le chemin de fer D. Pedro II, pour les améliorer. La valeur des hypothèques rurales diminue tous les jours, et le *Jornal do Commercio* du 18 octobre publiait des chiffres heureusement peu exacts, destinés à prouver que la plantation de café pouvait s'estimer au prix d'une récolte ; le papier monnaie est déprécié, rare et absolument insuffisant, comme on peut s'en convaincre en lisant le dernier bilan publié de la Banque du Brésil. Dans ces conditions, nous le répétons, il est dangereux pour la Banque d'Etat d'employer les faibles moyens d'échange que le commerce

entier réclame, à une spéculation difficile, peu utile, condamnée peut-être à un échec certain.

A supposer même que tout réussisse ou simplement que l'on s'arrête à temps, on aura couru de gros risques pour un bénéfice passager, qui appartiendra à quelques intermédiaires, et non à la banque ou aux producteurs. Les prix retomberont dès la première récolte abondante ; la situation des fazendeiros restera aussi difficile, la transformation du travail aussi en retard, et le portefeuille d'hypothèques de la banque aussi mal garanti ; on aura reculé pour mieux sauter.

Les bonnes volontés et les ressources des grands établissements de crédit seraient mieux employées à résoudre les questions par la base, et non pas à soutenir un ordre de choses qui s'effondre de toutes parts. Favoriser des sociétés de colonisation, organiser des engenhos basés sur le travail libre, augmenter la production du café et du sucre, au lieu de chercher à en modifier artificiellement les prix, en un mot, préparer à ce pays le peuplement, la division du travail et l'épargne sans laquelle il aboutira fatalement à une crise violente ; voilà pour les banques le seul but véritablement utile.

Il faudra bien qu'on finisse par le comprendre ; et, dans ce sens, on n'a plus de temps à perdre ni de fautes à commettre.

Le Déficit nécessaire

(2 septembre 1883)

Le *Jornal do Commercio* du 29 août a fait un grand article pour démontrer que le budget de 1883 serait en déficit d'environ 28 mille contos, ou 60 millions. Cet article résume des doléances qui éclatent sur tous les tons, presque tous les jours, à la tribune ou dans la presse.

Si nous devons donner notre avis sur les détails du budget du Brésil, nous trouverions certes dans ce pays comme dans d'autres, plusieurs crédits, à notre avis, peu utiles ; mais nous avouons ne pas comprendre cette rage d'économie quand même, dont on paraît posséder depuis quelque temps.

Le budget en équilibre, voilà l'idéal, le programme futur de tous les opposants, le but annoncé bien haut de presque tous les ministres. On risque maintenant de passer pour un individu mal conformé si l'on vient dire que le Brésil, dans ses conditions actuelles, doit voir plus loin que le présent, escompter son crédit pour préparer dans l'avenir, un budget en équilibre et même en excédant.

Si fou que nous puissions paraître, nous aurons cependant le courage de dire ce qui est pour nous la vérité.

Pour cela, nous allons essayer de faire voir, à l'aide quelques chiffres, en quoi le Brésil, cette nation jeune, diffère des pays vieux auxquels on essaye de l'assimiler.

En montrant que presque toutes les ressources du pays que nous habitons sont encore intactes, en montrant qu'un avenir de force et de richesse, avenir certain si on sait le préparer, est à peine hypothéqué, nous croirons être plus utiles qu'en parlant à tout propos de déficit impossible à couvrir, de banqueroute imminente, et d'autres dangers qui seraient puérils, si on savait les regarder en face et lutter contre eux par les moyens appropriés.

On nous dit : le Brésil emprunte tous les ans pour couvrir des déficits. La réponse est facile : les nations que l'on cite comme modèles, les Etats-Unis, la France, l'Angleterre, la Belgique, tous les pays qui tiennent la tête du mouvement social ont emprunté. Hormis les Etats-Unis, ces pays empruntent encore sous des formes diverses pour augmenter leurs chemins de fer ou leurs lignes de bateaux, pour développer leurs colonies, pour fournir à leurs produits de nouveaux débouchés. Leurs budgets, même celui de l'Angleterre, si on prend l'ensemble de la métropole et des colonies, ne sont pas plus en équilibre que celui du Brésil ; le déficit est plus grand pour la France et la Belgique, si on le rapporte à l'unité de production, l'habitant.

Cependant, ces pays sont des pays vieux qui ont mis en exploitation à peu près toutes leurs

ressources. Ils ne suffiraient pas à nourrir leur population si d'autres pays neufs, moins peuplés et plus favorisés, ne leur offraient leurs excédants de matières premières agricoles. Ces pays font des emprunts, ils perfectionnent sous toutes ses formes leur outillage, ils hypothéquent leur avenir déjà très chargé, plutôt pour mieux vendre leur production que pour l'augmenter. Les limites dans lesquelles ils opèrent sont tellement étroites que la France pour ses récents travaux, doit craindre de ne pas rentrer dans des frais de nouvel outillage, véritablement sans rapport avec les avantages possibles.

Alors il s'est trouvé, il se trouve tous les jours au Brésil, de grands politiques, de grands financiers pour dire à la tribune, pour écrire dans les journaux : voyez en France Léon Say, voyez en France Leroy Beaulieu ; ils indiquent les périls de la situation financière, les dangers du déficit ; et nous aussi nous voulons être les Léon Say du Brésil.

Il faut donc leur dire, à ces Européanisés sans le savoir, que le Brésil n'est pas la France, et qu'il doit marcher en avant pour les mêmes raisons économiques et sociales qui conseillent aux pays vieux de stationner, ou du moins d'augmenter avec prudence un outillage déjà suffisant et très dispendieux.

Le Brésil a 11 à 12 millions d'habitants, soit moins de 2 habitants par kilomètre carré, tandis que la France en a 68, la Belgique 138, les Etats-Unis 7 : le Brésil doit donc se peupler, et cette nécessité est de toutes la plus urgente, parce que sans habitants, sans producteurs, sans consommateurs toutes les autres dépenses seront inutiles.

Le Brésil a cinq mille kilomètres de chemins de

fer exploités ou sur le point de l'être ; la France, seize fois plus petite en a environ vingt-cinq mille. De plus, la France a au moins 100 mille kilomètres de routes vicinales, départementales ou nationales en parfait état, et le Brésil a 400 kilomètres, l'União-Industria, la Graciosa, la route de Petropolis, la Tijuca que nous allons oublier, étant les seules routes régulièrement entretenues ; le Brésil doit donc percer d'immenses régions insuffisamment peuplées, et par suite créer presque ses moyens d'échanges.

Le Brésil a un commerce extérieur d'environ 900 millions, soit 80 francs par habitant, tandis que l'habitant de France produit et échange environ 200 francs, celui des Etats-Unis 160 francs, celui de la République Argentine 220 francs ; le Brésil doit donc augmenter sa production, même par rapport au chiffre actuel de son peuplement.

Enfin, le Brésil n'a pas d'épargne appréciable ; ses valeurs d'état, de chemins de fer, d'*engenhos*, de gaz, de tramways sont en partie entre des mains étrangères ; ses cultures ne peuvent être vendues à des prix rémunérateurs parce qu'elles ont pour base la forme la plus inférieure de main d'œuvre, l'esclave. Par suite de tous ces facteurs, les moyens d'échange métalliques sont nuls, et le papier monnaie est insuffisant.

Le Brésil doit donc se faire une épargne qui le rende indépendant des autres marchés, et il ne peut la faire qu'en étant plus peuplé, mieux outillé, et en produisant davantage.

Enfin, dernier facteur encore plus défavorable, le peu que ce pays a déjà acquis comme culture ou comme outillage provenant de l'esclavage cessera

d'exister avec lui, si on ne prend pas soin de remplacer le travail des noirs par une autre main d'œuvre ; l'immigration s'impose non seulement à cause du défaut de population, mais surtout à cause du mouvement d'émancipation.

Le grand ministère présidé par Rio-Branco, formé d'hommes énergiques et patriotes, avait parfaitement compris toutes ces nécessités. Le Brésil doit à ses gouvernants de 1871, aux mesures d'outillage et même de colonisation qu'ils avaient su prendre, d'avoir pu augmenter ses exportations pendant la dernière période décennale, comme aussi d'avoir reculé l'échéance fatale de la crise de main d'œuvre.

Mais depuis, si l'on excepte le sénateur Saraiva, qui lui aussi proposait dans son dernier rapport des finances d'hypothéquer l'avenir pour compléter l'outillage, faire des chemins de fer, des *engenhos* de café, etc., depuis, on s'est borné à constater, sans comprendre, un déficit croissant. On a proposé des expédients : le paiement en or d'une partie des droits de douane, l'installation de banques qui créeraient, paraît-il, la richesse avec du papier, sans s'occuper autrement de peupler et de mieux exploiter. Après avoir laissé dormir la question d'émancipation, après avoir assisté à la désorganisation des services d'immigration, divers journaux et plusieurs hommes d'Etat continuent à démontrer que l'on pourrait rogner quelques centaines de mille francs sur l'instruction supérieure, ou réduire encore les mesures d'outillage, de chemins de fer, d'*engenhos*, mesures insuffisantes à elles seules, mais en tout cas utiles ; puis, quand ils ont fait cela,

ils croient sincèrement avoir aidé au salut du pays.

Tous ces raisonneurs ressemblent, pendant leur succès passager, à ces nombreux fils de famille qui héritent tout à coup de biens qu'ils ne savent pas utiliser. Ils ont, par exemple, une maison vaste, aérée, très-bien située, mais absolument nue ; ils installent timidement une industrie ou un négoce en concurrence avec des maisons anciennes, déjà riches et en pleine prospérité. Servis par leur situation meilleure ou par d'autres avantages naturels, ils voient la clientèle arriver, et ils sont à la veille de capitaliser de gros bénéfices. Mais brusquement ils s'arrêtent ; ils ont profondément réfléchi, ils ont même fait des calculs ; leurs dettes se sont accrues à mesure que leur négoce ou leur industrie prenait de l'extension : ils ont employé à des achats ou à des installations nouvelles des sommes supérieures à leurs premiers bénéfices, et pour utiliser tout l'immeuble, pour mettre leur affaire en pleine prospérité, il faudrait emprunter encore, acheter de nouveaux stocks de marchandises, augmenter l'outillage de magasins, d'employés... Alors ils font l'inverse ; ils veulent, comme la vieille maison, réaliser quand même, immédiatement, des bénéfices ; ils réduisent le chiffre des employés, ils ne renouvellent pas assez vite leurs marchandises ; et ils sont tout surpris de perdre leur clientèle, puis leur crédit. Enfin, ils arrivent à la faillite parce qu'ils en ont eu peur et qu'ils ont voulu équilibrer trop vite leur budget, au lieu d'attendre patiemment pour capitaliser qu'ils fussent capables de lutter avec tous leurs concurrents.

Le Brésil est heureusement plus favorisé que ces particuliers ; et l'incapacité de quelques-uns ne peut lui faire perdre ses avantages naturels. Il garde comme une garantie de l'avenir ses bois, ses mines pour la plupart inexploitées, son sol à peine ouvert, sa faune et sa flore pleines de sources de revenus inconnues ou inexplorées : il a surtout ses grandes cultures de sucre et de café déjà installées, son caoutchouc, son maté déjà exploités. Mais si ce pays veut grandir, il doit utiliser ces ressources, et pour les utiliser, pour réaliser une mise en exploitation coûteuse, il faut qu'il supporte pendant la période correspondante un déficit apparent. Ce déficit sera, du reste, largement compensé par la mise en valeur du sol, l'accumulation de l'outillage, les progrès rapides des impôts, des exportations et de toutes les formes de richesse.

Le Brésil peut faire cette première dépense, parce que son rendement d'impôts peut être augmenté, quadruplé, sextuplé, sans charge aucune pour l'habitant, dès qu'on aura une meilleure exploitation et un meilleur peuplement.

Le Brésil a un demi milliard de dette extérieure ; et le chiffre total de son passif national, en y comprenant les bons du trésor et le papier monnaie, ne dépasse pas deux milliards, soit moins de 200 francs par habitant, tandis qu'en calculant de la même façon, l'habitant de la France doit près de 900 francs.

Le Brésilien paye au fisc 24 francs par tête, tandis que le Français paye 97 francs, l'Anglais 110 ; et les impôts de ce grand pays n'atteignent pas 280 millions, c'est-à-dire moins que ceux de la Belgique

ou de la ville de Paris. Cependant cette charge si faible paraît lourde parceque, le pays n'étant pas mis en rapport, les impôts sont mal répartis et portent presque uniquement sur ceux qui échangent et non pas sur ceux qui possèdent.

Ces chiffres simples que l'on oublie trop souvent suffisent à montrer les différences entre le Brésil et les pays avec lesquels on veut le comparer. Ce pays souffre ; mais, à l'inverse des pays vieux surmenés, il souffre parcequ'on le laisse sans développement, avec l'esclavage à sa base, avec un peuplement et des moyens d'échange absolument insuffisants. Cet adolescent malade de croissance souffrira davantage si on lui applique les remèdes des vieillards, et il souffrira alors par la faute des médecins empiriques qui se seront bornés à traiter des symptômes, sans pénétrer les causes.

Le déficit du budget est une nécessité, tant que ce pays neuf ne sera pas largement en exploitation. Pourvu que ce déficit ne soit pas utilisé au maintien de formes de main d'œuvre et d'exploitation absolument condamnées, le pays dans son ensemble gagnera à le voir s'augmenter, dans des limites compatibles avec la continuation du crédit.

La Situation financière

(3-6 avril 1884)

Les événements vont souvent plus vite que les volontés ; leur succession rapide surprend les hommes les plus habiles et les plus circonspects, et les étonnants progrès des idées émancipatrices ne sont pas les seuls indices de la marche en avant qui précipite le Brésil vers un inconnu gros de promesses et aussi d'obscurités. Les préoccupations qui tiennent aujourd'hui le premier plan, dans le monde commercial et politique, sont d'ordre financier ; personne ne peut nier la gravité des symptômes actuels : baisse des valeurs Brésiliennes en Europe, hausse de l'escompte, baisse du change à Rio de Janeiro, rareté excessive du papier, diminution des dépôts dans les banques, difficulté et gêne pour tous les échanges commerciaux.

Quelques-uns cherchent à expliquer cette crise par des causes passagères que des remèdes, passagers aussi, feraient disparaître. On parle d'une grande quantité de papier-monnaie employé dans le Nord pour les achats de sucre et de caoutchouc, et ainsi momentanément fixée ; on fait ressortir le rôle nuisible du fameux syndicat qui conserve achetés deux ou trois cent mille sacs de café, faute de

pouvoir les revendre avantageusement, et qui paralysant de plus tout le marché immobilise ainsi une partie des ressources du pays.

L'influence de ces causes n'est pas niable ; mais cette influence a été rendue possible par une série de conditions durables qu'il faut analyser.

La demande des places du Nord est un fait naturel, dans un pays où les banques provinciales sont peu nombreuses et peu importantes, parce que la capitale essaye de tout centraliser ; et, si l'envoi de 40 à 50 mille contos suffit à créer une gêne, on doit conclure que les moyens d'échange sont insuffisants.

Le papier disponible sert aujourd'hui à payer des différences aux banques Anglaises, sur des cafés expédiés par des spéculateurs qui avaient voulu élever son prix facticement. Le fait était facile à prévoir : comme nous l'avions dit, dès le début de cette aventure, le café semblable aux autres denrées coloniales doit diminuer et non augmenter de prix, à mesure qu'il entre de plus en plus dans la consommation générale ; et, en essayant des spéculations passagères, la place de Rio ne peut lutter avec celles du Hâvre ou de New-York, parce que ses ressources financières ne sont pas comparables.

Les incidents de ces derniers mois ont servi à montrer à tous que les variations de valeur du papier-monnaie ne suffisent pas à tout expliquer, et qu'il existe des causes de trouble économique plus profondes et plus graves. Le change a été très-bon au début de la crise ; il est encore acceptable :

cependant, depuis plusieurs années, la situation n'avait pas été aussi mauvaise.

Les petits commerçants souffrent parce que leurs clients les paient mal ; ils souffrent parce qu'il leur faut donner aux banques de très gros intérêts, tout aussi vexatoires, tout aussi ruineux que les pertes dues aux oscillations du change ; ils souffrent parce que, malgré ces gros intérêts, ils ne trouvent pas d'argent dans ces banques qui en sont elles-mêmes dépourvues. Ils ne peuvent faire honneur à leurs engagements ; leur crédit est atteint ; leur situation est compromise, quoique tout paraisse normal aux yeux des étrangers.

Les gros commerçants souffrent encore davantage, et beaucoup d'entre eux attendent une échéance fatale, qu'ils ne savent comment préparer. Les grands fazendeiros doivent peut-être 200.000 contos aux commissaires de café de Santos et de Rio, et ceux-ci comprennent que le gage de leur dette, la fazenda à esclaves, diminue tous les jours de valeur. Les maisons d'exportation d'Europe expédient des cafés dont les prix diminuent ; malgré toutes les précautions, elles voient augmenter les retards de paiement des objets fabriqués qu'elles importent au Brésil ; la situation parait déjà tellement tendue que l'on observe des faits caractéristiques. Citons-en un, puisqu'il est public ; celui de ce banquier de S. Paulo qui a déposé récemment son bilan. Depuis longtemps, il prêtait aux fazendeiros, il prêtait aux petits commerçants avec les conditions que l'on peut supposer dans un pays où l'intérêt légal est libre, où la banque d'Etat escompte souvent à 10 ou 11 %, et où on peut compter les

banques particulières. Il avait gagné à ce métier une grosse fortune, 1500 contos : mais, cette fortune laissée entre les mains de ses clients n'est pas réalisable. Il doit 400 contos dans les banques, et il ne peut les payer parce qu'il ne trouve nulle part une somme aussi forte.

Défaut de ressources immédiatement réalisables, insuffisance absolue des moyens d'échange ; voilà les caractéristiques de la situation actuelle. Cette situation a, du reste, des origines anciennes que l'on peut analyser.

Étudions l'état du marché de Rio de Janeiro qui résume tous les autres, et suivons-le pendant les trois dernières années de 1881, 1882, 1883, en nous servant des chiffres rassemblés par le *Jornal do Commercio*, dans sa revue commerciale annuelle.

Réunissant, mois par mois, les balances des sept principaux établissements de banque de Rio de Janeiro, le *Jornal* nous fait voir que depuis trois ans le portefeuille d'effets négociés se remplit davantage ; c'est dire que les besoins augmentent : mais, les dépôts restent stationnaires ou diminuent, et les caisses se vident.

En 1881, les effets en portefeuille représentent 51 à 61 mille contos ; les dépôts 106 à 120 mille contos, le papier monnaie en caisse 10 à 19 mille contos, 13 à 14 mille étant le chiffre ordinaire. En 1883, le portefeuille s'élève entre 79 et 90 mille contos, en hausse de 30 % ; les dépôts varient entre 103 et 125 mille contos, plus ou moins stationnaires : l'encaisse tombe entre 7 et 14 mille contos, en diminution de plus de 40 %.

Lorsqu'on analyse ces chiffres et qu'on les compare aux chiffres des places d'Europe ou des Etats-Unis, on est presque stupéfait. Les encaisses disponibles, *en papier monnaie*, dans les grandes banques de Rio de Janeiro sont par rapport aux besoins, cinq ou dix fois inférieures aux encaisses *en or ou en argent*, des grandes banques Européennes.

La banque d'Angleterre dont le portefeuille d'effets escomptés varie depuis dix ans entre 18 et 25 millions de livres possède, outre une somme fixe de 15 millions de livres en titres d'Etat, environ 20 millions de livres en or ou en lingots, et elle peut émettre 30 à 40 millions de livres en billets, chiffre variable suivant l'or encaissé. La banque de France dont le portefeuille de valeurs négociées dépasse un milliard, possède dans ses caisses plus d'un milliard d'argent, un milliard d'or, et elle peut émettre 3 milliards 500 millions de billets. Les résultats seraient les mêmes en Belgique, en Hollande et dans les autres pays riches ; l'encaisse des grandes banques en or, en argent dépasse la valeur du portefeuille, tandis qu'au Brésil l'encaisse *en papier* est huit, dix fois plus faible que la valeur des effets escomptés.

Les différences restent encore considérables, si on étudie des pays moins favorisés. La banque d'Autriche a un portefeuille de 300 millions de florins, son encaisse métallique représente 150 millions de florins, son papier monnaie en circulation 300 millions. La banque de Russie, banque d'état, possédait en 1881, 171 millions de roubles en or, elle avait émis 545 millions de roubles papier ; son portefeuille commercial s'élevait à 147 millions de roubles. La banque nationale Italienne possédait en

1882, 82 millions d'espèces d'or ou d'argent ; elle avait 461 millions de billets ; et son portefeuille commercial égalait 244 millions.

Il est plus difficile d'avoir des données exactes sur la valeur des moyens d'échanges disponibles des Etats-Unis, à cause de la multiplicité des banques, banques nationales, banques d'état, banques privées. Cependant, on estime à plus d'un milliard et demi de dollars, ou sept milliards de francs, les dépôts des banques d'état et des banques nationales réunies ; et à plus de 2 milliards le chiffre ordinaire de leurs opérations commerciales ; leur émission considérable est garantie par un dépôt de 600 millions de dollars ou trois milliards en titres d'emprunt national.

En Australie, les banques commerciales ou foncières ont presque toutes le droit d'émission, sous certaines conditions. Ces banques représentent environ trois milliards de valeurs diverses ; leurs avances égalent 1500 millions : fait curieux et inattendu, le papier monnaie est très peu abondant, 150 millions, garantis par une encaisse d'or ou de valeurs d'Etat d'une valeur double.

On est étonné quand on constate les énormes ressources disponibles dont profitent les échanges, dans ces divers pays ; et, si on se rapporte aux conditions de fonctionnement des échanges du Brésil, on se demande par quel prodige ce pays a pu suffire jusque là à des besoins sans cesse grandissants.

Que possède en effet le Brésil : il ne possède ni or ni argent, et toutes ses ressources, nous le répétons encore, se composent de 188 mille contos de papier d'état, et d'environ 20 mille contos de papier de banque. Ce papier, écrit-on partout, n'est pas

garanti ; mais surtout, on l'oublie trop, ce papier est absolument insuffisant.

Une grande partie est en effet immobilisée dans l'intérieur, loin des villes et des voies rapides de communication par les besoins de l'administration, par les constructions de chemins de fer ou d'*engenhos*, comme aussi par l'épargne commençante de ces colons étrangers répandus dans diverses provinces du Sud. Cette immobilisation est très complète ; les communications avec certaines provinces sont lentes et mal assurées ; ce pays n'a pas de banques en dehors des grandes villes, et les papiers de commerce sont eux-mêmes peu utilisés. Par suite, les différences sont encore plus grandes que ne l'indiquent les chiffres cités plus haut : ces chiffres en effet, se rapportent aux encaisses des grandes banques, et ne tiennent pas compte de ces mille facilités d'échange, chèques, papiers de banque, traites, billets au porteur qui sont beaucoup plus répandus dans les autres pays.

On ne comprend pas comment, dans des conditions aussi défavorables, 200 mille contos de papier, dont 30 ou 40 mille au plus sont disponibles ont pu suffire à onze millions d'habitants, répandus sur un espace 16 fois plus grand que la France ; comment ils ont pu permettre à ce peuple de développer un commerce extérieur qui égale aujourd'hui près d'un milliard ; et surtout, on ne comprend pas comment, avec des encaisses de 7 à 12 mille contos de papier-monnaie, des banques ont pu suffire aux besoins d'un portefeuille qui représente des valeurs six ou huit fois plus élevées.

En rapportant ces chiffres à ceux qui sont

indiqués plus haut, on est forcé de conclure que rien n'est comparable dans les conditions des échanges du Brésil et des autres pays ; et on donne complètement raison à ces économistes de la nouvelle école, qui soutiennent avec M. de Laveleye en Belgique, ou avec les socialistes de la chaire en Allemagne, que chaque peuple présente des lois économiques et des facteurs de développement absolument spéciaux.

On se rend compte aussi qu'elle n'a rien de désespérée la situation d'une nation qui a su réaliser d'énormes progrès, dans ses cultures et dans son outillage, avec des moyens aussi insuffisants. Pour faire cesser les difficultés actuelles, il suffira d'employer des moyens en rapport avec l'état social du Brésil, sans chercher à copier ailleurs des remèdes différents, sans application possible.

Nous avons fait voir que les moyens d'échange du Brésil étaient absolument insuffisants, par rapport à son mouvement commercial et au nombre de ses habitants. Il semble alors très simple de trouver le remède : il suffit, a-t-on dit déjà, d'augmenter les moyens d'échange, d'émettre du papier, ou d'apporter de l'or, ou de faire les deux à la fois, en sacrifiant au besoin des sources de revenus anciennes et importantes, le chemin de fer Pedro II par exemple.

Mais les grands financiers qui trouvent ainsi des remèdes faciles, en se privant du peu qu'ils possèdent déjà, auraient bien pu se demander si cette insuffisance certaine des moyens d'échange ne tenait pas

elle-même à d'autres insuffisances des impôts, de l'épargne, ou de la production. En se rappelant qu'à diverses reprises on a importé ou frappé de l'or au Brésil sans pouvoir l'y retenir, en constatant que les banques restent très peu nombreuses et les hypothèques difficiles ou presque nulles, ils auraient déjà pu comprendre que l'insuffisance du papier monnaie et les variations du change doivent dépendre de causes plus profondes. Analysons du reste, pour leur répondre, cette situation en comparant le Brésil aux pays neufs concurrents, le Chili, la République Argentine, l'Australie, les Etats-Unis, pour l'année 1882.

On est d'accord pour prendre le commerce extérieur d'une nation comme la mesure la plus simple de ses échanges, de sa force de travail et de production.

Les 11 millions d'habitants du Brésil exportent plus ou moins 210 mille contos de réis ; ils importent 190 mille contos ; soit environ un milliard, ou 80 francs par habitant comme mouvement commercial.

Les 50 millions d'habitants des Etats-Unis ont environ 8 milliards de commerce extérieur, ou 160 francs par habitant, le double du Brésil, malgré le régime de protection qui restreint les échanges. Les 3 millions d'habitants de la République Argentine ont un commerce extérieur de 139 millions de *pesos*, ou environ 220 francs par unité de peuplement. Les 2.200 mille habitants du Chili ont un mouvement commercial de 120 millions de *pesos*, ou 250 francs. Les diverses colonies de l'Australasie ont un mouvement encore plus élevé, 500 à 600 francs en moyenne, et souvent davantage. Ainsi dans la Nouvelle-Zélande,

dont on parle tant au Brésil, le mouvement commercial atteint 400 millions pour 450 mille habitants, soit près de 900 francs. Le Nouvelle Galles du Sud est encore plus étonnante ; son commerce extérieur égale 700 millions avec 550 mille habitants, soit près de 1.200 francs.

80 francs au Brésil, 160 francs aux Etats-Unis malgré la protection, 220 francs dans la République Argentine, 250 francs au Chili, 1.000 à 1.200 francs en Australie : comment mieux établir que le mouvement commercial au Brésil est insuffisant par rapport à la population et, *a fortiori*, par rapport à l'étendue.

Sans rechercher, pour le moment, les causes de cette insuffisance dans l'esclavage et la nature du peuplement peu actif et mal utilisé, continuons l'analyse. Les impôts résument bien, comme on le sait, le gain que fait une nation sur ses échanges et sur son travail ; par suite, on apprécie facilement la richesse réalisable d'un pays par le chiffre et l'équilibre de ses budgets.

A ce point de vue encore, les impôts nous présentent, au Brésil, la même insuffisance que la production, le commerce et les moyens d'échange. Pour le montrer, nous n'avons pas besoin de prendre des pays vieux, riches, l'Angleterre et la France ; nous continuons à étudier des pays neufs.

Le Brésil paie difficilement 140 mille contos, environ 300 millions d'impôts, et pour obtenir ce rendement de moins de 30 francs par habitant, il doit frapper presque uniquement le commerce et les douanes. La République Argentine paie 150 millions d'impôts, ou 50 francs par habitants. Le Chili a payé, en 1882, 41 millions 800 mille piastres ou près de

100 francs par habitant. Les Etats-Unis payent 2 milliards, ou 40 francs par habitant; mais ils pourraient payer bien davantage, et ils sont arrivés depuis longtemps à la phase des excédants. La Nouvelle Zélande paye 98 millions, ou près de 200 francs par habitant, presque le double de la France. Enfin, la Nouvelle Galles a payé en 1882 217 millions d'impôts, chiffre qui correspond à 400 francs par habitant, douze fois plus qu'un habitant du Brésil.

On voit, par ces indications, les progrès économiques que le Brésil doit réaliser simplement pour égaler les pays neufs auxquels on le compare; on le comprend aussi, il suffirait à ce pays naturellement si favorisé de posséder deux ou trois millions de travailleurs suivis, au lieu de six ou huit millions de *caboclos* ou de noirs libérés, pour que ses impôts s'élevassent à 400 ou 600 mille contos, et son commerce extérieur à trois ou quatre milliards. Alors certainement les moyens d'échange se créeraient naturellement, ils se fixeraient peu à peu, ils deviendraient abondants, comme ils le sont déjà par suite des mêmes causes dans tous ces autres pays qui n'ont jamais recouru à des emprunts d'or, ou à d'autres remèdes empiriques absolument sans valeur.

Ces chiffres suffisent à montrer ce qui manque au Brésil; ce n'est pas de l'or ou du papier à valeur fixe, mais une population active, capable de fournir une production plus grande, une épargne plus considérable et des impôts plus élevés.

Les causes de la situation financière doivent être cherchées dans la constitution même du peuple, et dans l'agencement de ses forces productives. Tant que ces forces productives resteront les mêmes, et

surtout tant qu'elles continueront à diminuer par le fait de la suppression progressive de l'esclavage, la gêne financière continuera elle aussi à s'aggraver.

Pour sortir des difficultés actuelles, il faut donc agir sur les causes elles-mêmes. Mais, le seul moyen d'agir consiste à modifier, par l'immigration, l'ancienne base de travail, en substituant au noir esclave des citoyens blancs, actifs et utiles parce qu'ils seront maîtres chez eux et maîtres d'eux.

Dans les conditions présentes, la situation se complique malheureusement d'une dernière difficulté : le crédit lui-même se restreint ; son insuffisance apparaît, en même temps que celle de la production des moyens d'échanges ou des impôts, et pour les mêmes causes.

Cette diminution du crédit, sur laquelle le correspondant de Londres du *Jornal do Commercio* a justement attiré l'attention, montre bien que tous les phénomènes actuels sont la conséquence de l'état social. Si on la considère en elle-même, elle n'est nullement justifiée.

Le Brésil, en effet, devrait avoir un excellent crédit, parce qu'il doit très peu et qu'il a toujours amorti. Il devait, en 1883, 19 millions de livres sterling à l'extérieur, soit environ 40 francs par habitant ; il doit environ 420 mille contos, ou 1 milliard à l'intérieur, soit un total de 130 francs comme dette intérieure et extérieure. Pour être complet, on peut ajouter 250 mille contos de papier monnaie ou de bons du trésor, dette qui cependant existe sous d'autres formes dans tous les autres pays.

Faisons le même calcul, la même année, pour les nations concurrentes, et laissons encore de côté

la France, la Belgique, l'Italie dont les dettes sont énormes et les conditions différentes.

La dette extérieure du Chili quoique petite, 34 millions de piastres, dépasse celle du Brésil, 80 francs par habitant au lieu de 40 francs. Pour la République Argentine, la dette extérieure nationale, est d'environ 500 millions, beaucoup plus considérable par conséquent que celle du Brésil, 160 francs par habitant. Aux Etats-Unis, la dette est uniquement intérieure : quoique en grande partie amortie, elle reste considérable, surtout si comme cela est juste on joint à la dette nationale les dettes publiques, provinciales et municipales, presque nulles au Brésil. Aux Etats-Unis, la dette des municipalités s'élève à 4 milliards, celles des provinces à 1 milliard, celle de l'Etat à 8 milliards ; soit un total d'environ 13 milliards, ou 260 francs par habitant.

Mais les différences les plus remarquables sont toujours fournies par les peuples d'Australasie. La Nouvelle Galles du Sud doit à l'extérieur 450 millions, ou 900 francs par habitant, plus que la France : la Nouvelle Zélande doit à l'extérieur une somme encore plus élevée, 690 millions, 1.200 francs par habitant, trente fois plus qu'un habitant du Brésil.

Et cependant, ces pays neufs de l'Australie inspirent confiance ; on leur prête quoiqu'ils doivent, et on prêtera au Brésil qui doit moins, quand on saura qu'il utilise ses emprunts à des œuvres productives d'outillage et de peuplement.

La Nouvelle Zélande a doublé ses habitants depuis 10 ans ; de 1870 à 1879, elle a dépensé

42 millions pour le transport des immigrants, et 317 millions pour les routes, les chemins de fer et les autres travaux publics. La Nouvelle Galles avait pour 1833 un excédant budgétaire prévu de 50 millions, et son ministre des finances, M. Dibbs, proposait de l'employer à de nouveaux travaux publics, sans se préoccuper de l'amortissement.

Il viendra aussi un moment où le Brésil pourra non seulement emprunter suivant ses besoins, mais utiliser ses excédants à l'amortissement ou aux travaux utiles, comme les Etats-Unis et la Nouvelle Galles. Il lui suffira, pour cela, de livrer son sol si fertile à des travailleurs actifs ; et, pour retrouver son crédit qu'il a à peine entamé, il lui suffira de moins encore, de modifier enfin la base de la production, et de remplacer légalement l'esclave par l'homme libre.

La situation est pressante : il faut tout faire à la fois, couvrir des déficits annuels, élargir les moyens d'échange, organiser l'immigration par la petite propriété, sans user immédiatement du crédit devenu défiant et soupçonneux.

Aucun pays, dans aucun moment de son existence, ne s'est trouvé en présence d'autant de questions vitales, posées dans des conditions comparables ; mais, ces questions heureusement dépendent les unes des autres, et si on sait les considérer dans leur ensemble la même série de mesures peut servir à toutes les résoudre.

Les impôts et les moyens d'échange restent insuffisants ; l'hypothèque basée sur l'esclavage n'a plus de valeur ; il faut donc, comme en Australie, utiliser largement l'hypothèque sur l'homme libre, et

sauver le Brésil du présent avec le Brésil de l'avenir.

Le papier monnaie manque ; il faut en émettre, parce que dans les conditions actuelles ce moyen d'emprunt sera de tous le plus facile et le moins onéreux. Mais, pour que ce papier représente une valeur, pour qu'il serve au pays sans diminuer un crédit déjà atteint, il faut que son emploi constitue déjà une véritable garantie.

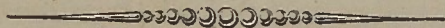
Que l'état distingue soigneusement le budget ordinaire ; qu'il le solde par des impôts anciens ou nouveaux, et qu'il le sépare du budget extraordinaire destiné à des travaux publics, chemins de fer, routes, transports d'immigrants, engenhos coloniaux, entreprises d'organisation de la petite propriété. Ce budget extraordinaire destiné au développement national une fois bien défini, qu'on le couvre sans crainte par des émissions de papier spécial, faites progressivement d'après les besoins. L'Europe bien renseignée applaudira, parce qu'elle comprendra la valeur de cette transformation.

Pendant ce temps, que l'on donne aussi plus de facilités aux sociétés particulières, qui sous forme de banques hypothécaires ou de compagnies d'immigration, organiseront le travail libre et baseront sur lui leurs emprunts et leurs diverses opérations de division de la terre, d'achat des fazendas, d'installation d'engenhos.

La Banque du Brésil, d'autres banques se sont presque ruinées en voulant soutenir les commissaires de café et les exploitations d'esclaves ; il faut qu'elles redeviennent florissantes, en couvrant le pays de citoyens actifs et de petits cultivateurs.

Divers projets sont déjà présentés aux Chambres par M. Mayrink, par M. de Guahy, par d'autres encore: inconsciemment peut-être, ils visent tous au même but, et grâce aux ressources naturelles si considérables du Brésil, ce but sera facilement atteint, quel que soit le projet adopté, pourvu qu'il soit basé sur un changement radical de la forme du travail.

L'exemple de l'Australie et des Etats-Unis le prouve, il suffit au Brésil de savoir hypothéquer son avenir par les moyens appropriés, pour résoudre les unes avec les autres toutes ses difficultés, en devenant riche et prospère comme ces pays, plus encore peut-être, puisqu'il est naturellement plus favorisé.



III

Hypothèque et Exploitation

(20-27 septembre 1883)

On nous accuse peut-être de n'être pas conséquent, et dans quelques articles que la question si mal comprise du papier monnaie nous a amené à publier, on croit voir une série d'idées émises un peu au hasard, sans souci de la solution pratique.

Vous ne voulez pas d'une réforme immédiate et directe du papier-monnaie, peut-on nous dire; acceptez-vous donc que les particuliers et l'Etat subissent perpétuellement de ce chef des pertes sérieuses? Vous dites que les emprunts ou les émissions employés à mettre ce pays en exploitation sont utiles, pourvu qu'ils restent compatibles avec le crédit; mais justement vous ne résolvez pas cette dernière difficulté. Vous parlez à tout propos des inconvénients de l'esclavage, de la nécessité de la colonisation: mais, vous n'indiquez pas les

moyens pratiques de remplacer l'esclave par le colon, et vous vous contentez d'affirmer un fait que tout le monde peut observer depuis dix ans : le grand propriétaire au Brésil, comme autrefois en France, plus récemment en Russie, actuellement en Irlande, ne consent pas à faire lui-même la division de la terre et la petite propriété. D'après vous, on devrait donc se heurter partout à des difficultés, et dites-nous au moins le sens dans lequel vous pensez qu'il faut se diriger.

Voilà les questions que l'on pourrait nous poser, que l'on nous a déjà posées, au moins en partie. Certes, nous n'avons pas la prétention de fournir à toutes une réponse dogmatique : beaucoup de points capitaux demandent, pour être résolus, une expérience préalable : cette expérience, nous ne l'avons pas, et ceux qui par devoir auraient dû l'acquérir ont bien d'autres soucis.

Mais, estimant que le rôle négatif de critique n'est point suffisant en économie politique et en sociologie, nous sommes prêt à dire ce qui, d'après nous, pourrait être essayé pour réaliser le but qui dans ce pays reste et restera longtemps le même : *produire davantage, produire mieux, produire à meilleur marché, pour pouvoir épargner et se développer.*

Nous l'espérons du moins, personne aujourd'hui parmi ceux qui savent et qui réfléchissent ne croient que cette nation de 11 millions d'habitants, dont deux cent mille à peine délibèrent et gouvernent, dont moins de deux millions travaillent et produisent, puisse se suffire à elle-même, et faire grandir, en l'isolant des autres, un pays seize fois plus grand que la

France. On ne trouve pas, ou mieux on ne trouve plus que dans les masses sans instruction, de ces gens qui croyaient appauvrir le Brésil en exportant ses minerais et ses divers produits naturels; et l'idée du libre échange intellectuel, social, et même commercial, est acceptée sinon pratiquée comme le seul moyen de progrès.

Quelles sont donc les difficultés qui viennent à l'encontre de tous ces désirs, et de toutes ces bonnes volontés ?

Les difficultés d'après nous sont doubles, au moins en apparence. Elles ont un côté mental et moral qui tient à l'ancien milieu colonial, à la diversité des races, à la présence de l'esclave, et surtout à l'éducation, aux mœurs et aux lois. Ce côté peut ainsi se résumer : suspicion de l'étranger, précautions prises contre lui, absence de grande naturalisation et de registre civil, religion d'état ; de ce côté nous ne parlerons pas, au moins pour aujourd'hui.

Les difficultés ont un autre côté directement économique que nous pouvons aborder, et que nous caractériserons en quelques mots.

Ce grand pays neuf a besoin de mettre en exploitation ses énormes ressources naturelles ; mais, pour attirer les capitaux et les habitants qui lui sont nécessaires, il ne peut hypothéquer actuellement que le travail de huit cent mille esclaves agricoles ; or, cette hypothèque n'a plus de valeur réalisable.

Le Brésil a attendu une échéance sans se préparer à la payer. Depuis trente ans, il ne reçoit plus de noirs ; mais il ne reçoit non plus aucune autre espèce de travailleurs. Il a usé jusqu'aux dernières limites ce travail esclave enfantin, antisocial, que lui

avaient légués ses premiers colonisateurs Portugais, sans tenter aucune réforme suivie pour le remplacer.

Depuis la déclaration de l'indépendance, ce pays neuf, un des plus étendus du monde, a *naturalisé* 5.381 étrangers. Depuis trente ans, c'est-à-dire depuis la cessation des arrivages d'Afrique, il a laissé mourir, ou il a libéré des centaines de mille noirs sans se préoccuper d'appeler d'autres travailleurs. Il s'est borné à des essais sans portée de catéchisation des Indiens; et, comme nous le disions récemment, depuis dix ans il a commencé, abandonné, repris, gêné à nouveau les systèmes les plus divers de colonisation.

Et maintenant, on est tout étonné de voir se produire des résultats nécessaires, comme le manque de main d'œuvre, et les difficultés commerciales ou budgétaires de plus en plus grandes. On cherche de tous les côtés des solutions faciles; on ne les trouve pas, parce qu'on essaye de conserver l'ancien système d'exploitation, en substituant simplement l'esclave et en conservant la fazenda.

Etudions donc ces conditions diverses, et voyons rapidement si nous avons raison de dire que le Brésil, malgré d'incomparables ressources naturelles, n'offre pas, dans ses conditions actuelles, de valeurs facilement réalisables à ceux qui, confiants dans son avenir, voudraient maintenant lui donner ce qui lui manque, un outillage, des moyens d'échange, et surtout des bras plus actifs que ceux qu'il possède.

Là encore nous citerons des chiffres, et nous en donnerons le plus possible, quoiqu'il soit difficile de s'en procurer, dans un pays où le cadastre n'existe pas, et où l'étendue des plantations, dans les

propriétés les mieux tenues, est approximativement indiquée.

Voici d'abord des indications générales. Le Brésil est, comme on le sait, un pays de grands propriétaires et de grandes cultures faites par les esclaves. Le manifeste abolitionniste, que nous avons lieu de croire bien renseigné, nous apprend que la Banque du Brésil a prêté une somme totale de 29.204 contos aux grands propriétaires des quatre provinces de S. Paulo, Rio, Minas et Espirito-Santo. Ce prêt correspond à 798 fazendas ; ce qui donne environ 39 contos, ou 80 mille francs pour chacune, somme misérable si l'on songe que leur étendue peut varier approximativement entre 400 et 2000 hectares. Ce prêt correspond à une autre valeur plus facilement appréciable, que l'on nous indique, les esclaves ; et leur nombre est énorme, 34.872 noirs dans ces fazendas hypothéquées pour 29.204 contos.

Comme le fait remarquer ce document, en estimant au minimum la production annuelle de ce bétail humain, soit 250 à 300 milreis par tête, on voit qu'elle égale le tiers de la somme que les banques ont cru pouvoir prêter. Rien ne prouve mieux la dépréciation de la valeur vénale des fazendas et de leur personnel.

Ces prêts hypothécaires sont, pour la plupart, déjà anciens. Ils ont été faits à une époque où le café se vendait cher, où chaque noir rapportait 500 et 600 milreis, et où la main d'œuvre, grâce aux apports du Nord, paraissait encore abondante. Ils représentent donc une situation absolument favorable qui déjà, nous le verrons, s'est considérablement modifiée.

Prenons ces chiffres d'estimation aujourd'hui trop élevés, tels qu'ils sont fournis par les banques, et appliquons-les à l'ensemble, en nous rapportant au nombre des esclaves de fazendas, qui serviront à établir pour la valeur d'hypothèque une base proportionnelle fort exacte. Les évaluations les plus élevées fixent à 400.000 esclaves le nombre des noirs utilisés dans les fazendas de café, et à 800.000 celui des noirs employés à toutes les cultures et à tous les élevages.

Partant de ce chiffre des travailleurs noirs, appréciations comme l'ont fait les banques, la valeur d'hypothèque des cultures du Brésil. Nous obtenons un total d'environ 350.000 contos, 800 millions pour l'énorme production du café, et de 700 mille contos, 1 milliard 600 millions, au change actuel, pour toutes les productions réunies. Du reste, que l'on prenne pour le café 400.000 esclaves ou 500.000 ; que l'on prenne pour l'ensemble, 800.000 ou 1.000.000 de travailleurs utiles, le résultat sera peu différent. La valeur d'hypothèque des installations agricoles du Brésil, appréciée d'après les anciennes estimations des banques, est minime : elle n'égale certainement pas la valeur d'achat du bétail humain. Par suite, elle ne tient pas compte de la terre, des cultures, des bâtiments et des divers moyens d'exploitation.

Cette somme est proportionnellement très faible : car les terres du Brésil sont excessivement fertiles, et leurs cultures sont très lucratives : ces cultures sont déjà très étendues, et on ne peut certainement pas évaluer à moins de 15 ou 20 millions d'hectares la surface plus ou moins utilisée, soit un

cinquantième du Brésil ; enfin, les régions déjà exploitées sont pourvues d'*engenhos*, de chemins, de machines qui devraient représenter une valeur considérable.

Pour mieux montrer l'infériorité actuelle du Brésil, comme valeur d'hypothèque, faisons des comparaisons ; et d'abord, étudions le Royaume Uni, cet autre pays de grande propriété, qui diffère du Brésil par l'absence de l'esclave, comme aussi par la présence d'une épargne considérable et de bras surabondants. En Angleterre comme dans tous les pays libres, on estime seulement la terre et les moyens d'exploitation. Les travailleurs ne sont pas liés ; ils ne se vendent pas avec les cultures, et le contraste par rapport à la valeur réalisable n'en est que plus remarquable.

D'après les documents officiels les plus récents, 2,238 propriétaires possèdent à eux seuls 16 millions d'hectares, étendue qui forme la moitié des Iles Britanniques, mais qui n'égale pas la région propre au café du Brésil. Sur ces 2,238 propriétaires, un millier, les plus riches, ont des revenus relativement connus que l'on a pu apprécier en se basant sur les chiffres de fermage, comme aussi sur quelques ventes effectuées. A la suite de ces calculs, on estime à 18 milliards la fortune réalisable de ces 16 millions d'hectares, et à 35 milliards la valeur d'ensemble de toutes les cultures de l'Angleterre, de l'Ecosse et de l'Irlande.

On est loin, bien loin, comme on le voit, de l'estimation de la richesse agricole du Brésil, faite par ses propres banques.

La différence serait encore plus grande si on

prenait un pays de petite propriété comme la France, le pays modèle au point de vue de la division excessive de la terre et des cultures. Tandis qu'en Angleterre le total des propriétaires est d'environ 300.000, la majeure partie du sol étant partagée en énormes parcelles, en France, on compte 1.800.000 familles qui vivent sur leurs champs, et il existe un million de métayers ou fermiers. Les récents bulletins officiels de statistique évaluent à 50 millions d'hectares la surface des terres, bois ou prairies : sur ce chiffre, 6 millions d'hectares formés de landes et de bruyères sont seuls restés en friche, et leur étendue, diminuée d'un million cinq cent mille hectares depuis vingt-cinq ans, se restreint tous les jours.

Que valent les 44 millions d'hectares aujourd'hui cultivés ? Les bulletins que nous citons estiment leur prix réalisable à plus de quatre vingt milliards ; mais ce chiffre est peut-être exagéré, et nous croyons plus exact d'accepter la valeur de 55 à 60 milliards, indiquée par l'enquête de la Société d'Agriculture et par divers autres travaux.

La valeur de l'hypothèque agricole est donc en France plus considérable qu'en Angleterre, parce que la propriété est plus divisée, et elle deviendra plus considérable encore, puisque le prix de la terre augmente constamment et double presque en vingt ans.

On se rend compte de la responsabilité considérable que représenteraient les terres déjà cultivées du Brésil, si on pouvait les offrir aux prêteurs comme base d'hypothèque, dans des conditions de vente comparables.

Cette augmentation des facilités de vente ou d'hypothèque des exploitations agricoles n'est pas spéciale aux pays vieux : on peut trouver dans des pays jeunes fort dissemblables comme les Etats-Unis et la Russie, des exemples analogues d'autant plus probants pour le Brésil, que là encore, nous verrons l'accroissement de la valeur coïncider avec la division des cultures et l'individualisation des exploitations.

Le *Census* de 1881 publiait une statistique fort intéressante pour quelques-uns des vieux Etats de l'Amérique du Nord, notamment l'Alabama, l'Arkansas, la Géorgie, le Delaware etc. Il en résultait que le nombre des petites propriétés, de 8 à 40 hectares, avait doublé ou triplé de 1870 à 1880, en même temps le prix des terres s'était considérablement accru, tous ces progrès étant produits par les petits blancs ou les immigrants et non par les anciens esclaves.

A peu près à la même époque, une curieuse enquête faite en Russie, de 1877 à 1880, rendait compte des progrès faits par la division des cultures dans sept gouvernements, Koursk, Toula, Penza, Orel, Riazan, Kaluga etc. Elle constatait que dans ces départements, les anciens serfs possèdent aujourd'hui 61 % du territoire, beaucoup plus que la loi primitive ne leur avait attribué. Dans tous ces gouvernements, les petits propriétaires ont su profiter de la loi socialiste et autoritaire qui les avait créés, aux dépens des anciens possesseurs. Ils se sont aggrandis, ils ont acquis par leur épargne ; et, dans certains territoires comme celui de Koursk,

53 % des terres laissées primitivement aux nobles sont déjà passées entre les mains des paysans.

En même temps que se créait ou se développait la petite propriété, dans tous ces pays la valeur des terres augmentait. En France, d'après les statistiques que nous citons, un hectare de bonne terre vaut 2.137 francs; un hectare de vigne, 4.000 francs; un hectare de prairie, 2.960 francs; un hectare de bois taillis inapte aux cultures, 800 francs; un hectare de landes ou pâtures incultivables, 260 francs. La valeur moyenne est de près de 2,000 francs, et ces prix représentent dans la plupart des départements une plus value de plus de 50 à 60 % sur ceux de 1860.

En Amérique du Nord aussi, le prix de la terre cultivée a considérablement augmenté. Dans un rayon de 200 kilomètres autour de New-York, il dépasse les moyennes que nous avons données pour la France; et dans tous les vieux états de la Nouvelle Angleterre, peuplés les premiers, les paturages ou les terres propres aux cultures, divisés en petites parcelles, atteignent un prix moyen de 1,500 francs l'hectare.

Les Etats-Unis présentent donc tous les degrés de valeur du sol: à côté des terres domaniales que l'état ou de grandes compagnies vendent aux immigrants ou à leurs descendants pour 16 à 150 francs l'hectare, on obtient dans les régions anciennement cultivées et plus divisées des prix déjà très élevés, immédiatement réalisables. Quoiqu'il soit difficile de donner un chiffre total, dans les conditions de transformation incessante de cet étonnant pays, comme l'indiquait en 1881 une série de correspondances

publiées par le *Times*, on ne peut estimer à moins de trente milliards la valeur actuelle des terres cultivées des Etats-Unis ; et le dernier *census* donne pour les cultures une valeur beaucoup plus grande, 50 milliards.

Et maintenant, tournons-nous du côté du Brésil qui, lui aussi, a des cultures depuis longtemps installées par ses esclaves, et des échanges importants de café, de sucre, de coton, de féculs, de cacao, etc. Essayons de comparer l'état actuel de ce pays avec la richesse des pays précédents.

Pour apprécier la valeur réalisable de l'unité de culture, l'hectare, nous manquons malheureusement au Brésil des données statistiques les plus simples. Les échanges ou les ventes foncières, absolument restreintes depuis quelques années, ne peuvent nous fournir de renseignements, et les mises à prix judiciaires qui pourraient nous servir seront considérées par beaucoup comme trop basses. Dans ces conditions, nous allons reproduire ici les indications de notre brochure sur le Café qui n'a été, en ce point, contestée par personne ; et nous les modifierons dans un sens favorable au Brésil, en comptant à la fois la valeur de la terre et la valeur des pieds de caféiers : nous obtiendrons ainsi la valeur réalisable de la première des cultures de ce pays, et peut-être du monde.

La plupart des fazendeiros acceptent comme exactes, dans les conditions actuelles, les valeurs suivantes : pied de caféier, 600 reis ; alqueire de terre à café, 400 milréis ; alqueire de terre ordinaire, 150 milréis. Ces valeurs, nous les réduisons

à l'hectare, en supposant la plantation à 15 palmes, le change à 450 réis pour un franc.

En se rapportant à ces données, la plantation de caféiers en plein rapport serait estimée un conto six cent milreis l'alqueire, ou 1400 francs l'hectare ; la terre à céréales, maïs, manioc, ou le paturage 150 francs ; soit une moyenne d'environ 300 francs pour les terres non plantées.

Ces valeurs sont, comme on peut le reconnaître, au-dessus et non au-dessous de la réalité ; elles s'appliquent à des régions déjà percées de chemins de fer, pourvues d'engenhos et de moyens d'outillages ; les cultures déjà faites, café, canne à sucre, manioc, coton, sont beaucoup plus lucratives que les cultures de céréales ou les élevages, puisqu'elles donnent 800 à 1.500 francs par hectare ; enfin les terres du Brésil sont tellement fertiles qu'elles ne demandent ni engrais ni labourages profonds. En présence de toutes ces conditions qui devraient faire augmenter la valeur, on comprendra combien sont faibles les évaluations que nous venons d'indiquer, et on reconnaîtra que les conditions sociales et économiques actuelles n'ont pas donné à la terre cultivée du Brésil un prix réalisable en rapport avec ses ressources naturelles.

Cette situation peut, du reste, se réduire à d'autres indications fort simples. Tandis que la propriété est capitalisée en France, d'après une relation qui porte ses revenus moyens à 3 ½ %, 4 ½ % dans certains départements, 3 % dans certains autres ; tandis qu'aux États-Unis la capitalisation des terres cultivées est rapportée 5 % dans la Nouvelle Angleterre, et à 10 % dans les régions les plus neuves, au Brésil la

même capitalisation ne présente aucune règle fixe. Mais actuellement elle ne pourrait être faite, en aucun cas, à moins de 15 à 18 %, et le plus souvent on ne la réaliserait pas à 25 et 30 %.

Supposons en effet qu'un grand producteur de café, de sucre ou de coton veuille vendre toute son exploitation, ses cultures, ses chemins, son engenho, les vendre comme en Europe, sans les noirs qui vont bientôt disparaître. Eh bien, nous affirmons sans crainte d'être contesté que, si ce propriétaire a tous les ans un revenu de 150 mille francs, il ne trouvera pas en moyenne 800 mille francs, pas même peut-être 500.000 de sa propriété. Ces chiffres déjà faibles, puisqu'ils capitalisent à 20 ou 30 % seraient encore abaissés si divers propriétaires étaient amenés à réaliser, en même temps, leur fortune. Cette hypothèse fâcheuse n'a rien d'improbable, puisque malheureusement les grands cultivateurs du Brésil ont des dettes au lieu d'épargne, des dettes dans les banques, des dettes chez les commissaires et chez d'autres intermédiaires, et les échéances de ces dettes sont déjà en retard.

La situation que nous signalons est fort connue, en Europe comme ici; nous pouvons donc parler sans crainte.

Les grandes banques étrangères, qui sont à l'affût de tous les placements lucratifs, n'ont pas songé à prêter de l'argent aux fazendeiros. Plus exactement, après quelques essais timides faits au moment d'une grande prospérité apparente, de 1872 à 1875, elles y ont absolument renoncé. Parmi ces grosses maisons, Anglaises ou autres, qui exploitent le Brésil sous toutes les formes, en accaparant ses engenhos,

ses chemins de fer, ses banques, ses échanges, aucune que nous sachions, n'a encore offert aux grands propriétaires du Brésil cet argent dont ils auraient besoin, pour remplacer leur main d'œuvre et mieux exploiter leurs cultures.

Ces étrangers détenteurs de l'épargne ne se sont pas laissés tenter par l'appât d'un revenu annuel considérable, parce qu'ils n'ont aucune confiance dans le gage possible, c'est à dire la fazenda à esclaves.

La conclusion de tous ces faits est facile. Les cultures du Brésil existent : elles sont considérables par leur étendue et par la valeur vénale de leurs produits ; mais elles ne servent pas de base à une hypothèque, parce qu'on ne trouve pas à les vendre, et que l'épargne générale est nulle : on ne sait même pas comment les continuer, parce que l'esclave qui les a installées va bientôt manquer.

Voilà l'ensemble de la situation du Brésil, comme valeur réalisable. Pour avoir cette situation encore plus exacte, il faudrait tenir compte aussi des diverses propriétés mobilières, immobilières ou industrielles ; il faudrait tenir compte des maisons dans les villes, puisque dans les campagnes les bâtiments sont presque tous liés aux cultures ; il faudrait tenir compte des engenhos, des industries, des chemins de fer, des voies de communication et d'autres moyens généraux d'exploitation.

Toutes ces valeurs créées par l'homme, ajoutées par son travail au sol et à ses ressources en apparence naturelles, sont plus importantes que la valeur foncière, au moins dans les pays avancés. Tandis qu'en France on évalue, nous l'avons vu, à 60 milliards les cultures et leur outillage, on n'estime

pas à moins de 100 milliards les diverses autres valeurs ; soit une responsabilité totale de plus de cent cinquante milliards, pour ce pays trois fois plus peuplé mais seize fois plus petit que le Brésil.

Aux Etats-Unis, pays neuf plus comparable la valeur d'estimation totale est encore plus considérable, puisque les statistiques la font varier entre 200 et 240 milliards, les exploitations commerciales représentant 30 milliards ; les mobiliers, tableaux, livres, approvisionnements 25 milliards ; les chemins de fer 25 milliards, et les exploitations rurales seulement 50 milliards.

Pour apprécier, au Brésil, ces diverses bases de l'hypothèque nationale, les renseignements précis nous manquent ; nous pouvons seulement affirmer que proportionnellement elles sont moins importantes que les cultures.

Comme le prouve la phrase si souvent répétée, *pays essentiellement agricole*, les établissements industriels sont rares ; et nous ne choquerons personne en constatant que la plupart d'entre eux sont entre des mains étrangères comme les maisons de commerce, comme les banques et même les engenhos. Nous l'avons montré, l'épargne monétaire est absolument nulle ; le papier-monnaie, insuffisant et déprécié, reste le seul moyen fiduciaire des échanges du pays. Quant aux chemins de fer ou aux autres voies de communication, routes, canaux, tramways, ils ont fait, ces dernières années, des progrès considérables ; mais ils appartiennent, pour la plupart aussi, à des capitalistes étrangers.

Si l'on excepte les 800 kilomètres du chemin de

fer *D. Pedro II*, cctte source de revenus de si grand avenir, l'Etat malgré les grosses sommes consacrées à ces divers services n'a pas encore obtenu de résultats satisfaisants, et il a construit lui-même ou il a garanti des lignes qui restent sans trafic, c'est-à-dire sans utilité, à cause du manque de population active.

Une seule province, celle de S. Paulo, a su commencer à la fois ses chemins de fer, ses *engenhos*, et son peuplement; elle possède une production et un outillage important: mais, partout ailleurs, l'initiative privée s'est bornée presque exclusivement à installer des cultures et des élevages basés, comme au temps des Portugais, sur l'esclave et la grande propriété.

Par suite, on ne saurait trop le répéter, ces fazendas aujourd'hui dépréciées constituent la seule source sérieuse de responsabilité du Brésil en face de ses prêteurs, comme aussi le seul outil de production et d'épargne rapide que ce pays puisse offrir à la main d'œuvre et aux capitaux étrangers.

Nous pouvons du reste, là encore, donner quelques chiffres, qui feront mieux saisir ces différences générales.

Les grandes banques nationales ou étrangères intallées au Brésil possèdent un capital réalisé de moins de 250 millions; les *engenhos* de sucre garantis ou non garantis, distincts ou non des fazendas, en un mot, les usines bien installées représentent moins de 200 millions; les fabriques de cotonnades, les plus importantes après elles, représentent environ 60 millions; et on dépasse

sûrement la vérité si on estime ensuite à 500 millions la masse de petites fabriques de tissus divers, de machines, de cuirs, de papier, de chaussures, de meubles, de bougies, de chapeaux, de poteries qui se sont partout installées. Elles sont nombreuses, mais pour la plupart insuffisamment outillées; et elles fournissent des produits de second ordre à des débouchés mal assurés, dont les tarifs élevés de la douane permettent seuls la continuation.

Une seule branche de l'outillage, les chemins de fer, ont fait ces dernières années des progrès rapides. Si on tient compte des sommes payées en garanties d'intérêts, nationales ou provinciales, on ne peut pas estimer à moins de 1 milliard 200 millions les dépenses faites de ce chef au Brésil, ou déjà engagées. Mais beaucoup de lignes n'étant pas productives ne sauraient être évaluées à leur coût primitif, et la plupart de celles qui donnent des revenus sont, comme les industries lucratives, entre les mains d'actionnaires étrangers.

Nous croyons inutile d'insister davantage : vu l'absence complète d'études statistiques déjà faites sur ces matières, nous n'essayerons pas de donner des chiffres plus précis.

Ceux que nous avons rassemblés suffisent à faire voir que la valeur d'hypothèque totale du Brésil, comme la richesse réalisable de chacun de ses propriétaires, n'est pas d'accord avec ses revenus. Pour nous servir de termes plus scientifiques, ce pays a une *richesse d'usage* déjà considérable; il a des exportations, il a des échanges, il a des impôts, et, grâce à eux, il vit et il s'administre. Mais sa *richesse de valeur* n'est pas en rapport avec sa richesse

d'usage, et par suite il se trouve gêné pour réaliser des progrès rapides, qui nécessitent la confiance des capitalistes et des travailleurs étrangers. Pour rendre l'immigration spontanée possible, comme aussi pour suffire aux grandes dépenses d'outillage et de colonisation qui seront bientôt nécessaires, il importe de donner peu à peu au Brésil, et spécialement à ses cultures, la valeur qu'elles devraient posséder, et de faire le pays plus riche en rendant simplement ses richesses plus facilement réalisables.

Il faut, pour cela, substituer l'esclave par le travailleur libre capable d'épargne ; il faut, tous les exemples le prouvent, remplacer la fazenda avec ses grandes cultures par la petite culture individualisée, qui augmentera la richesse en la répandant dans un plus grand nombre de mains ; et nous allons le montrer, il ne servirait de rien d'appeler par l'immigration d'autres travailleurs, si ces travailleurs devaient simplement remplacer les esclaves.

Exploitation et Colonisation

(4-II novembre 1883)

Nous voudrions essayer de faire voir que les difficultés multiples contre lesquelles se heurte aujourd'hui le Brésil, au lieu de constituer des problèmes économiques vulgaires, facilement solubles par des remèdes *a priori*, ont une portée plus grande véritablement sociale, parce qu'ils tiennent à l'organisation intime du pays, à la nature de son peuplement, à la forme de sa main d'œuvre, au mode d'aggrégation de ses travailleurs.

Les moyens d'échange, nous l'avons indiqué, sont absolument insuffisants ; l'épargne est nulle ou à peu près, et les grands propriétaires qui paraissent seuls posséder la richesse ont, pour la plupart, des dettes dans les banques ou chez les commissaires.

Les cultures elles-mêmes et les moyens d'exploitation, quoique déjà considérables par leur étendue et leur production, n'ont pas de valeur réalisable, et la base d'hypothèque reste insuffisante.

Le tableau, comme on le voit, paraît aussi chargé que possible ; et cependant il faut chercher derrière ces apparences, si on veut trouver la véritable cause de toutes les difficultés.

Quand on arrive au Brésil, et que l'on constate la crise de main d'œuvre dont souffre ce grand pays, on porte involontairement les yeux sur ces nations neuves, Etats-Unis, Australie, République Argentine qui grandissent par le peuplement et la colonisation, et on croit simple d'indiquer la solution.

Puis bientôt, on s'aperçoit que les termes de comparaison ne sont pas comparables, et on comprend qu'il ne suffit pas au Brésil d'appeler des bras et des habitants nouveaux. L'Australie, la République Argentine ne sont pas comparables parce qu'elles n'ont pas d'esclaves; les Etats-Unis n'étaient pas comparables parce que, à côté de quelques millions d'esclaves du Sud, la population blanche des états du Nord et de l'Est était beaucoup plus importante et surtout mieux aggrégée. Ces régions peuplées d'hommes libres étaient couvertes de cultures, et aussi de maisons, de canaux, de voies de communications et d'industries diverses; ces régions peuplées d'hommes libres avaient déjà su attirer un courant d'immigration spontané qui se chiffrait par plusieurs centaines de mille colons annuels, et ces habitants nouveaux permirent aux Etats-Unis de cicatriser vite les plaies produites par la terrible crise de la fin de l'esclavage.

Personne ne nous contredira : le Brésil est différent de tous ces pays, puisqu'il a encore l'esclave à la base de son édifice social, ou comme dans le nord le métis Indien à demi civilisé. Il importe qu'on ne l'oublie pas, ces deux sources imparfaites de travail sont seules productives, pour les impôts et les exportations. Le Brésilien véritablement libre qui pense, qui vote, qui consomme représente une faible partie de la masse de la population; et, au lieu d'être

cultivateur, industriel ou artisan, il vise à des emplois politiques, administratifs ou autres qui lui paraissent plus élevés. Il est employé, ou médecin ou ingénieur ; il est propriétaire d'esclaves, ou il fait partie de la bureaucratie ; et son rôle social se borne à intervenir dans ces fonctions de distribution ou de direction, que les sociologistes et notamment H. Spencer ont su distinguer des premières.

La présence des esclaves, la présence à côté des esclaves de plusieurs millions de paysans, *caboclos* ou anciens *agregados*, sans activité et sans besoins, qui ne sont pas encore des citoyens utiles, puisqu'ils ne votent pas et qu'ils ne travaillent pas d'une façon suivie, voilà la véritable cause de l'absence de richesse de valeur des cultures, et aussi de l'insuffisance des impôts et des exportations. Tout le monde le sait, il suffirait de donner aux huit millions d'habitants des campagnes du Brésil l'activité des habitants des Etats-Unis ou de l'Australie, pour que toutes les difficultés actuelles soient plus ou moins résolues.

Mais cette transformation brusque n'est pas possible, parce qu'on ne change pas la conformation des cerveaux, et qu'on modifie lentement les mœurs d'un peuple. Il nous faut donc chercher des remèdes plus rapides et plus indirects, en analysant dans ses détails la situation actuelle.

Le Brésil possédait encore, au 30 Juin 1882, d'après les données officielles, 1.246.000 esclaves ; et le plus grand nombre de ces malheureux appartenait aux provinces riches et actives. Minas Geraes tenait le premier rang, avec 279.000 ; Rio de Janeiro le deuxième, avec 268.000 ; S. Paulo le

troisième, avec 174.000 ; puis venaient Bahia, 165.000 ; Pernambuco, 84.000 ; Rio Grande do Sul, 68.000 ; Maranhão, 60.000 ; le municiple de Rio de Janeiro, 35.000 ; en dernier lieu Goyaz, Matto Grosso, le Paraná avec moins de 10.000 ; les Amazones avec 1.700.

Comme on le voit, l'esclavage étend donc ses racines sur toute l'étendue du pays ; et aujourd'hui tout le monde est d'accord, l'esclavage doit disparaître aussi rapidement que possible. On diffère sur les motifs ; on diffère aussi sur les moyens de substitution, ou sur leur efficacité ; mais on s'entend sur la nécessité de l'émancipation.

Les uns la veulent par sentimentalisme, les autres la veulent par utilité, et nous sommes de ceux-là. L'esclave est mauvais travailleur, son produit revient trop cher, ce produit est mauvais et peu abondant : cela est maintenant prouvé par diverses études précises que nous ne pouvons ici résumer, et l'infériorité du noir sur l'homme libre n'est plus niée par personne.

Il faut donc remplacer ce noir esclave qui reste encore la base de l'édifice social, puisqu'il produit en grande partie le sucre, le cacao, le manioc, le coton, le tabac, en presque totalité le café. Mais comment le remplacer ?

Un petit nombre de Brésiliens pensent que ce remplacement peut être fait par un simple changement de mots. Les esclaves seraient libérés, et ils devraient rester, comme travailleurs libres, dans les mêmes exploitations.

Ce rêve philanthropique n'a même pas besoin d'être discuté ; à moins qu'on ne force par des

châtiments les affranchis à continuer les cultures, ce qui serait prolonger l'esclavage, on n'obtiendra pas qu'ils restent librement. Sans parler des exemples d'Haïti, des Antilles Françaises ou Anglaises, et des Etats-Unis, on peut trouver au Brésil des faits encore plus probants. A S. Paulo, à Rio, un peu partout, on a fait depuis quelques années des libérations en masse de divers personnels de fazenda, et dans plusieurs cas on a cherché à retenir les affranchis sans aucun succès. Sauf quelques exceptions individuelles, ces noirs de fazenda, une fois libérés, ont cessé de produire, ce qui leur est facile au Brésil avec de grandes étendues de terrains vierges inexplorés, et des fruits naturels qui suffisent presque à les nourrir. Un seul exemple, celui de la fazenda de Cantagallo, avait paru faire exception ; mais une étude rapide suffit à faire voir qu'il rentre dans la règle générale : les noirs, là aussi, se sont mis à cultiver du maïs, des *feijões*, et surtout de la canne pour leurs usages journaliers, et la récolte utile, celle du café, a considérablement diminué.

Du reste, à quoi sert d'insister ? Tous les grands propriétaires sont convaincus que la plupart de leurs esclaves les quitteront, et qu'ils cesseront de travailler d'une façon suivie, après leur libération.

Il existe encore une autre source de main d'œuvre, que beaucoup de vieux Brésiliens croient aujourd'hui encore suffisante. Nous voulons parler de ces cinq ou six millions de campagnards métis que l'on trouve un peu partout, non seulement entre les fazendas de noirs de Rio ou de S. Paulo, mais même beaucoup plus loin jusqu'à Goyaz, Matto Grosso, et jusqu'au fond des Amazonas.

Ils sont plus que les esclaves dont souvent ils descendent ; ils formaient autrefois, sous le nom d'*agregados*, la *gens* des grands propriétaires ; ils sont moins que des citoyens puisqu'ils ne sont ni électeurs, ni consommateurs, ni producteurs. L'importance qu'ils peuvent acquérir n'est pas niable, et on constate déjà quelques progrès dans ce sens.

S. Paulo a commencé dans certaines fazendas l'utilisation des caboclos pour les cultures de café ; Pernambuco, le Ceará emploient aussi un grand nombre de travailleurs libres du pays pour la canne et le café ; le maté, le caoutchouc, les bois, tous les produits qui ne dépendent pas d'un travail suivi de culture sont aussi recherchés, cueillis et préparés en presque totalité par les habitants actuels des campagnes.

Les éléments libres nationaux fournissent donc une part importante de la production ; et cependant, tout le monde le reconnaît, ces éléments ne suffisent pas à la transformation rapide et complète du travail agricole, que la fin prochaine de l'esclavage rend absolument nécessaire.

Ces paysans actuels n'ont pas de suite dans le travail ; très bons pour des œuvres pénibles et passagères, ils se reposent dès qu'ils ont quelque argent, et ne songent pas à l'épargner. Aussi leur présence, fort utile peut-être dans l'avenir, augmente encore aujourd'hui des difficultés déjà considérables produites par la présence des esclaves. Il ne suffit pas pour ce pays de développer des bases de travail déjà existantes ; il ne suffit pas d'aggrandir des cultures déjà faites, ou même comme en Australie, de les créer rapidement de toute pièce. Il faut faire plus,

ou du moins différemment ; il faut modifier les rouages eux-mêmes de la machine sociale, transformer le *caboclo* en citoyen capable de voter et de produire d'une façon suivie ; et surtout, il faut remplacer l'esclave dont la libération immédiate entraînerait la suppression de presque toute la production et par suite, la ruine du pays.

La question, ramenée à ces termes, ne peut cependant pas se résumer en une simple formule, et ils ont tort, d'après nous, ceux qui disent qu'il suffit d'apporter des travailleurs à ce pays, pour résoudre toutes les difficultés.

Cela est vrai, les travailleurs actuels sont insuffisants : les esclaves, qu'il faut remplacer parce qu'ils sont nuisibles, augmenteront encore, en disparaissant, le déficit actuel de main d'œuvre. La conclusion paraît toute simple : on manque de bras, il faut s'en procurer, et aller les chercher là où ils existent en surabondance, en Chine ou en Europe.

Cette conclusion, presque tout le monde déjà l'a posée, et malgré des défauts sociaux qui, comme l'étrangeirisme, rendent la perspective d'une immigration large peu agréable à beaucoup, au milieu de mœurs et de lois qui confient les soins de l'état civil aux fonctionnaires religieux et qui privent les immigrants des droits municipaux les plus simples, à peu près tous les Brésiliens reconnaissent aujourd'hui en théorie que leur pays insuffisamment peuplé, peuplé d'éléments insuffisamment actifs ne peut se suffire à lui-même.

Pour ne pas être dépassé par la République Argentine, par le Chili, par le Mexique ; pour égaler peut-être l'Australie et les Etats-Unis, le Brésil, ce

pays neuf, a besoin de faire comme ces autres pays neufs un peuplement véritablement libre, composé d'immigrants Européens libres, actifs et surtout économes.

Cette nécessité est maintenant plus ou moins acceptée, et les adversaires de l'immigration, ou mieux les partisans d'un Brésil fermé se suffisant à lui-même, ou imitant simplement les Européens, sans se mêler à eux par le sang et par les mœurs, ces hommes si nombreux autrefois à tous les degrés de l'échelle sociale deviennent heureusement de plus en plus rares.

Mais la conversion à l'idée d'immigration reste souvent superficielle, et beaucoup croient avoir assez fait quand ils ont accepté platoniquement la nécessité de l'apport de bras étrangers.

Et bien, nous allons le montrer, réduite à ces termes trop simples, la question n'est pas soluble. Si on se borne à faire l'immigration sans la colonisation, si on se borne à appeler des bras pour les substituer aux noirs dans les fazendas actuelles, on aboutira à des difficultés plus grandes que celles au milieu desquelles on se débat actuellement. Les cultures ne reprendront pas de valeur ; l'épargne ne se créera pas ; après avoir essayé l'immigration, le Brésil sera encore plus pauvre qu'il ne l'est aujourd'hui, et il s'apercevra trop tard que ce mot ne représente pas, comme beaucoup le croient, une panacée qu'il suffit d'essayer.

L'idée d'utiliser le travail des Chinois a perdu heureusement du terrain ; cependant, comme le système des contrats que l'on persiste à organiser avec des Européens, par l'entremise d'agences ou d'entreprises

diverses de locations est au fond très analogue, nous allons prendre l'immigration Chinoise pour type de ce système de travail agricole, mauvais et nuisible, que l'on peut appeler le salariat avec terme obligé.

Le maximum des contrats tolérés par les autorités Chinoises, et il faut bien le dire aussi, le maximum accepté par les autorités Brésiliennes pour les Européens, est de cinq ans. Sous peine d'arrêter les arrivages, on devrait donc, au bout de cinq ans, laisser repartir ces contractés avec leur argent, qu'ils emportent comme on le sait presque en entier. En cinq ans, on devrait donc remplacer tous les esclaves, et établir les années suivantes un roulement : soit un mouvement annuel de plus de 100 mille Chinois ou de 100 mille Européens pour maintenir simplement les cultures actuelles, peuplées d'environ 700 ou 800 mille noirs.

Quelle sera la dépense? estimons-la au minimum. On payera 100 milreis, probablement plus, à l'agence chargée du transport et de l'engagement ; puis, on payera chaque mois les salaires. D'après tous les précédents, ces salaires pour les Chinois s'élèveront au moins à 12 piastres fortes par mois et par homme, soit au change actuel 27 milreis par mois. Nous estimerons à 5 milreis par mois les autres frais de nourriture, de logement, d'hôpital, et nous supposerons que tous les contractés seront parfaits et tous bons ouvriers, qu'aucun ne mourra, qu'aucun ne se suicidera, ou ne se sauvera, comme le fait est fréquent.

Faisons maintenant les calculs de dépense annuelle totale ; 27 milreis de salaire et 5 milreis

d'autres dépenses ; soit pour 12 mois, 384 milreis par travailleur. Mais, à cette somme, il faut ajouter le cinquième des 100 milreis déboursés en premier lieu, et en plus les intérêts de ces 100 milreis. Chaque travailleur dépensera donc 418 milreis par an, soit 41,500 contos pour 100 mille ; et 207 mille contos pour cinq cent mille. Autrement dit, si l'on remplace par les salariés les moins chers, les esclaves actuels des fazendas, le Brésil devra déboursier, chaque année, près de cinq cents millions.

Le calcul est facile : on peut changer les chiffres, baisser encore le prix des salaires, il donnera à peu près les mêmes résultats. De même, qu'on le fasse avec des Chinois, ou qu'on le fasse avec des blancs, la conclusion ne change pas. Pour les Européens, du reste, le calcul est inutile, parce que l'on ne trouvera pas cinq cent mille, ni cent mille immigrants, qui veuillent accepter les conditions de la vie des fazendas d'une façon régulière et suivie. On le constate déjà, les Allemands ne viennent plus, et les Italiens sont plus difficiles à attirer ; si on continue, on aura vite épuisé les habitants des îles Portugaises, à supposer qu'eux aussi ne refusent pas bientôt de venir, dans ces conditions de servage temporaire.

La conclusion est simple. Si l'on conserve la fazenda et le système actuel d'aggrégation du travail, avec les *turmas* et les *feitores*, si l'on se borne à remplacer homme par homme le noir par le jaune ou même par le blanc salarié, on ne résoudra rien ; on aggravera les souffrances, et on les aggravera en proportion directe du nombre des noirs substitués,

parce que, dans ces conditions, les bras nouveaux seront plus chers que les anciens, et tout aussi peu productifs.

La preuve de cette conclusion pourrait être faite pour une exploitation particulière : comme nous l'avons montré dans notre brochure sur le café, un calcul simple prouve que le rendement actuel de la fazenda à esclaves suffirait à peine à payer des salariés, s'ils étaient agrégés dans les mêmes conditions que les noirs. Ce calcul a, du reste, été fait par divers grands propriétaires, et il explique leurs hésitations à commencer la colonisation. Ils n'ont pas compris que, pour être utile, l'immigrant ne devait pas travailler par troupes comme les esclaves, sous les yeux des *feitores*, avec des procédés enfantins ; et ils se heurtent d'emblée à une impossibilité. Ce calcul peut aussi prendre une forme générale, encore plus démonstrative.

La production du Brésil, du Brésil tout entier, du Nord et du Sud, des esclaves et des hommes libres, fournit d'après les données officielles, 200 à 210 mille contos ; soit, par une curieuse coïncidence, un chiffre plus ou moins égal à la somme qu'il faudrait payer chaque année aux salariés chargés de substituer les esclaves de fazenda.

Le remplacement des noirs par d'autres travailleurs peut donc, s'il est fait par des moyens anti sociaux, suffire à épuiser toutes les ressources annuelles du pays. Les fazendeiros croiraient avoir réalisé un grand progrès, puisqu'ils auraient attiré à force de promesses, à force de dépenses quelques centaines de mille de malheureux contractés. Mais, comme ces salariés passagers n'auraient aucun

intérêt à bien travailler, comme ils resteraient tout au plus semblables aux noirs mieux habitués qu'ils remplaceraient, le résultat serait entièrement négatif ; ou mieux, les propriétaires auraient perdu au change puisqu'ils devraient payer les nouveaux arrivés. Il ne leur resterait plus rien pour satisfaire à leurs divers besoins, ou pour remplir des commissions antérieures : les négociants ne pourraient plus importer des marchandises contre du sucre ou du café ; presque toute la valeur des exportations étant employée en salaires, ces salaires étant économisés et expédiés hors du pays par des travailleurs passagers comme cela se produit déjà pour les Italiens ou les Açoriens, comme cela se produit partout pour les Chinois, la vie nationale s'alanguirait au lieu de devenir plus active, et elle diminuerait d'autant plus vite que l'on aurait cru procéder plus rapidement à la transformation du travail. Le mal n'est donc pas seulement dans le noir qui, pris individuellement, est un travailleur suffisant : le mal est plus profond ; il est dans l'esclavage et dans le système de travail que l'esclavage a imposé. Des demi-réformes ne seraient donc pas suffisantes, et il faut faire plus que de substituer le noir par le blanc : il faut donner au blanc des conditions de vie où il puisse travailler davantage et mieux que le noir, et pour cela transformer la fazenda.

On a fait dans ce sens diverses tentatives qui sont elles aussi insuffisantes, et nous pourrions étudier, en dehors des salariés contractés déjà utilisés par un certain nombre de propriétaires, deux séries de colonies entièrement distinctes, celles de l'état, celles des particuliers. Sur les premières, nous aurions

beaucoup à dire. Les tentatives de colonisation de la terre vierge faites par le gouvernement, devenu le tuteur des nouveaux arrivés et leur surveillant, sont certainement la principale cause du discrédit dans lequel ce pays est tombé auprès des immigrants Européens. Ce discrédit continuerait fort justement, si on devait reprendre le même système, quand on décidera des mesures importantes et suivies.

Nous réservant de publier plus tard, en détail, si cela est utile, les faits relatifs aux colonies d'état, nous apprécierons l'ensemble, d'après des chiffres officiels beaucoup trop laudatifs.

On estime à 49 mille contos, plus de cent millions, la dépense faite depuis vingt ans pour ces colonies dont la population atteindrait, d'après des statistiques sûrement exagérées, 95.000 personnes.

On obtient ainsi le chiffre de 513 milreis par immigrant. Mais si l'on compte seulement les immigrants utiles, ceux qui travaillent qui servent à la production et aux exportations, il est bien certain que les colonies actuelles ne contiennent pas 50 mille agriculteurs. Ainsi le coût moyen de chaque producteur s'élèverait à plus de 2.000 francs: et ce chiffre a été souvent dépassé à l'Assunguy, à Porto Real notamment, dont nous pourrions parler.

Tandis que les Etats-Unis considèrent chaque immigrant comme un capital social utile qu'ils évaluent suivant les cas entre 3.000 et 5.000 francs, au Brésil le nouvel habitant des colonies d'état constitue seulement une considérable source de

dépense, sans revenus correspondants au moins les premières années.

Cette comparaison suffit à condamner ce système. Soit que l'on veuille continuer à expédier des milliers de malheureux dans des régions neuves, sans voies de communication suffisantes et sans cultures lucratives, soit que l'on veuille les installer dans d'anciennes cultures que l'on divisera par lots et par famille ; pour fournir par ce moyen au Brésil cinq cent mille travailleurs nouveaux, capables de suppléer à la production des cinq cent mille noirs, il faudrait, les exemples anciens le prouvent, faire une première et énorme dépense de plus d'un milliard de francs, évidemment disproportionnée avec les ressources du pays.

Du reste, personne ne défend plus la colonisation directe par l'état, qu'aucun pays n'a essayée sous cette forme et dans ces conditions. On reconnaît maintenant, après une expérience chèrement acquise, que le gouvernement ne doit pas faire lui-même le peuplement, et qu'il doit seulement le faciliter.

Son intervention directe coûte cher ; elle gêne la liberté des nouveaux arrivés : on y a renoncé ; il faut espérer qu'on n'y reviendra plus.

Mais on n'a pas renoncé à un autre système de colonisation qui est, lui aussi, nuisible, ou du moins insuffisamment utile ; et qui, lui aussi, coûte cher, tout en n'assurant pas l'épargne et les progrès futurs du pays.

A côté des colonies d'état de Sainte Catherine, du Parana, du Rio Grande ou d'ailleurs, à côté des contractés salariés engagés pour cinq ans dans certaines fazendas avec une rémunération fixe, on

trouve au Brésil une troisième forme de colonisation qui, nous le reconnaissons, malgré son insuffisance est supérieure aux deux autres.

Cette forme de colonisation, ⁽¹⁾ utilisée sur une large échelle dans les fazendas de S. Paulo, présente de réels avantages. Les immigrants qu'elle localise ne sont pas perdus comme les habitants des colonies d'état au milieu des bois vierges sans population et sans voies de communications : ces immigrants ne sont pas non plus de simples salariés, aggrégés par troupes, dirigés comme les nègres par des feitores : ce sont des Européens, Italiens, Allemands ou Açoriens arrivés avec leurs familles, qui ont chacun leur maison, qui s'installent chacun dans un petit lot de cafésal ou de cannavial, dont ils ont la responsabilité,

Ils sont payés généralement un prix fixe assez minime pour chaque opération de culture ; ils sont payés un prix relativement plus élevé pour la cueille, et comme ce prix est rapporté à la quantité de fruits ramassés, ils se trouvent ainsi intéressés très directement à l'abondance de la récolte et au bon état de la plantation.

Ces familles de colons étant répandues dans un grand nombre de fazendas, au milieu de la zone anciennement cultivée, on obtient ainsi un mélange facile et complet des anciens et des nouveaux habitants. A ce point de vue, les colonies de fazendas

⁽¹⁾ Nous avons décrit avec détail les colonies de fazendas dans notre brochure sur *le café*, et ceux qui les désireraient trouveront là des renseignements plus précis.

de S. Paulo égalent ce qui se fait déjà dans les pays de grande immigration.

C'est une grande erreur de croire, comme on l'a cru longtemps au Brésil, que l'immigrant va coloniser directement la terre vierge. Les statistiques sont là pour le prouver, nous citerons les chiffres si on les demande, aux Etats-Unis les nouveaux états du Minnesota, du Texas, du Colorado, du Dacotah sont peuplés presque toujours par de vieux Yankees, par des fils et des petits-fils d'immigrants, ou tout au moins par des immigrants arrivés depuis plusieurs années, qui portent dans ces régions neuves leurs économies, et aussi leur habitude du pays, de ses ressources et de ses travaux.

La plus grande partie des immigrants, les $\frac{2}{3}$ généralement, à certaines années davantage, deviennent à leur arrivée les domestiques, les fermiers, les employés des anciens habitants. Sûrs de trouver, quand ils le voudront, une terre à acheter, un toit à habiter, déjà citoyens, libres et maîtres d'eux, ils emploient leurs premières années dans les vieux états de l'Union à s'habituer au pays et à réaliser des économies. En installant les Italiens dans les fazendas, au milieu du peuple brésilien, en leur permettant d'assimiler les mœurs du pays, d'apprendre ses cultures, les grands propriétaires Paulistes ont repris les vraies traditions de la grande colonisation que le gouvernement avait, lui, complètement méconnues. Ce mode de peuplement interstitiel, qui mêle les nouveaux et les anciens habitants n'a pas été malheureusement installé, au Brésil, dans des conditions suffisamment libérales, et par suite

ses résultats sont restés, comme ceux des autres modes de colonisation, insuffisants et trop coûteux.

Ces familles de cultivateurs installées sur des lots de cafés ont été, elles aussi, obligées de signer des engagements de cinq ans, et par suite elles ont aliéné une partie de leur liberté de développement.

Ces familles en plus reçoivent une part insuffisante du rendement des cultures. Tandis que la division des produits par moitié est considérée comme un minimum par les métayers Européens, au Brésil, ces colons étrangers touchent environ un quart du prix du café produit par leur lot, et ils trouvent justement la proportion insuffisante.

Cependant ces travailleurs reviennent cher ; parce que leurs frais d'installation et leurs économies se trouvent, dans les conditions actuelles, perdus pour le pays.

Ils coûtent cher, parce que pour la plupart ils ne viennent pas spontanément. Il faut aller les chercher, payer leur passage, et même avancer leurs frais de nourriture et d'entretien, parce que les immigrants que l'on décide à accepter des contrats de cinq ans sont généralement pauvres et sans ressources.

Pour faire venir, de cette façon, une quantité de familles capables de remplacer les esclaves actuels, la dépense serait énorme. On peut estimer à 300 ou 400 mille le nombre de familles qui seraient nécessaires : les avances de transport et d'installation pour chaque famille ne sont pas inférieures à 500 milreis ; soit un déboursé préalable énorme de plus de 500 millions, pour continuer seulement les cultures

actuelles avec le système de *parceria* incomplète pratiqué à S. Paulo.

Cette dépense considérable ne serait pas définitive ; tous les cinq ans, elle se reproduirait.

En effet, les colons ne trouvant pas de terres fertiles et lucratives à acheter, repartent pour la plupart à la fin de leur contrat ; ils vont en Italie, ou en Allemagne, comme cela se produit déjà à S. Paulo ; ou même, ils vont dans d'autres pays d'immigration.

Le Brésil perd ainsi ses nouveaux habitants, au moment où ils étaient le plus utiles, déjà habitués au climat et aux cultures ; il perd surtout leurs économies qu'ils emportent avec eux. Par suite, l'épargne ne se crée pas, et les cultures restent sans valeur.

Il est inutile d'insister davantage : ces indications paraissent suffisantes. Les trois moyens de colonisation que l'on a jusque là essayés au Brésil sont également dispendieux ; ils n'ont pas réussi à attirer les colons spontanés, parce qu'ils ne suffisent pas à assurer leur liberté et à faciliter leur développement.

Ils sont coûteux, et ce seul motif, plus vite sensible, rendra impossible d'en continuer l'emploi sur une large échelle.

Le système des colonies d'état représente une dépense première de plus d'un milliard de francs, pour fournir cinq cent mille travailleurs. Le système des contractés salariés représente une dépense annuelle, indéfinie, de quatre à cinq cent millions de francs, si on veut remplacer tous les esclaves ; le système du métayage incomplet de S. Paulo, basé aussi sur les contrats, quoique meilleur, représente avec les économies emportées une dépense considérable de plus de deux cent millions par an.

Que nous sommes loin des Etats-Unis, où l'on reçoit 700 mille immigrants, avec quelques millions de dépenses ; et où chaque nouveau venu, au lieu de dépenser immédiatement au pays pour son transport et son arrivée apporte en argent ou en or une épargne insuffisante à son installation, mais utile puisqu'elle égale en moyenne 80 dollars, près de 200 milreis.

Il faudrait réaliser aussi au Brésil cette immigration abondante et peu coûteuse ; au lieu de toutes les tentatives bâtardees essayées jusqu'ici, le gouvernement devrait s'employer à faciliter, à attirer, à diriger un large courant de travailleurs Européens qui fournirait sans dépenses aux grands propriétaires les salariés et les métayers dont ils ont besoin, comme aussi il amènerait au Brésil beaucoup de cultivateurs aisés, capables d'acheter, dès leur arrivée, des lots de *cafesal* ou de *cannavial* aux entreprises de colonisation.

Mais il ne suffit pas de citer les Etats-Unis pour pouvoir les imiter, et on aurait tort de croire qu'il suffira de quelques articles de loi pour que le Brésil reçoive, à flots pressés, des colons utiles qui viennent d'eux-mêmes, sans qu'on aille les chercher, ayant déjà des ressources et sachant plus ou moins ce qu'ils veulent essayer.

Nous avons discuté les modes anciens de colonisation, parce qu'ils sont de tous les plus mauvais, les plus chers, les moins profitables. Nous savons qu'ils ne peuvent être continués. Les dépenses trop lourdes au pays, d'un côté, les contrats insupportables aux immigrants de l'autre produiront leurs effets, et

tariront bientôt, si on continue, toutes les sources de l'immigration agricole.

Il faudra donc y renoncer, et, nous avons confiance, on y renoncera. Mais quand on aura rejeté les anciens moyens, préparé par des lois plus justes le salariat et la petite propriété, quand on aura terminé avec les colonies d'état, il restera bien des mesures à prendre si on veut enfin attirer l'immigration et surtout la fixer.

Les dépenses seront moindres, elles seront d'autre nature ; mais elles persisteront : l'intervention du gouvernement ne sera plus directe et immédiate, comme aujourd'hui dans les colonies d'état, mais elle devra encore s'exercer par une série de moyens sagement combinés, et les particuliers devront eux-aussi aider à cette transformation nécessaire. Tous ces efforts seront seulement plus indirects et par suite moins dispendieux.

Ainsi, l'Etat devra non seulement faire des lois de naturalisation, de registre civil et de droits municipaux ; mais il devra dépenser pour la réception, pour l'arrivée, pour les transports intérieurs qui, dans tous les pays, sont à la charge de la collectivité, comme aussi pour divers services d'informations, de cadastre, de statistique, de voies de communication qui deviendront sûrement nécessaires. L'état devra aussi probablement aider à la formation d'entreprises de colonisation, qui sous la forme de banques hypothécaires, ou d'engenhos coloniaux faciliteront la transformation des fazendas en villages de cultivateurs libres ; et, pour cela aussi, il devra faire des frais, sous forme de garanties d'intérêts ou sous d'autres formes.

Les particuliers devront dépenser plus encore. S'ils transforment les immigrants en métayers, en petits fermiers ou en petits propriétaires, ils devront construire des maisons, et les faire propres et agréables ; ce serait une grande faute de vouloir loger les colons dans les *cençalas* des esclaves, comme on l'a quelquefois essayé. S'ils utilisent les colons comme salariés passagers, sans fermage ni partage, ils devront payer les salaires, les payer à mesure, chaque semaine, chaque mois, et faire aussi diverses autres dépenses d'entretien qui ne seront pas immédiatement productives.

Les choses ne se passent pas autrement dans l'Amérique du Nord, où l'onde grandissante des nouveaux habitants va se perdre, chaque année, dans cette masse plus grande encore d'habitants déjà installés et maîtres chez eux : là aussi, on dépense, sans s'en apercevoir, une somme considérable pour les nouveaux arrivés. Mais cette dépense est faite par tout le monde, et non par l'Etat.

Elle est faite par ces compagnies de colonisation qui achètent de grandes étendues de terrains, qui y élèvent des maisons, et les revendent ensuite aux colons. Elle est faite par ces grandes compagnies de chemins de fer qui sont aussi des agences de peuplement, puisqu'elles distribuent les zones de terrains que les bordent à des habitants déjà habitués, pour la plupart, au pays et à ses exploitations. Elle est faite, enfin, par tous ces grands propriétaires du Far-West, par ces petits fermiers de l'Est qui utilisent passagèrement les immigrants, sans contrats, sans engagement, les prenant à Castle-Garden et les rétribuant comme simples salariés.

Ces frais d'installation et de paiement des nouveaux habitants passent inaperçus, parce qu'ils sont couverts par tout le monde, et surtout parce qu'ils sont rapidement lucratifs : mais on ne peut les nier.

On sait que les Etats Unis exportent beaucoup plus qu'ils n'importent, comme les pays pauvres, et contrairement à tous les vieux pays comme l'Angleterre, la France, la Belgique, l'Italie, qui trouvent dans l'excès d'importation le moyen le plus rapide et le plus simple d'enrichir leurs habitants, sans faire varier leur nombre. Mais on ne s'est pas rendu compte de la raison de cette contradiction ; la raison, elle est justement fournie, d'après nous, par l'existence de ces dépenses d'immigration qui paraissent nulles à un observateur superficiel.

Les Etats-Unis ont eu, de 1878 à 1882, un excès d'exportation de 928 millions de dollars, ou plus de cinq milliards, en y ajoutant les métaux précieux ; mais, pendant ce temps, ils ont reçu une moyenne annuelle de six cent mille immigrants, soit au bas mot trois cent mille travailleurs utiles, puisque là bas on refuse et même on réexporte aux frais du public toutes les non-valeurs, infirmes, malades, vieillards. Ces trois cent mille adultes, entrant dans la lutte pour la vie nationale et demandant salaire, nécessitent une dépense immédiate nouvelle qui n'existe pas dans les vieux pays ; et, en estimant leur gain journalier à 1 dollar $\frac{1}{2}$, moyenne acceptable pour les Etats-Unis, on obtient chaque année une somme totale de 600 à 700 millions, qui doit être consacrée à payer les salaires des immigrants, et distraite de son ancien emploi : cette somme est à peu près égale à l'excès d'exportation.

Le Brésil, heureusement, a déjà, lui aussi, une exportation en excès ; nous ne doutons pas que dans l'avenir cet excès devienne rapidement très-grand, supérieur peut-être à celui des Etats-Unis, tant les terres sont riches et fertiles.

Actuellement, cet excès d'importation d'environ 60 millions, suffit à peine à payer en Europe les revenus d'emprunts directs ou déguisés, emprunts d'état, chemins de fer, engenhos etc., et le pays ne peut pas trouver de ce côté les ressources immédiates nécessaires pour commencer son peuplement.

La conclusion reste cependant la même : le Brésil, pour regagner le temps perdu, et modifier sa mauvaise réputation certaine dans les pays d'immigration, doit maintenant dépenser des sommes considérables, qui seront employées à rendre les nouveaux venus utiles, à payer leur transport et à faciliter leur installation.

L'Etat devra dépenser pour les services de réception, et les particuliers devront dépenser plus encore pour la construction des maisons, la division des lots, le payement des salaires.

Ces sommes considérables, que l'Etat ou les particuliers consacrent aux immigrants existent aux Etats-Unis ; elles n'existent pas au Brésil, dont l'épargne est nulle.

La situation paraît là encore insoluble ; cependant il suffit de mieux analyser, et de chercher dans d'autres pays jeunes plus remarquables encore, les exemples que le Brésil doit suivre, au point de vue de la colonisation. Ces exemples, nous les trouverons dans ces colonies nouvelles de l'Océanie, dont quelques-unes comme la Nouvelle-Galles du Sud,

la Nouvelle Zélande ont doublé en dix ans le nombre de leurs habitants.

La population totale de l'Australie et de la Nouvelle Zélande n'atteint pas trois millions, puisque là-bas on néglige les indigènes absolument inutiles. La population est donc le quart de celle du Brésil ; mais le mouvement commercial est proportionnellement douze fois plus grand, puisqu'il a égalé 2,800 millions en 1882 et qu'il atteindra cette année 3 milliards ; les importations dépassent déjà de beaucoup les exportations, comme si ce peuple étonnant avait atteint d'emblée la seconde phase de la richesse.

Le développement a été aussi rapide en Australie qu'au Brésil il est lent ; et, comme le *Journal des Economistes* le faisait remarquer dans un de ses derniers numéros, ce développement remarquable est dû en grande partie à la confiance que ces pays ont su avoir en eux-mêmes, et inspirer aux prêteurs étrangers. Ils ont emprunté pour leurs voies de fer, pour leurs ports, et surtout pour leur peuplement. Comme nous l'avons vu, leurs dettes sont énormes, et les emprunts qu'elles représentent ont servi à faire l'immigration, à installer les colons, et à assurer, par suite, les progrès des exportations et de la production.

Evidemment, si le Brésil veut faire une colonisation rapide rendue absolument nécessaire par la fin de l'esclavage, il devra lui aussi emprunter ; et, étant très peu endetté, il le pourra s'il sait comme l'Australie inspirer confiance, en mieux utilisant les difficultés et les avantages de sa situation.

Les îles relativement petites de la Nouvelle

Zélande ont emprunté beaucoup, sans présenter d'autre garantie que l'emploi futur de ces emprunts. Le Brésil possède, au contraire, des cultures très étendues qui donnent des revenus et des exportations considérables ; mais elles n'ont pas de valeur, parce qu'elles sont faites par des esclaves, ou par des salariés passagers, *caboclos* ou *libertos*, irréguliers au travail, sans suite et sans esprit d'économie.

Pour faire de ces cultures la base d'une hypothèque sérieuse, il suffit de les peupler d'hommes libres. Le fazendeiro trouvera à emprunter, quand on saura qu'il emploie cet argent à placer derrière le café, derrière la plantation, derrière l'engenho, non pas des contractés passagers plus ou moins analogues aux esclaves, mais de véritables petits cultivateurs, maîtres chez eux, fixés au Brésil parce qu'ils y amassent des économies. Des sociétés de colonisation se créeront au Brésil comme aux Etats-Unis ou en Australie ; l'hypothèque redeviendra possible et facile ; l'initiative privée fera elle-même les frais de colonisation si elle se voit simplement encouragée par l'état, à l'aide de subsides ou de garanties indirectes, et assurée de l'avenir par des lois précises sur le travail libre et la colonisation.

La situation est plus favorable qu'en Australie puisque l'on peut offrir aux nouveaux venus, au lieu de terrains vierges, des cultures lucratives déjà installées : mais cette situation favorable ne servira de rien si on cherche à s'en servir uniquement en faveur des anciens propriétaires.

Il faut au Brésil remplacer l'esclave, et, par suite, installer le colon dans des cultures déjà faites ; on a essayé de faire ce remplacement par les moyens

les plus simples, en substituant homme à homme un noir par un blanc, un esclave par un contracté ou un salarié. On a échoué, et on échouera tant qu'on essayera de conserver la fazenda, les *turmas* et leurs *feitores*, au lieu d'accepter le travail vraiment libre, salariat mensuel, fermage, métayage et petite propriété.

Les chiffres le prouvent, en continuant comme on a commencé on se heurte à un échec certain, ou mieux à des impossibilités; et on dépensera beaucoup pour ne pas réussir.

Si on veut résoudre en même temps toutes les difficultés, fournir au Brésil des citoyens actifs et capables d'épargne, fournir aux fazendeiros des bras abondants et peu chers, rendre aux cultures leur valeur, il faut se décider à traiter les colons en hommes libres, et à tenir compte de leurs désirs ou de leurs habitudes sociales autant que des désirs et des habitudes des habitants du Brésil.

Que l'on fasse cela, et l'immigrant viendra par surcroit; sinon les meilleures mesures et les plus grandes dépenses resteront inutiles.

Richesse et Travail

(18 novembre 1884)

Il est de mode, au Brésil, de parler beaucoup des richesses naturelles du pays. Les hommes politiques influents comme les journalistes profonds sont d'accord, sur ce point, avec le dernier *caipira* : le Brésil est un pays riche. On veut dire, par là, que son sous-sol contient des mines nombreuses, que sa flore a beaucoup de produits naturels utilisables, que son sol donne facilement des cultures très lucratives ; et, malheureusement, on emploie à contre-sens ce mot économique.

Oui, il est exact que le Brésil est très favorisé par ses conditions physico-chimiques de climat, de sol, de faune, de flore ; il n'existe peut-être pas au monde un pays qui possède, en ce sens, autant de facilités de développement. Oui, il est exact que le café rapporte 800 francs, et peut rapporter 1.500 francs par hectare ; il est exact que la canne ou le manioc donnent eux aussi un très gros rendement : il est exact qu'il suffit de pénétrer dans les forêts vierges pour y trouver des bois comme le palissandre, la cannelle, la piroba et tant d'autres ; des sucs comme le caoutchouc, le copahu, des feuilles comme le maté,

des résines, des fibres textiles, des graines oléagineuses qui attendent seulement d'être exploitées ; comme aussi il est exact qu'il suffirait de peupler d'immenses pâturages de Rio Grande à l'île de Marajó, de Matto Grosso au Piauhy pour pouvoir dépasser les exportations de viande des Etats Unis et de la Nouvelle Zélande.

Mais les gens qui se vantent naïvement de toutes ces ressources, comme s'ils les avaient créées ou inventées, ne comprennent pas qu'ils prononcent leur propre condamnation. Le Brésil est indépendant depuis plus d'un demi-siècle ; il est exploré depuis plus de trois siècles, et ses gouvernements successifs n'ont pas su profiter de tout ce que la nature avait offert au développement du pays. Ils sont très fiers parce qu'ils ont fait quelques réformes politiques ou administratives, plus ou moins apparentes ; et ils ne s'aperçoivent pas qu'ils continuent encore, en 1884, avec la religion d'Etat, l'absence de registre civil et de grande naturalisation, avec l'esclavage, avec la grande propriété, le pire régime économique qui ait jamais existé dans un pays neuf, le régime colonial Portugais.

L'échéance approche, les esclaves manquent ; le crédit lui-même s'use, quoiqu'on l'ait fort peu utilisé ; on est forcé de reconnaître qu'il faut faire l'immigration et le peuplement, parce que la terre, si riche soit-elle, ne peut suppléer les bras ou le cerveau de l'homme. Mais on ne se convertit qu'à moitié ; on cherche à continuer une équivoque trop longtemps prolongée, en abusant encore auprès des Européens et même auprès des Asiatiques, de ces facilités naturelles que l'on confond avec la véritable richesse.

Hier encore, on nous parlait dans un grand journal des *richesses extractives* des Amazones, et par des constatations incomplètes, on risquait de produire une fausse sécurité ; il faut donc montrer que le sol le climat ou la végétation naturelle constituent des conditions physiques ou biologiques nécessaires, mais souvent accessoires de la prospérité et des progrès d'un pays.

Nous ne donnerons pas de définitions de mot. Ceux qui se complaisent aux casse-têtes chinois en trouveront facilement dans les livres des économistes ; et nous rappellerons seulement des faits bien connus. Il existe, un peu partout, des groupes d'hommes qui n'ont pas su utiliser des facilités très grandes de progrès ; nous pourrions citer le centre de l'Afrique, les îles de la Sonde, l'Asie Mineure autrefois si prospère, la Turquie, le Centre Amérique ; justement ces populations pauvres sont, comme le Brésil, remarquablement favorisées par le climat et par le sol.

Il en existe d'autres qui de l'avis de tous sont riches ; on les appelle l'Angleterre, la France, les Etats-Unis, et ces peuples ont sûrement moins de ressources naturelles. Enfin actuellement l'Espagne, l'Italie, l'Australie, la République Argentine s'enrichissent ; et aucune de ces nations ne saurait être comparée au Brésil au point de vue des conditions physiques, chimiques ou biologiques de développement.

Cet aperçu nous montre un fait d'ensemble que les sociologistes ont, depuis longtemps, analysé dans quelques cas particuliers. Depuis que l'économie politique est devenue une science d'observation

pratique, on a vu que le travail de l'homme est indispensable pour féconder la terre, et pour créer ces modes de fonctionnement nouveaux, artificiels, sociaux, dont les deux principales formes peuvent s'appeler richesse et propriété.

Ainsi, on ne soutient plus aujourd'hui que la propriété est un droit naturel ; mais on n'admet pas davantage le mot fameux de Proudhon qui, résumant toutes les théories socialistes depuis Ricardo, considérait la propriété comme le résultat d'un vol. Les observations de Yung et de tant d'autres sur les latifundia, et surtout celles de Bastiat, de Fr. Passy ont parfaitement fait voir que, dans tous les pays la propriété, pour devenir effective, utile à ceux qui la possèdent, utile au pays, supposait un travail d'où provenait un droit *acquis* et conventionnel. On peut discuter sur les détails, ne pas admettre avec M. Carey, ce qui est notre cas, que toujours les plus mauvaises terres ont été occupées les premières ; ou se demander avec M. Levasseur s'il existe une rente propre à la terre, distincte des revenus, de la valeur d'achat et des travaux divers qui sont accumulés dans la production. On peut refuser de reconnaître qu'il suffit à un pays neuf de bien utiliser ses réserves de terres vierges, pour fournir aux capitaux et à la main d'œuvre une rémunération plus grande que celle offerte par les pays vieux ; on peut désirer que, dans la constitution de la propriété, on fasse jouer un plus grand rôle au travail intellectuel ou manuel, un rôle moindre à l'hérédité. Mais ces discussions de détail prouvent que l'on est d'accord sur l'ensemble : la propriété utile est le résultat d'un travail ; pour l'établir, l'homme est intervenu activement.

Toute possession qui ne suppose pas un effort et une appropriation sera nominale, et son rôle social restera nul.

Ce qui est vrai de la propriété, cette forme prolongée d'utilisation des produits de la terre, seule compatible, d'après nous, avec les civilisations actuelles, est vrai aussi des utilisations plus passagères : ces prétendues richesses extractives dont on nous parle tant demandent, elles aussi, l'intervention active de l'homme pour devenir utiles ; et cette intervention est même plus pénible, plus coûteuse, plus difficile à cause de son peu de durée et de l'absence de moyens fixes d'exploitation.

Ainsi, douze billes de palissandre qui vaudront 600 à 700 milréis à Rio, ne rapportent rien au prétendu propriétaire. Le plus souvent, on les prend dans l'Espirito-Santo, à Carangola, à Philadelphia, sans prévenir le prétendu possesseur des terrains vierges ; d'autres fois, on les prend dans les terres dévolutes occupées encore par les Indiens. En tout cas, si on les paye, c'est un prix minime ; 10 à 20 milreïs, voilà la part du sol et de son propriétaire. Mais on paye 30 milreïs au chasseur de bois, qui ira découvrir et marquer les arbres bons à la coupe ; on paye 60 milreïs pour couper et débiter ces bois ; on paye pour faire les *picadas* à travers lesquelles seront traînées les billes ; on achète des bœufs pour exécuter ce transport ; on sème du *capim* pour les nourrir ; on paye ensuite sur les chemins de fer, on paye sur les bateaux, et le prix final correspond donc uniquement au travail de l'homme, sans rien comprendre ou presque rien qui représente la valeur primitive du produit.

De même pour le maté, acheté 5 ou 10 francs les 100 kilogrammes aux *caboclos* du Paraná, qui l'ont coupé et séché, généralement sans se préoccuper des propriétaires : il est transporté, préparé et revendu ensuite 12 francs l'arrobe, 100 francs les 100 kilogs, au port d'Antonina. De même pour le caoutchouc et tous ces produits extractifs, copahu, ipeca, qui valent 2, 4 et 5 francs le kilog ; ils représentent si peu une richesse naturelle qu'ils ne rapportent rien à ces grands propriétaires nominaux qui, aux Amazones ou à Matto Grosso, prétendent posséder des centaines de kilomètres carrés. Ils servent uniquement à rétribuer le travail de l'homme ; et, les exploitants étant souvent étrangers, le bénéfice quitte en partie le pays.

A quoi bon insister ? ces faits sont bien connus au Brésil sous ces formes simples, ailleurs sous d'autres. La région la plus favorisée du sol et du climat restera un pays nul, si les habitants qui l'occupent ne sont pas travailleurs : mais, même si ce pays est utilisé, si tout ou partie de sa population cherche à le mettre en valeur, il ne deviendra pas fatalement riche ; et il pourra, par exemple, fournir de très grands revenus sans acquérir une valeur réalisable. Il existe une sorte de période intermédiaire, fort variable dans ses causes et dans son importance ; et cette période peut maintenant être étudiée au Brésil, dans une de ses formes.

Nous croyons inutile de discuter ici, avec les économistes, les deux termes : *richesse de valeur* et *richesse d'usage*, que l'on a créés pour bien indiquer cette opposition, pas plus que nous ne pouvons insister sur d'autres faits. La liaison de l'homme avec

la terre, et l'ensemble des conditions psychologiques ou sociologiques nouvelles qu'elle suppose présente partout des inconnues, que l'on n'a pas encore sérieusement étudiées. Cependant, si nous nous bornons à comparer, nous sommes bien forcés de constater que le Brésil est à l'état d'enfance, au point de vue de la constitution de la véritable richesse.

Ainsi il vend 80 millions de caoutchouc par an, et ce suc vaut 4 à 6 francs le kilog. Cependant les régions les plus riches en *siphonia elastica* ne trouveraient pas acheteur à 10 ou 20 francs l'hectare ; leurs arbres donnent de très gros revenus ; mais, quoi qu'en disent leurs propriétaires nominaux, ces vastes forêts ne représentant aucun travail, ne possèdent pas non plus une valeur acquise, que l'on puisse réaliser. La situation restera la même tant que le bassin des Amazones présentera d'immenses zones inhabitées, inexploitées et même inexplorées ; et si l'Etat continue à tolérer que plusieurs des possesseurs actuels ne s'occupent ni de peupler, ni d'exploiter, et restent propriétaires sans acquitter aucun impôt, la valeur acquise plus tard par leurs terres constituera un véritable vol commis aux dépens de ceux qui auront fait les travaux nécessaires.

Ce qui est vrai du caoutchouc est vrai aussi de tous les produits extractifs, du palissandre, des textiles, des mines, etc. ; le travail de l'homme a exploité sans créer de richesses, parce qu'il n'a pas été suffisamment fixe et durable.

Le travail, du reste, n'influe pas seulement par la durée ; il influe aussi par ses autres qualités.

Ainsi examinons au Brésil les cultures ou les élevages ; et, nous l'avons déjà constaté, quoiqu'il

y ait là plus de suite dans le travail, le résultat est presque le même. La *richesse de valeur* des fazendeiros est minime par rapport à leur *richesse d'usage*, et nous avons capitalisé les plantations de canne ou de café à 25 ou 30 %, et non à 3, 4 et 6 %, comme dans les pays avancés d'Europe.

La richesse ne s'est pas créée, même dans ces régions anciennement cultivées ; ou du moins, elle ne s'est pas créée suffisante, parce que l'homme ne s'est pas uni volontairement à la terre, parce que son effort est resté obligé, au lieu d'être un effort conscient et spontané vers l'épargne et l'appropriation du sol à ses propres besoins. Ce travailleur *est esclave*, et tout le monde l'admet, tout le monde le comprend inconsciemment du moins, la présence de l'esclave explique l'état actuel de difficulté de l'hypothèque et d'absence de richesse.

Nous n'irons certes pas aussi loin que beaucoup de Brésiliens instruits et distingués, quand ils affirment que ce système de travail tarit, là où il existe, non seulement pour le présent mais pour l'avenir les sources de la richesse ; les uns, comme M. Belisario de Souza, faisant jouer le plus grand rôle aux procédés de culture ; les autres, comme M. Nabuco et les chefs anti-esclavagistes expliquant directement par les noirs ou mieux par les maîtres, les ruines successives présentées par diverses régions, anciennement exploitées. Mais enfin, on ne peut nier que l'état social actuel du Brésil représente dans toute sa plénitude ce que l'on peut appeler la pauvreté, pauvreté de l'Etat et des particuliers, gêne dans le présent, difficulté d'engager l'avenir ; et intervention de la dette dans toutes les relations, dette

de l'Etat par le papier monnaie, et par l'outillage des chemins de fer et des engenhos construits avec des capitaux étrangers, dettes des fazendeiros envers les commissaires, des commisaires envers les banques, des banques envers tout le monde, des consommateurs envers les importateurs, et des importateurs en Europe.

Nous arrivons à la conclusion. Puisque le travail a été partout la base de la richesse, et que la richesse manque au Brésil malgré toutes les facilités naturelles, pour résoudre la crise dont tout le monde souffre il faut rendre au travail et aux travailleurs le rôle prépondérant qui leur est dû, et surtout il faut reconnaître le mérite et faciliter l'arrivée de meilleurs travailleurs.

L' « Estrangeirisme »

(20 décembre 1883)

Le mot est peut-être brésilien, mais la chose est sûrement portugaise ; elle fait partie de l'héritage, souvent lourd à porter, que ce pays de grand avenir a reçu de ses premiers colonisateurs.

Le Brésilien ne ressemble pas au Portugais ; il est beaucoup plus tolérant, il a l'intelligence beaucoup plus vive, il tient moins à l'argent ; et, il faut bien le dire aussi, il est moins actif et moins travailleur. Mais, quoique les différences entre les premiers colonisateurs et leurs descendants s'accroissent chaque jour ; quoique l'influence européenne et spécialement française gagne de plus en plus du terrain, au grand déplaisir des uns, à la grande joie des autres, dans l'instruction, dans l'éducation, dans les mœurs, dans les coutumes, on voit cependant persister certains traits, certains caractères plus saillants, qui semblent autant d'anachronismes et presque des contre-sens si on les oppose aux progrès déjà réalisés et surtout à ceux qui sont préparés.

Ces contre-sens, l'«*estrangeirisme*» les résume tous ; et, malheureusement, ce mot à lui seul n'indique pas grand chose. «*Estrangeirisme*,» cela commence probablement après cette époque où le Portugal, ce petit peuple héroïque, le Portugal du Camões et de Vasco da Gama, le Portugal du XV.^e siècle ouvert aux Italiens, aux Français, aux Juifs, aux Arabes, se livra tout à coup à l'inquisition et aux moines, chassant les hérétiques et les remplaçant à Lisbonne même, en pleine Europe, par des milliers de noirs, qui, jusqu'à Pombal remplirent les six provinces des misères de l'esclavage. «*Estrangeirisme*», cela veut dire qu'à côté des Brésiliens de vieille race qui seuls ont tous les droits, comme seuls par la conquête ils possèdent cette terre si favorisée, on accepte d'autres individus, étrangers ou fils d'étrangers, on les tolère, quelquefois même on les appelle pour les utiliser,

sans jamais reconnaître leurs droits à une complète égalité.

Estrangeirisme, cela ne signifie pas haine, mais tout au plus défiance ; et encore cette défiance est toute particulière. Elle ne s'exerce pas contre les œuvres, les modes, les productions littéraires scientifiques et artistiques apportées par les Européens. Non : le Brésil à ce point de vue est ouvert, largement ouvert ; il a pris aux étrangers leurs écoles, leurs chemins de fer, leurs industries, leurs lois ; nous dirions presque que, dans ce sens, le Brésil est trop ouvert, et souvent les choses qu'il imite ne s'adaptent pas à ses besoins.

Cette défiance ne s'adresse pas non plus aux personnes ; d'homme à homme, l'hospitalité est parfaite, les relations sont courtoises, et même les services ou l'estime réciproques sont souvent plus faciles qu'en Europe.

Et cependant, elle n'est pas niable cette défiance, cette suspicion de l'étranger, surtout de l'étranger qui n'est pas Portugais ; elle constitue un caractère social parfaitement défini. C'est elle qui explique l'absence de grande naturalisation ; c'est elle qui explique la religion d'état avec l'état civil dans les mains des prêtres ; c'est elle qui explique une loi des contrats semblable à celle de 1879 ; c'est elle qui explique le peu de succès des tentatives de colonisation, et surtout c'est elle qui explique ces faits si nuisibles que nous voyons se reproduire tous les jours.

Gabrielli réclamant inutilement quatre millions à la fin de travaux qui ont été pour lui ruineux, estrangeirisme ; un contrat du gaz péniblement

réglé par un ministre, rejeté par les Chambres qui le jugent trop favorable à la Compagnie, estrangeirisme ; un arbitrage conforme à tous les précédents dans la question Tripoti considéré comme lettre morte, estrangeirisme ; l'interdiction de produits pharmaceutiques français vendus dans le monde entier, pour laisser le champ libre à des produits nationaux mal fabriqués, estrangeirisme ; d'autres incidents récents : la menace de déportation de Français ou de Portuguais sous un prétexte futile ; les disputes de l'Ecole d'Ouro-Preto, la démission contestée de M. Fritz Müller, estrangeirisme.

Ce grand défaut social sinon individuel, continue à diviser le Brésil en deux grandes classes d'habitants dont les intérêts sont absolument différents. Il faut s'en débarrasser si on veut entrer complètement, absolument, non seulement par les apparences, par les formes extérieures, mais par les intérêts et les idées en communion avec les peuples d'Europe et des Etats-Unis.

Ce défaut, nous le savons, n'est pas spécial au Brésil. Tous les peuples d'origine Hispano-Portugaise ou peut-être latine l'ont conservé plus ou moins ; le *gringo* de la République Argentine en a su longtemps quelque chose ; et les conseillers municipaux de la ville de Paris viennent de prouver qu'ils n'en sont pas complètement exempts. Mais, au Brésil, cette défiance de l'étranger persiste à un degré qui reste nuisible au développement futur de ce grand pays ; cela nous suffit pour avoir le droit d'insister.

A ceux qui nous accuseraient d'exagérer, nous répondrons qu'on élève actuellement une statue à

un homme qui, dans son court passage au pouvoir, a désorganisé presque tout ce qu'il a touché, et qui a employé une activité réelle à gêner et à tracasser dans les chemins de fer, dans les engenhos, dans les eaux, dans la colonisation, ailleurs encore les collaborateurs dont le Brésil a besoin : il personnifiait avec talent le vieux Brésil ; il est juste que ce Brésil lui en soit reconnaissant.

Mais regardons plus près de nous ; et prions nos contradicteurs de lire une conférence toute récente faite, paraît-il, par un professeur de Faculté à cette tribune de la Gloria, d'ordinaire plus libérale.

Ils seront forcés de le reconnaître, après avoir lu ; quelques Brésiliens de 1884 restent dignes de ces premiers colonisateurs, qui considérèrent ce pays non comme le point de départ d'une collectivité nationale vigoureuse, riche et puissante, mais comme un domaine personnel utilisable par l'esclave à leur plus grand profit.

Pour ce conférencier, il paraît juste de refuser aux étrangers le droit d'être propriétaires ou commerçants, en vertu du droit de réciprocité !!! sans doute avec la Chine ou avec Madagascar ; pour ce conférencier, les étrangers sont des hôtes que l'on reçoit par faveur, même lorsqu'on les paye et qu'on va les chercher ; pour ce conférencier encore, il faut faire des citoyens actifs et instruits avec les Indiens !! et, en attendant, supprimer tous les frais de colonisation, qui sont de véritables dons gratuits faits aux dépens de l'indigène et de l'esclave ; pour ce conférencier enfin, les étrangers qui viennent sont généralement des paresseux ou des *velhacos*, qui cherchent à exploiter les Bédiens nés sur cette terre.

Mais, heureusement, nous dit le même orateur, la nature a mis bon ordre à tout cela, en refusant longue vie, sous ce climat, *aux hommes aux yeux bleus et aux cheveux blonds*; et les noirs ou les métis, qui eux ne se plaignent ni du foie ni de la rate ni des poumons, qui ne meurent ni de nervosisme ni d'hystérie, peuvent compter sur l'avenir.

Nous ne faisons pas les Brésiliens responsables des sentences, débitées à une tribune quasi officielle, par ce professeur de droit; nous savons que presque tous les hommes instruits et influents ont ici d'autres idées et d'autres aspirations; et, si nous résumons de telles choses, c'est pour montrer à ces hommes de progrès le chemin qu'il doivent encore parcourir.

A côté d'eux, autour d'eux subsistent des préjugés dont il faut triompher, avant de rien essayer; tant qu'il restera des Brésiliens et surtout des professeurs capables d'émettre des idées aussi anti-sociales, tant qu'un auditoire sera capable d'écouter sans protester, il y aura beaucoup à faire.

Et cependant le temps presse. A cause de la question Tripoti, c'est-à-dire à cause de l'étrangeté, le gouvernement Italien vient de gêner encore le départ pour le Brésil de ces colons qui sont de plus en plus nécessaires. Les partisans de la libération brusque frappent de plus en plus fort aux portes des grands propriétaires, qui persistent à ne pas entendre; et les vices sociaux, qui paraissent peu nuisibles quand on vivait de l'esclave, pourraient devenir mortels s'ils se prolongeaient après l'émancipation.

Les Cultures du Brésil et leur rendement

(10—13 Avril 1884)

Le Brésil traverse une phase décisive, dont les difficultés sont multiples et diverses. Ces difficultés économiques ou sociales, des fonctions publiques nous ont amené à les étudier ; et maintenant, nous écrivons ce que nous avons vu. A cause de cela, on pourrait nous accuser, on nous a déjà accusé d'attaquer le pays. Notre réponse sera bien simple.

La meilleure preuve de notre confiance dans l'avenir du Brésil n'est-elle pas fournie par ce fait que nous cherchons à aider, dans la mesure de nos forces, à le préparer ? Si nous croyions, comme quelques-uns, au naufrage du navire, perdriions-nous notre temps à discuter les moyens de lui rendre la route plus sûre, plus large et plus facile ?

Nous avons dans l'avenir du Brésil la confiance la plus absolue ; et nous gardons seulement des doutes sur les moyens par lesquels cet avenir sera obtenu.

Ces moyens seront-ils pacifiques ? Nous le désirons vivement, et nous le jugeons encore possible, si on sait prendre sans retard les mesures de peuplement et de transformation nécessaires.

Notre confiance complète dans l'avenir du Brésil est basée sur des faits d'observation que l'on peut ainsi résumer : aucun pays n'offre au travail de l'homme un champ d'activité plus vaste et plus lucratif.

Pour établir ce point de départ, nous ne nous bornerons pas à décrire, comme d'autres, ces milliers de lieues de côtes avec leurs ports naturels, sûrs et profonds, sans analogues au monde ; ces fleuves et ces rivières, navigables jusqu'aux limites extrêmes du pays, et susceptibles de fournir, avec quelques travaux latéraux, un magnifique réseau naturel de canalisation ; nous ne parlerons pas non plus de ces immenses forêts remplies de bois précieux, de textiles, de graines oléagineuses, de sucs et de produits divers dont beaucoup sont déjà connus, dont quelques-uns sont déjà exploités, et nous ne dirons rien de ces vastes plateaux intérieurs avec leurs cultures tropicales aux Amazones, tempérées au Rio Grande, et leurs zones immenses de pâturages.

Nous l'avons déjà dit, ces ressources naturelles ne sont rien par elles-mêmes, et on trouve ailleurs, en Océanie, en Afrique, des terres neuves et fertiles plus ou moins comparables à celles du Brésil. Pour devenir socialement utiles, les régions les plus favorisées ont besoin d'hommes actifs, capables d'un travail intelligent et suivi ; et l'union libre de l'homme avec la terre, union qui forme le peuple et le pays, en devenant de plus en plus complète à mesure que la civilisation s'élève, est la condition première de toute richesse et de tout développement durable.

Cette union peut être empêchée par des causes

multiples. Dans les îles de la Sonde, dans diverses parties de l'Afrique, elle est empêchée par les anciens habitants, inutiles eux-mêmes et cependant féroces ou voleurs ; dans d'autres régions de l'Afrique et de l'Asie, elle est empêchée par le climat, par les fièvres, par les maladies ; dans des régions plus nombreuses, elle est empêchée ou retardée par le défaut de routes naturelles, fleuves navigables, ou ports abrités, et par l'absence de moyens même primitifs d'échange et d'exploitation.

Au contraire, au Brésil, l'union de l'homme avec la terre est facile, et surtout elle est déjà commencée. Le pays est ouvert, le pays est administré ; le pays est partout très sûr, les Indiens eux-mêmes étant généralement pacifiques ; hormis quelques villes du littoral, dont l'insalubrité relative est due à l'homme et aux mauvaises constructions, le pays est partout très sain, et surtout le pays est déjà cultivé sur de vastes surfaces.

L'utilisation commencée par l'esclave est insuffisante, sa valeur réalisable est infime ; les moyens de cultures ou d'élevage sont souvent enfantins : mais enfin la culture existe, les races de bétail adaptées au pays sont formées ; les voies de fer et les chemins sont largement commencés, comme les moyens industriels de préparation. Il ne faut plus créer de toute pièce des exploitations ; il suffit d'améliorer et de développer celles qui existent dans d'autres conditions.

Nous réservant de revenir plus tard sur plusieurs de ces points, et notamment sur la légende absolument fautive d'insalubrité entretenue par des voisins complaisants, nous voulons insister aujourd'hui sur

des observations qui, mieux que toutes les autres, prouvent la supériorité du Brésil et la facilité de sa mise en valeur. Ces observations sont relatives au rendement de ces cultures ou de ces élevages, que les immigrants devront seulement continuer.

Voici, par exemple, le café, la culture la plus importante qui fournit 200 millions de francs de produits exportés, et qui couvre déjà les quatre provinces les plus riches, les plus florissantes, les mieux pourvues de chemins de fer et d'engenhos. Les trois ou quatre mille fazendas de café renferment encore cinq cent mille esclaves, et leur milliard d'arbustes auraient besoin de centaines de mille familles de colons, pour être bien cultivés.

Les immigrants peuvent venir sans crainte : la région des cafésaes est aussi la région haute, celle des plateaux : ils trouveront un bon climat, leur santé sera excellente ; ils trouveront aussi des cultures déjà prêtes pourvues de chemins, de bétail, d'usines. Grâce aux efforts antérieurs des malheureux noirs, le résultat du travail des nouveaux venus, salariés, métayers, ou petits propriétaires sera absolument immédiat ; ils n'auront ni à défricher, ni à planter. De plus, le résultat de ce travail sera supérieur à tout ce que l'on peut imaginer, quintuple ou sextuple de celui des cultures de céréales, double ou triple de celui des cultures de vigne.

Le rendement moyen exact d'un *cafésal* est assez difficile à apprécier, parce qu'il varie avec la région, l'âge de la plantation, et surtout les conditions de culture. Certaines exploitations mal tenues, insuffisamment pourvues de main-d'œuvre donnent un rapport infime ; mais, cet état de

la production, devenu fréquent avec le manque de main d'œuvre, n'est que temporaire ; il suffira de meilleurs soins pour rendre leur valeur aux plantations.

Dans les fazendas à esclaves ordinaires, le rapport variable chaque année peut être estimé à 30 arrobes par mille pieds pour la région de Cantagallo, Rio de Janeiro, Taubaté, et à 40 arrobes par mille pieds pour la région de Campinas. Comme la plantation, faite d'ordinaire à 12 palmes dans la première région, donne près de 1.500 pieds par hectare, tandis que la plantation à 14 palmes à Campinas donne un peu plus de 1.000 pieds, on voit que la production moyenne actuelle est partout à peu près la même, 40 arrobes ou 600 kilogs par hectare.

Cette production s'élève à 50 ou 60 arrobes par hectare dans les fazendas de noirs bien tenues, où les *carpas* sont multiples et les replantations régulières ; enfin elle s'élève à 80, à 100, à 120 arrobes dans les cultures de colons, notamment à Santa Clara, à Sete Quedas, à Casa Branca, à Limeira, où nous avons pu étudier des rendements anciens et précis.

Il est utile d'ajouter que souvent la production, dépassant ces chiffres, atteint à certaines années ou pour certaines plantations, 200 et même 300 arrobes par hectare. Les indications précédentes, 30 à 120 arrobes, correspondent à des systèmes différents de travail ou d'exploitation. Mais, d'après tout ce que nous avons vu dans vingt-six fazendas de café et dans sept colonies, nous rapportant aux chiffres que nous avons publiés dans notre

brochure sur le café, nous croyons pouvoir affirmer que la production de 100 arrobes, 1,500 kilogs, ou 25 sacs par hectare, sera toujours et partout réalisable, avec des colons actifs et soigneux, pour des plantations de 8 à 30 ans.

Beaucoup pourront s'étonner que le remplacement des noirs par des ouvriers meilleurs puisse entraîner d'aussi grandes différences, et par suite ils refuseront peut-être de croire à un aussi considérable rendement. Nous pourrions répondre que nous citons des faits inscrits dans les registres des colonies, constatés par de nombreux fazendeiros, rappelés, récemment encore, dans la discussion de la loi d'immigration de S. Paulo par des hommes compétents. Mais, ces faits ne sont pas spéciaux au café, et ils ont été observés pour d'autres productions. Le froment, par exemple, donne 8 hectolitres par hectare, s'il est cultivé par les Portugais ou par les Slaves de la Turquie; 12 à 13, s'il est cultivé par les Italiens ou les Norwégiens; 16 à 17, s'il est cultivé par les Danois ou les Français, 22 ou 24, s'il est cultivé par les Hollandais ou les Anglais.

Le rapprochement de ces pays suffit à faire voir que, pour le froment en Europe, comme pour le café au Brésil, la production moyenne dépend de la perfection de la main d'œuvre, c'est-à-dire de l'homme, plus que du sol ou du climat. Ce point expliqué, et cela était nécessaire pour éviter toute objection, revenons au café.

Voulant estimer le rendement de la culture du café, nous accepterons comme moyenne les prix très bas des dernières années. Ils représentent pour le

cultivateur la moitié des prix de 1870 à 1880 ; ils diminueront probablement encore, comme ceux du sucre, des féculs, des diverses denrées coloniales, quand le café rentrera complètement dans la consommation générale ; mais, pour le moment, ils ne peuvent guère baisser davantage, tant que la production et la consommation garderont la même marche.

Actuellement, le café séché au *terreiro* en bon état, puis *descasqué*, vaut en moyenne 4 milreis l'*arroba*, à la sortie d'une culture située entre 150 et 300 kilomètres de la mer ; soit, pour cent *arrobas*, 400 milreis ou mille francs par hectare : le café cueilli rouge, puis *despolpé* avant d'être séché, vaut en moyenne 6 milreis, soit 600 milreis ou 1.500 francs par hectare.

Plusieurs fazendas obtiennent déjà ces moyennes de vente : si, dans le plus grand nombre des exploitations, les prix restent inférieurs, il faut l'attribuer aux mauvaises conditions de la cueille faite souvent trop tard, et de la préparation qui reste imparfaite et inégale. Le café de *terreiro* de première qualité vaut actuellement 5 à 6 milreis ; le café *despolpé* 8 mille : par suite, nos moyennes pourraient même être dépassées. Le rendement de 1.000 à 1.500 francs par hectare doit donc être considéré comme la normale d'une plantation ordinaire, traitée par des colons soigneux, et nous ne croyons pas qu'il soit possible aux immigrants de désirer une culture plus lucrative.

Ce rendement considérable n'est pas spécial au café. Prenons une autre production, celle de la canne à sucre, qui s'étend du Maranhão à S. Paulo, enrichissant des provinces comme Pernambuco et

Bahia. A Porto Real, près de Rio, où des pesées exactes ont été faites, le rendement moyen est estimé à 50 ou 60 mille kilogs, par hectare ; dans d'autres terres plus riches et moins froides, ce rendement peut s'élever à 80 mille kilogs, et même, d'après la brochure fort intéressante de M. Raffard, à 100 mille kilogs. Acceptons le chiffre de 60 mille kilogs comme moyenne ; multiplions-le par 7 réis $\frac{1}{2}$, prix ordinaire payé par les *engenhos* centraux : nous obtenons un total de 440 milréis ou 1.100 francs comme rendement par hectare ; mais ce rendement s'augmente encore des coupes successives qui, presque sans travail, peuvent être faites l'année ou les années suivantes.

Le prix de la canne ne peut, du reste, qu'augmenter avec de meilleurs procédés de préparation, qui permettront d'extraire 8 à 12 % de sucre au lieu de 6 à 7 ; et la culture du Brésil doit être facilitée par la crise de production de la betterave, qui, dans certaines régions d'Europe, ne paye plus les frais de travail et d'engrais. Tout fait prévoir que l'installation au Brésil de masses d'immigrants actifs entraînerait la disparition plus ou moins rapide du sucre de betterave, qui ne pourrait plus alors soutenir la concurrence.

A côté de la canne à sucre, nous pouvons placer le manioc, qui prendra peut-être entre les mains des colons une importance plus grande que la canne, parce qu'il fournit des produits plus variés, féculs, alcools, pâtes, et qu'il présente une culture plus élastique, pouvant être traité et cueilli à des époques beaucoup moins fixes. Le manioc donne aussi 60 à 70 mille kilogs de racines par hectare ;

et ces racines, une usiue bien installée peut les payer 7 et 8 réis. Le rendement est donc plus considérable que celui de la canne; il égale presque celui du café.

Nous avons cité ces cultures, parce qu'on peut les comparer, plus ou moins, à leurs analogues d'Europe, la betterave, la pomme de terre, et constater leur énorme supériorité; nous pourrions citer aussi le coton qui donne 1.000 à 1.500 francs par hectare, le cacao qui donne souvent plus de 2.000 francs par hectare; les haricots (*feijões*), qui donnent 100 à 200 pour 1; le maïs qui donne 200 à 500; mais, à quoi bon? ces exemples suffisent pour montrer ce que valent les cultures du Brésil, entre les mains de travailleurs actifs et intelligents.

Leur rendement égale toujours plus de 1.000 francs par hectare; il peut atteindre 1.500 francs, et même 2.000 francs, tandis que le rendement du froment, la meilleure des céréales, égale 180 à 250 francs aux Etats-Unis, 250 à 280 en Portugal et en Italie, 300 à 350 francs en France, pour atteindre 450 francs dans les pays les mieux cultivés.

Et de même les vignes: les deux millions cinq cent mille hectares que compte la France, fournissaient 50 à 70 millions d'hectolitres avant le phylloxera, au prix moyen de 20 à 30 francs; soit un rendement de 500 à 720 francs par hectare. rendement qui, depuis, malgré la hausse des prix est tombé à moins de 500 francs, à cause de la diminution des récoltes.

Mais ces différences de rendement n'indiquent pas suffisamment la supériorité des cultures du

Brésil : pour mieux juger l'état actuel du pays et les facilités de l'améliorer, il faut tenir compte aussi d'un autre facteur.

Tandis que les cultivateurs de canne des Antilles dépensent de grosses sommes en engrais, tandis que le cultivateur de céréales d'Europe dépense pour le même objet 150 francs par hectare en Angleterre, 40 à 80 francs ailleurs ; tandis que, même dans l'Amérique du Nord, il faut faire des défrichements profonds et des labourages multiples avec un outillage perfectionné pour obtenir 200 francs de froment par hectare, le colon installé dans la fazenda du Brésil récoltera 1.000 francs de canne, cueillera 1.200 francs de café, sans avoir d'autre peine que de faire quelques sarclages, et sans se préoccuper d'engrais.

La culture intensive que l'on considère de certains côtés comme un idéal, n'est pas encore utile au Brésil. Comme nous l'avons indiqué dans notre brochure sur le café, le guano ou les phosphates essayés dans divers *cafesaes* n'ont donné aucun résultat ; les labourages profonds ont été souvent nuisibles dans des terres légères et peu épaisses. Il faudra attendre longtemps que les immigrants viennent, par centaines de mille chaque année, et qu'il n'existe plus de terres vierges, au moins dans les provinces littorales, avant qu'il y ait avantage à appliquer à un sol neuf excessivement fertile, les procédés plus pénibles et plus coûteux des pays vieux.

La terre du Brésil, tout le monde le sait, ne demande que du travail pour devenir utile ; elle dispense tous ces frais accessoires, de fumures et de

meublissement, qui ailleurs rendent souvent impossible toute production, à cause de leur coût trop élevé, et qui en tout cas restreignent considérablement le gain réalisé.

Le rendement au Brésil est donc en entier un rendement utile : les chiffres que nous avons constatés dans des colonies de *cafésal* correspondent seulement à la fertilité de la terre et au travail de l'homme ; les seuls frais à couvrir sont ceux de la main d'œuvre.

Cette supériorité, si considérable pour les cultures, devient encore plus grande pour les élevages. En voyant ce qui a été déjà commencé un peu partout, aux Amazones, au Maranhão, au Piahy, à Minas, à Matto Grosso, et surtout au Paraná et au Rio Grande, on se demande ce qui sera possible dans ce sens, avec des bras intelligents et actifs.

Dans tous les pays d'élevage, l'homme doit intervenir activement par des mesures souvent coûteuses de réserves de nourriture ou de protection contre les intempéries. En Europe, aux Etats-Unis, au Colorado par exemple, il installe des irrigations ou des retenues d'eau plus ou moins compliquées ; il prépare des prairies artificielles ; il amasse du foin, des fourrages secs ou d'autres moyens simples d'alimentation ; il fait des étables pour loger l'hiver le bétail, ou tout au moins des clôtures multiples pour séparer les diverses qualités de pâturages. Au Brésil, nous l'avons constaté en visitant le Parana et le Rio Grande, rien de tout cela n'existe : cependant le bétail vit, il se reproduit depuis des siècles ; chaque année, on vend au Rio Grande, des centaines de mille bœufs ; partout ailleurs on fournit des consommations

locales importantes, l'usage de la viande étant au Brésil beaucoup plus répandu que partout en Europe.

Les frais d'élevage sont si faibles qu'on devient riche, au Matto Grosso, en vendant des bœufs 20 milreis ou 50 francs ; au Parana ou au Rio Grande, le prix d'un bœuf qui fournit de 200 à 220 kilogs de viande et un excellent cuir atteint rarement plus de 50 milreis ou 115 francs.

Les pâturages du centre du Brésil sont assez grands pour nourrir l'Europe ; et, ces chiffres le prouvent, une fois mieux exploités ils fourniront sûrement un bétail moins cher que celui de l'Australie, de la Nouvelle Zélande ou des Etats-Unis.

En *amansant* le bétail, c'est-à-dire en l'habituant à l'homme, tout en le laissant libre, en faisant des irrigations, des clôtures qui suffiront à constituer des réserves successives de nourriture, on aura disponibles d'excellents bœufs, toute l'année, presque sans aucun frais. Tandis que la bête moyenne de boucherie vaut aux Etats-Unis 300 à 400 francs, tandis qu'elle vaut 600 à 700 francs en France ou en Angleterre, elle se vendra 200 à 250 francs au Brésil, et elle rapportera davantage parce qu'elle supposera moins de main-d'œuvre, et surtout moins de frais accessoires.

Pour développer ces élevages et les perfectionner, puisque heureusement ils existent, que faut-il ? peupler, c'est-à-dire permettre l'existence de chemins de fer à grand trafic qui puissent transporter les viandes et les cuirs, et surtout il faut substituer aux procédés grossiers des *peons* et des *campeiros*, les soins plus précis d'hommes actifs et intelligents.

L'immigration trouvera ainsi partout pour la

création du bétail comme pour les cultures un terrain admirablement préparé ; elle profitera à toutes les provinces, parce que dans toutes il existe déjà des productions, animales ou végétales, qu'il suffit d'agrandir.

Grâce à l'esclavage, la période la plus difficile de l'exploitation, celle des essais, des acclimatemens, des tâtonnemens successifs est déjà terminée : la preuve de la supériorité du Brésil sur les pays neufs concurrents est faite doublement, par la valeur excessive des rendemens, et par le peu de frais qu'ils nécessitent.

L'immigration basée sur ces productions anciennes sera la moins coûteuse, puisqu'elle évitera tous les frais de premier établissement ; elle sera la plus facile et la plus sûre, puisqu'elle continuera des cultures ou des élevages qui ont déjà fait leurs preuves : elle sera la plus utile, parce qu'en continuant ce qui existe déjà, elle permettra aux anciens habitans de conserver leur fortune et même de l'augmenter.

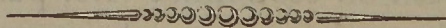
L'Européen que l'on enverra dans des terrains vierges reviendra découragé ; ou, s'il reste, il aura dépensé beaucoup et sera peu utile. Au contraire, mis en présence des cultures anciennes, il sera plein de courage et d'ardeur, si on le laisse travailler pour lui, comme propriétaire, ou profiter largement du produit de la terre, comme salarié, métayer ou fermier. Alors, il écrira partout, à ses parents, à ses amis qu'au Brésil on économise vite, parce les cultures sont faciles et lucratives ; le courant d'immigration spontanée se créera de lui-même sans dépenses, sans luttes ; et ce courant fournira bien vite

une main d'œuvre suffisante pour assurer le maintien des exploitations actuelles, et plus tard pour les aggrandir.

Pendant cette première phase de l'immigration, c'est-à-dire pendant que les colons remplaceront dans d'autres conditions les esclaves, le Brésil ne sera pas plus cultivé ; il sera mieux cultivé. Dans quelques années peut-être, les anciennes fazendas donneront à elles seules 15 millions de sacs de café au lieu de 5 millions : les diverses exportations ayant augmenté, doublé, triplé, dépasseront un milliard de francs, simplement parce que l'on aura substitué partout les noirs libérés ou les *caboclos* insouciants par des travailleurs actifs et économes, capables de donner au pays la force et la richesse.

Mais, pour réaliser *cette colonisation de la terre cultivée*, il faut faire des réformes sociales absolument indispensables dans le régime du peuplement et de la propriété. Si on se bornait à continuer les colonies d'état, ou le système bâtard des contrats, on aboutirait fatalement à un état de crise financière et économique, que les possédants et les dirigeants actuels sont, plus que les autres, intéressés à éviter.

Le Brésil offre actuellement des conditions de développement rapide, à la condition que les hommes libres sachent continuer et aggrandir ce que les esclaves avaient commencé.



IV

La Colonisation de la terre cultivée

SES CONDITIONS ACTUELLES

(30 décembre 1883)

Nous avons applaudi à la fondation de la *Société d'Immigration* ; nous avons approuvé la plupart des points de son programme ; nous avons signalé toutes les mesures utiles qu'elle a prises ; nous avons insisté sur le rôle de propagande et de vulgarisation qu'elle était appelée à jouer ; cependant, nous ne nous sommes pas mis à sa disposition complète, et personnellement nous n'en faisons pas partie.

Nous voulions garder notre liberté d'action, et sûrs de n'être pas suspectés dans nos intentions par les initiateurs de cette œuvre, nous en usons aujourd'hui pour venir discuter avec eux un moyen de colonisation qui paraît leur tenir au cœur.

Ce moyen de colonisation consiste dans la mise en culture des zones latérales des voies de chemins de fer, l'achat de ces zones, leur division en petits lots destinés, chacun, à une famille d'immigrants. Ce système a été largement appliqué aux Etats Unis ; la plupart des grandes lignes qui sillonnent aujourd'hui l'Amérique du Nord, et même le Canada et le Mexique, avaient la concession des terres latérales qu'elle devaient diviser et revendre. Aujourd'hui encore, dans la Floride, au Dacotah, au Colorado, on installe des colons dans ces conditions, et on pourra trouver dans plusieurs numéros récents de l'*Economiste Français* des renseignements à ce sujet.

Ce système a été aussi utilisé, sur une petite échelle, dans la République Argentine, notamment le long du chemin de fer du Rosario à Tucuman.

Nous reconnaissons qu'il peut rendre au Brésil des services, au début et à la fin de la colonisation.

Il est certain que des colons installés entre Belem et Barra do Pirahy, cultivant là des légumes, des fruits divers pour la ville, et même du maïs, des *feijões*, du *capim*, faisant de petits élevages de volailles, de porcs, pourraient trouver facilement l'aisance avec le débouché de Rio de Janeiro. Il est non moins certain qu'il serait utile, dans la période de grande immigration, de ne plus trouver, aux portes mêmes de la capitale, ces zones incultes et presque désolées, vestiges de l'ancienne colonisation par l'esclave qui font aujourd'hui l'étonnement de tous les voyageurs.

L'idée première de la *Société d'Immigration* est donc bonne : nous l'approuvons à une condition, c'est qu'elle ne devienne pas l'idée unique ou même l'idée prédominante.

Deux ordres de raisons, les unes sociales, les autres agronomiques, nous portent à penser que la colonisation des terres vierges rapprochées ou éloignées des voies ferrées, doit être au début faite au Brésil sur une très petite échelle.

Qu'elle le veuille ou non, la *Société d'Immigration* sera amenée à considérer le problème du peuplement sous toutes ses faces. Alors elle reconnaîtra que le but n'est pas seulement de porter dans le pays de nouveaux travailleurs, mais aussi de remplacer et de libérer ceux qui existent aujourd'hui, c'est-à-dire les esclaves.

Nous sommes, sur ce point, placé à distance égale des sociétés émancipatrices, qui veulent d'abord libérer, et de la *Société d'Immigration* qui paraît songer uniquement à peupler. Les deux problèmes doivent être résolus en même temps, ils doivent être résolus l'un par l'autre.

Que demandent, en effet, au gouvernement tous ces grands propriétaires qui font vivre aujourd'hui le Brésil, en lui fournissant le sucre, les féculs, le coton et surtout le café ? Ils ne demandent pas des cultivateurs pour les zones vierges, encore si nombreuses, mais des cultivateurs pour ces exploitations déjà pourvues de chemins de fer, pourvues de moyens de préparation, pourvues de plantations qui périclitent et diminuent de récolte, faute d'une main d'œuvre suffisante.

La question urgente, on ne saurait trop le répéter, n'est pas de faire de nouvelles cultures, mais de sauver les anciennes : le Brésil est à la fois plus et moins qu'un pays neuf ; il possède les fazendas, et les fazendas dépendent des esclaves.

Les grands propriétaires de S. Paulo qui sont allés chercher aux Açores, en Portugal, en Allemagne, en Italie, de nouveaux habitants n'ont pas songé à les placer sur les bords des chemins de fer. Ils les ont installés là où on en avait besoin, là aussi où tout ou presque tout était prêt pour les recevoir, dans les grandes cultures de café.

Les intérêts matériels de l'ancien possesseur d'esclaves se trouvent, en effet, entièrement d'accord avec les intérêts du pays et avec ceux des immigrants; déjà, même avec le système insuffisant et peu libéral des contrats, on peut faire la preuve des avantages et de la nécessité de la colonisation de la terre cultivée.

A S. Paulo, les Italiens ou les Allemands qui ont réalisé comme colons contractés des économies, trouvent facilement à acheter autour des villes, Campinas, Limeira, S. Paulo, des terres incultes semblables à celles des zones latérales des chemins de fer qui généralement ne sont pas propres au café: mais, comme l'indique M. Antonio Prado dans une lettre très-intéressante que l'on trouvera plus loin, ces colons petits propriétaires ne sont pas satisfaits, parce que leurs petites cultures ne leur donnent pas des conditions de prospérité rapide. Ils deviennent vite trop nombreux: ils se font concurrence pour la vente des légumes, du maïs, des haricots; et surtout ils envient ces plantation voisines, de café, de canne, de manioc, qui donnent de gros revenus: en un mot, ils restent mécontents, parce qu'on les a forcés à coloniser des terres vierges de seconde qualité; et il faut éviter ce mécontentement si on veut faire le peuplement spontané.

On nous dira que le long des chemins de fer, les colons pourront planter de la canne à sucre, du manioc, et même des caféiers, parceque les terres seront aussi bonnes que possible. Nous l'admettons ; alors la colonisation de la terre vierge se heurtera à d'autres difficultés autrement considérables. Les cultures du Brésil sont quatre ou cinq fois plus lucratives que celles de l'Europe, des Etats-Unis ou de la République Argentine ; mais, ce sont des cultures à long terme. Un colon qui arrive à Buenos Ayres ou à New-York peut, dix mois après, vendre son froment ; il lui suffit d'ouvrir la terre des plaines, de semer, de moissonner, de battre, pour obtenir le produit le plus important du pays. Au Brésil, il faut d'abord défricher, par la hache et le feu, un bois vierge ou une *capoeira*, travail dur, pénible, auquel les nouveaux arrivés ne sont pas habitués ; puis, il faut attendre près de deux ans pour la canne à sucre ou le manioc, cinq ans ou mieux presque dix ans pour le café. Et pendant ce long intervalle, le colon vit de petites cultures, de maïs ou de *feijões* ; il attend, il se décourage.

Admettons encore que les colons seront parfaits, intelligents et tenaces. Ils auront d'emblée parfaitement jugé ; la terre du Brésil les payera au centuple de ces retards. Ils restent, ils cultivent la canne, ils plantent le café ; ils attendent, ils récoltent ; leur première récolte faite, ils ne peuvent pas la préparer et la vendre dans de bonnes conditions : ils n'ont pas d'engenho. Tandis que les céréales, ou le bétail peuvent être facilement transportés, le café et la canne doivent être transformés et préparés sur place ; pour les préparer, des usines coûteuses et compliquées sont nécessaires.

Faute d'engenho et aussi faute de routes, diverses colonies du Parana, l'Assunguy notamment, sont presque mortes ; faute d'engenho, les colons de Santa Leopoldina étaient sur le point de devenir des *caboclos*, lorsque deux Brésiliens actifs et instruits sont allés non sans difficultés leur donner les moyens de préparation qu'ils ne pouvaient installer eux-mêmes par manque d'argent. Enfin les colons de Porto Real, colonie proche du chemin de fer, sur laquelle la *Société d'immigration* demandait récemment des renseignements ne doit qu'à trois étrangers de n'avoir pas disparu : les immigrants ont pu utiliser leur terrain, faire du manioc et de la canne parce que des particuliers ont dépensé une fortune à établir une usine ; l'essai au point de vue pécuniaire n'a pas donné assez de résultats pour être souvent répété.

Nous avons cité ces exemples empruntés à trois colonies d'Etat, à l'installation desquelles on a consacré de très-grosses sommes, au moins 4,000 francs par famille, et à Porto Real bien davantage. Malgré ces frais exagérés, les colons n'étaient pas satisfaits ; ils restaient malheureux parce qu'on les avait forcés à coloniser des terrains vierges, dépourvus de moyens de vente et surtout d'usines de préparation.

Les résultats seraient à peu près les mêmes le long des chemins de fer, où il faudrait attendre les résultats de cultures tardives, et construire ensuite des engenhos coûteux. Les colons ont tout intérêt à aller dans les fazendas, où ils trouveront les chemins et les moyens de préparation déjà installés, et où ils auront surtout des plantations qui, dès la

première année, leur donneront une récolte lucrative.

Une autre raison encore plus générale suffirait à faire préférer la colonisation de la terre cultivée, même si les raisons précédentes n'existaient pas.

La *Société d'Immigration* a-t-elle réfléchi aux moyens pratiques de coloniser des terres nouvelles ? a-t-elle songé que, pour installer cent mille colons, chiffre insignifiant, il faudrait un capital considérable ? a-t-elle pensé que les capitaux étrangers rendus défiants par quelques essais, ne se porteraient pas sur ces entreprises de division de la terre et de mise en culture des zones vierges comme ils l'ont fait aux Etats-Unis ou en Australie, au moins tant qu'on aura pas su au Brésil les faire revenir sur d'injustes préventions, comme aussi leur assurer un développement facile par de meilleures lois sur l'hypothèque et sur la transmission des terres ?

N'a-t-elle pas compris que dans ces conditions, on serait amené pour aller vite, à recommencer sur un autre modèle, ces colonies gouvernementales où l'on voulait, suivant l'heureuse expression de M. Rego Filho, protéger le colon au lieu de le laisser libre de se développer ?

Certes, l'Etat doit intervenir : il ne pourra pas toujours rester dans l'expectative, ou discuter paisiblement des projets nuisibles, comme le règlement de la loi des contrats. La fin de l'esclavage approche : il faut la préparer, sous peine de transformer une crise passagère en une véritable catastrophe. S'il ne veut pas tomber dans un socialisme d'état exagéré et dangereux, le gouvernement doit se borner

à faciliter par une série de mesures législatives administratives et financières, l'action des particuliers, et notamment celle des grands propriétaires qui ont besoin de main d'œuvre et ne peuvent directement se la procurer. Il est encore temps d'organiser sérieusement la colonisation qui seule est nécessaire et facile, la *colonisation de la terre cultivée* ; mais il faut savoir ce que l'on veut, et penser aux moyens que l'on emploiera.

LA COLONISATION ET LES GRANDS PROPRIÉTAIRES

(27 Décembre 1883)

Pour faire comprendre en quoi consiste cette colonisation de la terre cultivée, que la province de S. Paulo a déjà commencée sous une forme incomplète, pour montrer son avenir et ses difficultés, nous ne pouvons mieux faire que de publier, au moins en partie, une lettre adressée par M. Antonio Prado, au journal de S. Paulo, le *Correio Paulistano*.

M. Antonio Prado est fazendeiro ; il a dans cette province si active de S. Paulo une situation personnelle et familiale considérable ; il a été, il sera député général ; voici ce qu'il écrit :

« Plusieurs fois, dans les colonnes de ce journal, j'ai manifesté l'opinion que la colonisation particulière telle qu'elle est établie dans notre province ne satisfait pas les désirs de l'immigrant agriculteur, qui cherche à devenir propriétaire de la terre mise en valeur par son travail.

« L'immigrant qui s'établit comme colon particulier, rencontre dans les fazendas, quand il est laborieux et économe, des ressources suffisantes pour fournir à sa subsistance, et se faire en deux ou trois ans un petit capital. Pendant ce temps, il apprend la langue, il s'acclimate; il s'accoutume au système de travail agricole, spécial au pays. Mais, malgré tous ces avantages, qui font de la colonisation particulière un premier mode d'établissement très favorable à l'Européen venu sans capital, celui-ci n'accepte cette situation que comme une transition, jusqu'à ce qu'il puisse acquérir lui-même une propriété.

« Ceux qui apprécient de cette façon l'état des colons n'auraient pas dû être étonnés de voir se produire un fait comme celui qui a été commenté par la presse (le fait des Italiens d'une fazenda de M. Antonio Prado où ils avaient économisé des sommes assez fortes, partis pour le Rio de la Plata, d'où quelques-uns sont revenus depuis, mécontents et ruinés, pour retourner chez M. Prado.) Des immigrants établis dans la province de S. Paulo, dans de bonnes conditions de prospérité, ont préféré les incertitudes d'un établissement nouveau dans un autre pays où on les appelait, à la continuation d'un travail fait au Brésil sur les terres d'un autre..

« Je ne crois pas qu'aucun autre motif ait pu faire choisir le Rio de la Plata à ces colons, qui ne trouvaient pas à S. Paulo à devenir petits propriétaires, dans de bonnes conditions de prospérité.»

Ce jugement que porte sur des faits personnels un homme dont personne ne niera la compétence et l'autorité, résume la question actuelle. Des familles de colons sont venues au Brésil avec des contrats prolongés; elles ont été installées dans des cultures de café, et elles y ont réalisé des économies, M. A. Prado le prouve en publiant les chiffres de ses livres. Ces économies, elles les ont portées au Rio de la

Plata, en privant le Brésil de leurs bras, et aussi d'une épargne acquise dans ce pays. Ces colons sont partis parce qu'ils ne pouvaient pas devenir, dans de bonnes conditions, petits propriétaires.

Voilà le fait dont tous les journaux de S. Paulo ont parfaitement compris la gravité ; et, quoiqu'aient pu dire des feuilles à plus grand format, le fait de Santa Veridiana est peut-être triste pour les colons, mais il l'est certainement davantage pour les fazendeiros qui perdent de la main d'œuvre, au moment où ils en ont le plus besoin.

La lettre qu'on vient de lire est la meilleure réponse à adresser à ce ministre de l'agriculture, qui demande à toutes les sociétés les moyens de fixer ce nomade appelé le colon contracté, et de rendre bonne une loi de locations de service absolument mauvaise. Le moyen, nous l'avons donné il y a quelques jours, M. Antonio Prado l'indique avec plus de compétence, c'est de commencer en quelques points la division des cultures et la petite propriété, et de ne plus considérer la location de services individuelle, librement consentie, annuellement renouvelée, le salariat, en un mot, que comme une étape vers un état plus stable et meilleur.

M. Antonio Prado le dit très bien, l'immigrant s'établit dans les fazendas passagèrement, pour y faire en quelques années des économies : mais, contracté ou salarié ou même métayer ou fermier, il considérera cette situation comme une simple transition. L'organisation de la petite propriété dans de bonnes conditions de prospérité, avec un lot de *cannavial* ou de *cafesal*, pour les immigrants anciens ou récents qui ayant déjà des économies peuvent la

payer ; voila la première réforme et la plus urgente, si on veut créer un courant d'immigration spontané.

Cette lettre est aussi la meilleure réponse à ceux qui nous accusent de dire quelquefois trop de bien des fazendeiros, d'exagérer de parti pris en considérant les grands propriétaires comme la force vivante nationale la plus capable de résoudre la crise du travail par une transformation rapide qui portera sur les faits, sur les exploitations, sur les cultures elles-mêmes, et non pas sur les mots.

Nous avons parlé plus haut des conditions dans lesquelles de nombreuses plantations de S. Paulo sont déjà divisées entre des immigrants : chaque famille a sa maison, son lot de café, dont elle est responsable. Elle travaille quand elle veut, elle vit comme elle veut, et malgré la durée trop longue de l'engagement, malgré la proportion insuffisante du partage, ce système a déjà donné des résultats, parce que la terre est fertile, et aussi parce que la plupart des maîtres ont adouci dans la pratique la rigueur des contrats.

Que nos contradicteurs aillent à S. Paulo, qu'ils étudient les progrès déjà réalisés par ces grands propriétaires qui sans le secours de l'état, malgré la loi des contrats, malgré les décrets de M. Buarque de Macedo ou les avis de M. Affonso Penna, ont déjà su attirer plus de trente mille colons et organiser divers services publics de transport, de réception et de renseignements. Alors ils ne nous accuseront plus d'exagérer l'importance du rôle du grand propriétaire, dans cette transformation du Brésil qui a pour base l'immigration et pour but humanitaire la libération des noirs.

Cette lettre nous permet aussi de poser la question sur son véritable terrain, et de montrer tout ce qui reste à faire à côté de ce qui a été déjà fait.

On parle beaucoup actuellement du métayage et du fermage : nous-même, nous jugeons ces formes intermédiaires de travail libre utiles pour fournir de la main d'œuvre aux grands propriétaires, et permettre aux immigrants pauvres d'amasser des économies. Mais, pour les rendre possibles, il faut que l'on en comprenne bien la valeur.

La *Société d'immigration* qui montre un zèle et une activité louables et utiles, qui a déjà vulgarisé et rendu générales des aspirations restées jusque là individuelles, a reçu ces derniers temps, des propositions diverses : elle a commencé elle-même l'élaboration de plans d'établissement des colons. La question, heureusement, rentre donc dans une période pratique, et on peut discuter sur des projets ou sur des idées sérieux et assis.

Nous trouvons, par exemple, dans la *Gazeta de Noticias* du 19 décembre une proposition de M. Souza Barros, fazendeiro important de Valença.

Cette proposition fait la preuve des bonnes dispositions de son auteur ; elle constitue certes un progrès considérable sur la loi des contrats, puisqu'elle accepte le métayage complet sans demander d'engagement à long terme. Dans une région saine et fertile, rapprochée de la mer, ce métayage pourrait assurer une épargne annuelle minima de quatre mille francs aux familles de trois travailleurs, pourvues d'un lot assez grand de caféiers en bon état. Cependant, les conditions de métayage proposées ne donneront pas satisfaction aux colons : elles ne font

pas luire à leurs yeux l'espoir de la petite propriété ; elles laissent au maître le droit d'intervenir dans des détails auxquels il doit rester étranger.

Ainsi, l'Européen n'acceptera pas de payer, même au bout de trois ans, une location pour une terre cultivée en métayage : ces deux mots s'excluent, le métayer ne paye rien. De même, il n'acceptera que forcé la clause vague d'expulsion pour mauvaise conduite ou préjudice causé à l'ordre, à la moralité du village ; il jugera vexatoire l'obligation de s'entendre avec le maître avant de quitter la fazenda, sous peine de perdre sa part des améliorations ; enfin, si on lui laisse le droit de nommer un conseil de trois membres chargés d'administrer les intérêts communs, il ne comprendra pas que les décisions de ce conseil dépendent ensuite de l'approbation du fazendeiro.

Mais ce sont là, nous dira-t-on, petites choses ; puisque ce grand propriétaire offre aux immigrants des conditions pécuniaires avantageuses, supérieures de beaucoup à celles de la France et des Etats-Unis, puisqu'il ne les lie plus par un contrat, le progrès sera déjà suffisant.

Non, ce ne sont pas de petites choses. Le succès de la colonisation de la terre cultivée dépend de ces détails de relations sociales, qui paraissent à première vue insignifiants : on l'oublie toujours, l'immigrant vient de pays où la vie individuelle est souvent malheureuse, mais où elle est absolument libre, et il arrive au Brésil, où l'administration comme les grands propriétaires veulent se faire trop souvent ses tuteurs et ses surveillants. Voilà le grand obstacle, l'obstacle moral que les lois n'empêcheront pas, parce qu'il

dépend des mœurs et des habitudes anciennes dues à l'esclavage : la petite propriété ou le salariat pourront seuls y remédier, parcequ'ils affranchiront complètement le cultivateur.

Le métayage dans les conditions offertes par M. Souza Barros laisse encore trop de place à l'ingérance du grand propriétaire. Il faut qu'on finisse par le comprendre : si un colon a un caractère difficile, s'il est méchant, s'il est querelleur ; nous irons plus loin, s'il s'enivre quelquefois et devient violent, cela ne regarde que lui même, ou les immigrants ses voisins.

Pourvu qu'il remplisse ses obligations et qu'il cultive ses caféiers, le maître n'a pas à s'occuper de sa conduite personnelle ou de ses discussions ; et si on le renvoie, on doit le faire d'après des conventions, à des époques prévues d'avance, que personne n'a le droit de modifier.

Il est à souhaiter pour le pays et même pour les nouveaux arrivants, que tous soient bons, honnêtes et travailleurs ; mais il faut être singulièrement naïf ou ignorant de ces questions pour demander, comme nous l'avons lu dans plusieurs articles de grands journaux, à tous les immigrants venus au Brésil d'être *morigerados*, c'est-à-dire d'avoir le dos souple, l'humeur casanière et peu raisonneuse.

La règle, au contraire, aux Etats-Unis, en Australie, partout, est que l'immigrant ne possède pas ces qualités ; il en possède d'autres, et à cause d'elles il cherche une autre patrie où il pourra être plus actif et plus entreprenant, et à cause d'elles dans les pays où il arrive, il faut le traiter

autrement qu'un coolie ou un noir affranchi, sous peine de lui déplaire et de l'empêcher de venir.

Ces caractères mentaux et sociaux des Européens qui émigrent expliquent que le métayage n'ait jamais obtenu avec eux un grand succès; d'autres formes de travail libre, notamment le fermage et le salariat annuel ou mensuel seront probablement plus utiles aux grands propriétaires, parce qu'elles donneront plus ample satisfaction aux désirs des nouveaux venus.

Le métayage ne laisse pas seulement trop de prise à la tendance des fazendeiros à vouloir surveiller les cultivateurs de leur terre, comme ils surveillaient les esclaves; il laisse aussi trop de prise à cette facilité de changements qui existe chez un grand nombre de colons, facilité dont il ne faut point médire parcequ'elle permettra au Brésil, comme maintenant aux Etats-Unis, de lancer dans vingt ou trente ans jusqu'à Goyaz, jusqu'à Matto Grosso les immigrants d'aujourd'hui ou leurs descendants.

Cette humeur nomade, compatible avec le salariat et les bras abondants, resterait toujours nuisible avec un système qui suppose la division par lots, l'installation de maisons pour des familles complètes. Le métayage n'est pas usité aux Etats-Unis ou en Australie; au Brésil, les rares propriétaires qui l'ont essayé se plaignent de voir les cultivateurs les quitter après quelques années, pour retourner dans leur pays; ou mieux, comme cela s'est produit dans la fazenda de M. Van Erven, pour aller dans des cultures où les conditions de travail leur paraissent plus avantageuses.

Le grand propriétaire, qui a installé péniblement des métayers, se trouve donc exposé à les perdre après chaque récolte. D'une année à l'autre, les colons, en l'abandonnant, peuvent le mettre dans l'impossibilité d'entretenir ses cultures; et, l'immigration spontanée une fois résolue, on trouvera plus difficilement à remplacer vingt familles de métayers qu'à engager quarante ou cinquante salariés.

Les lettres de M. Antonio Prado au *Correio Paulistano*, de M. Souza Barros à la Société d'Immigration nous paraissent cependant poser la question de la colonisation sur son véritable terrain.

Elles ne nous montrent pas seulement les grands propriétaires du Brésil absolument convertis à l'idée d'immigration; elles nous les montrent surtout se préoccupant des moyens pratiques qu'il faudra employer, pour substituer les esclaves par des travailleurs véritablement libres.

Les fazendeiros ont compris que les contrats ne laissent pas à l'immigrant assez de liberté, et qu'il suffisent en le mécontentant à empêcher de nouveaux arrivages; ils ont compris, la lettre de M. Antonio Prado le prouve, que les mesures les plus diverses de colonisation de la terre cultivée devaient avoir pour principe et pour aboutissant la petite propriété. Cette exploitation aura des métayers, cet autre des fermiers ou des salariés, cet autre réunira les diverses formes de main d'œuvre; mais ces colons divers ne seront satisfaits, ils n'appelleront leurs parents, leurs amis, leurs compatriotes que s'ils ont la perspective prochaine d'être maîtres sur leur champ, et de travailler uniquement pour eux.

Il faut donc commencer cette petite propriété

pour les colons qui ont déjà des économies, comme aussi il faut profiter des bonnes volontés manifestées par les grands propriétaires du Brésil.

Le temps presse, et tout le monde est intéressé à une solution.

LA COLONISATION ET L'ÉTAT

(3 janvier 1884)

Après avoir montré que l'organisation simultanée de diverses formes de travail libre, salariat, métayage, fermage, petite propriété, permettrait seule de réaliser sans grandes dépenses, un large courant d'immigration spontanée capable de substituer vite dans d'autres conditions des centaines de mille esclaves ; après avoir indiqué que l'organisation de la petite propriété avec les colons déjà arrivés et habitués au pays, était le moyen le plus simple et le plus sûr de commencer ces noyaux fixes de travailleurs libres, contents, satisfaits qui serviront de centres d'appel et d'attraction, nous devons aller plus loin et discuter l'application.

Comment installer la petite propriété à la place de la grande fazenda ? comment substituer ailleurs le colon libre, métayer, ou fermier maître chez lui, à l'esclave qui dépend absolument d'un autre ? Voilà justement où commencent les véritables difficultés, celles qui ne se résoudreont pas par des articles de journaux, par des discours, ou

même par des lois, mais par des essais multiples et surtout par des observations sérieuses, dont quelques-unes sont déjà possibles.

Beaucoup de personnes, et des plus autorisées, pensent que la transformation des grandes exploitations d'esclaves doit être faite par le grand propriétaire actuel, et que l'état n'a rien à voir avec les difficultés des fazendeiros. Ce point de vue serait exact si les difficultés des grands propriétaires ne créaient pas les difficultés générales, et si dans les provinces les plus riches du Brésil il existait des sources importantes de revenus, d'impôts, d'exportations, indépendantes des fazendas, c'est-à-dire basées déjà sur le travail libre.

Ces sources n'existent pas, il est presque impossible de les créer rapidement : l'Etat a donc le droit de s'occuper de difficultés qui sont aussi les siennes ; il en a le devoir, parce que les fazendeiros ne suffiraient pas eux-mêmes à la tâche.

Si on excepte une seule province, celle de S. Paulo, où les grands propriétaires ont montré beaucoup d'esprit d'initiative et de progrès, ailleurs qu'a-t-on fait, au moins dans l'ensemble ? Rien ou presque rien.

Du reste, il ne faut pas croire que l'action soit facile ; et il ne suffit pas de prononcer le mot magique de petite propriété pour tout réaliser. Que trois ou quatre fazendeiros essayent demain de transformer leurs grandes exploitations en petits lots de colons, ils échoueront peut-être, ou ils perdront de l'argent pour réussir à moitié. Ils savent mieux que nous ces choses les Antonio Prado, les d'Indaiatuba, les Geraldo Rezende, les Queiroz Telles, et tous ces

autres pionniers de la colonisation Pauliste, puisqu'ils n'ont pas encore commencé une réforme nécessaire, mais difficile à réaliser par les efforts d'un seul ou de quelques-uns.

La petite propriété, dans les conditions actuelles des fazendas, suppose d'abord des colons prêts à l'acheter, prêts à prendre livraison des lots de culture le jour où ils seront abandonnés par les noirs, prêts ensuite à payer, année par année, une somme fixée d'avance, de façon que l'opération soit lucrative à la fois pour le nouveau et pour l'ancien possesseur.

La petite propriété suppose ensuite des fazendeiros qui, n'ayant pas de dettes, puissent de suite immobiliser une assez grosse somme employée aux maisons des colons et à leur installation. Surtout au début de la transformation du travail et de l'immigration, on ne peut pas raisonnablement espérer recevoir des colons assez riches pour payer en arrivant le lot de *cafesal*, le morceau de pâturage et la maison qu'ils achèteront. Au Brésil, comme souvent aux Etats-Unis ou en Australie, il faudra prêter, au moins une partie; ainsi, les petits propriétaires seraient débiteurs de la plantation, et aussi d'autres frais envers l'ancien fazendeiro. Les fermiers ou les métayers coûteront, de même, pour l'installation; et, nous l'avons déjà montré par des chiffres, les frais nécessités par la substitution des esclaves seront toujours considérables.

Le grand propriétaire actuel devra donc dépenser, pour faire la transformation. La plupart du temps il ne le pourra pas, puisqu'il est déjà endetté: mais, une fois qu'il aura dépensé pour appeler les colons, il ne sera point sûr du résultat.

Des difficultés multiples, pourront se produire dans un pays où le cadastre n'existe pas, et où les conditions légales de la colonisation de la terre cultivée se réduisent encore à la loi nuisible des contrats.

Quel recours un fazendeiro aura-t-il contre des petits propriétaires qui le quitteront, sous prétexte qu'ils trouvent ailleurs une meilleure installation, moins coûteuse et plus lucrative ? D'un autre côté, quel recours auraient des colons qui achèteraient trop cher, à leur arrivée, des parts de *cafesal*, et ne pourraient pas plus tard les payer ? En Amérique du Nord, en Australie, les recours sont faciles, et un ensemble de lois ou de réglemens nombreux, d'ordinaire très favorables aux immigrants, servent à les fixer. Au Brésil, ces recours réciproques n'existeront pas, au moins tant que les ministres croiront suffisant de régler encore davantage les contrats, et tant qu'ils laisseront la police prendre, sans autre forme de procès, comme nous l'avons vu récemment encore, des « colons évadés ».

Pour ces raisons, pour d'autres raisons, liées aux mœurs et à certaines coutumes, il nous semble probable qu'un fazendeiro, en essayant isolément la colonisation, se heurterait à une série d'obstacles imprévus, et dépenserait son temps et son argent en échouant plus ou moins complètement,

Il incombe donc à l'Etat d'intervenir indirectement, comme il est intervenu aux Etats-Unis, en Australie, dans la République Argentine, non pas pour faire lui-même, mais pour diriger et hâter la colonisation. Il doit substituer à l'action individuelle nécessairement restreinte et trop hâtive, l'action plus

sérieuse des banques hypothécaires qui déjà sont fortement engagées dans les propriétés à esclaves, ou mieux celle de compagnies spéciales créées dans le but de diviser la terre ou de faire la colonisation; ou encore, il peut garantir des engenhos centraux qui devront, en même temps, améliorer la préparation du produit, et faire la division des cultures environnantes entre des fermiers ou des petits propriétaires.

Ce n'est pas à nous de dire comment ces desideratum doivent être remplis; nous sortirions de notre rôle de publiciste, et de publiciste étranger, nous rentrerions presque dans la politique, si nous indiquions aux Chambres et aux ministres divers moyens pratiques qui pourraient être utilisés.

Ces moyens, du reste, seront mieux fixés par les premiers essais. Il ne servirait de rien d'établir d'avance, sur le papier, un plan d'*engenho colonial*, ou des systèmes divers de division des fazendas; et on nous jugerait peu sérieux si nous essayions de dire, ici, comment une banque hypothécaire pourrait facilement trouver de l'or en Europe, si elle offrait en garantie des contrats de vente de *cafesal* ou de *cannavial* signés par des travailleurs suivis et économes, Allemands ou Italiens.

Nous pouvons seulement ajouter qu'elles sont nombreuses, les questions préliminaires à résoudre pour rendre possible et rapide la petite propriété et les divers moyens de colonisation de la terre cultivée.

Nous parlions du cadastre: l'organisera-t-on sous sa forme ordinaire, ou sous celle des contrats Torrens qui s'applique si bien aux pays neufs? nous parlions des lois de garantie réciproque qu'il faudra

établir pour l'ancien et le nouveau propriétaire ; en les formulant, quelle utilité aura-t-on en vue, celle des colons, celle des fazendeiros ou celle de la collectivité ? D'autres difficultés plus graves pourraient aussi être indiquées.

On devra évidemment libérer les esclaves, à mesure qu'ils seront substitués : que deviendront-ils ? Est-il juste, est-il utile, est-il prudent de laisser livrés à eux-mêmes, sans moyen d'existence, au milieu des fazendas, des centaines de mille citoyens nouveaux, mal habitués à la liberté ? ne serait-il pas meilleur pour les noirs émancipés et pour tout le monde de les utiliser sur les mêmes régions ou plus loin, à des travaux dont ils ont l'habitude, et de rendre aussi petits propriétaires ceux qui consentiront à travailler d'une façon régulière ?

De même, comment les colons feront-ils les paiements de leur lot, en or, en papier, en café ? Qu'on ne l'oublie pas, il suffirait de certaines variations brusques et considérables du change, avec un produit vendu en or en Europe, pour forcer le colon à payer beaucoup plus qu'il ne suppose, ou le maître à recevoir beaucoup moins : ainsi, des troubles monétaires d'origine générale mettraient les nouveaux habitants dans l'impossibilité de tenir leurs engagements, et en les décourageant, ils arrêteraient un courant d'immigration, s'il était déjà commencé.

Enfin, comment règlera-t-on les rapports des petits propriétaires avec l'engenho qui, au début surtout, ne devra pas les exploiter, mais les favoriser ? comment calculera-t-on le prix de la terre ou des caféiers pour qu'ils donnent à l'ancien propriétaire une valeur double ou triple de sa richesse actuelle, sans

obérer le cultivateur ? comment sauvegardera-t-on les intérêts des fazendeiros qui voudront, comme c'est leur droit, rester grands propriétaires et conserver d'immenses lambeaux de terre ?

Voilà, sans entrer dans les réformes générales civiles, religieuses ou municipales, autant de points spéciaux que presque personne n'a étudiés, auxquels peu de gens pensent. Chacun d'eux suffirait à arrêter la marche de cette colonisation des fazendas, indispensable au progrès ; il faut avoir au moins prévu ces difficultés, pour n'être pas surpris si elles se produisent.

Nous voudrions, certes, partager la confiance de ceux qui, croyant toujours possibles les évolutions naturelles, répètent avec conviction que tout se fera tout seul, peu à peu, facilement, par les seuls efforts des intéressés. Mais, qu'ils ne l'oublient pas, le premier intéressé s'appelle tout le monde, c'est-à-dire l'Etat, c'est-à-dire le Brésil. Ce premier intéressé n'a pas trop de temps s'il veut résoudre, mûrement et sagement, une question urgente qu'il se borne aujourd'hui à laisser discuter.

Socialisme d'État et petite propriété

(27 Avril 1884)

Ces deux mots hurlent presque à côté l'un de l'autre ; cependant, il faut bien les rapprocher dans les phrases, puisque beaucoup les voudraient unis dans les faits.

La fin de l'esclavage imposant ses nécessités urgentes, on peut constater une tendance inverse de celle qui, ces dernières années, avait prévalu.

Tout le monde reconnaît que l'État ne doit plus se désintéresser des questions de travail et de colonisation ; et de divers côtés les individus se tournent vers le gouvernement, pour qu'il résolve, à leur façon, toutes les difficultés. Parmi les Brésiliens mal convertis à l'idée du travail libre, les uns demandent à l'État de faire des lois pour obliger les affranchis à rester des serfs, c'est à dire à continuer l'esclavage ; d'autres demandent à l'État de rendre encore plus durs les contrats de location de services des immigrants Européens, comme si les mauvais résultats de ce genre de colonisation n'étaient pas suffisants.

Parmi les Brésiliens qui reconnaissent les avantages d'une colonisation basée sur l'égalité des étrangers et des nationaux, beaucoup aussi se tournent

du côté du gouvernement ; ils lui demandent tous les jours d'intervenir dans les détails de la vie des nouveaux arrivés, dans leurs discussions avec les maîtres, dans leurs difficultés, dans leurs succès ; et bientôt peut-être, à ce qu'on nous assure, ils lui demanderont aussi de faire ces colons petits propriétaires, de leur bâtir des maisons, et d'acheter pour eux des fazendas.

Si on excepte la province de S. Paulo, dont les habitants ont su montrer de l'initiative et de la suite dans les vues, ailleurs au Brésil la tendance à recourir à l'Etat dans les moments difficiles est absolument générale ; et, nous ne le nions pas, cette tendance repose sur des besoins réels.

Dans tous les pays civilisés, la maxime de Gournay, *laissez faire, laissez passer*, a prouvé son insuffisance ; et, à peu près partout, les économistes sont supplantés par les socialistes qui demandent au gouvernement de remplir son rôle, de gouverner et d'intervenir. Ici, en Angleterre, en France, ils lui demandent d'intervenir entre le capital et l'ouvrier d'usine ; là, en Angleterre, en Irlande, en Russie, ils lui demandent d'intervenir entre le grand propriétaire du sol et le salarié, le fermier ou le serf ; ailleurs au Brésil, à Cuba, ils lui demandent de résoudre la question de l'esclavage.

Dans tous ces pays, l'Etat fait droit aux réclamations socialistes ; il s'occupe de questions considérées autrefois comme économiques, et par suite interdites à son action.

En Russie, un empereur dépossède les grands propriétaires pour donner, sous certaines conditions, une grande partie de leurs terres aux paysans ; en

Angleterre, un ministre, Gladstone, fait accepter un bill qui attribue aux tenanciers Irlandais une partie des droits enlevés aux possesseurs du sol ; aux Etats-Unis, en Angleterre, l'idée d'une réforme radicale, la nationalisation ou la collectivisation du sol fait de considérables progrès.

Les écoles les plus diverses font profession de foi socialiste : les catholiques avec l'évêque Ketteler et le chanoine Moufang en Allemagne, avec M. de Mun en France, rivalisent de promesses avec les communistes révolutionnaires les plus déterminés ; et Bismark montre le chemin des réformes sociales aux républicains Français.

Au milieu de ce mouvement général, dont nous voyons les commencements et dont personne ne peut prévoir la terminaison, le Brésil a déjà pris une place digne de remarque, avec les colonies d'état, et les garanties d'intérêt des engenhos et des chemins de fer.

Que l'on assure 7 % de revenu minimum à des usines de préparation de sucre, dans un pays où la canne vient admirablement, où ses cultures sont anciennes et étendues, cela étonne déjà : mais, que le gouvernement achète directement des terres, qu'il y fasse bâtir des maisons, qu'il aille lui-même chercher des colons, qu'il fournisse ensuite à leurs premiers frais de nourriture, d'installation et de culture, cela dépasse tout ce que l'on peut imaginer.

Quand Alexandre de Russie rendait les paysans possesseurs de leurs terres, il se bornait à faciliter sur place un développement naturel empêché par le servage, et il n'intervenait pas dans le mode de travail ou dans les actes subséquents des nouveaux

propriétaires. Quand Bismarck impose aux ouvriers des assurances diverses contre les accidents, contre la vieillesse, contre la mort, quand il fait porter sur les employeurs une partie des frais, pour les accidents notamment, il se garde cependant de régler les conditions du salaire ou les autres formes de l'épargne. De même, quand les Chambres Françaises cherchent, timidement et sans suite, à faciliter aux travailleurs un logement sain et une alimentation meilleur marché, elles ne veulent obliger personne à se servir de ces logements ou de ces sociétés de consommation ; elles ne songent pas davantage à faire construire directement par l'état des cités ouvrières, pas plus qu'elles ne lui demandent d'installer ou de diriger lui-même des magasins de comestibles.

Dans presque tous ces cas, l'intervention gouvernementale a été utile, parce qu'elle s'est bornée à faciliter des progrès individuels, en amenant l'aggrégation des efforts sans les créer, sans les imposer. Si ces pays ont, eux aussi, commis des erreurs, s'ils perdent du temps en tâtonnements, personne chez eux ne songe à transformer le gouvernement, cette impersonnalité vague, en un monstrueux tuteur entouré d'automates dont il manierait les fils.

Au contraire, au Brésil, on persiste à demander une intervention trop directe ; on oublie que cette intervention a été déjà nuisible ou peu utile, parce qu'elle a voulu se substituer à ces forces, à ces désirs, à ces efforts individuels qu'elle devait simplement faciliter.

Des colons arrivent en 1874 ou 1875, contractés par des agences ; ils avaient été ramassés dans les villes d'Allemagne ou d'Italie parmi les artisans peintres,

ménusiers, cordonniers, etc. ; ils auraient pu rendre quelques services, si on les avait laissés libres de chercher dans les villes du Brési le travail qu'ils savaient faire. Mais ils étaient immigrants de l'État ; on les envoyait défricher des bois vierges à Santa Catharina, au Parana ou au fond du Rio Grande, souvent dans des régions d'Indiens, dépourvues de voies de communication.

Ces colons Italiens voulaient rejoindre d'autres familles de leur pays, installées au Rio Grande ; mais des lots étaient prêts au Parana, et on les y expédiait. Ces Russes Allemands avaient l'habitude des régions froides et humides propres aux céréales ; on les installait au Parana, entre Palmeira et Ponta Grossa, dans des *campos* sans eau où les céréales ne produisent pas.

Une fois l'installation plus ou moins faite, la tutèle continuait. Une masse d'employés de tous les ordres, de tous les rangs intervenaient dans chacun des actes de la vie du colon ; malgré le zèle de quelques administrateurs supérieurs, les plus graves désordres dans le partage des lots, dans la distribution des secours, et surtout dans les avances des vivres ou des moyens d'installation, vinrent compliquer un système naturellement mauvais. Les colons repartaient en grand nombre, mécontents, dégoûtés, faisant perdre au pays des frais considérables ; ils remplissaient les consulats de Rio et plus tard l'Europe de leurs plaintes : ou ils restaient découragés, non point parce qu'on n'avait pas assez fait pour eux, mais parce qu'on avait essayé de trop faire, sans leur laisser le droit de penser et de décider par eux-mêmes.

Nous avons réuni sur les colonies d'état, après en avoir visité plusieurs, des faits particuliers trop probants ; nous les publierons, si cela est utile, c'est-à-dire si, par impossible, on recommence de telles erreurs, sous de nouvelles formes.

On parle de faire acheter des fazendas directement par le gouvernement, pour qu'il les divise lui-même entre les colons ; la dépense serait donc plus grande et les résultats seraient encore plus mauvais. On aurait à surveiller une récolte importante, à la recevoir, à la préparer, à la vendre ; opérations multiples, délicates, que des hommes intéressés peuvent seuls faire soigneusement.

On n'a pas pu gérer ou mieux surveiller de simples « *vendas* », qui dans beaucoup de colonies d'état étaient devenues des agences d'exploitation des immigrants, et on voudrait maintenant diriger des *engenhos*. Du socialisme, on tomberait dans l'anarchisme d'état.

Oui, le gouvernement doit intervenir pour aider à résoudre une crise menaçante, dont il a eu tort de ne plus se préoccuper depuis plusieurs années. Oui, le gouvernement doit intervenir pour faciliter la petite propriété aux colons qui auront de l'argent ou des économies, et pour assurer aux autres, comme métayers annuels ou salariés passagers, une liberté complète et une participation suffisante.

Mais, le gouvernement doit intervenir indirectement, en facilitant l'organisation de l'hypothèque foncière basée sur les cultures libres et non sur les fazendas d'esclaves ; et surtout en aidant par des avances, des subventions, des garanties d'intérêt ou

d'autres moyens encore, les compagnies particulières qui commenceront la division des plantations et la colonisation de la terre cultivée.

L'Etat rendra ainsi plus faciles tous les efforts individuels : il assurera leur cohésion, il fera leur succès ; et ses dépenses minimales seront grandement couvertes par la plus-value donnée aux cultures, et surtout aux impôts et aux exportations.

Si, par malheur, l'état dépasse ce rôle, comme il y a été convié, il dépensera beaucoup, sans aucun résultat, et après avoir perdu du temps à quelques tentatives malheureuses, il le reconnaîtra.

Mais alors, il sera peut-être trop tard pour éviter les ruines générales ou particulières, et pour conserver sous d'autres formes les sources de revenus actuelles, c'est-à-dire les fazendas.

Le Budget d'un Colon

(1^{er} Mai 1884)

Pourquoi croyons-nous la colonisation possible, et même facile ? Pourquoi désirons-nous que l'on sorte enfin des nuages des théories, et que l'on renonce aux essais nuisibles de colonisation par contrat ?

Parce que nous pensons qu'aucun pays n'offrira à l'immigrant des conditions de développement comparables à celles du Brésil, quand ce pays se décidera à rejeter toutes les formes de travail obligé.

Nous allons fournir des chiffres dont personne ne pourra contester les sources : ils feront pour ce pays la meilleure des propagandes, la propagande vraie, celle des faits.

Il a été souvent parlé, dans ces articles, des immigrants qui cultivent à S. Paulo un petit lot de cafésal : contractés pour 5 ans, ils vivent, pendant ce temps, chacun dans leur maison, sur leur champ ; outre le café qu'ils récoltent pour le maître, ils sèment du maïs, du riz, des *feijões*, divers légumes qui leur appartiennent en totalité. Payés pour la denrée principale en raison de la quantité de fruits cueillis, ils se trouvent intéressés pendant

leur séjour au bon état du café; et la plantation, mieux tenue, donne toujours beaucoup plus entre leurs mains que dans les mains des noirs.

En visitant ces colonies de fazenda, on se rend compte facilement du gain que pourraient réaliser des fermiers ou des petits propriétaires, installés dans des conditions comparables.

Une famille ordinaire, le père 45 ans, la mère 42 ans, le fils aîné 19 ans, une fille 17 ans, d'autres enfants, peut cultiver sans peine 6 hectares de *café* ou environ 7.000 pieds dans la région de Campinas, 9.000 ou 10.000 dans la région de Rio, en supposant que le père et le fils s'occupent seuls des sarclages, les autres membres de la famille aidant à la cueille.

7.000 pieds bien traités donnent dans les colonies de Campinas une production moyenne de 80 arrobas par 1.000 pieds, soit 560 arrobas ou 140 sacs. La quantité de fruits qui correspond à un arroba de grains, cueillis à l'état de baies rouges volumineuses peut être, vendue 3 milreis, prix très rémunérateur pour le cultivateur et pour l'usine de préparation. Ainsi le colon obtient, pour 560 arrobas, un revenu de 1:680\$000, ou 4 mille francs, avec la seule récolte du café.

Les bases de ce calcul varieront évidemment avec l'âge des caféiers, l'éloignement des pieds, l'état de la plantation, les frais de transport ou mieux la distance de la mer ou des voies ferrées. Mais, en se rapportant aux conditions faciles de la culture du caféier, comme aussi en se rapportant aux conditions plus difficiles de la culture de la vigne ou d'autres arbres fruitiers, personne ne peut nier que

notre point de départ, six hectares pour quatre travailleurs, soit très acceptable.

Cependant, cela est probable, on trouvera nos moyennes trop favorables; personne ne croira qu'une famille, avec deux enfants de 15 à 20 ans, tout en faisant d'autres petites cultures, puisse réaliser 4 mille francs par la seule récolte du café, vendue aux prix actuels.

Nous allons donc prendre des preuves plus directes, et constater ce que gagnent déjà des familles de colons de *cafésal*, en rapportant ensuite ces gains à la petite propriété.

On trouvera dans notre brochure sur le café plusieurs tableaux, qui donnent les chiffres de caféiers, les chiffres de rendement, les gains, le nombre de travailleurs, les clauses d'engagement de soixante-neuf familles placées dans des conditions diverses.

Que l'on prenne la fazenda de Santa Genebra où les colons sont récents, ou celle de Sete Quedas où ils sont anciens, que l'on prenne la fazenda d'Ibicaba où l'on a modifié, sans droit, des contrats faits pour cinq ans, ou celle de Santa Clara où on les a laissés fixes, le résultat sera le même.

Le vicomte d'Indaiatuba possède à Sete Quedas la colonie Italienne de Saltinho fort bien tenue. Nous l'avons visitée à ses débuts en 1879, nous l'avons revue avec plus de soin en 1883. Les colons étaient les mêmes; nous avons, les deux fois, parcouru leurs maisons, causé avec eux, vérifiant auprès d'eux les informations du propriétaire, qui traite ces immigrants contractés avec tous les soins désirables

sans réussir à les retenir, à cause des défauts du système.

Dans les conditions de métayage incomplet acceptées par cette colonie, les familles qui comptent 4 à 7 personnes de 15 à 60 ans, Forti, Stenico, Cristofolletti, Pompermeyer, Fontana, Vitti ont gagné 2.500 à 5 mille francs en 1881 et en 1882, et les familles de deux personnes Coser, Casagranda, F. Stenico, etc., ont gagné 1.000 à 2.000 francs. Ces gains représentent environ 1.200 reis par arroba ; si les colons étaient petits propriétaires ou fermiers, ils pourraient, nous l'avons dit, vendre facilement une arroba 3 milreis ; ainsi, ils auraient obtenu un rendement de 6 à 12 mille francs par an pour les grandes familles, et de 2.300 à 4 mille pour les petites.

Pour comprendre la possibilité d'un gain aussi élevé, il suffit d'analyser, comme nous l'avons fait dans cette brochure, les chiffres de production pendant plusieurs années, de 1879 à 1882. On constate alors que les grandes familles cueillent, en moyenne, 70.000 à 120.000 litres de fruits de café, et les petites 20 à 40 mille. Comme 100 litres de fruits rouges et humides fournissent, plus ou moins, une arroba de 15 kilogs de grains, que l'on peut vendre sur place 4 milreis en moyenne s'il est sec, 5 milreis s'il est *despolpable*, le colon recevant 3 milreis et l'engenho la différence, on peut établir facilement les proportions.

A Ibicaba, à Santa Genebra, nous avons étudié des familles dont les rendements ont été, en 1882, aussi considérables : citons-en quelques-unes. G. Rodde, 4 personnes de 15 à 60 ans, 65.000 litres de fruits, 2 mille francs de bénéfice actuel, 6 mille

s'il était petit propriétaire ; Albert Strasser, 2 personnes utiles, 40.000 litres de fruits, 1,400 francs de bénéfices actuels, au lieu de 3.800 francs s'il était petit propriétaire ; Herman, 2 personnes, 42.000 litres de café, 1.500 francs de bénéfices actuels, 4.200 francs en petite propriété ; J. Grunwald, 2 personnes, 60.000 kilogs. de café, 2.100 francs de bénéfices actuels, 6.000 francs en petite propriété ; A. Freitas, 4 personnes, 72.000 kilogs de café, 2.500 francs actuellement, en petite propriété 7.000 francs.

Nous reproduisons tous ces détails, noms de famille, noms de colonies, chiffres de production, pour que tout le monde puisse facilement vérifier, et se convaincre des bénéfices énormes que pourraient réaliser au Brésil les familles de colons Italiens, Allemands, s'ils étaient petits propriétaires, métayers ou fermiers.

Après avoir vu ces choses, on est bien forcé de conclure, comme nous l'avons fait, qu'aucun pays ne réalise des conditions comparables ; ou mieux, on ne peut pas croire à une telle richesse, et on suppose, le fait s'est déjà produit, que nous avons été induit en erreur.

Cette supposition est toute gratuite ; elle met en doute la bonne foi de fazendeiros respectables, et aussi la bonne foi des colons qui ont confirmé, quand nous les avons visités, les informations du propriétaire ; mais, il nous est facile de répondre plus directement, en citant des chiffres recueillis par d'autres que par nous, d'autant plus confirmatifs qu'ils portent sur l'année 1883, petite récolte et prix abaissés.

Le *Jornal do Commercio* a publié, dans son numéro du 18 octobre, un tableau relatif aux colons Açoriens qui cultivent le café, comme métayers, chez M. Van Erven. Ces chiffres sont malheureusement incomplets, parce qu'ils ne tiennent pas compte, comme cela est nécessaire, du nombre des travailleurs; mais, en recourant à nos notes, nous pouvons les rendre plus précis pour quelques unes des familles puisque nous avons, nous aussi, visité Santa Clara.

Le fazendeiro prélevant, comme cela est juste, les frais de transport et de préparation, en doublant la somme touchée par le métayer, en 1883, on obtient le gain possible pour une année défavorable. Voici ces résultats ramenés à la petite propriété, et pour quelques familles au nombre de travailleurs :

Bazilio de Barros, 2.600 francs ; José de Barros, quatre personnes utiles de plus de 15 ans, 10.200 francs ; João de Barros, deux personnes, 6.000 francs ; Joaquim de Barros, deux personnes, 1.250 francs ; Cabral, deux personnes et trois enfants utiles, 7.000 francs ; Sampaio, 3.000 francs, etc.

De Cantagallo, province de Rio de Janeiro, passons à Casa Branca, sur les limites de la zone cultivée de la province de S. Paulo. M. Antonio Prado a fourni dans le *Correio Paulistano* des renseignements précis au sujet de ces familles de colons qui sont allées dans la République Argentine, parce qu'elles ne pouvaient pas devenir au Brésil petits propriétaires. Elles ont porté là bas leurs économies, elles les ont dépensées; puis, quelques-unes sont revenues, préférant le contrat vraiment bilatéral et libre de la fazenda de Santa Véridiana, à la colonisation d'état de la province de Entre-Rios.

Chaque famille de colons recevait approximativement 1.500 reis par arroba cueilli, proportion suffisante qui honore le propriétaire. En supposant qu'ils aient vendu, étant petits propriétaires, le café un prix double, 3 milreis l'arroba, ces immigrants auraient réalisé en 1883, le gain suivant ; 3.500 francs pour Bonati, 5.000 francs pour Sinigaglia, 4.000 pour Corto Moro, 6.000 francs pour Crevelaro, 3.500 francs pour Guilato, 3.500 francs pour Sartori, 4.500 francs pour Gerardo, 2.400 francs pour Del Bello.

Nous le répétons, tous ces chiffres sont relatifs à la culture principale, le café : mais les colons, dans toutes ces fazendas, emploient une grande partie de leur temps à de petits élevages de porcs, de volailles, de chèvres ou à des cultures de maïs, de riz, de haricots, de batates, de légumes, et même de vignes.

D'après ce que nous avons vu, d'après ce que les immigrants nous ont dit, ces petites cultures sont assez importantes, et elles suffisent dans la plupart des cas aux divers besoins de la famille, comme aussi la vente de maïs, de riz, de batates, de légumes, fournit à ses frais d'entretien.

Petits propriétaires, dans les mêmes conditions de travail, les immigrants économiseraient donc en entier le rapport du café, soit 2 ou 4 mille francs pour les petites familles, 5 à 10 mille francs pour les grandes.

Deux mille à dix mille francs, voilà les chiffres d'épargne annuelle que le Brésil peut offrir aux colons qui voudraient venir acheter ses *cafesaes*, comme aussi voilà le chiffre que ses grands propriétaires devraient équitablement partager avec les travailleurs libres, dont ils feront des fermiers ou des métayers.

Ce rapport si étonnant n'est point spécial au café ; avec les cultures de canne une famille active et économe peut réaliser aussi de grands bénéfices.

Tout le monde sait que deux travailleurs peuvent facilement entretenir 4 hectares de canne en bon état, et les renouveler. Cette proportion a été souvent atteinte à Porto-Real ; elle a même été dépassée, puisqu'un travailleur unique a pu obtenir ce résultat. Acceptons cependant cette moyenne de 2 hectares, par travailleur utile : l'hectare de canne, avons-nous dit précédemment, fournit au moins 60 mille kilogs de tiges qui, vendus à 7 reis le kilog, donnent 420 milreis, ou 1:500\$000 pour 4 hectares.

Aux 4 hectares en plein rapport, il faut ajouter les secondes coupes et même les troisièmes coupes des hectares des années précédentes. Ne tenons compte que de la seconde coupe, et estimons-la à 25.000 kilogs, par hectare ; nous obtenons 700 milreis qu'il faut ajouter à la somme précédente ; soit un total de 2 contos 300 milreis, ou près de 6.000 francs fournis par la seule plantation de canne à une petite famille, qui fait diverses autres petites cultures et de petits élevages suffisants pour son entretien.

Ces résultats peuvent être vérifiés par tous ceux que le désireront ; ils seront obtenus par tous les immigrants travailleurs.

Tels quels, ils suffisent à indiquer le moyen de résoudre la question urgente du peuplement. Il faut faire connaître partout en Europe les rendements de la colonisation de la terre cultivée ; et surtout, il faudrait pouvoir bientôt dire à tous ces immigrants qui cherchent une autre patrie : le Brésil

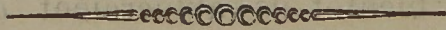
vous appelle, il a besoin de vous pour remplacer les esclaves qui lui manquent. Cette substitution qui pourrait vous choquer, constitue le gage le plus certain de développement rapide, puisque vous trouverez, toutes prêtes, d'immenses cultures de canne et de café, qui donnent 2 ou 3 mille francs de bénéfice annuel à chaque travailleur.

Venez, leur dirait-on, vous qui avez des économies, des entreprises particulières qui auront acheté et divisé les fazendas endettées vouées à la ruine, vous vendront les lots pour que vous deveniez petits propriétaires ; venez, vous qui possédez seulement vos bras, et les propriétaires qui manquent de main-d'œuvre, vous demanderont de travailler librement chez eux comme fermier, comme métayer ou comme salarié, en partageant dans de justes proportions ce revenu considérable, partage qui vous permettra d'acheter peu d'années après, si vous êtes économe, un lot de *cafésal*.

Devant cette preuve, avec la certitude de trouver des conditions sociales comparables à celles des Etats-Unis ou de l'Australie, les colons viendraient ; et bientôt ils afflueraient d'eux-mêmes, sans dépenses, payant leurs passages, ne demandant rien à l'Etat, parce qu'ils ne trouveraient nulle part de semblables conditions biologiques ou géologiques de développement. Ils se fixeraient, ils créeraient au Brésil une population sérieuse et utile ; en devenant riches, ils feraient la fortune du pays et aussi celle des grands propriétaires actuels, puisque leur épargne passerait nécessairement dans les mains des possesseurs de la terre et des plantations.

Pour obtenir ce résultat, que faut-il ? bien peu de chose en apparence. Il faut permettre au colon de vivre au Brésil, comme partout, maître chez lui, sans contrat prolongé, et lui rendre possible comme partout les formes libres de travail qui s'appellent le salariat mensuel, le fermage, le métayage et la petite propriété.

Sans ces réformes sociales indispensables, les colons ne viendront pas, parce qu'ils ne veulent pas continuer simplement les esclaves ; les noirs achevant peu à peu de disparaître, les Açoriens et les Portugais eux-mêmes devenant plus rares et plus exigeants, les récoltes de café continueront à diminuer, et on aboutira à une crise, ou même à davantage, à une fin nécessaire que l'immigration libre peut seule empêcher.



V

Les Préjugés contre la Colonisation

LE PRÉJUGÉ DU PATRIOTISME

(7—10 février 1884)

On commence à discuter un peu partout les idées que nous avons défendues, dans ce journal et ailleurs, depuis plusieurs années. La Société d'Immigration, en faisant sienne la formule de la *colonisation de la terre cultivée*, lui assure une fortune rapide: aussi, nous croyons maintenant utile de passer en revue les objections contre lesquelles doit se heurter ce mode de peuplement, spécial au Brésil.

Parmi ces objections, la plus répandue et la moins juste est d'ordinaire présentée de la façon suivante: vous voulez, nous dit-on, enlever aux fazendeiros actuels leurs plantations pour les donner aux colons; ainsi, vous dépouilleriez des Brésiliens pour enrichir des étrangers.

Cette accusation constitue, sous cette forme, une véritable contre-vérité ; la colonisation constitue, au contraire, le seul moyen d'assurer la fortune des possesseurs actuels et de lui donner une valeur beaucoup plus grande.

Mais, puisqu'il faut répéter souvent les mêmes choses, nous allons expliquer comment nous entendons la colonisation sans les contrats, la colonisation libre basée sur la petite propriété, combinée avec le fermage, le métayage et le salariat.

Les grands fazendeiros peuvent se diviser en trois classes : la première comprend ceux qui sont riches parce qu'ils possèdent à la fois des plantations, des engenhos, et aussi des *apolices*, des actions de chemins de fer, etc. Il faut bien le dire, quoique cette classe compte des personnalités importantes, dont les ressources sont grandes et l'activité réelle, prise dans l'ensemble, elle est la moins nombreuse ; et cela est naturel.

Dans la période de 1870 à 1880, des sommes énormes ont été dépensées en défrichements, en chemins de fer souvent peu lucratifs, en maisons, en engenhos. Les revenus des fazendeiros leur ont servi à tripler presque les plantations anciennes et à perfectionner l'outillage ; les économies disponibles sont donc restées peu considérables ; et les grands propriétaires de la seconde classe, ceux qui possèdent leur exploitation liquide, sans rien devoir, ne forment peut-être pas la majorité.

Tout le monde le sait, beaucoup de grands propriétaires sont aujourd'hui gênés. Leurs cultures ont beaucoup augmenté depuis dix ans ; ils ont acheté des noirs, installé des machines : mais

cette richesse si promptement acquise n'est pas réalisable, et les dettes envers les commissaires, les dettes envers les banques, les dettes envers les propriétaires plus riches créent pour cette dernière classe des engagements qui absorbent, et au-delà, les ressources disponibles.

Les effets de la loi Rio Branco, se combinant avec la baisse du prix du café, ont fait apparaître brusquement les dangers d'une situation dont la solution s'impose, sous peine de catastrophe. La propriété rurale, cette base de la richesse du Brésil, perd de plus en plus sa valeur vénale, et nous l'avons fait voir, dans les conditions actuelles, personne ne veut plus l'acheter.

La situation des fazendeiros riches ou solvables est certes difficile : leurs exploitations ne sont plus vendables à un prix raisonnable ; leurs esclaves, à eux aussi, sont insuffisants, leurs cultures sont mal faites, leurs caféiers vieux sont abandonnés trop tôt, leur récolte est moins grande et moins bonne ; ils perdent déjà, ou ils gagnent moins ; mais ces deux catégories de propriétaires peuvent attendre encore quelques années.

Au contraire, les fazendeiros insolubles ne peuvent plus attendre. Le crédit du Brésil par les exportations déjà diminuées, le crédit de l'Etat par la banque du Brésil, ou mieux par les commissaires dont elle escompte le papier, exige que l'on sauve ces sources de revenus ; ces grands propriétaires sont intéressés eux aussi à ce qu'on leur conserve quelques parties de leur ancienne fortune.

Ils le savent, ayant déjà des dettes trop fortes ils ne peuvent ni remplacer les esclaves qui meurent

ni améliorer l'engenho, ni faire les frais nécessaires pour l'installation des colons. Non seulement tout progrès est pour eux impossible ; mais, faute de main d'œuvre, leurs plantations périssent, leurs machines ne sont pas réparées, et leur production diminue pour le plus grand dommage des créanciers.

On dira que nous exagérons : on peut demander aux banques, qui par la faute d'une loi mal faite, ne savent comment recouvrer des dettes hypothécaires cependant très faibles ; on peut s'informer auprès des commissaires de café ; ou plus simplement, on peut lire à la troisième page des journaux la liste des ventes forcées, par héritage ou décision judiciaire. Enfin, et surtout, on doit visiter les municipes à café : on reconnaîtra facilement les fazendas insuffisamment traitées et en mauvais état, à cause du manque de ressources ; si vous voyagez avec un homme entendu, il vous montrera, un peu de tous les côtés, des exploitations irrémédiablement condamnées parce que leur valeur active est inférieure au passif.

Si on ne fait rien, ces exploitations tomberont encore davantage ; les créanciers finiront par les faire mettre en vente ; mais ils toucheront la moitié, le quart, le sixième de leur dette, parce qu'ils auront trop attendu. Le fazendeiro ne sera plus propriétaire ; les dettes ne seront pas payées, et les cultures ruinées seront perdues pour le pays.

Ce résultat nécessaire s'est déjà produit, pour certaines exploitations que nous pourrions citer ; il se réalisera fatalement pour un grand nombre d'autres, si on persiste à ne rien faire pour le conjurer. Il suffirait d'une crise monétaire, d'un trouble des banques, d'une diminution de l'encaisse

disponible déjà si restreint, pour la précipiter. Alors, il serait peut-être trop tard pour réagir.

La question, qu'on le remarque, est entièrement brésilienne ; les engagements sont pris entre Brésiliens ; les banques, les créanciers sont Brésiliens comme les propriétaires. Nous nous trouvons, nous étrangers, en face de cette situation ; nous ne l'avons pas créée, quoique nous en souffrions ; nous n'y intervenons pour rien ; elle existe.

Nous croyons, dans ces conditions, servir le Brésil en venant dire : vous avez un moyen de sauver à ces grands propriétaires endettés une partie de leur fortune ; vous avez un moyen de payer à ces commissaires et à ces banques des créances aujourd'hui compromises ; vous avez un moyen de rendre ces plantations mal tenues plus utiles que les autres.

Placez des immigrants dans cette classe d'exploitations, qui sont fatalement vouées à la ruine ; divisez-les en petites propriétés, où les colons seront heureux et satisfaits ; faites-en autant de pépinières d'où ces travailleurs libres et leurs parents rayonneront comme salariés, métayers ou fermiers, ou mieux autant de centres de propagande qui suffiront à attirer en masse de nouveaux immigrants. Les fazendas de cette catégorie ne suffiraient pas à payer leurs dettes ; une fois divisées par petits lots, elles solderont tout le passif, et elles laisseront souvent un excédant, qui devra nécessairement revenir, en tout ou en partie, à l'ancien propriétaire.

D'après quelques exemples que nous avons spécialement étudiés, nous croyons en effet que la plupart des fazendas aujourd'hui insolubles ou sans ressources, transformées et vendues à des petits

propriétaires, donneraient beaucoup plus qu'il ne serait nécessaire, pour couvrir le chiffre des dettes. Ainsi, par une curieuse coïncidence, la petite propriété qui permet seule d'attirer le colon en le fixant, seule aussi permet de sauvegarder les intérêts des grands propriétaires nécessiteux, et de leur rendre une véritable aisance.

Le fazendeiro de cette classe est aujourd'hui sans fortune ; il sera tôt ou tard exécuté commercialement si l'état actuel continue, et l'exploitation vendue en bloc trouvera acheteur pour un prix dérisoire. Au contraire, il est sauvé s'il consent à diviser une partie de sa propriété pour garantir le reste ; et, en conservant une fortune, il assure en même temps une transformation facile à ces propriétaires, riches ou à jour, nombreux aussi, qui cherchent anxieusement des moyens de se procurer la main d'œuvre.

La transformation des fazendas endettées en villages de petits cultivateurs constitue, en effet, le moyen le plus simple et le plus sûr d'amener aux autres grands propriétaires, restés riches ou aisés, les salariés ou les métayers dont ils ont besoin, sans dépense et presque sans difficulté.

Pour le montrer, examinons rapidement ce qui se passe en Australie ou aux Etats-Unis.

Ces pays de grande immigration ont, côte à côte, tous les ordres de travailleurs et tous les ordres de propriété ; on commet une grande erreur quand, dans certains groupes, au Brésil, on les cite pour prouver que l'immigrant doit être d'emblée possesseur de son champ.

La petite propriété, au contraire, est considérée

comme le but et non comme le commencement : nous l'avons déjà dit, les nouveaux venus commencent généralement par gagner des économies, comme salariés ou fermiers des anciens propriétaires.

En Australie, par exemple, la plus grande partie des régions exploitées est louée pour quatorze ans, par lambeaux de 600 à 4.000 hectares, plus grands que les fazendas, aux *squatters*, sortes d'industriels qui, trouvant de l'argent à bas prix dans les banques, peuplent de bétail, moutons ou bœufs, ou couvrent de céréales ces larges espaces. Ils emploient à cela un grand nombre d'immigrants, payés par jour ou par mois, des prix élevés : ainsi les bergers, les uns fixes, les autres errants comme les troupeaux, recevaient, à l'époque du voyage de M^s Trollope, 40 à 45 livres par an, plus de 1.000 francs ; il étaient nourris et entretenus ; les tondeurs de laine gagnaient jusqu'à 25 francs par jour.

A côté des *squatters*, tous grands propriétaires ou mieux grands exploiters, il existait, il est vrai, une classe de petits propriétaires, installés sur des lots de 50 à 150 hectares achetés par eux ; mais cette classe de *free selectors*, n'était d'abord ni la plus nombreuse, ni la plus importante ; et elle progresse en se grossissant des anciens salariés qui deviennent propriétaires.

De même aux Etats-Unis ; toutes les régions nouvelles du Far-West sont pleines de grandes exploitations auprès desquelles celles des fazendeiros brésiliens feraient petite figure. Celle du Dr. Glenn, dans le Sacramento, avait 24 mille hectares ; celle de M. Dalrymple, dans le Dacotah, 30 mille hectares ; beaucoup d'éleveurs du Colorado ont trente et cinquante

mille bêtes sur plusieurs lieues de pâturage ; et on cite des accapareurs de terres encore plus étonnants : M. Reed avec 800 mille hectares, Philips & C^e. avec 520 mille, Diston 440 mille ; ces derniers dans les Etats du Sud.

On trouve dans le Sud des cultures de coton de 4, 6, 8.000 hectares, en tout comparables aux grandes fabriques de blé du Far-West.

Ces immenses propriétés, dans leurs parties exploitées, sont peuplées de salariés payés très cher, 40, 50 milreis par mois et souvent davantage, et on les retrouve, un peu moins grandes, dans des régions des Etats-Unis anciennement peuplées.

Ainsi d'après le *Census* de 1882, la Nouvelle-Georgie compte 3.400 propriétés de plus de 400 hectares, et l'Alabama 1.800.

Les vieux états de la Nouvelle Angleterre, où les grands domaines sont rares comme en France, emploient, eux aussi, un grand nombre d'immigrants. De 1855 à 1880, les registres de Castle-Garden ont noté les destinations de quatre millions d'immigrants. Sur ce chiffre énorme qui permet de bien juger, 41 % sont restés dans l'état de New-York, 8 % sont restés dans les autres états de la Nouvelle Angleterre, 47 % sont allés un peu plus loin dans le centre et le Nord-Ouest, et 3 % seulement, nous avons bien dit 3 %, ont gagné les régions neuves du Pacifique. Il est de toute évidence que les deux millions d'immigrants restés dans les vieux états y sont restés comme salariés ; ils y ont amassé des économies, ils se sont habitués à la langue, aux coutumes, aux cultures, avant de songer à profiter des facilités d'installation

si grandes que la loi leur garantit, que le pays leur offre.

Ils savent qu'ils trouveront quand ils le voudront des terres, dans des régions déjà ouvertes, à 16 ou 32 francs l'hectare ; ils pourront les payer progressivement en cinq ans par annuité, le prix s'élevant alors à 60, 80 et même 100 et 120 francs ; on leur permettra d'acheter des lambeaux aussi grands qu'ils le voudront, de 60 à 120 hectares, au lieu des lambeaux misérables de 6 à 12 hectares des colonies du Brésil ; si le terrain est difficile, s'il est couvert de forêts qu'il faut défricher, on rendra gratuite la cession pour 30 à 60 hectares, dès qu'une partie sera cultivée ; enfin et surtout, l'immigrant sait que dans tous les états, il trouvera une garantie contre toutes les saisies ou les exploitations possibles, et il attend patiemment à cause de ces garanties dont il est entouré.

Combien nous sommes loin au Brésil de cette situation également utile aux immigrants, au pays et à ses grands propriétaires ?

Le préjugé du patriotisme obscurcissant les données les plus simples, n'a pas seulement amené beaucoup de Brésiliens à considérer les immigrants comme une classe à part d'habitants, les colons, sorte d'intermédiaires entre les citoyens et les anciens esclaves ; elle n'a pas seulement amené les législateurs à sanctionner, par la loi des contrats, un servage temporaire basé sur des engagements prolongés ; ce préjugé a empêché de donner les moyens de se fixer à ceux des colons qui ont réalisé des économies.

Tandis que la petite propriété représente

peut-être la moitié des cultures des Etats-Unis, tandis qu'elle couvre une part importante des cultures de la République Argentine ou de l'Australie, au Brésil, au moins dans les provinces du centre, à Rio, à S. Paulo, la petite propriété ne joue aucun rôle ; elle n'est même pas sérieusement commencée.

Oh ! nous savons bien ce que l'on va nous dire. Que les immigrants viennent d'abord ; qu'ils acquièrent une épargne, et, plus tard, nous les laisserons, nous aussi, devenir petits propriétaires.

Nous pourrions répondre qu'en procédant ainsi on éloignerait les meilleurs colons, ceux qui portent à la fois leurs bras et leur épargne, ceux qui possédant huit, dix mille francs, veulent devenir d'emblée petits propriétaires. Mais nous répondrons encore plus catégoriquement ; si on procède ainsi, si on continue comme on a commencé par le système des colons contractés, on finira pas éloigner tous les immigrants, riches ou pauvres, et on ne créera pas le mouvement de peuplement absolument nécessaire au pays et à ses grands propriétaires.

L'immigrant ne se contentera pas des promesses qu'on lui a prodiguées si longtemps. Il va aux Etats-Unis, en Australie, dans la République Argentine parce qu'il a devant lui des faits. Au Brésil aussi, il lui faut des faits, c'est à dire des petites propriétés déjà organisées et florissantes, dans les régions les plus riches et les plus anciennement peuplées, si on veut l'amener à appeler de lui-même, sans engageurs, sans entremetteurs coûteux et nuisibles, ses parents, ses amis, ses compatriotes. Que l'on installe d'abord deux mille familles, avec chacune cinq mille pieds de cafés ; elles suffiront à attirer,

sans dépense, dix mille familles par an, peut-être plus, et ainsi elles feront pour ce pays la meilleure et la moins chère des propagandes : la propagande directe, seule sûre et pratique, celle qu'il faut enfin sérieusement organiser.

Le Brésil porte aujourd'hui la peine des mauvaises mesures de peuplement qui ont été prises, depuis trente ans et surtout ces dernières années, par son gouvernement ; il souffre du discrédit dans lequel il a été ainsi jeté, malgré la fertilité plus grande de ses terres et les rapports énormes de ses cultures. Pendant que d'autres pays neufs organisaient peu à peu, lentement, péniblement quelquefois, leur petite propriété et leur immigration, le Brésil stationnait oubliant que ses esclaves allaient lui manquer. Il s'est laissé acculer ; le moment fatal est venu, il faut substituer par d'autres immigrants ces Africains qui ne viennent plus et qui meurent. Pour attirer de nouveaux habitants, il faut faire vite, il faut faire d'emblée ce que les autres pays neufs ont peu à peu organisé, *la petite propriété combinée* avec le salariat le métayage le fermage, et leur servant de point de départ.

Quant à l'illusion de résoudre la crise avec des demi-moyens, par des contrats, par des primes de transport, il est temps, grand temps d'y renoncer. Un fazendeiro entendu et estimé, M. Antonio Prado, reconnaissait récemment que les colons ne se fixaient pas au Brésil, parce qu'ils ne trouvaient pas de bonne terre à acheter : le *Correio Paulistano* publiait ces derniers jours des articles remarquables qui, après avoir indiqué le même fait, signalaient divers autres points intéressants, notamment

celui-là, que les agents intermédiaires envoyés en Europe trompaient le plus souvent les colons et les fazendeiros, leur remettant à chacun des contrats différents, profitant d'une partie des dépenses, et faisant aux deux intéressés des promesses inverses également irréalisables.

Les contrats, du reste, deviennent de plus en plus difficiles. L'Allemagne, après elle l'Italie, viennent de les interdire; les Açoriens eux-mêmes sont plus exigeants, et leur nombre, en tout cas, est très limité.

Le mouvement d'immigration diminue au lieu d'augmenter, parce que les efforts et les dépenses des grands propriétaires sont employés à soutenir un système condamné.

Par suite, toutes les conditions, intérieures ou extérieures, se réunissent pour imposer la même conclusion, la seule qui soit véritablement utile au Brésil et à ses grands propriétaires, puisqu'elle est la seule capable de donner à ce pays des travailleurs agricoles nombreux et actifs, salariés, métayers ou petits propriétaires.

Il faut que les banques, ou les divers débiteurs intéressés à cette transformation, amènent les fazendeiros endettés à sauvegarder leurs créances, en vendant à des colons une partie de leurs propriétés. Il faut que l'Etat intervienne, puisqu'il profite directement des progrès des impôts et des exportations pour faciliter à ces banques et à ces grands fazendeiros l'organisation de la main d'œuvre libre.

Ainsi, on rendra facile la fin de l'esclavage; on préparera une base sûre pour un change fixe et pour un crédit foncier véritablement national, et surtout

on créera peu à peu un peuple de grands et de petits propriétaires, qui sera riche et fort parce qu'il sera formé de travailleurs actifs et bien liés.

LE PRÉJUGÉ DE L'EUROPÉANISME

(24 janvier 1884)

Dans son *Introduction à la science sociale*, l'Aristote Anglais consacre plusieurs chapitres à montrer l'influence des préjugés d'éducation, de profession, de patriotisme, etc. Herbert Spencer aurait de belles pages à ajouter à celles qu'il a écrites sur ce vaste sujet, s'il consentait à venir au Brésil, et à étudier cette question de la colonisation qui passionne si justement tous les hommes instruits et avancés.

On trouve, un peu partout, des personnes très bien disposées, favorables à l'immigration *en principe*, qui exposent sérieusement des objections, à leur avis irréfutables, contre lesquelles il faut bien lutter puisqu'elles se reproduisent sans cesse. La lutte, du reste, est facile, et des faits multiples imposent les conclusions.

La première de toutes les objections est la suivante : le colon Européen ne sert pas pour les grandes cultures du Brésil, et notamment pour la culture du café.

Il est juste de reconnaître que cette sentence n'est plus prononcée à S. Paulo : mais, à Rio, en se promenant une heure rue d'Ouvidor, on pourra l'entendre quatre ou cinq fois, si on cause colonisation

avec six ou sept interlocuteurs différents; elle surgit d'ordinaire de la première à la troisième phrase.

On doit simplement conseiller à ces platoniques partisans de la colonisation, d'aller dans les fazendas de S. Paulo, nombreuses déjà, qui possèdent depuis six ou dix ans des familles d'immigrants. Ils constateront eux-mêmes que, non seulement l'Européen peut cultiver le caféier et le cultiver par petits lots, mais même qu'il le cultive mieux, qu'il en cultive un plus grand nombre de pieds, et qu'il leur fait produire davantage. (1)

On peut aussi observer ce meilleur travail du colon à Cantagallo, dans diverses fazendas, ou dans la colonie de Santa Leopoldina (Espírito Santo) : ces faits ne sont donc pas spéciaux à S. Paulo, et ils suffisent à prouver que dans toutes les régions actuelles de cafésal, l'immigrant sera utilisé avec le plus grand profit; il économisera du temps, il cultivera mieux : aucun doute n'est permis.

Alors devant cette preuve, on parle de la canne à sucre; cette culture des pays chauds est impossible, nous dit-on, à Cuba comme au Brésil, pour les immigrants : couper de la canne sous ce soleil, les noirs seuls peuvent le faire. Le fait est peut être vrai à

(1) Cette supériorité de l'Européen sur l'esclave est aujourd'hui universellement admise, non seulement pour les travaux des villes et pour ceux de l'engenho, mais encore pour ceux des cultures. Dans la récente discussion de l'assemblée provinciale de S. Paulo, un fazendeiro entendu, M. Martinho Prado, affirmait qu'un travailleur blanc libre et maître de lui vaut trois esclaves, et cette relation est, à peu près, celle que nous avons constaté par des chiffres dans notre brochure sur *le café*.

Cuba, il est sûrement inexact au Brésil ; et il suffit pour s'en convaincre d'aller à 200 kilomètres de Rio, à Porto Real, dans une région chaude. La colonie n'est point très-prospère ; son installation première a été défectueuse, les terres sont trop humides ; les lots, comme partout au Brésil, ridiculement petits 12 hectares, sont déjà presque épuisés : mais le succès de cette colonie coûteuse n'a rien à faire avec le succès des plantations. On trouve à Porto Real des Italiens, des Français, des Belges, des Portugais qui cultivent la canne avec de grands résultats, depuis plusieurs années ; et quelques-uns ont dû au préalable défricher le bois vierge, ou faciliter l'écoulement des eaux.

Nous citons ce fait ; nous pourrions en citer d'autres vus à Cantagallo, chez M. Van Erven, à l'Assunguy où malheureusement les colons manquent d'engenho, à S. Paulo de divers côtés. L'Européen peut donc cultiver la canne, comme il peut cultiver le café ; voilà ce que les faits opposent aux préjugés.

Nos obstructionnistes, quand on leur répond ces choses, ne restent pas à court ; leur connaissance insuffisante des désirs des immigrants leur fournit un autre ordre d'arguments, qui heureusement ne sont pas aussi répandus. L'Européen, disent-ils, peut très-bien se contenter des terres de second ordre, que l'on ouvrira par des chemins de fer dans le Sud, ou qui sont déjà ouvertes par le *Pedro II* et d'autres lignes. Il y fera des céréales, des légumes, des petits élevages, ou, comme on l'écrivait l'autre jour, *il y préparera du laitage.*

Les anciens essais de colonisation étaient basés sur cette distinction : aux esclaves ou mieux à leurs maîtres les terres riches propres au café, au coton à la canne, et aux Européens les autres pour qu'ils puissent avoir des cultures plus ou moins analogues à celles de l'Italie ou de l'Allemagne. L'idée n'était pas exprimée, mais elle existait ; il est temps d'y renoncer, et notre réponse est précise. L'Européen ne se contentera pas de productions qui rapportent 100 milreis, ou 250 francs, par hectare avec beaucoup de peine, quand il en aura d'autres à côté de lui, ou en tout cas dans le même pays qui, comme la canne et le café, peuvent donner quatre fois plus, mille francs par hectare. Si on l'oblige à s'installer sur des terres de second ordre, il se découragera, il repartira, ou il restera sans utilité, ne pouvant économiser et n'appelant personne.

Ce résultat s'est produit à S. Bernardo, par exemple, près de S. Paulo ; il s'est produit au Paraná, à Santa Catharina, un peu partout : malgré qu'on ait dépensé pour eux beaucoup d'argent, la plupart des colons ont quitté les terres à céréales qu'on leur avait vendues ; ils ne les trouvaient pas suffisantes.

On peut essayer encore, le même fait se renouvelera : d'après nous, les immigrants ne se montrent en cela ni trop exigeants, ni trop tolérants. De même qu'ils ne sont pas satisfaits, comme contractés, dans les fazendas de café quand le maître se réserve pour plusieurs années les $\frac{3}{4}$ ou les $\frac{4}{5}$ de la valeur du produit, de même ils ne seront pas satisfaits, comme petits propriétaires, de cultiver du maïs, de l'orge, du seigle et même du froment, quand ils pourraient,

si on le voulait, traiter d'autres plantations avec un bénéfice beaucoup plus élevé.

Et puis, il faut en finir avec cette légende du Brésil producteur de céréales, qu'on entretient soigneusement en Europe avec des chiffres plus ou moins officiels, comme si la fortune du Brésil dépendait des céréales, et non pas du café, de la canne, du cacao, du manioc, du caoutchouc, des bois et de tous ces produits autrement faciles autrement lucratifs pour lesquels ce pays a un véritable monopole naturel.

Qu'on aille donc au Paraná, une des meilleures régions à céréales du Brésil : on y trouvera du seigle dont il faut renouveler, tous les trois ans, la semence ; on y verra, comme nous l'avons vu, que la terre s'use vite, si bien qu'il faut fumer au bout de quelques années. Enfin, on constatera que cette production persiste seulement à cause du manque de voies de communication rapides : la farine étant vendue très cher à Curitiba ou au centre du Rio Grande, la production locale devient ainsi possible ; mais ces cultures rapportent peu, elles n'alimentent aucune usine ; quoique des milliers de bras y soient occupés, elles ne fournissent aucune exportation : elles n'ont, en un mot, aucun avenir. Du reste, si l'on y tient, nous fournirons des chiffres, nous en avons quelques-uns.

Pour l'exportation du seigle ou du froment, le Brésil ne peut lutter avec les Etats-Unis dont les grandes plaines sont faciles à labourer, à moissonner à l'aide des machines à vapeur ou des bêtes de somme ; où, de plus, la main d'œuvre est abondante, les lots de terrain énormes et les transports peu

coûteux. Et puis, ce pays n'a aucun intérêt à perdre ainsi sa main d'œuvre, quand il peut réaliser des bénéfices beaucoup plus considérables en laissant ses ouvriers agricoles faire les véritables cultures nationales, la canne et le café par exemple. Au XIX^e siècle, chaque pays doit se spécialiser ; et, quand le libre échange sera enfin une vérité, cette spécialisation deviendra la première condition du progrès.

Quant au maïs, aux *feijões*, au riz qui viennent admirablement bien au Brésil, personne ne songe, nous l'espérons, à baser l'avenir sur ces productions ; par suite, pourquoi parler d'y condamner les colons. Il suffirait de cinquante mille immigrants produisant du maïs pour que, le marché actuel étant encombré, cette denrée achetée aujourd'hui en partie à l'étranger, à cause des transports, devienne trop abondante et perde sa valeur. Sans nier que plus tard les colons puissent, avec le maïs, engraisser des porcs et les vendre pour des salaisons, en attendant des saladeiros analogues à ceux de Chicago, en attendant surtout des transports faciles, il faut faire autre chose.

De même pour le laitage, les bêtes à corne et les pâturages. Nous croyons que, plus tard, ces exploitations pourront servir de base à des exportations importantes ; et certes les *campos* du Paraná, ceux de Goyaz, ceux de Matto-Grosso ou ceux du Piahy doivent dépasser ceux de Buenos-Ayres, égaler ceux de l'Australie comme ceux du Far West.

Mais justement parce qu'on possède de si bons pâturages, pourquoi parler d'élever du bétail dans la serra vers Palmeiras, ou sur les bords

des autres chemins de fer ? Ceux qui savent combien de peines et de frais, combien de soins d'irrigation, combien de soins d'étables supposent l'élevage et surtout la production du bon lait, sur de petits lots comme seront ceux des colons, dans une région inégale, boisée, mal pourvue d'eau comme celle de la serra, répondront qu'il est difficile de faire dans ces conditions un élevage sérieux et utile : les colons envoyés là-bas, pour traire des vaches que sans doute on leur fournira, seront vite découragés.

A moins que l'on ne veuille simplement continuer le passé, dépenser beaucoup d'argent à créer des noyaux coloniaux factices qui aient des apparences aux yeux des touristes, mais qui ne rapportent pas, qui n'exportent pas, et qui surtout ne servent pas à résoudre la crise du travail esclave, il faut en finir avec toutes ces idées fausses, avec toutes ces demi-mesures qui font le plus grand tort à l'avenir de la colonisation du Brésil, et à l'estime actuelle du pays.

Les immigrants réussissent très bien les cultures lucratives que l'on peut appeler nationales ; il s'y habituent vite, et alors ils les aiment : les immigrants viendront, en foule, remplacer les noirs libérés le jour où on leur laissera cultiver pour eux la canne le coton et le café comme petits propriétaires, ou comme métayers et fermiers.

Voilà la solution : installer l'Européen dans les cultures abandonnées par les esclaves, en faisant riches les possesseurs actuels, si le nouveau venu devient petit propriétaire ; et en leur assurant de gros revenus si cet Européen est simplement métayer, salarié ou fermier.

En dehors de cette solution, on pourra chercher; on ne trouvera pas. Mais il serait temps de se décider, et d'imiter partout S. Paulo, au lieu de se borner à des théories vagues et changeantes, qui prouvent le désarroi dans lequel les meilleurs se sont laissé tomber.

LE PRÉJUGÉ DE LA GRANDE CULTURE

(28 février 1884)

Nous avons déjà parlé, incidemment, d'un préjugé qui est peut-être un des plus répandus ; nous allons en parler encore, puisqu'il faut tout passer en revue.

Le café est une grande culture, nous dit-on ; par suite, la petite propriété ou la petite ferme est absolument impossible, et c'est dans l'intérêt des colons eux-mêmes qu'il faut les garder groupés autour de la fazenda. Nous avouons que nous fûmes surpris, la première fois que nous entendîmes pareille objection. Ayant été élevé très près des régions vinicoles de la Charente, connaissant d'une façon suffisante les diverses opérations de traitement de la vigne, nous avons été frappé, dès notre arrivée au Brésil, des grandes similitudes du caféier.

Des deux côtés, on trouve un arbuste qui produit après plusieurs années ; des deux côtés, cet arbuste nécessite des soins multiples pour la plantation, le sarclage et l'éloignement des pieds ; des deux côtés, on utilise la taille dont l'importance pour

le caféier n'est plus niée par personne ; enfin, des deux côtés, on obtient un fruit peu conservable qui doit être préparé en quelques jours, et qui nécessite pour être bien préparé un outillage compliqué.

Les analogies sont donc complètes ; et, dans tous les pays, du monde, la vigne est par excellence une petite culture. Non point que certains propriétaires du Bordelais ou de la Bourgogne ne soient beaucoup plus riches que le plus riche fazendeiro du Brésil ; mais, leurs vignobles sont partagés *en petits clos*, qu'ils donnent en traitement à des métayers, à des intéressés ou à des salariés. A côté de ces grandes propriétés dont quelques-unes sont universellement connues, on trouve une masse de petits paysans qui possèdent quelques arpents ou quelques hectares de vigne ; ils vivent heureux en les cultivant, et il servent à maintenir et à accroître la valeur des grands domaines qu'ils sont toujours prêts à acheter très cher, par morceaux, quand on consent à les leur vendre.

Cette comparaison du caféier et de la vigne nous paraissait si probante que nous considérâmes dès le premier jour l'objection de la grande culture comme peu fondée. Mais, il fallait des preuves plus directes ; et, ces preuves, l'examen de diverses fazendas vint enfin nous les fournir.

Le système de la colonisation par contrats, tel qu'il est pratiqué à S. Paulo, aura rendu, entre autres services, celui de montrer la facilité de la division des plantations actuelles et de la petite culture.

Ces colons qui, pendant cinq ans, traitent le même lot de *cafésal*, de 4 à 15 mille pieds sont au

point de vue agricole sinon au point de vue économique et social, de véritables petits propriétaires. Indépendants de la fazenda, ils font, quand cela leur paraît utile, les opérations de leurs caféiers, sans se préoccuper des lots de leurs voisins ; et presque rien ne serait changé dans leurs rapports avec l'engenho, le jour où ils deviendraient possesseurs de leurs champs. Les lots pourraient rester les mêmes, mais ces lots leur appartiendraient ; leurs petites maisons ne seraient pas modifiées, mais on ne pourrait plus les en chasser : leur village ne changerait ni d'aspect, ni de position, mais ils auraient le droit de s'y réunir, d'y chanter, d'y danser quand cela leur conviendrait. Les réformes à faire seraient donc surtout morales et sociales ; la division des plantations, la transformation économique est déjà commencée dans toutes les fazendas qui ont des colonies : par suite, l'objection de la grande culture tombe devant les faits.

Ces faits, du reste, sont déjà connus ; aussi on a modifié l'objection, et, au lieu de dire que le café nécessite la continuation de la fazenda actuelle, on se contente généralement d'affirmer que certaines opérations de préparation seront difficiles et presque impossibles avec la petite propriété. On insiste surtout sur le dessèchement ; là encore, la réponse est facile. Il est bien évident que le cultivateur propriétaire, métayer ou fermier, ne pourra pas songer à préparer, chez lui, les 200 ou 500 arrobes qu'il aura récoltées. Chaque plantation ne supposera plus, comme aujourd'hui, un engenho ; par suite, on verra disparaître ces usines imparfaites, mal installées, mal outillées, dont le travail mauvais reste fort

coûteux, parce qu'il porte sur des quantités trop petites de 2.000, de 4.000, ou 6.000 arrobes.

En même temps que la terre se divisera, l'engenho ou l'usine s'aggrègera et se perfectionnera, comme cela s'est produit partout, en France en Allemagne, aux Etats-Unis pour le sucre, les alcools ou les farines ; il deviendra plus important et mieux pourvu de machines ; il préparera 60 et 80 mille arrobas ; il les préparera mieux, et la réforme des cultures entraînant la réforme industrielle sera ainsi doublement utile. Elle fera perdre au café du Brésil cette mauvaise réputation qu'il a, bien à tort, conservée ; et elle augmentera le prix moyen des exportations, parce qu'elle supprimera les qualités médiocres ou mauvaises qui sont encore très abondantes.

Chaque grand engenho achètera le café aux petits propriétaires voisins ; il le recevra, sous certaines conditions, des métayers et des fermiers : cette usine de préparation pourvue de grands capitaux et faisant directement la vente en Europe devra évidemment appartenir aux fazendeiros restés riches, qui profiteront ainsi de deux façons de la transformation, en devenant négociants et industriels tout en conservant des fermes multiples.

Le café de la petite culture arrivera à l'engenho sous deux formes, rouge prêt à être despolpé, ou déjà sec.

Que les colons puissent eux-mêmes faire sécher leur café, la preuve en a été faite maintes fois : elle a été faite dans la colonie de Santa Leopoldina qui produit 200 mille arrobas séchés par petits lots de 20 à 100 sacs ; elle a été faite dans la fazenda de Santa

Clara, où M. Van Erven reçoit depuis plusieurs années le café de ses colons exposé par eux au soleil devant leurs maisons et prêt à être *descasqué* ; et elle a été faite aussi dans une autre fazenda, près d'Ibicaba, que nous pourrions citer.

Quant au café livré par le colon, rouge en cerise, pour être despolpé par l'engenho il devra être desséché après cette opération ; mais ce desséchement pouvant être réalisé, en tout ou en partie, par des machines dont quelques-unes ont déjà fait leurs preuves, se fera lui aussi dans l'usine et n'entraînera aucune perte de temps.

L'objection tirée de la préparation n'est donc pas fondée ; le Brésil gagnera, tout au contraire, à se couvrir d'usines plus importantes, qui comme les fabriques de sucre, de fécule, les minoteries de l'ancien monde, seront basées sur la culture individualisée.

Quant aux fazendeiros, ils peuvent réfléchir à l'avenir qui leur serait alors réservé. Ils deviendraient de grands industriels, et ils resteraient les maîtres de vastes domaines que leurs fermiers ou leurs métayers continueraient pour eux : les cultivateurs voisins, installés dans les fazendas moins riches divisées et vendues parce qu'elles avaient des dettes, seraient forcés eux aussi de graviter autour des usines ; le lent amalgame des grands et des petits propriétaires se compléterait, peu à peu, pour le plus grand profit du pays d'abord, et ensuite de tous les Brésiliens riches, qui resteraient les arbitres et les directeurs de la situation nouvelle, au lieu d'être, comme aujourd'hui, les surveillants

toujours craintifs de malheureux troupeaux d'esclaves.

LE PRÉJUGÉ DU VOISINAGE ESCLAVE

(24 février 1884)

Vous entendez souvent dire que les immigrants ne peuvent pas s'installer à côté des noirs ; si vous demandez pourquoi, on ne vous répond pas directement ; mais on cite l'exemple d'Haïti, des Antilles ou de la Réunion, et surtout celui des Etats-Unis.

Vous avez beau faire remarquer que ces exemples ne sont pas probants. Par le fait de l'émancipation brusque, Haïti est tombée dans un état d'anarchie chronique, qui, après avoir ruiné cette reine des Antilles, empêche tout progrès : les grands propriétaires de la Jamaïque, de la Guadeloupe, de la Martinique ou de la Réunion ont préféré les coolies Indiens ou les engagés noirs aux colons blancs, et ils se sont ruinés en ne voulant pas faire l'immigration et la petite propriété. Aux Etats-Unis, en dehors du tenace préjugé de races qui n'existe pas au Brésil, les immenses régions du centre et de l'ouest étaient d'un climat plus tempéré ; peuplées déjà d'immigrants, mieux percées de routes, plus riches en terres neuves et planes faciles à cultiver, elles offraient aux nouveaux arrivants de meilleures conditions d'installation que les régions du Sud ruinées par la guerre, dépourvues de chemins, couvertes de

bois vierges, où les blancs et les noirs avaient toujours formé deux races ennemies.

Vous ajoutez que, malgré cela, plusieurs états à esclaves, notamment le Missouri, l'Arkansas, ces dernières années, la Floride, la Géorgie, la Louisiane ont reçu beaucoup de colons, et organisé de grandes entreprises d'immigration, au milieu d'une population qui, en Géorgie, en Floride notamment, était en majeure partie noire. Tous ces faits ne suffisent pas à convaincre votre interlocuteur ; il répète après tout le monde, sans avoir davantage observé que M. tout le monde : « les immigrants ne viennent pas là où il y a des esclaves ». Ce préjugé du voisinage noir est exploité à la fois par les abolitionnistes idéalistes comme un argument en faveur de l'émancipation immédiate, et par les grands propriétaires partisans plus ou moins déclarés du *statu quo* ou mieux des temporisations.

Nous voulons, nous aussi, la libération ; et, parce que nous la voulons, nous cherchons les moyens pratiques de la réaliser. S'il était vrai que l'immigration ne pût pas se faire au contact des esclaves, les provinces de Rio, de S. Paulo et de Minas seraient condamnées à mourir de consommation lente, et leurs cultures s'éteindraient à mesure que les noirs disparaîtraient. La solution pacifique de la crise de main-d'œuvre étant impossible, l'esclavage durerait encore des dizaines d'années ; ou la libération brusque d'un million de noirs, sans autres travailleurs pour les remplacer, entraînerait l'abandon des plantations actuelles, et leur transformation rapide en un nouveau bois vierge : dans les deux cas, le Brésil serait acculé à la banqueroute et à la ruine.

Heureusement, cela n'est pas vrai. L'immigration permet de fermer vite la plaie de l'esclavage, comme aussi elle permettra d'augmenter, plus tard, ces productions de café, de sucre, de coton, qui déjà, faute de main-d'œuvre, commencent à diminuer.

Pour se convaincre que les travailleurs libres peuvent s'installer, d'une façon durable et utile, à côté des noirs, il suffit d'examiner, comme nous l'avons fait, ces fazendas où l'on a depuis longtemps commencé la colonisation.

On peut aller à Sete Quedas près de Campinas, on peut aller à Santa Clara près de Cantagallo, on peut aller dans toutes ces exploitations de S. Paulo, où déjà sont installés plus de 40 mille Italiens ou Allemands. Les fazendas entièrement cultivées par des colons sont très rares; on en compte peut-être quatre ou cinq: au contraire, dans les conditions actuelles, des centaines d'exploitations réalisent le mélange des blancs et des noirs. Les esclaves continuent à travailler, par escouades, sous les yeux des *feitores* dans une partie du cafésal; on a divisé l'autre partie entre les nouveaux colons, chaque famille ayant son petit lot, sa maison, son chez soi. Cet état dure dans certaines fazendas depuis dix ou douze ans, dans d'autres depuis cinq ou six sans aucun inconvénient.

Les immigrants ont généralement leurs petites maisons distantes des *cençalas* des noirs, isolées au milieu de leurs plantations; le contact des deux ordres de travailleurs est ainsi aussi réduit que possible. En tout cas, nous ne sachons pas qu'il y ait eu nulle part des luttes ou des disputes de quelque gravité; et cependant, dans nos voyages, nous avons

souvent posé des questions dans ce sens. Les colons se plaignent ; ils se plaignent de recevoir une part insuffisante du produit ($\frac{1}{3}$ ou $\frac{1}{5}$) ; ils se plaignent d'être liés par un contrat trop long, qu'ils ont signé en Italie ou en Allemagne, sans en connaître la valeur ; ils se plaignent d'être trop surveillés ; ils souffrent de ne pouvoir devenir petits propriétaires ; ils finissent par repartir, ils changent, ils sont mécontents : mais, nous pouvons l'affirmer, dans toutes ces plaintes, le mélange avec le noir dont on parle ne tient aucune place. Pendant quatre ans, pendant cinq ans, trente ou quarante familles ont travaillé dans la même fazenda que cent ou deux cents esclaves, sans aucune difficulté.

Et cependant, ces blancs ne sont pas complètement maîtres chez eux ; ils ne sont pas possesseurs de leur lot ; dans certaines exploitations, que nous pourrions citer, on n'a pas pris soin d'éloigner leurs petites maisons des bâtiments des esclaves ; et, dans une, chose triste à dire, nous avons vu des *cençalas* sales et mal aérées simplement divisées : des colons Allemands étaient installés sous le même toit que les esclaves ; on leur avait fait seulement des portes extérieures.

Tous ces faits, et surtout les derniers, sont absolument concordants : ils prouvent que la grande immigration sera facile dans les fazendas de noirs ; il suffira de la vouloir, et d'en prendre les moyens.

Les cultures de canne et de café contiennent aujourd'hui environ huit cent mille esclaves : si elles continuent à recevoir dix à douze mille colons par an, chiffre que de grands journaux considèrent comme encourageant, il faudra soixante ou quatre

vingts ans pour que les noirs soient tous remplacés. Comme, auparavant, ils seront tous morts ou hors de service, il est indispensable de marcher plus vite, sous peine de voir la production diminuer et s'annuller.

Il faut donc prendre les mesures nécessaires, limiter les contrats en augmentant la proportion du gain du colon, commencer la petite propriété pour les immigrants, anciens ou nouveaux, qui ont déjà des économies, organiser en Europe une propagande vraie et utile, faciliter les transports ; alors, avant quatre ou cinq ans, le Brésil pourra recevoir autant d'immigrants que la République Argentine, et atteindre un minimum de cent mille par an. A ce moment, après les commencements d'une colonisation sérieuse basée sur la division de la terre cultivée, la question de l'esclavage sera résolue ; l'avenir et la grandeur future du Brésil seront, par suite, complètement assurés.

Ayant une main d'œuvre disponible suffisante, à mesure que l'on remplacera une partie des noirs, on pourra et on devra les libérer. En six ans, en dix ans, tout au plus, l'émancipation sera complète sans perte pour personne, sans diminution des exportations, et sans danger de banqueroute ou de révolution.

Ainsi, les immigrants et les noirs n'auront co-existé pendant quelques années dans les mêmes fazendas que pour assurer plus vite la fin de l'esclavage ; et les deux questions de peuplement et de libération seront résolues, l'une par l'autre, pour le plus grand bien de tous.



V I

S. Paulo et Buenos-Ayres

(14-17-21 février 1884)

On a souvent tort de promettre ; les promesses sont quelquefois difficiles à tenir. En parlant du recensement de la province de Buenos-Ayres, nous nous étions engagé à faire voir que cette province si florissante et si rapide au progrès avait son égale au Brésil, S. Paulo ; nous nous étions trompé. S. Paulo n'est pas seulement égale ; elle est, à certains points de vue, supérieure à Buenos-Ayres.

Pour arriver à faire cette démonstration, nous serons obligés de chercher, un peu partout, des faits et des chiffres que les recensements ou les rapports présidentiels n'ont pas rassemblés ; et nous prions que l'on excuse les lacunes d'une exposition nécessairement trop rapide.

L'étendue de la province de Buenos-Ayres est de 310.000 kilomètres carrés ; celle de la province

de S. Paulo est de 234.000 kilomètres carrés. La province Brésilienne est donc plus petite : mais elle est plus peuplée.

La population de la province de Buenos-Ayres est de 526.000 habitants ; la population de S. Paulo est sûrement plus grande, et on peut l'estimer approximativement à 850.000 habitants.

Le dernier recensement, en le supposant exact, ne peut être utilisé ; pendant ces dernières années des esclaves achetés à Bahia ou au Ceará d'un côté, des immigrants de l'autre, ont fait augmenter beaucoup le nombre des habitants.

Du reste, peu importe le chiffre de la population totale, puisque une partie seulement est active et utile. Sans parler des Indiens, qui occupent encore dans la partie Sud-Ouest la moitié du territoire, combien de cabocles et de paysans libres sont véritablement utiles ? cela est difficile à dire. En tout cas, il est bien certain que le nombre des travailleurs actifs et suivis ou de leurs enfants ne dépasse pas 500 mille : S. Paulo ne tire donc pas une supériorité réelle de son excès apparent de population.

Le mode de répartition des habitants assure à la province Brésilienne pour le présent et surtout pour l'avenir de plus grandes ressources : elle n'est peuplée que sur une partie de son territoire, tandis que la province Argentine jusqu'à la Patagonie est occupée déjà par des hommes et par du bétail.

Depuis 1870, les deux provinces ont considérablement accru leurs zones utilisées ; mais l'accroissement en surface a été plus rapide à Buenos-Ayres. Les Argentins ont conquis près de 3.000 lieues carrées sur les Indiens, tandis que les Paulistes se

bornaient à s'avancer dans tous les sens, plus lentement, vers Minas Geraes, vers le Paraná, vers Matto Grosso, en gagnant 150 à 200 kilomètres, principalement sur les vallées du Rio Tiétè, du Mogy-Guassu, atteignant le Rio-Grande et le Rio Parapanema.

Si on s'en tenait à ces renseignements, les seuls indiqués d'ordinaire dans les livres géographiques, on concluerait que S. Paulo a fait moins de progrès que Buenos-Ayres. Cette conclusion ne serait pas exacte, le progrès ne se mesurant pas tant à l'étendue de la zone utilisée, qu'à la perfection de l'utilisation.

Continuons, du reste, la comparaison ; considérons l'outillage général, et prenons les chemins de fer, les seules voies de communication sérieuses et utiles, dans ces vastes régions où les routes bien entretenues n'existent pas. La comparaison est d'autant plus intéressante que, dans les deux provinces, la presque totalité des lignes est postérieure à 1870.

S. Paulo possédait, l'année dernière, 1.440 kilomètres de chemins de fer en exploitation, divisés en six lignes principales : *Santos à Jundiahy* par S. Paulo, la tête de ligne a 140 kilomètres ; *Cachoeira* ou *Norte*, ligne qui rejoint le *Pedro II et Rio*, a 235 kilomètres ; la *Paulista*, prolongement de la ligne de Santos continuée elle-même par la ligne de S. Carlos de Pinhal, a environ 320 kilomètres. Les deux lignes, Anglaise et Pauliste, de Santos à Rio Claro forment un véritable tronc, sur lequel viennent s'embrancher d'autres lignes collatérales, dont quelques-unes sont très importantes. La *Mogyana*, qui va déjà de Campinas au Ribeirão

Preto et bientôt jusqu'au Rio Grande avec 370 kilomètres construits en huit ans, tient justement le premier rang; puis vient l'*Ytuana*, qui de Jundiahy va rejoindre Ytú, Capivary, le Rio Tiété, avec 180 kilomètres, et la *Sorocabana*, avec 220 kilomètres, qui bientôt fera communiquer S. Paulo avec les plateaux du Parana.

La province de Buenos-Ayres avait, en 1883, d'après le recensement officiel provincial, cinq grandes lignes en exploitation; *Ouest*, 392 kilomètres; *Sud*, 564; *Campana*, 81; *Ensenada*, 56; *Norte*, 29; soit 1.123 kilomètres.

La différence en faveur de S. Paulo est donc de plus de 300 kilomètres; et cette différence considérable devient plus importante si on compare des deux côtés, les conditions d'installation. Les Argentins n'ont eu qu'à jeter des lignes de fer sur un terrain plan et découvert, tandis que les Paulistes ont dû vaincre des difficultés beaucoup plus considérables, à cause de la présence de montagnes, de rivières, et de la nature du terrain irrégulier et couvert de bois vierges.

A Buenos-Ayres, les 392 kilomètres de la ligne de l'*Ouest* n'ont coûté que 216 millions de piastres; les 564 kilomètres de la ligne du *Sud* 376 millions de piastres; soit environ 130.000 francs le kilomètre. Au contraire, à S. Paulo, les 140 kilomètres de la ligne de Santos à Jundiahy ont coûté 65 millions de francs, ou près de 500 mille francs le kilomètre, parce qu'il a fallu installer des plans inclinés, des machines fixes et faire des travaux d'art fort divers; la ligne *Paulista* a coûté environ 200.000 francs le kilomètre, et si les autres lignes,

Mogyana, *Ytuana* sont moins chères que les deux premières, elles restent plus difficiles à construire et à entretenir que les lignes Argentines.

Cette différence favorable à Buenos-Ayres n'est pas la seule ; d'autres chiffres vont encore nous prouver que les riverains du Rio de la Plata ont eu moins de peine, et, par suite, moins de mérite que les Paulistes à mettre leur province en exploitation.

D'après le même recensement, tous les chemins de fer Argentins donnent déjà de très gros revenus, qui égalent le tiers, et même pour l'Ouest, la moitié du produit brut ; au contraire, les chemins de fer Paulistes ne sont pas tous lucratifs, et si le revenu de la ligne Anglaise dépasse déjà 14 %, si les revenus de la Paulista atteignent 10 %, si la *Mogyana* elle-même obtient des résultats, la province a dû au début, s'imposer de gros sacrifices pour rendre leur construction possible. Pour certaines lignes ces sacrifices continuent : la *Sorocabana* a déjà reçu plus de 8 millions de francs de garanties d'intérêt ; l'*Ytuana* près de 4 millions : et le budget de la province pour 1883—1884 contient un chapitre de 590 contos, sur lequel environ 1 million de francs sont destinés à parfaire les intérêts des lignes exploitées et à assurer la continuation de leur construction.

En présence de ces différences, les hommes qui jugent facilement pourraient conclure que la province de S. Paulo, difficile à percer, peu lucrative pour quelques-unes des voies ouvertes, est aussi moins fertile et moins riche que la province de Buenos Ayres. Là encore, ils commettraient une de ces erreurs de déduction si fréquentes chez ceux

qui apprécient d'après les chiffres, sans observer les faits.

S. Paulo au contraire est plus fertile, et ses cultures sont beaucoup plus lucratives ; mais ces cultures sont longues à installer, et leurs résultats sont tardifs.

A Buenos Ayres, l'occupation d'une zone de pâturage, déserte auparavant, ne présente aucune difficulté ; si on la peuple suffisamment de bétail, l'année d'après on peut vendre une partie des vieux bœufs ou des chevaux, et, en tout cas, la même année, on tond la laine des moutons, le principal des produits transportés et vendus.

Au contraire, à S. Paulo, l'installation d'une exploitation nécessite quatre à sept ans, pendant lesquels on doit accumuler les dépenses d'argent et de main d'œuvre sans rien vendre, ni rien récolter. On emploie un an ou deux ans pour couper et brûler le bois vierge, puis il faut défricher, et faire les chemins ; planter la canne ou le café, attendre ensuite deux ans pour la canne, cinq ans pour le café avant la première récolte ; la mise en valeur a donc coûté aux Paulistes beaucoup plus de peine et de temps.

Un chemin de fer, la *Mogyana*, s'ouvre ou se prolonge dans une région neuve : il est encore à 80 kilomètres de S. Simão par exemple ; déjà on achète, on ouvre, on défriche ; et cependant, quand le chemin de fer arrive quatre ans après, la production est encore petite : il faudra attendre six ou huit ans pour que les caféiers soient en plein rapport et que la prospérité produite par la voie de communication devienne considérable.

Il faut bien le dire, parceque cela est la vérité, une autre cause encore, une cause administrative et gouvernementale paraissait devoir faciliter les progrès de Buenos Ayres, et ralentir ceux de S. Paulo.

Jusqu'en 1880, les intérêts de la province Argentine étaient absolument mêlés à ceux d'une grande ville active, riche, qui servait de capitale au pays et d'entrepôt à tous ses échanges ; la liaison entre Buenos Ayres, capitale et province, était si complète que la banque provinciale devenue très importante servait de banque à l'Etat ; d'un autre côté, tout le pays faisait les dépenses nécessaires pour ouvrir vers le Sud, les terres nouvelles, pour les entourer de clôtures, pour les défendre et surtout pour les conquérir.

Au contraire, S. Paulo est loin de Rio de Janeiro, et souvent ses hommes politiques se sont plaints que d'autres régions de l'Empire étaient plus favorisées. Ils ont eu tort de se plaindre : si leur province tient aujourd'hui la tête au point de vue du progrès, elle le doit probablement à ce qu'elle a su travailler seule, activement et prudemment. Toutes les lignes de chemins de fer, moins la ligne Anglaise, sont des lignes provinciales, que les représentants de S. Paulo ont décidées et combinées eux-mêmes, quelque fois avec de réelles difficultés ; les lignes *Paulista*, *Mogyana* en totalité, les autres lignes en partie, ont été construites avec des capitaux régionaux ; en même temps qu'ils faisaient leurs chemins de fer, les Paulistes faisaient aussi des *engenhos* ; ils installaient des industries diverses, et surtout ils attiraient sans le concours du gouvernement, par leurs efforts personnels, un courant d'immigration

insuffisant encore, et cependant le seul stable, le seul relativement spontané qui existe au Brésil.

Analysons en détail tous ces progrès, et, par cette analyse, faisons voir que la province de S. Paulo égale en certains points et dépasse, dans d'autres, celle de Buenos Ayres.

Pour se rendre un compte exact de la rapidité du développement de la province Brésilienne, il suffit de considérer la progression de ses exportations. Elles sont multiples, comme on le sait ; nous insisterons sur la principale, le café.

S. Paulo exportait par son port, Santos, 20 millions de kilogrammes de café en 1865, 37 millions en 1867, 35 millions en 1869, 32 millions en 1872, 44 millions en 1875, 69 millions en 1879, 97 millions en 1880, 115 millions en 1881 : enfin, en 1882, l'exportation de Santos dépasse 2 millions de sacs, ou 120 millions de kilogrammes.

La production de café à S. Paulo a donc sextuplé en moins de 20 ans : elle a quadruplé depuis 1872. Dans le même temps, la production la plus importante de Buenos Ayres, celle de la laine, n'a même pas doublé, s'élevant de 69 millions de kilogrammes en 1870, à 92 millions en 1880, et à 103 millions en 1881.

Cet accroissement de l'exportation du café deviendra peut-être plus rapide encore, quand la crise de main d'œuvre sera terminée : mais, tel quel, il fait la preuve d'une rapidité au progrès dont l'Australie et les Etats Unis eux-mêmes n'offrent pas de meilleur exemple.

Si les autres provinces à café du Brésil avaient agrandi leurs plantations comme celle de S. Paulo, ce pays fournirait aujourd'hui dix millions de sacs de la précieuse denrée, au lieu de cinq millions.

Cette production n'est, du reste, pas la seule en progrès, et d'autres exportations de S. Paulo ont présenté aussi un accroissement notable. Nous citerons notamment le tabac qui, de 89 mille kilogrammes en 1865, 56 mille kilogrammes en 1869, s'est élevé à 514 mille kilogrammes en 1874, et a oscillé entre 300 et 400 mille kilogrammes depuis 1878 ; la viande de porc qui, de 200 mille kilogrammes, a progressé à 479 mille en 1872, à 500 mille en 1877, à 391 mille en 1880.

D'autres exportations ont, au contraire, diminué ; ainsi le coton est tombé de 6 millions de kilogrammes en 1869, de 10 millions en 1871 à 1 million de kilogrammes en 1871-1880-1881 : le riz reste à peu près stationnaire, depuis 1870, vers 3 millions de kilogrammes : enfin, le sucre, la farine de manioc, le maïs, les haricots, les cuirs fournissent aussi des chiffres fort variables d'une année à l'autre. Tous ces échanges sont, du reste, peu importants : nous ne les mentionnons que pour montrer les nombreuses sources de revenus possédées par S. Paulo et susceptibles d'être développées.

Nous n'avons pas d'éléments précis pour apprécier les progrès des exportations et des productions de la province de Buenos-Ayres.

Par un oubli remarquable, le recensement que nous analysons ne donne aucun renseignement sérieux sur le mouvement commercial extérieur ou intérieur ; et les indications de capital de chaque

maison de négoce ou de chaque petite industrie, rédigées d'après la mode Européenne ne tromperont aucun de ceux qui connaissent l'Amérique du Sud.

Dans tous ces pays neufs, le bénéfice annuel ou le chiffre d'échanges n'est proportionnel ni au capital employé, ni au capital souvent fictif accusé ; de même, on ne peut déduire la production et la vente annuelle des cuirs, de la viande ou de la laine, du nombre de vaches, de bœufs, de moutons, ou de l'étendue des paturages.

Tout le monde le sait, ces bestiaux mieux traités par les procédés d'Europe pourraient donner un produit double ou triple : les chiffres statiques ne doivent donc pas faire illusion ; il aurait fallu fournir les chiffres de rendement, ou mieux analyser quelques-unes des conditions fort diverses des exploitations.

Le recensement provincial étant peu complet sur ce point, prenons dans une autre statistique officielle quelques renseignements qui malheureusement ont un très grand défaut : ils ne séparent pas ce qui appartient à la ville de Buenos-Ayres ou mieux à tout le pays, et ce qui appartient à la province.

Les exportations de la douane de Buenos-Ayres en 1883 se décomposent ainsi : 24 millions de piastres *fortes* de laines, 5 millions de piastres de cuirs salés, 1 million de piastres de *carne secca* : puis plusieurs autres articles peu importants, graisse, noir animal, foin sec, plumes d'autruche, maïs etc., complètent un total d'exportation de 40 millions de piastres en 1883, contre 42 millions en 1882.

Une partie du bétail utilisé par les *saladeiros*,

c'est à dire une partie de la viande et des cuirs vient des provinces voisines ; la laine, le froment sont aussi portés en partie par les rivières, de Corrientes et de certaines régions de Santa Fé. Le chiffre d'exportation propre à la province, ne doit certainement pas dépasser 35 millions de piastres, ou 175 millions de francs.

Comparons à ces chiffres ceux de S. Paulo, et estimons d'abord la valeur de la première exportation, le café.

Santos a exporté 2 millions de sacs en 1882 ; 1.898 mille sacs en 1883, année mauvaise ; si l'on ajoute à cette production celle de la région nord de la province, Taubaté, Lorena, etc. plus anciennement peuplée et cultivée, qui expédie par Rio de Janeiro, on obtient une moyenne de plus de 2 millions 200 mille sacs.

Tout ce café doit être estimé au prix de Santos, puisque les chemins de fer étant presque tous provinciaux laissent les bénéfiques intermédiaires dans le pays.

Si on faisait l'évaluation d'après les tarifs moyens de 1872 à 1881, le café de S. Paulo dépasserait à lui seul toutes les exportations de Buenos-Ayres. Mais, aujourd'hui, sa valeur est moindre ; et, malgré la meilleure qualité et les tarifs moyens relativement plus élevés des marques de Santos, nous n'estimerons pas à plus de 24 milreis le sac, le prix moyen déboursé au port d'embarquement par les exportateurs : soit 53 mille contos, ou 22 millions de piastres fortes.

On pourrait soutenir que cette différence, de 13 millions de piastres, entre la valeur de tout le café de

S. Paulo et le total des exportations de Buenos-Ayres est plus ou moins couverte par les autres petites exportations de coton, de manioc, de tabac, de viande de porc, de *feijões*, de cuirs ; et ainsi, on serait amené à affirmer que les exportations de la province Brésilienne et celles de la province Argentine sont plus ou moins égales.

Cependant, le prix moyen que nous avons accepté pour le café sera considéré par quelques-uns comme trop élevé, ou encore on nous fera diverses autres objections.

Nous admettrons donc, si on y tient, que la province de S. Paulo exporte moins que la province de Buenos-Ayres, la différence étant du reste minime, de dix ou quinze millions de francs. Pour montrer que cette différence d'exportation, même si elle était établie par des chiffres précis, ne prouve pas une différence de la production, il suffit de faire une analyse plus complète.

On l'oublie trop souvent, la production d'un pays ou d'une province peut recevoir deux destinations absolument différentes ; elle peut être exportée, elle peut être consommée sur place ; et la production sur place des objets nécessaires à la consommation est un élément important de la balance commerciale, puisqu'elle diminue d'autant les importations.

Un pays neuf peut exporter beaucoup, un autre exporter moins : mais, si les importations du premier sont elles aussi très considérables, et si les importations du second sont petites, la balance commerciale donnera au second un plus grand bénéfice : sa production sera véritablement plus

grande, quoique ses exportations soient un peu plus faibles; ses progrès seront aussi plus sûrs puisque ses industries et ses cultures seront nécessairement plus multiples.

Ce fait justement se vérifie pour les deux provinces Argentine et Brésilienne. S. Paulo exporte peut-être un peu moins, mais il importe beaucoup moins que Buenos-Ayres, parce qu'il produit sur place les objets nécessaires à une grande partie de sa consommation.

Ainsi le coton n'est plus expédié au dehors en aussi grande quantité parce qu'il est transformé, à S. Paulo même en tissus; la province compte six grandes filatures, pourvues d'appareils de tissage perfectionnés; et parmi elles, les fabriques de M. Diogo de Barros fournissent déjà des produits très soignés.

De même pour le sucre; la province en produit sûrement davantage, quoiqu'elle en vende moins, parce qu'elle le consomme. Les grandes usines de Porto-Feliz, de Piracicaba, bientôt celles de Capivary, de Lorena ont donné un nouvel essor à la culture de la canne; leur production suffira à peine aux besoins locaux, puisque Santos importe encore du sucre de Campos ou de Pernambuco. On a aussi installé, de divers côtés, des engenhos plus parfaits de préparation de riz; des cultures de vignes et des productions de vin, des fabriques de bière, des tanneries, des fabriques de chaux, des exploitations de marbres qui fournissent la province: on fera bientôt du papier, des tissus de laine, et personne ne peut le nier l'industrie de la province de S. Paulo a pris un réel développement.

La situation de la province de Buenos-Ayres

est, au contraire, bien différente. Elle fournit des laines et des cuirs ; mais, en dehors des saladeiros ou fabriques de *carne secca*, le recensement que nous avons sous les yeux n'indique aucune industrie locale importante, ou l'industrie se borne à ces productions de liqueurs, d'huiles, de briques, de poteries ; à ces métiers divers, fabricants de voitures, de harnais, boulangers, horlogers, photographes que l'on trouve aussi à S. Paulo, en très grande quantité.

La province Brésilienne suffit, plus ou moins, à son alimentation, puisqu'elle produit des bœufs, du maïs, des *feijões*, des porcs, du sucre, du café : elle fournit avec les cotonnades une partie de ses vêtements, elle fournit ses bois et les matériaux divers de ses maisons. Au contraire, tout cela, hormis la viande, la province Argentine, province d'élevage, doit l'acheter ; et le tableau des importations de Buenos-Ayres, pour 1883, indique fort bien cette infériorité.

L'huile, le riz, le sucre, le froment, le café, le maté, en un mot les éléments de l'alimentation forment un total de 9 millions de piastres fortes ; et, y joignant, comme cela est juste, les bois de pin (1.600 mille piastres), les pierres de construction, la chaux et divers autres articles on obtient un total de 12 millions de piastres, ou 28 mille contos d'importation, dont S. Paulo n'a pas besoin puisqu'elle produit sur place les objets correspondants. Si on déduisait ces 12 millions de piastres d'importation supplémentaire, du chiffre total des exportations de Buenos-Ayres, ville et province, on obtiendrait un nouveau total de 28 millions de piastres, notablement inférieur à celui de S. Paulo ; ainsi, le

mouvement de production de la province brésilienne égale et dépasse peut-être les productions réunies de la province et de la capitale Argentine.

Cette nécessité pour Buenos-Ayres de presque tout importer parce que ses produits sont trop spéciaux et peu nombreux, est encore mieux établie par les chiffres suivants, empruntés, eux aussi, au bulletin officiel de la douane de la ville.

En 1882, Buenos-Ayres a importé 49 millions de piastres, et il a exporté 42 millions ; différence en faveur des importations, 7 millions de piastres. En 1883, Buenos-Ayres a exporté 40 millions de piastres, il a importé 62 millions de piastres différence en faveur des importations, 22 millions de piastres, différence énorme et presque étonnante.

Sans discuter ici la valeur de la balance commerciale, question complexe comme on le sait, nous pouvons affirmer qu'à S. Paulo les résultats sont inverses : les importations sont plus faibles que les exportations ; tous les renseignements sont d'accord sur ce point.

Nous n'avons malheureusement pas de chiffres de douane précis ; ceux que nous pourrions citer portent sur les impôts, et non sur les valeurs. Ils sont donc très approximatifs, et ils seraient fort peu utiles puisque pour les importations, encore plus que pour les exportations, une partie très variable du mouvement commercial évitant Santos, se fait par le chemin de fer du Nord et la douane de Rio. Les faits que nous avons énumérés, le développement rapide de l'industrie locale, la construction des chemins de fer et des engenhos avec les capitaux du pays, et surtout la mise en culture

de terres vierges très-étendues, la construction de centaines d'usines de préparation du café, ou *engenhos* très coûteux et très perfectionnés, l'achat de milliers d'esclaves du Ceará de 1876 à 1879, les dépenses plus utiles faites pour appeler l'immigration Italienne et pour installer 30 à 40.000 colons contractés, tout se réunit pour prouver que les exportations ont laissé aux Paulistes une épargne et des bénéfices employés en grande partie à leur outillage.

Du reste, d'autres faits établissent encore mieux la supériorité de la province Brésilienne.

Les impôts sont, justement, considérés comme une mesure exacte de la richesse et du progrès : voici les variations de ceux de la province de S. Paulo. Ils ont rapporté 1,950 contos en 1872, 2.476 contos en 1878, 3.302 en 1880, 4,013 contos, ou 10 millions en 1882 ; et cependant plusieurs d'entr'eux, notamment ceux qui provenaient des couvents et de la vente des esclaves, ont été dans l'intervalle supprimés.

Nous n'avons pas la progression des impôts provinciaux de Buenos Ayres : mais, en 1882, ils s'élèvent à une somme moindre que ceux de S. Paulo. Le recensement les estime à 38 millions de piastres monnaie courante, environ 8 millions, 2 millions de moins que la province Brésilienne.

Voici une dernière différence, non moins inattendue.

Ces provinces ont fait l'une et l'autre, les plus grands efforts pour répandre l'instruction ; mais S. Paulo tient, là encore, le premier rang. Elle porte à son budget 710 écoles publiques, dont 420 déjà organisées fonctionnent régulièrement ; tandis

que la province de Buenos-Ayres, très fière de ses progrès, ne compte que 285 écoles publiques. Sur ces 285 écoles publiques, 88 seulement sont rurales, tandis que la plupart des écoles de S. Paulo sont répandues dans les municipes de la campagne; ce qui indique une autre difficulté vaincue, c'est à dire une autre supériorité.

Les conclusions de tous ces faits sont faciles à poser; les progrès matériels et moraux réalisés par S. Paulo sont plus grands que ceux de Buenos-Ayres; les exportations de la province Brésilienne sont presque égales, quoique ses cultures soient plus difficiles à installer; ses productions sont plus variées; et, son industrie locale ayant fait davantage de progrès, la balance commerciale lui laisse sûrement un plus grand bénéfice.

Cependant la province Brésilienne souffre; elle se plaint, tandis que sa concurrente Argentine fait des livres pour prouver son état prospère. Pourquoi cette différence? Nous allons le rechercher.

Si nous jetons les yeux sur les tableaux des rendements des impôts, de S. Paulo, nous sommes immédiatement frappé d'une différence. Certains impôts s'accroissent rapidement; ce sont ceux qui frappent le commerce, les transports, les échanges: certains autres restent stationnaires; ce sont ceux qui frappent la richesse accumulée, capital, maisons, héritages, etc.

Ainsi, les droits de sortie s'élèvent de 1.164 contos en 1872, à 1.629 contos en 1882; les droits

divers d'embarquement s'élèvent de 43 contos en 1872 à 95 contos en 1882 ; l'impôt sur les transports de chemins de fer subit une augmentation plus considérable encore, puisque de 243 contos en 1872, il atteint 737 contos en 1878, 1.099 en 1882. Ces impôts dépassent, presque chaque année, les évaluations budgétaires ; ils augmentent constamment, tandis que d'autres impôts restent presque toujours inférieurs aux prévisions. Nous citons, là encore, les principaux ; l'impôt sur les capitalistes donne 10 contos en 1874, 9 contos en 1877, 7 contos en 1881 ; l'impôt *prédial*, maisons ou terrains, donne 27 contos en 1874, 32 en 1877, 42 en 1881 ; enfin, dernier impôt beaucoup plus important, surtout dans une province agricole où il est facile à recouvrer, droits provinciaux sur les legs, les héritages et les diverses transmissions de terres ; il donne 131 contos en 1872, 329 contos en 1874, 144 contos en 1875, 369 contos en 1876, 234 contos en 1877, 147 contos en 1878, 264 contos en 1880, 212 contos en 1881 ; en un mot, il ne présente aucun mouvement d'ascension continu.

Ces chiffres nous indiquent la nature réelle des différences des deux provinces Brésilienne et Argentine. Buenos-Ayres et S. Paulo ont augmenté toutes les deux leurs productions, leur commerce, leurs exportations, en un mot ce que les économistes appellent richesse d'usage ; mais seule, la province de Buenos-Ayres a augmenté aussi sa richesse de valeur, son prix de vente, son épargne, ses capitaux disponibles et ses échanges fonciers. Tandis que les prix réalisables des *estancias* de Buenos-Ayres doubleraient et quadrupleraient, les fazendeiros Brésiliens,

malgré leurs progrès, continuaient à avoir une richesse difficile à réaliser et précaire comme l'état de la main d'œuvre.

Récemment encore, dans une conférence faite devant la Société de géographie de Paris, un publiciste Argentin, M. Lamas, glorifiait son pays, parce que la lieue de terre, vendue 40 et 80 mille francs en 1870, trouvait aujourd'hui acheteur à 200 ou 500 mille francs. Si un Brésilien voulait apprécier la valeur réalisable des fazendas, il devrait constater que personne ne veut acheter en bloc les cultures et les exploitations de sucre et de café, dont la valeur vénale décroît au lieu d'augmenter.

La province de S. Paulo est cependant plus favorisée, à ce point de vue, que d'autres provinces de l'Empire, puisqu'elle a payé 712 contos en 1879, comme impôt national de transmission des terres, tandis que Bahia a payé seulement 250 contos et Pernambuco 202. Mais ce résultat comparatif, favorable par rapport à d'autres parties du Brésil, ne prouve rien par rapport à Buenos-Ayres. Il est certain que la province Argentine, inférieure à la province Brésilienne comme revenus, inférieure comme industrie et comme balance d'exportation, lui est supérieure comme valeur vénale réalisable.

Le recensement dont nous parlons, fort complet sous ce rapport, attribue à la province de Buenos-Ayres une valeur énorme, de 20 milliards 700 millions de piastres monnaie courante, ou 4 milliards 200 millions de francs. Les terres, divisées par municipes, évaluées par qualités, sont estimées à 1 milliard 500 millions de francs; le bétail, bœufs, chevaux, moutons, à 1 milliard; les maisons

particulières ou les édifices publics à 400 millions, les chemins de fer à 300 millions, le capital industriel et commercial à 350 millions.

Cette valeur vénale de 4 milliards, pour 310 mille kilomètres carrés exploités, établit donc un rapport de 4 % avec les exportations évaluées à 175 millions : elle est petite, si on songe que la France avec 528 mille kilomètres carrés est estimée environ 150 milliards ; mais, elle est énorme si on la compare à la valeur vénale de la province Brésilienne.

En appréciant les exploitations diverses de S. Paulo d'après les mêmes proportions, on devrait évaluer leur prix réalisable à environ 5 milliards, puisque l'outillage de chemins de fer, de routes et de chemins est à la fois plus considérable et plus difficile à construire, l'industrie plus avancée, les engenhos divers plus nombreux et plus coûteux. De même, si on pouvait vendre une fazenda de café de 12 mille arrobas aux prix que l'on nous indique pour les *estancias* de Buenos Ayres, cette fazenda qui donne 50 contos de produits utiles, obtiendrait, dans tous les cas, 800 à 1.000 contos, sans les esclaves et sans les terres vierges.

Cette exploitation offerte avec ses esclaves, ne trouverait pas acheteur à 200 ou 300 contos ; et, le bétail humain ayant presque coûté ce chiffre, la valeur vénale des cultures de S. Paulo tombe donc au-dessous de tout ce que l'on peut imaginer.

Nous le savons, cette situation est transitoire, et la province Brésilienne a déjà pris des mesures pour y remédier : mais, tant qu'elle durera, on exagérerait peut-être si on estimait à 1 milliard la richesse réalisable de la province Brésilienne.

Les cultures de canne et de café doivent être capitalisées actuellement à 20 ou 30 % de leur revenu annuel, et un prix réalisable aussi faible, il faut bien le dire, ne trouverait en aucun pays de terme de comparaison.

Cette différence est la seule défavorable; mais elle est capitale, puisqu'elle fait l'état prospère des propriétaires Argentins, et l'état précaire des propriétaires Paulistes, qui ne trouvent même pas à hypothéquer leurs exploitations. Pourquoi cette différence?

La réponse, là encore, sera fournie par les chiffres. Pour la ville de Buenos Ayres, la seule partie sur laquelle nous ayons, à ce point de vue, des renseignements complets, la valeur foncière est ainsi divisée : Argentins 552 millions, Italiens 165 millions, Français 53 millions, Espagnols 45 millions, Anglais 32 millions; autres étrangers 104 millions. La propriété nationale a pris, dans cette ville, une énorme valeur, parce qu'elle a trouvé des acheteurs; et ces acheteurs ont été de nouveaux habitants, notamment des immigrants Italiens.

Pour les terrains des campagnes, nous faisons une comparaison non moins instructive, entre les tableaux du recensement provincial.

Sept municipes ont de 11 à 58 étrangers par kilomètre carré; dans ces mêmes municipes San Martin, Flores, Belgrano, Barracas, etc., l'hectare de terre cultivée vaut 3.000 à 15.000 piastres papier, ou 600 à 3.000 francs : 4 municipes ont de 6 à 10 étrangers par kilomètre carré, Quilmes, Brown, Lamas, Merlo; l'hectare de terre se vend 1.500 à 3.000 piastres, l'hectare de pâturage 1.200 à 1.800 piastres;

21 municipes ont de 1 à 5 étrangers par kilomètre carré; et alors la valeur tombe entre 800 et 1.800 piastres pour l'hectare de terre à cultiver, entre 400 et 800 piastres pour les pâturages : enfin 48 municipes ont moins d'un étranger par kilomètre carré; ce sont les municipes nouvellement peuplés, ceux de la région Sud; les terrains cultivables recherchés par les colons se maintiennent encore entre 400 et 800 piastres, ou 80 à 160 francs l'hectare, mais le pâturage tombe à 300, et, le plus souvent à 200 et même à 80 piastres, ou 16 francs, l'hectare.

Nous demandons qu'on s'arrête sur ces chiffres : 300 à 400 francs l'hectare de pâturage, partout où sont venus en grand nombre les nouveaux acheteurs; et partout ailleurs, prix stationnaires ou très inférieurs, variant entre 16 et 100 francs.

Il est facile de montrer que l'immigrant est le seul point de départ de cette transformation par son travail meilleur, sa puissance d'épargne et les autres variations sociales qu'il entraîne. Nous pourrions noter, avec le recensement provincial de Buenos-Ayres, que la proportion des hommes mariés est de 72 pour 1.000 parmi les étrangers, de 56 pour 1.000 parmi les nationaux; comme aussi les premiers fournissent une majorité sachant lire et écrire, 70 000 contre 51.000, la proportion restant inverse parmi les Argentins, 113.000 illettrés contre 71.000.

Mais voici des observations directes, qui établissent encore mieux le rôle de l'immigrant, comme agent de progrès.

Cet Européen arrivé à Buenos-Ayres, n'est pas allé peupler les régions neuves, comme on le croit trop souvent au Brésil. Dans les régions du

Sud, récemment enlevées aux Indiens, mais déjà occupées par des hommes et par du bétail, la population comprend moins de $\frac{1}{4}$ d'étrangers, 12.000 sur 52.000.

Au Tuyu, dans d'autres régions du centre, où la population a pendant ces dernières années beaucoup augmenté, la proportion d'étrangers est aussi très peu élevée, $\frac{1}{6}$ ou $\frac{1}{5}$; les terres ont une valeur faible, et le bétail est peu dense sur les pâturages.

Au contraire, Flores, Chascomus, Chivilcoy, Mercedes, Lomas, Brown, Barracas sont très peuplées d'hommes et de bétail, leurs terrains ont une très grande valeur, parce que la proportion d'étrangers varie entre $\frac{1}{3}$ et $\frac{1}{2}$.

Les immigrants, à Buenos-Ayres comme aux Etats-Unis, se sont donc fixés au milieu des anciens habitants; ceux-ci, connaissant mieux le pays et ses procédés primitifs de cultures, attirés par des salaires très-élevés, sont allés en partie peupler les terres conquises; et les nouveaux venus, au lieu de créer des exploitations se sont bornés à perfectionner les anciennes, faisant des clôtures dans les pâturages, croisant les anciennes races de bétail avec les nouvelles, nourrissant mieux ce bétail, et cependant peuplant davantage; en un mot, augmentant les revenus et surtout la richesse réalisable des grandes exploitations créées par les premiers habitants.

Ces constatations nous permettent d'expliquer les différences actuelles des deux provinces, Argentine et Brésilienne.

Quelle valeur n'auraient pas ces terres vierges

autrement riches de S. Paulo, *massapé, roxa*, ou les cultures autrement lucratives qui les couvrent, café, canne, manioc, si on les peuplait elles aussi dans les mêmes proportions, de nouveaux habitants actifs et capables d'épargne. Alors, l'hectare de terre à café pourrait être estimé 1.000 à 1.500 francs, plus d'un conto l'*alqueire*; l'hectare de *cafesal*, 3.000 à 5.000 francs; et une fazenda moyenne de 10 mille arrobas pourrait facilement se vendre 2 millions de francs avec ses dépendances.

Malheureusement, ce ne sont là que des prévisions. Les nouveaux habitants, qui ont fait la fortune et la richesse de Buenos-Ayres, sont beaucoup plus rares à S. Paulo; et surtout, ces nouveaux habitants, Italiens ou Allemands, sont restés malgré eux peu utiles. Ils n'ont pas servi à créer une épargne stable et une richesse de valeur, parce qu'on ne les a pas placés dans les conditions de progrès nécessaires.

La province de Buenos Ayres compte 133 mille immigrants sur 526 mille habitants, soit près du tiers de la population totale; S. Paulo compte environ 50 mille immigrants, soit moins d'un quinzième. La province de Buenos Ayres a laissé les nouveaux venus acquérir la terre, la cultiver pour eux ou la couvrir de bétail; par suite, ces nouveaux venus, créant la concurrence, sachant économiser, ont donné vite de la valeur à toutes les propriétés. Pendant ce temps, S. Paulo, tout en se montrant juste envers les colons, tout en cherchant à les attirer en grand nombre, continue à les traiter comme des engagés passagers; et elle force ainsi ces contractés qui veulent devenir petits propriétaires, à aller porter

ailleurs, quelquefois dans la République Argentine, les économies réalisées sur la terre du Brésil ; l'immigration n'augmente pas, la richesse de valeur continue à décroître, parce qu'on refuse de commencer la division du sol et de la propriété.

Le moment est venu pour la première des provinces Brésiliennes, de faire un progrès nouveau, moral et social, si elle ne veut pas se laisser distancer par la première des provinces Argentines.

Nous l'avons montré, l'activité Pauliste a lutté avantageusement avec l'activité Platéense sur tous les terrains ; et au point de vue de l'outillage, de l'industrie, ou de l'instruction, elle a sûrement remporté la victoire. Mais la richesse et les ressources Argentines se sont développées davantage, par le fait de l'immigration libre et de la petite propriété. Si la province de S. Paulo ne veut pas perdre l'avance, elle doit faire pour son peuplement ce qu'elle a déjà fait pour son outillage, marcher en avant, et donnant l'exemple au reste du pays, appeler les travailleurs Européens et les traiter en égaux et non en étrangers.

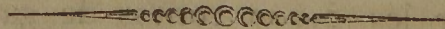
La situation de la province permet cette marche en avant ; son budget, cela est vrai, suffit à peine aux dépenses ; mais ses dettes sont petites, environ 2.000 contos, si on laisse de côté, les avances dûes au gouvernement pour le chemin de fer du Nord : ces dettes, petites, sont deux fois couvertes par les 5.000 contos de garanties d'intérêts que doivent rembourser, peu à peu, les autres compagnies en retard ; le budget provincial possède donc un actif, au lieu d'un passif.

Du reste, ce budget grossirait vite si la

propriété reprenait sa valeur réelle, et si la crise actuelle trouvait, grâce à une main d'œuvre abondante, la certitude d'une fin prochaine.

Les dépenses déjà faites pour l'outillage et les chemins de fer doivent servir d'exemple ; les exportations ont triplé, les rendements d'impôts ont doublé, parce que les Paulistes, pleins de confiance en eux-mêmes, ont su faciliter, par des garanties d'intérêts, des fondations d'engenhos et de chemins de fer. Un dernier pas reste à faire ; mais il est indispensable, sous peine de voir crouler l'édifice si rapidement construit sur cette base mouvante qui s'appelait l'esclavage.

L'état financier de la dernière année doit servir d'avertissement ; les anciennes murailles sont déjà lézardées, et si on veut préserver ce qu'elles renferment, si on veut sauvegarder les intérêts acquis généraux et particuliers, se méfiant des simples replâtrages, on doit renoncer à toutes les formes de travail obligé, incompatibles avec une civilisation avancée, et créer résolument un peuple absolument libre de grands et de petits propriétaires. Les moyens pratiques sont multiples ; ils sont faciles ; mais, même à S. Paulo, il est temps, grand temps de prendre un parti.



VII

L'Outillage

LES CHEMINS DE FER

(6 janvier 1884)

Le Brésil a un crédit intact: tandis que ses voisins de la République Argentine eux-mêmes n'ont pas tenu tous leurs engagements financiers, l'empire Sud-Américain, quelquefois au prix de lourds sacrifices, a toujours fait face ponctuellement et régulièrement à ses échéances internationales. Seuls, des particuliers ont pu se plaindre de retards de paiements nuisibles quelquefois, dans le cas de Tripoti notamment, mais dont il ne faut pas exagérer l'importance.

Le Brésil a donc un crédit; et, surtout en Angleterre, il inspire justement confiance à ce grand public de prêteurs dont le monde presque entier

est déjà le débiteur. Ce crédit est une force justement acquise; cette force qui subsiste malgré les déficits, malgré le mauvais état économique sera bientôt d'un grand secours, si on sait l'utiliser pour aider à ces entreprises de peuplement, et plus tard d'outillage, indispensables à l'avenir du pays.

Nous l'avons fait voir précédemment, le Brésil a peu usé de son crédit : tandis que l'habitant de la Nouvelle Zélande doit 1.800 francs par tête, celui de l'Australie plus de 1.000 francs, celui de la France 850 francs, l'habitant du Brésil doit moins de 200 francs.

Un passif de deux milliards, en y comprenant le papier monnaie, est peu de chose pour un pays de 11 millions d'habitants, seize fois plus grand que la France, autrement fertile, autrement favorisé, autrement riche, le jour où il sera peuplé et exploité. S'il comptait seulement deux millions de cultivateurs libres actifs et économes, le Brésil, comme l'Australie, pourrait facilement emprunter cinq ou six milliards en Europe, et il y aurait intérêt, parce que ces emprunts, transformés à l'heure utile en cultures, en engenhos, en industries diverses et en chemins de fer, lui donneraient d'énormes revenus.

Malheureusement, nous n'en sommes pas encore là; et si nous écrivons, c'est justement pour empêcher, dans la limite de notre action, que l'on ne compromette cette ressource précieuse pour un avenir rapproché, ce crédit resté encore intact, cette confiance que l'on inspire aux prêteurs et qui doit servir de base à la confiance à inspirer à tout le monde, surtout aux immigrants; comme aussi nous voudrions faire comprendre que l'Etat a mieux

à faire que de continuer, sans ordre et sans mesure, des dépenses d'outillage absolument inutiles.

Nous dirons toute notre pensée ; on le verra plus tard sinon immédiatement, nous aurons eu raison de la dire parce que ces questions ont une gravité trop souvent oubliée. Nous sommes sûrs de déplaire actuellement aux désirs et aux appétits de quelques-uns ; mais nous croyons servir le pays dans son avenir, et en tous cas nous avertissons des capitalistes étrangers dont quelques-uns sont Français.

On a déjà offert en Europe plusieurs lignes de chemins de fer qui donnent ou qui donneront 3 ou 4 %, peut-être moins, au lieu de 6 ou 7 % soit-disant garantis, comme l'indiquaient des prospectus habilement rédigés. Par de nouvelles offres, on continue, sur une plus vaste échelle, à compromettre indirectement, mais efficacement, la bonne renommée du pays, comme aussi on continue à gaspiller des ressources qui seraient ailleurs beaucoup mieux employées.

Le trésor ne trouve pas d'argent pour des entreprises utiles et indispensables ; des ministres se sont rendus illustres en supprimant tous les crédits pour le seul service indispensable, urgent, la colonisation ; mais les mêmes ministres ont créé, en grande partie, la situation actuelle, situation dont l'Etat, quoiqu'on dise, est directement responsable non seulement par les dépenses inutiles qu'il engage, mais surtout par la dépréciation qu'il en traîne pour le crédit du Brésil.

Nous étions à Paris quand la compagnie Rio Grande à Bagé lança son émission. Nous lûmes les

deux annonces soigneusement séparées, l'une sans signatures, que l'on répandit jusque dans les dernières bourgades; et nous étions décidé à écrire à un journal, le *Temps* ou la *République Française*, que l'on trompait le public en lui parlant de cinq cent mille bœufs à transporter quand les bœufs actuels du *campo* ne sont pas transportables, de grands échanges de maté, quand pas une fabrique de maté n'existait de ce côté, de mines de cuivre, de houille, d'or dont aucune n'était en exploitation, etc.; et surtout nous voulions expliquer que la garantie d'intérêt de 7 % de l'Etat n'était pas une garantie fixe, et qu'elle restait subordonnée à la prospérité de la ligne, la compagnie devant prélever sur la somme payée par le gouvernement les dépenses d'entretien qui sûrement seraient nécessaires.

Des amis Brésiliens nous détournèrent de notre dessein. Ils eurent tort; car, en avertissant des souscripteurs naïfs, trompés par quelques spéculateurs, nous aurions aussi fait voir que le gouvernement du Brésil ne pouvait être rendu responsable de l'échec de la ligne et de la réduction de l'intérêt: ainsi, nous aurions peut-être servi à conserver à ce pays le marché financier le plus important après celui de l'Angleterre, le marché Français, plus exigeant, plus pointilleux, plus facile à effrayer, mais aussi plus sûr, plus large, une fois qu'il a confiance: témoin Suez, Panama, et même l'Égypte, la Roumanie, l'Italie et l'Espagne.

Ce qui est vrai de cette ligne dont nous pouvons parler en connaissance de cause, ayant visité son parcours et étudié les productions qui servent de

base à son transit serait encore plus vrai pour d'autres lignes du Nord et du Centre.

Partout, on a ouvert des chemins de fer sans se préoccuper s'ils auraient quelque chose à transporter. Des ingénieurs étrangers sont venus, ils ont traversé des zones peuplées ; mais ils n'ont pas vu que ce peuple ne travaillait pas, qu'il n'exportait pas, qu'il ne consommait pas. Ils ont cru les lignes possibles ; on les a construites, elles n'ont rien produit ; et depuis vingt-cinq ans, elles continuent à ne rien produire, et leurs actionnaires stupéfaits se plaignent du Brésil quand ils devraient se plaindre d'abord de leurs administrateurs.

Autre erreur plus grande encore : le gouvernement a cru qu'il suffirait, au Brésil comme aux Etats-Unis, d'ouvrir des terres vierges, de relier des rivières navigables pour créer des besoins et des productions nouvelles : oubliant que la base de la production nationale, l'esclave, est en voie de disparaître, oubliant que les ports du littoral ne reçoivent pas d'immigrants, mais établissant sa parfaite bonne foi, il a construit lui-même les lignes qu'aucune compagnie étrangère ne voulait accepter.

Dans tous les pays neufs, l'Etat s'est d'abord occupé du peuplement, et plus tard seulement, de l'outillage. Au Brésil, on a suivi la marche inverse ; on a garanti des engenhos sans assurer leur matière première ; on a fait des chemins de fer qui n'ont aucun trafic. Maintenant on a dépensé de grosses sommes sans résultat, mais on n'a pas encore voulu comprendre ; et, à un moment où le déficit du budget augmente, à un moment où le crédit reste la seule garantie sérieuse

du pays, on compromet ces dernières et précieuses ressources en continuant les mêmes mesures absolument désastreuses.

Il faut donc prouver que la population actuelle du Brésil ne se suffit pas à elle-même ; il faut prouver que, dans la plus grande partie des zones habitées, les chemins de fer resteront inutiles, coûteux, et, par suite, nuisibles tant que l'on ne se résoudra pas à appeler les producteurs étrangers. Il faut prouver, en un mot, que l'immigration permet seule de résoudre la question de l'outillage comme les autres questions ; et on va le voir, la preuve est bien facile.

Le *Jornal do Commercio* a fait sur cette question des chemins de fer, en octobre et novembre derniers, une étude absolument probante relative aux lignes construites directement par l'Etat ; et nous pourrions nous borner à emprunter ses chiffres et presque ses conclusions. Mais, pour cette classe de chemins de fer de l'Etat, nous préférons puiser à une source plus officielle, le dernier rapport du ministre des travaux publics.

Nous y voyons que l'Etat possède maintenant 1.502 kilomètres en trafic, 758 kilomètres en construction, divisés en neuf exploitations différentes.

Une seule, le *D. Pedro II* qui relie Rio de Janeiro aux fazendas à café de Minas et de S. Paulo est véritablement active et utile ; elle compte 724 kilomètres exploités, coûtant plus de 90 mille contos, ou 230 millions ; sa première section a été parcourue en 1883 par 15.000 trains ; le nombre des voyageurs transportés a atteint presque 3 millions, et celui des marchandises 420.000 tonnes.

Les recettes, de 11.550 contos ou 37 mille francs par kilomètre, dépassent de 5.000 contos les dépenses ; soit un revenu de près de 6 %.

Les 109 kilomètres de *Baturité*, ligne centrale du Ceará, ont transporté sur 2.600 trains, 78 mille voyageurs et 21.800 tonnes de marchandises diverses coton, café, sucre, etc. ; la recette de 396 contos ou environ 8 mille francs par kilomètre, dépasse les dépenses de 70 contos, revenu insuffisant pour l'intérêt de frais de construction.

Les autres lignes de l'État donnent un trafic et des résultats misérables. Citons au hasard : *Camocim* à *Sobral*, autre ligne du Ceará, 128 kilomètres, 472 trains, 11 mille voyageurs, 2.800 tonnes de marchandises, 81 contos de recette, 800 francs par kilomètre, 141 contos de dépenses : *Paulo Affonso*, 116 kilomètres latéraux au S. Francisco, 244 trains, 7 mille voyageurs, 5 mille tonnes de marchandises, 85 contos de dépense, 57 ou mieux 31 contos de recette, moins de six cents francs par kilomètre : prolongement de la ligne Anglaise de Bahia vers le S. Francisco, 146 kilomètres, 452 trains, 7.800 voyageurs, 6.700 tonnes de marchandises, 186 contos de dépense, 63 contos de recette, moins de mille francs par kilomètre : *Taquary* à *Cacequy*, Rio Grande do Sul, 179 kilomètres, 516 trains, 8.000 passagers, 1.923 tonnes, moins de cinq tonnes par jour, moins de quatre tonnes par train ; dépense d'entretien 277 contos, recettes 69 contos, environ 600 francs par kilomètre.

Ainsi donc, l'État fait au Brésil des chemins de fer sans utilité qui, presque tous, ne payent pas

la moitié de leurs frais d'entretien ; les recettes kilométriques varient entre 500 et 1.000 francs, et le transit est presque nul.

Pour comprendre mieux la valeur de ces chiffres, il faut se rappeler qu'en France la moyenne de recettes kilométriques des grandes lignes est estimée à 45 mille francs, celles des plus petites lignes variant entre 3.000 à 5.000 francs ; et, surtout il faut considérer une autre différence qui prouve combien au Brésil le trafic est au-dessous de tout ce qu'on peut imaginer.

Les tarifs Français relativement élevés font varier de 5 à 18 centimes le prix de transport de chaque tonne kilométrique, ces chiffres pouvant s'abaisser jusqu'à 3 centimes pour les très longs parcours.

Au contraire, voici les tarifs du *Pedro II* et du *Baturité*, tarifs extrêmes entre lesquels viendraient s'échelonner les autres lignes.

Le coton, le charbon de terre, diverses denrées payent 100 reis la tonne kilométrique, 24 centimes sur le *Pedro II* ; et 210 reis, 50 centimes sur la ligne *Baturité* ; le café paye 180 reis, 40 centimes sur le *Pedro II*, et 270 reis, 60 centimes sur le *Baturité* ; les objets fabriqués, hormis les machines, 250 reis, 55 centimes sur le *Pedro II*, et 410 reis sur le *Baturité*.

Une tonne de charbon paye donc 25 francs pour être transportée à 100 kilomètres de Rio, et 52 francs à 100 kilomètres de Fortaleza. On reste d'abord stupéfait en présence de ces chiffres ; puis, surtout si on arrive fraîchement d'Europe, on croit pouvoir tout expliquer ; le faible transit, se dit-on, est produit par l'élévation des tarifs.

En posant cette conclusion facile, conforme aux lois économiques, on commet une erreur établie par toutes les observations.

Les chemins de fer du Brésil, ouverts au milieu de zones sans routes, sans canaux, sans concurrence possible, transportent fatalement toutes les substances susceptibles d'échange, et les diminutions de tarifs lorsqu'on les a essayées, sur le *Pedro II* par exemple, ont toujours entraîné des diminutions de recettes.

Le peuple actuel des campagnes du Brésil, apathique et sans besoins n'a presque rien à échanger, puisqu'il ne travaille, ni ne consomme; et peu importe au *caboclo* que l'on paye 10 ou 50 centimes la tonne kilométrique : les chemins de fer restent pour lui comme pour les enfants, une simple curiosité. A Bahia ou à Pernambuco, par exemple, il les voit passer depuis vingt-cinq ans sans devenir utile. Et cependant, il lui suffirait de travailler pour obtenir des produits chers, facilement transportables.

Le progrès du Brésil, il faut le reconnaître, a dépendu jusque-là de quelques hommes plus actifs et plus capables de suite, les fazendeiros, et du travail des noirs qu'ils utilisaient. Les produits des fazendas ayant un prix très-élevé peuvent supporter des tarifs qui seraient impossibles avec les céréales et les produits d'Europe; les lignes qui au Brésil sont florissantes le doivent au sucre, au coton, au café, ou mieux aux prix de transport élevés qu'ils peuvent payer.

Les chiffres précédents, d'autres chiffres indiqués plus loin, prouvent que les lignes les plus prospères ont un faible trafic; mais ce trafic porte sur du café qui vaut 5 francs le kilog. en France, 1 franc

le kilog au sortir de la fazenda; et le café n'est pas surchargé par un transport de 50 centimes la tonne kilométrique, ou 5 centimes par kilog, et par 100 kilomètres. La production de ces denrées si lucratives est malheureusement limitée, comme la main-d'œuvre esclave dont elles dépendent; et si l'Etat n'intervient pas pour résoudre la crise menaçante du travail, tout fait craindre que, dans quelques années, les chemins de fer de Rio et de S. Paulo présenteront comme les autres de considérables déficits.

Le changement à faire est autrement compliqué, autrement grave qu'une modification de tarifs; le changement doit porter d'abord sur le peuplement, et sur la nature de la main-d'œuvre. A des *caboclos* insouciants et sans besoins, ou aux esclaves, il faut substituer des travailleurs actifs, capables de produire et de consommer, et capables aussi de profiter des diverses facilités d'échanges. Alors seulement, quand les chemins de fer du Brésil comme ceux de l'Europe ou des Etats-Unis, seront entourés de populations utiles, il sera possible de réduire les tarifs en proportion du plus grand trafic.

En attendant, c'est-à-dire tant que le Brésil restera aussi peu et aussi mal peuplé, on fera œuvre vaine en continuant à ouvrir des voies de fer qui servent seulement à augmenter les difficultés financières, et nous partageons absolument l'opinion du *Jornal do Commercio* quand il dit que l'on ne peut faire plus que l'on ne fait, ni *peut être autant* (19 novembre 1883); et que, s'il est encore temps de s'arrêter et de se contenter de l'indispensable, bientôt peut-être on ne le pourra plus (8 novembre 1883).

Ces conclusions, posées par le *Jornal* à propos des lignes construites directement par l'État, il est surtout urgent de les appliquer aux lignes concédées à des compagnies qui compromettent ou qui compromettront en Europe, par les garanties d'intérêt, cette ressource précieuse appelée le crédit du pays.

Beaucoup de vieux Brésiliens trouvent maintenant naturel de faire construire par les étrangers les lignes peu lucratives et sans avenir, tandis que les capitalistes du pays prennent pour eux et installent eux-mêmes les lignes garanties plus utiles ; mais ce raisonnement inconscient que le préjugé du « nativisme » explique, a produit déjà pour le pays les plus tristes conséquences.

L'État, par les garanties d'intérêt qu'il paye pendant toute la durée de la concession, dépense souvent des sommes plus fortes que s'il avait construit lui-même ; et, de plus, tous ces actionnaires étrangers, Français ou Anglais, qui pendant des années touchent des intérêts inférieurs à la garantie d'État prennent du Brésil l'opinion la plus fautive et la plus défavorable.

Ils ne comprennent pas pourquoi, si le sol est fertile et les régions peuplées, le trafic des chemins de fer reste misérable et ne suffit pas à couvrir les frais d'exploitation : ils concluent que le Brésil n'a aucune ressource, quand ils devraient simplement lui souhaiter un peuplement plus actif.

Nous sommes donc dans notre rôle en cherchant à empêcher que l'on continue à contracter en Europe des emprunts indirects, inutiles au pays, nuisibles à son estime, à son crédit et à son avenir.

LES GARANTIES D'INTÉRÊT

(10-13 janvier 1884)

Où allez-vous, nous a-t-on dit, à propos de notre dernier article. Le *Jornal do Commercio* est dans son rôle en rappelant, avant-hier encore, le pays à la prudence dans les questions de garantie d'intérêt ; mais vous n'êtes pas, vous, dans le vôtre, parce que vous êtes ainsi amené à attaquer des étrangers.

Les capitaux qui consentent à venir au Brésil sont déjà assez rares, pour que l'on remercie les gens qui les y ont apportés, au lieu de les censurer.

Voilà l'objection : il faut y répondre, avant de continuer.

Nous n'attaquons personne : nous constatons des faits ; et nous croyons, en le faisant, rendre également service à tous les habitants du pays. Les étrangers qui nous intéressent sont ceux qui viennent ici travailler sérieusement à des œuvres, à des négoce, à des arts utiles, avec leurs capitaux, avec ceux de leur famille, ou avec ceux des gens qui ont confiance en eux ; et nous tenons grand compte aussi de ces autres étrangers qui, sans venir au Brésil, pourraient, s'ils le voulaient, envoyer à ce pays neuf les capitaux dont il a besoin, et qui ne le voudront plus, si les bénéfices de l'envoi passent entre les mains d'intermédiaires peu scrupuleux.

Nous n'avons aucune tendresse pour les spéculateurs qui viennent ici, avec l'aide des concessionnaires et des avocats administratifs, avec la connivence inconsciente des gouvernants, obtenir des

garanties d'intérêt, et faire des lignes de chemins de fer qu'ils savent mauvaises, sans revenus possibles ; et qui, après avoir réalisé de grosses différences sur la construction ou sur d'autres opérations, laissent le pauvre actionnaire aux prises avec le déficit et les difficultés de tout genre ; l'administration elle-même se faisant, par suite du nativisme, un point d'honneur de fiscaliser sévèrement ces entreprises étrangères sans avenir, dont elle a favorisé l'organisation.

Nous n'avons jamais prétendu qu'il suffit d'être étranger pour avoir toutes les vertus ; et les manieurs d'argent cosmopolites sont dans leur rôle quand ils utilisent les pays qui veulent s'y prêter : mais nous sommes, nous, dans le nôtre, en montrant les résultats de cette exploitation, et en faisant voir à ceux qui nous lisent, et surtout aux étrangers, commerçants, petits industriels, boutiquiers du Brésil, actionnaires en Europe, le tort que de semblables entreprises font aux finances du pays, le discrédit dans lequel elles le font tomber ; et l'augmentation d'impôts qui résulte dès le début de ces prétendues améliorations, mal conçues et mal exécutées. Qui les paye, ces augmentations d'impôts, et surtout ces augmentations des impôts de douanes devenus vexatoires ? qui en souffre le plus quand elles se produisent inopinément ? le petit commerçant étranger, et l'acheteur Brésilien, c'est-à-dire tout le monde. Qui en profite ? quelques concessionnaires du pays bien appuyés pour obtenir des morceaux de papier, et ceux qui les leur achètent cher, un ou deux millions, sachant que leur rôle d'intermédiaire pourra être lucratif.

Nous ne sommes certes pas collectiviste ; nous ne partageons aucune des idées de ceux qui accusent tous les organisateurs d'une affaire, tous les inventeurs, tous les patrons, tous les capitalistes d'être des exploités.

Un homme a fait les études d'une œuvre nouvelle, mine, chemin de fer, engenho, colonie ; il a démontré qu'elle était utile. Il en demande la concession, il n'est que juste qu'on la lui accorde, même avec garantie, si l'œuvre est d'intérêt général ; il est acceptable qu'il revende cette concession, s'il ne peut pas ou s'il ne veut pas donner suite lui-même à son projet. Toute peine, ou mieux toute utilité mérite salaire ; et nous souhaiterions qu'au Brésil les travailleurs intellectuels qui étudient ou qui installent des industries, des commerces, des cultures, des exploitations nouvelles fussent plus nombreux et surtout plus estimés.

Malheureusement, tout se passe au rebours : les concessions d'engenhos et de chemins de fer ne représentent ni travail intellectuel au début, ni utilité pour tous. Sans insister sur la façon dont s'obtiennent les garanties d'intérêt (nous ferions de la politique intérieure), nous pouvons dire la façon dont elles se vendent, la façon dont les compagnies s'organisent, et les conditions dans lesquelles l'outillage se construit.

Mais auparavant, donnons des résultats pour que l'on comprenne bien l'importance de la question étrangère et Brésilienne à laquelle nous avons le courage de toucher, et le peu d'utilité des dépenses disproportionnés que l'on veut continuer.

Nous avons cherché à être exactement renseigné, ce qui n'est pas facile. Les appréciations que nous

donnons nous ont été communiquées par une personne en qui nous avons toute confiance ; et les chiffres sont presque tous extraits du rapport de 1883, du ministre de l'agriculture.

Du reste, que l'on nous conteste, et nous relèverons avec grand plaisir, sous la forme que l'on voudra, toutes les inexactitudes.

En 1882, sans parler des gouvernements provinciaux qui, eux aussi, ont subventionné plusieurs chemins de fer, l'Etat a payé près de 7 mille contos or, ou environ 17 millions, de garanties d'intérêts pour des lignes construites ou en voie de construction. Quand tous les chemins de fer ou les engenhos commencés ou concédés seront terminés, cette somme doit dépasser 12.000 contos or, environ 16.000 contos papier au change actuel, soit plus du dixième des revenus du Brésil.

La somme est énorme pour le pays ; mais elle devient plus significative si on la rapporte à la somme totale dépensée, et aux services véritablement rendus. On peut estimer à environ 2.800 kilomètres les chemins de fer garantis par l'Etat, les deux tiers déjà exploités, le reste en construction.

Ils sont divisés en 17 lignes, représentant 166 mille contos dépensés, et 11.400 contos annuels garantis.

Ces chiffres s'élèveront à 266 mille contos de capital, et à 16.715 contos d'intérêts garantis si on donne suite aux divers projets sanctionnés par les Chambres : l'Etat, en payant 12.000 contos sur 16.000 garantis prouvera donc que les $\frac{3}{4}$ de ces lignes ne peuvent pas assurer elles-mêmes le service

de leur dette et suffisent à peine, ou ne suffisent pas à leurs frais d'exploitation.

Après avoir parlé des garanties de chemins de fer, nous devrions nous occuper de celles des engenhos. Elles représentent 29.650 contos de capital pour 50 usines à sucre répandues dans diverses provinces : soit 2.000 contos annuels dont l'Etat sera responsable, quand ces garanties seront devenues effectives. Quelques engenhos seulement sont installés, et ils n'ont pas, pour la plupart, de matière première en quantité suffisante : le vice social de la population intervient donc aussi dans cette autre partie de l'outillage. Mais, les rapports officiels ne nous donnant aucun renseignement sur les résultats de cette forme curieuse de garantie d'intérêt, nous devons nous borner à analyser les chemins de fer, pour montrer l'inutilité des dépenses considérables déjà faites, sous cette forme indirecte des garanties d'intérêt, et l'impossibilité d'un progrès tant que le travail productif et le peuplement resteront les mêmes. Faisons cette analyse en suivant l'ordre logique, celui de la mise en exploitation.

1. *Recife* au *S. Francisco*—Capital garanti 14.183 contos. La garantie était d'abord 5 % par l'Etat, et 2 % par la province; puis l'Etat a pris tout à sa charge. Il a payé en 1882, 672 contos, et depuis le commencement du fonctionnement, en 1860, 13.351 contos, soit une somme d'intérêts presque égale au capital qui a été primitivement garanti.

2. *Bahia* à *S. Francisco*—Capital garanti 16.002 contos. Somme payée depuis 1860, 25.598 contos. Somme payée en 1882, 1.014 contos, soit le total de l'intérêt. Vingt cinq ans après son installation, cette ligne

suffit à peine à ses frais d'entretien; et elle a englouti en garantie d'intérêt presque le double du capital primitivement dépensé.

3. *Santos à Jundiahy* — Capital garanti 23.555 contos. Cette ligne est la seule qui ne reste aucunement onéreuse, ayant déjà remboursé toutes les avances; nous en reparlerons, et nous arrivons à des lignes plus nouvelles, puisqu'elles datent seulement de quelques années.

4. *Rio Grande do Norte* — Capital garanti 5.496 contos. L'Etat paye l'intérêt intégral, 384 contos.

5. *Conde d'Eu (Parahyba)* — Capital garanti 6.000 contos. L'Etat a payé 290 contos en 1882, mais la ligne promet de devenir bientôt utile.

6. *Pernambuco à Limoeiro* — Capital 5.000 contos. L'Etat a payé en 1882, 331 contos; on peut espérer que la ligne donnera quelques résultats; elle suffit déjà à ses frais d'entretien.

7. *Alagôas, Maceió à Imperatriz* — Capital garanti, 4.553 contos. L'Etat a payé 318 contos, l'intérêt intégral; il continuera probablement longtemps cette subvention.

8. *Bahia Central* — Capital garanti 13.000 contos. L'Etat a payé en 1882, 910 contos, et cette charge continuera: la ligne n'a pas d'avenir, du moins dans l'état actuel du peuplement.

9. *Carangola* — Capital garanti 6.000 contos; ligne ancienne, utile, qui maintenant coûte peu à l'Etat, et qui bientôt pourra rapporter.

10. *S. Paulo, Norte* — Capital garanti 10.665 contos, ligne ancienne, garantie elle aussi d'abord par la province, puis reprise ces dernières années par

l'Etat; elle coûte depuis longtemps, et elle continuera à coûter. L'Etat a payé en 1882, 550 contos.

11. *Santa Catharina (D. Theresa Christina)*— Capital garanti 5.451 contos. L'Etat a payé l'intérêt intégral, 381 contos, et la ligne a peu d'avenir dans les conditions actuelles.

Toutes les voies de fer précédentes sont déjà exploitées en tout ou en partie; et par suite on peut déjà apprécier plus ou moins leur rendement net qui est nul, comme on le voit pour la plupart d'entre elles. Quant aux lignes suivantes, elles sont encore en construction; mais les capitaux étant en partie fournis, l'Etat paye déjà des garanties d'intérêts.

12. *Paraná* — Somme primitivement garantie 11.492 contos.

13. *Minas (Rio Verde)* — Capital garanti 16.150 contos.

14. *Rio Grande à Bagé*—Capital garanti 12.000 contos.

Le montant presque intégral des intérêts du capital de ces trois lignes sera payé en 1883; et il ajoutera une dépense annuelle d'environ 3.000 contos, aux chiffres que nous avons fournis pour 1882, si bien qu'en 1884 la somme de 7.000 contos dont nous avons parlé sera complète.

Mais, nous ne sommes pas au bout; d'autres lignes sont concédées, ou sur le point d'être approuvées au Rio Grande, à l'Espirito Santo, à S^{ta} Catharina, à Sergipe, ailleurs encore; et les garanties d'intérêts portent sur des sommes considérables. C'est de ces lignes que nous voulons surtout nous occuper; leurs capitaux ne sont pas réunis, et il est encore temps de montrer que ces nouveaux

emprunts seront très peu utiles au Brésil, et nuisibles aux actionnaires dont l'argent aura été donné sur la foi de promesses qui ne sont pas réalisables.

Nous voudrions, à l'aide de ces exemples, convaincre tout le monde que l'on emploie sans le vouloir, les meilleurs moyens pour éloigner les capitalistes sérieux, suivis et honnêtes, et pour faire considérer le Brésil comme un pays de peu de ressources quand il serait au contraire facile de faire la preuve inverse, en exploitant ce pays par les méthodes déjà utilisées en Australie, aux Etats-Unis, dans la République Argentine, c'est-à-dire en employant les garanties d'intérêt et d'autres moyens à faciliter en même temps l'outillage et le peuplement.

Les indications que nous avons fournies montrent que les lignes de chemins de fer garanties par l'Etat présentent des conditions très différentes les unes des autres, puisque à côté de lignes comme celles de Santos à Jundiahy véritablement florissantes, à côté de lignes utiles qui bientôt cesseront d'être onéreuses, comme celle de Carangola, du Conde d'Eu, de Pernambuco à Limoeiro, la plupart des autres voies dépensent à l'Etat depuis des années, des sommes considérables, sans compensation possible dans les zones incultes et peuplées de *caboclos* qu'elles traversent.

Poussons plus loin l'analyse pour nous rendre mieux compte, s'il est possible, des causes de ces différences. Voici, par exemple, *Santos à Jundiahy*, ligne très-difficile comme construction, très-coûteuse comme frais d'entretien et de trafic, puisque pour

traverser la montagne, on emploie un système spécial de plans inclinés avec machines fixes. Mais la ligne est bien choisie, avec un bon port qui dessert une zône peuplée d'esclaves et de colons, une zône cultivée, une zône en progrès, celle de S. Paulo. Elle a 140 kilomètres de voie large : elle a transporté 136.000 passagers en 1881, 127.000 en 1882 ; 178.000 tonnes de marchandises en 1881, 194.000 tonnes en 1882, enfin 51.000 volumes divers en 1881 et 52.000 en 1882. Elle a rapporté 5.004 contos en 1881, 5.447 contos en 1882, soit une recette brute de 80.000 francs par kilomètre ; elle a dépensé 1.599 contos en 1882 ; d'où un bénéfice net de 3.404 contos en 1882.

Le capital primitif s'élevant à 23.555 contos, les revenus sont donc énormes, et comparables à ceux des lignes les plus favorisées d'Europe et des Etats-Unis.

A côté de cette voie, prenons une ligne faite à la même époque, non plus pour correspondre à des besoins constatables, mais pour réaliser une *grande idée* peu pratique puisque le bassin à ouvrir n'est pas peuplé d'éléments actifs : la ligne de Bahia au fleuve S. Francisco.

La partie construite depuis vingt ans par la compagnie s'étend sur 124 kilomètres de voie large (1 m. 60) ; l'Etat a déjà construit un prolongement à voie étroite de 110 kilomètres qui aide à fournir l'ancienne ligne de marchandises ; les populations ont eu presque une génération pour s'habituer au travail, et devenir socialement utiles.

Et cependant, voici les résultats. En 1881, elle a transporté 70 mille passagers, 43 mille animaux, 39

mille tonnes de marchandises et elle a rapporté brut 503 contos. En 1882, elle a transporté 36 mille passagers, 28.000 tonnes de marchandises, 49.000 animaux, et elle a rapporté 412 contos. La ligne n'est donc pas en progrès régulier ; et les recettes kilométriques atteignent à peine 10 mille francs.

En outre, après plus de 20 ans, cette ligne ne suffit pas à couvrir ses frais d'entretien et d'administration. La ligne a dépensé 501 contos en 1881, laissant ainsi un solde de 2 contos ; elle a dépensé 497 contos en 1883, laissant un déficit de 92 contos, à déduire de la garantie de 1.014 contos payée par l'Etat.

Ainsi donc, les actionnaires qui les premières années recevaient 3 ou 4 % ne sont pas encore sûrs de toucher la garantie intégrale de 7 % : ils doivent parfaire les frais d'entretien, en 1882, quand le début de la construction date de 1857, et l'entreprise a déjà reçu la somme énorme de 25.598 contos, sous forme de garantie d'intérêts, si bien que chaque kilomètre de cette ligne représente aujourd'hui environ 360 contos, déboursés par l'Etat ou les particuliers. Nous parlions d'œuvre vaine, d'argent sacrifié en pure perte ; ces appréciations comme on le voit ne sont pas exagérées ; et en ouvrant la vallée du S. Francisco après avoir commencé à la peupler, on aurait évité au pays une dépense qui dépasse aujourd'hui 2.000 contos annuels, si on ajoute comme cela est juste aux intérêts accumulés leurs propres revenus.

Nous avons pris cet exemple, parcequ'il est le plus ancien et par suite le plus caractéristique. Mais, il serait facile de citer d'autres voies déjà construites avec la garantie d'Etat, ou avec celle des provinces

qui donnent comme les voies construites directement par l'Etat, un considérable déficit, si bien que les actionnaires touchent réellement, 3, 4 ou 5 %, au lieu des 7 % garantis. Ainsi la ligne Rio Grande do Norte avec 120 kilomètres et 441 trains, a transporté en 1883, 6.000 voyageurs, 2.000 tonnes de marchandises; la recette égale 34 contos, 500 francs par kilomètre, et la dépense 92 contos. La différence étant couverte par les garanties d'intérêt, la somme touchée par les actionnaires est donc réduite à moins de 5 ½ %.

Nous ne voulons pas généraliser cet exemple, ni d'autres plus tristes encore, comme ceux de Caravellas, province de Bahia, ou de New-Hambourg au Rio Grande du Sud; nous savons que les chemins de fer au Brésil peuvent être utiles, et même rapporter de gros revenus; témoins la *Paulista*, la *Mogyana*, la *Leopoldina*, le *D. Pedro II*.

La question à résoudre est seulement la suivante: les nouveaux chemins de fer que l'on veut construire sont-ils bien choisis, sont-ils utiles, donneront-ils des résultats analogues à ces dernières lignes? ou au contraire, s'ajouteront-ils à la liste des lignes qui comme le Bahia au S. Francisco sont encore, après vingt-cinq ans, onéreuses pour l'Etat, après être restées durant des années peu productives pour les capitaux engagés.

Il ne faut pas l'oublier, la réponse à faire dépend de conditions nouvelles qui la rendent encore plus défavorable; et les précautions dont on a essayé d'entourer les garanties d'intérêt les rendront encore plus nuisibles au crédit du pays.

Anciennement, les concessions, plus longues,

permettaient aux actionnaires étrangers d'attendre et d'espérer de l'avenir ; anciennement, l'intérêt était de 7 %, et on tenait compte des sommes véritablement dépensées : d'où une sauvegarde pour l'Etat et les particuliers.

Mais le grand ministre auquel on élève des statues a changé tout cela ; et, quoiqu'il répugne de descendre à certains détails, il faut bien indiquer pourquoi les dépenses de chemins de fer et d'outillage sont devenues plus hasardeuses pour les actionnaires, et plus onéreuses pour l'Etat.

La garantie promise aujourd'hui n'est plus que 6 % : les capitalistes étrangers sérieux, qui veulent des placements suivis, voient donc diminuer de 1 % les sommes qui servent à payer leurs intérêts, et à couvrir les déficits possibles d'exploitation. D'un autre côté, ils subissent, on va le voir, de nouveaux aléa.

On a imaginé, en effet, un bon moyen de rendre l'intervention de l'état encore plus compliquée. Au lieu de garantir comme autrefois, les sommes réellement dépensées, on tolère aux lanceurs de l'affaire de faire un contrat de construction avec une autre entreprise, pour le chiffre maximum indiqué comme possible. L'Etat a ainsi devant lui, non pas des actionnaires intéressés au succès prolongé, mais trois séries d'intermédiaires, le concessionnaire, le syndicat organisateur de la compagnie, enfin le syndicat constructeur. Nécessairement, ces deux derniers profitent des économies que l'on peut réaliser, sur la somme totale garantie et souscrite ; par suite, ils ont tout intérêt à se faire payer cher la

ligne, ou les engenhos, et à les construire le meilleur marché ou plus exactement le plus mal possible.

On a vu porter dans des engenhos à sucre du Nord un outillage qui s'était déjà promené en Egypte ; et les journaux ont rapporté des accidents multiples d'installation.

Certaines compagnies, celle du *Rio Verde* par exemple, obtiennent, grâce à ces complications, des facilités qui sont refusées à celle du Paraná ; et, comme le constatait un grand journal anglais, le *Morning Post*, l'arbitraire paraît rendu possible par les nouveaux règlements.

On demande 110 contos par kilomètres pour certaines lignes, comme celle de Sergipe, que des hommes compétents affirment pouvoir être construites pour 60 ou 70 : en résumé, on paye davantage pour un travail moins fini ; et ainsi, le gouvernement garantit en réalité 9, 10, 11 % sur le travail utile exécuté. Voilà pour le trésor le résultat des grandes mesures de M. Buarque de Macedo.

Pour les actionnaires, le résultat ne sera pas meilleur. Avec l'ancien système, les compagnies avaient intérêt à dépenser beaucoup, à employer des matériaux de premier ordre, à faire bien, puisque justifiant des dépenses, elles cherchaient à augmenter la somme garantie, et ainsi à faciliter les émissions, la division des actions et des obligations. Aujourd'hui le cas est différent ; la somme est fixe, les intermédiaires profitent de toutes les économies compatibles avec les contrats et avec la fiscalisation ; ils ont intérêt à dépenser le moins possible, et par suite, ils sont amenés à faire une ligne insuffisamment

assise qui dépensera beaucoup comme entretien, mais qui leur aura peu coûté.

Les actionnaires déjà privés de 1 % sur la garantie, ont donc à craindre, à cause de la mauvaise construction probable, un déficit annuel plus considérable sur les frais d'exploitation.

Dans ces conditions, l'affaire devient peut-être plus lucrative pour les spéculateurs et les divers intermédiaires; mais elle devient sûrement plus aléatoire et moins bonne pour les vrais fournisseurs de l'argent, les seuls qui nous intéressent.

Et cependant, à ce moment, quand le passé des autres lignes devrait instruire, quand on a réduit une garantie à peine suffisante, quand le contrôle des premières dépenses est devenu illusoire, on ajoute une nouvelle faute à toutes les autres. Au lieu de prendre les plus grandes précautions dans le choix des lignes à construire, au lieu de chercher les régions déjà peuplées d'éléments actifs, qui méritent d'être mieux desservies, ou d'autres régions riches à moitié exploitées qu'il serait facile de développer par la colonisation, on propose des lignes sans aucun avenir économique et commercial.

Ici, au Nord, à Victoria, pour satisfaire une ville de second ordre dont le port est insuffisant, on projette de lancer, presque en plein désert, un chemin de fer d'environ 200 kilomètres, qui, dans la plus grande partie de son parcours, traversera des zones vierges très chaudes, peuplées d'Indiens. Le choix est encore pire que celui de Caravellas, et cependant cette ligne voisine devrait servir d'exemple.

Ailleurs, au Sud, l'erreur est plus grande; on projette une dépense considérable d'environ 120

millions pour jeter des rails, plus ou moins près de la mer, dans des régions absolument sans culture, sans peuplement, à travers des terres de second ordre, que l'on ne pourra même pas coloniser. Ce chemin de fer de 300 kilomètres ne trouvera sur son trajet presque aucun trafic, et il ne servira pas la province à laquelle il est destiné parce que les dépenses de transport seront exagérées. Même si la barre de Rio Grande devenait impraticable, toute la région du sud et du centre, la ville de Porto-Alegre elle-même, auraient intérêt à se servir des rivières et à commercer par Montevideo.

Nous pourrions insister ; cela est inutile.

Personne n'osera prétendre que les chemins de fer projetés donneront le minimum de rapport de 4 %, qui, d'après la loi, est le point de départ de toute garantie.

Par suite, à propos de ces lignes dont on demande les capitaux à l'étranger, nous sommes en droit de parler comme le *Jornal do Commercio* à propos des lignes construites par l'Etat.

On ne doit pas faire plus que l'on a fait : sinon, si on persiste dans les projets dont on parle, on onèrera sûrement le trésor d'une dépense annuelle de 3.000 ou 4.000 contos ; et le gouvernement payera cette garantie annuelle considérable pour que des actionnaires, mécontents de toucher une partie de l'intérêt garanti, fassent contre le Brésil la plus nuisible des propagandes, celle du petit capitaliste déçu dans ses espérances pécuniaires.

Il est encore temps de s'arrêter et de surseoir à des dépenses coûteuses, sans véritable intérêt,

pour s'occuper d'œuvres nouvelles et véritablement utiles de transformation du travail et de la propriété.

Le peuplement avant l'outillage; les garanties d'intérêt employées à faciliter le peuplement; voilà la marche à suivre si on veut conserver le crédit du Brésil, et préparer l'avenir.

L'outillage utile

LA « MOGYANA »

(20 avril 1884)

Nous avons essayé de montrer, au commencement de janvier dernier, qu'au moment où le crédit jusquelà intact du Brésil commençait à être discuté en Europe, à un moment où la transformation de la main d'œuvre nécessitait tous les soins du gouvernement, toutes les ressources du pays, on avait tort de perdre du temps et de l'argent en organisant à l'étranger des entreprises sans utilité, comme celles du chemin de fer *Pedro I* ou de la *Natividade*.

Les événements de ces derniers mois, la baisse des valeurs du Brésil à Londres, le développement rapide pris par le mouvement d'émancipation, l'annonce d'une nouvelle petite récolte de café, le retour de cette denrée à des prix très-bas après une hausse apparente, la difficulté des escomptes et la gêne de toutes les transactions, tous ces faits n'ont pu que confirmer notre opinion. Aujourd'hui comme alors, nous pensons que l'État aura tort de consacrer 90.000 contos, chiffre indiqué par le dernier rapport ministériel, plus de 200 millions à ouvrir des chemins de fer à travers des terrains vierges ou incomplètement peuplés.

Cette grosse somme serait mieux employée, si on la détournait vers des œuvres urgentes et immédiatement lucratives de peuplement et de colonisation.

Elle serait suffisante pour permettre d'organiser des compagnies et des entreprises diverses, qui commenceraient la transformation des fazendas ou l'installation d'engenhos coloniaux, et par ces mesures créeraient en peu de temps un large courant d'immigration spontanée.

Mais, si nous censurons le gouvernement d'employer ses ressources, ou mieux ses emprunts, à des œuvres sans utilité directe, tandis qu'il ne s'occupe pas sérieusement des véritables réformes, il ne faudrait pas conclure que nous considérons tous les chemins de fer nouveaux comme devant être nécessairement peu lucratifs, ni même que l'on doit, d'après nous, cesser brusquement tous les travaux d'outillage.

Plusieurs voies de fer sont encore utiles et même nécessaires, dans diverses zones déjà cultivées,

capables de fournir vite de gros trafics et des revenus suffisants.

A mesure qu'on remplacera les esclaves par des salariés et des petits propriétaires, elles deviendront de plus en plus nombreuses les lignes capables de naître et de grandir sans les garanties d'intérêts, avec des secours indirects de l'État en terres *devolutas*, privilèges de mines, etc. Pour bien montrer leur avenir rapide et leur facilité d'installation dans toutes les régions peuplées et cultivées, nous allons analyser une ligne de la province de S. Paulo, la *Mogyana*. Nous avons choisi cet exemple parce qu'il est impossible d'en trouver un autre plus défavorable en apparence, c'est-à-dire plus probant.

La *Mogyana* est une ligne latérale ; elle part de Campinas où elle s'embranche sur la *Paulista*, et ainsi, elle est séparée du port de Santos par un trajet de 200 kilomètres. Cependant, malgré ces conditions évidemment mauvaises, voici ce qu'elle a su faire : elle a ouvert toute une région neuve, située entre le Mogy-Guassù et le Rio Grande, depuis Mogy-Mirim jusqu'à S. Simão, et bientôt jusqu'à Uberaba et Caldas. Partant de points assez peuplés, elle atteint maintenant des parties à peu près désertes ; et déjà, grâce à elle, la zone en exploitation s'est considérablement étendue.

Cette ligne, entièrement Brésilienne par son organisation et ses capitaux, a eu un développement très-rapide dû en grande partie à l'activité de son directeur, Queiroz Telles baron de Parnahyba. Constituée par un décret de novembre 1872, au mois de Juillet 1873 la Chambre provinciale de S. Paulo lui accordait une garantie d'intérêt de 7 % sur 3000 contos,

destinés à la construction d'un chemin de fer de Campinas jusqu'à Mogy-Mirim d'un côté, et de l'autre jusqu'à Amparo. Au mois de mars 1875 l'Assemblée provinciale garantissait un nouveau capital de 2.500 contos, destinés à prolonger la ligne de Mogy-Mirim jusqu'à Casa-Branca; depuis, de nouvelles concessions ont été successivement accordées. Le 27 août 1875, la ligne était ouverte jusqu'à Mogy-Mirim, soit 74 kilomètres; le 15 novembre on inaugurerait l'embranchement d'Amparo, soit 30 kilomètres; le 14 janvier 1878, on inaugurerait le prolongement de Mogy-Mirim à Casa-Branca, soit 97 kilomètres: le coût kilométrique total de ces 200 kilomètres, avec leur matériel d'exploitation, ne dépassait pas 5.000 contos, ou 25 contos, environ 60 mille francs par kilomètre.

La Mogyana compte aujourd'hui 368 kilomètres livrés au trafic, et 270 en construction, soit 638 kilomètres en dix ans. Mais, pour pouvoir faire une comparaison exacte, nous considérerons seulement le rendement de la section de 200 kilomètres ouverte avant 1878; et nous allons suivre sa progression rapide en nous occupant surtout de la denrée d'exportation, le café.

Les deux rapports présentés aux actionnaires en 1876, donnent un mouvement total insuffisamment détaillé de 25 mille tonnes de marchandises et de 65 mille voyageurs, très supérieur déjà comme on le voit à la plupart des lignes construites ou garanties par l'Etat.

Les deux rapports de 1877, permettent une analyse plus complète; les 8 stations installées exportent 10.200,000 kilogs de café, et elles importent

10 millions de kilogs de sel, *toucinho*, tabac, sucre, machines, etc., soit un total de 24.000 tonnes transportées et de 61.000 voyageurs.

La ligne rapporte déjà 4 ½ %, quoiqu'elle n'ait encore que cent kilomètres exploités, sur des zones anciennement cultivées.

Nous passons l'année 1878, que l'ouverture de l'embranchement de Casa-Branca rend plus ou moins anormale. Les deux rapports de 1879 nous donnent pour les 200 kilomètres utiles, un total de 33 mille tonnes, transportées et de 85 mille voyageurs, avec un revenu de près de 9 %. Le café fournit, pour les 12 stations ouvertes 20.700 tonnes.

Les deux rapports de 1880 donnent un total de 95 mille passagers et de 37 mille tonnes : l'exportation du café représente 22 mille tonnes : le revenu atteint 9 %.

Les deux rapports de 1881 donnent un total de 100 mille voyageurs et de 38 mille tonnes de marchandises ; le café représente pour les mêmes stations 20.707 tonnes : le revenu dépasse 8 %. Enfin les deux rapports de 1882, les derniers que nous voulions analyser, parce que l'ouverture de la ligne jusqu'à S. Simão et au Ribeirão Preto trouble ensuite la comparaison, indiquent un revenu de 10 % avec 86 mille voyageurs et 47 mille tonnes de marchandises : le café représente à lui seul 32.600 tonnes ; la petite diminution des voyageurs s'explique par la baisse des prix de la denrée principale, et la crise de main-d'œuvre commençante.

Ces chiffres sont, dans leur ensemble, aussi probants que possible, et nous ne croyons pas que

l'on puisse trouver, en aucune partie du monde, un exemple de progrès aussi rapide.

La ligne, dès la seconde année, en 1877, atteint une recette de 430 contos pour 104 kilomètres, ou 10.000 francs par kilomètre ; en 1880, cette recette s'élève à 998 contos pour 200 kilomètres, ou plus de 20.000 francs par kilomètre ; en 1882, 1.136 contos ou 28.000 francs par kilomètre, presque autant que la moyenne des grandes lignes de France et d'Europe.

La ligne Mogyana dessert, nous l'avons dit, des terrains neufs, et la seule partie de son parcours anciennement cultivée correspond à la première section entre Campinas et Mogy-Mirim ; elle transporte la seconde année, en 1877, 10.000 tonnes de café, elle en transporte 20 mille en 1879, elle en transporte 32 mille en 1882. Les exportations utiles de cette région ont donc triplé en 7 ans.

Ce progrès est considérable ; il devient plus considérable encore si on compare les deux régions, la région anciennement cultivée rapprochée de Campinas, et la région plus neuve du Mogy-Guassu et de Casa Branca.

Le trafic de la station de Tanquinho située à 25 kilomètres de Campinas est resté à peu près stationnaire ; elle exporte 1.340 tonnes de café en 1877, 1.480 en 1879, 1.440 en 1880, 1.309 en 1881 et 1.555 en 1882. La station de Mogy-Mirim, à 74 kilomètres de Campinas, donne 3.470 tonnes de café en 1877, quand elle est tête de ligne, 2.750 tonnes en 1879, 3.100 tonnes en 1880, 2.340 tonnes en 1881, 3.240 tonnes en 1882 ; elle paraît être restée plus ou moins stationnaire, et comme elle a cessé

de recevoir les produits des régions éloignées, elle a donc un peu augmenté. Mais voici les progrès les plus remarquables : Amparo est tête de ligne depuis l'ouverture de la voie, en 1876 : il donne 1.450 tonnes de café en 1877, 3.200 en 1879, 3.800 en 1880 et en 1881, 5.800 en 1882 ; la production de la région a donc quadruplé.

Mogy-Guassû donne 1.200 tonnes en 1879, 1.400 en 1880, 1.620 en 1881, 2.320 en 1882 ; la production a doublé en quatre ans : enfin Casa Branca, le point le plus éloigné, à 170 kilomètres de Campinas, donne 3.700 tonnes en 1879, 4.160 en 1880, 3.652 en 1881, 7.507 en 1882 ; en quatre ans son exportation a plus que doublé.

Tous ceux qui connaissent S. Paulo, et l'activité tranquille de ses habitants, s'expliquent facilement ces étonnants progrès. Cette voie de fer transporte aujourd'hui 600 ou 700 mille sacs d'excellent café ; cette production dont la valeur annuelle dépasse 40 millions est due en grande partie à la ligne Mogyana, le transport à dos de mulet, de Casa Branca à Campinas, créant auparavant des frais trop élevés.

En 1872, en 1873, en 1875, quand on a pu compter sur un transport plus facile, on a acheté des esclaves du Nord ; on a transporté en masse des esclaves de Rio de Janeiro, de Rezende notamment, vers ces terres plus favorisées ; on a fait venir aussi des Italiens, des Allemands, et les colonies particulières sont nombreuses dans toute cette région. On a défriché partout sur le Mogy-Guassû, on a défriché partout autour de Casa-Branca, plus tard à S. Simão ; maintenant on défriche sur le Rio Grande et sur le

Ribeirão Preto, et on défricherait bien davantage, si on avait des bras disponibles.

Le chemin de fer a porté la vie dans ces régions fertiles, qui ne demandent qu'à s'ouvrir ; mais, dans un pays où la main d'œuvre eût été sûre et les capitaux abondants, ce chemin de fer, et c'est là notre conclusion, n'aurait eu aucun besoin de la garantie d'intérêt, puisque dès les premières années il a donné de très gros revenus qui augmenteront encore.

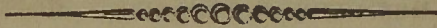
L'exemple est aussi probant que possible : les actionnaires des lignes Brésiliennes qui, en Europe, toucheront 3 ou 4 %, après avoir espéré 6 ou 7 de leur argent prêté, ne doivent pas conclure que le Brésil est un pays pauvre, peu fertile et sans ressources parceque ces lignes ne suffisent pas à leurs frais d'exploitation ; ce pays est seulement insuffisamment exploité, et les chemins de fer garantis ont été souvent mal choisis. Mais la terre du Brésil est, au contraire, tellement favorisée qu'il suffit de cultiver pour obtenir sans peine des produits chers et des trafics lucratifs : par suite, il suffira de peupler d'hommes actifs pour résoudre par surcroît toutes les autres difficultés.

En cessant des garanties d'intérêt données sans discernement, pour satisfaire des intérêts de second ordre, politiques ou autres, on ne doit pas craindre d'arrêter les progrès véritablement utiles au pays. L'exemple de la *Mogyana* le prouve, si on sait bien choisir les zones à ouvrir on sera sûr d'obtenir de gros revenus, pourvu qu'il existe derrière les travaux d'outillage un peuplement capable de les utiliser et de fournir à la terre des bras pour la cultiver.

Mais tant que cette main d'œuvre fera défaut,

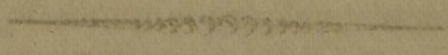
tant que la crise de l'esclavage se présentera menaçante avec toutes ses obscurités, on ne doit pas dépenser le crédit du pays à des œuvres sans portée, qui empêchent des efforts plus utiles. Si on veut conserver ce qui existe, si on veut que la production du café continue à s'accroître au lieu de diminuer, si on veut que la *Mogyana* reste une ligne florissante et qu'elle serve d'exemple à d'autres, il est urgent d'aider ces fazendeiros actifs et intelligents, de Casa-Branca et du Mogy-Guassú à se procurer dans de bonnes conditions les colons dont ils ont besoin ; et pour attirer ces colons en grand nombre, il faut faciliter leur transport, ensuite organiser le travail vraiment libre et la petite propriété.

Voilà les œuvres auxquelles doivent être maintenant destinées les garanties d'intérêts, et voilà les réformes dont l'État devrait s'occuper, au lieu de songer à jeter des rails au milieu des Indiens du nord et du sud, sans aucun profit possible pour le pays.



tant que la crise de l'échange se présentera inévitablement avec toutes ses obscurités, on ne doit pas se laisser aller à penser le crédit du pays à des courtes sans portée, qui empêcheraient des efforts plus utiles. Si on veut empêcher ce qui existe, si on veut que la production de café continue à s'accroître au lieu de diminuer, si on veut que le Mexique reste une ligne florissante et qu'elle serve d'exemple à d'autres, il est urgent d'aider ces laborieux actifs et intelligents de Cas-Branca et du Mogy-Gassu à se procurer dans de bonnes conditions les colons dont ils ont besoin ; et pour attirer ces colons en grand nombre, il faut faciliter leur transport, ensuite organiser le travail vraiment libre et la petite propriété.

Voilà les œuvres auxquelles doivent être main-tenus destinées les garanties d'intérêts, et voilà les réformes dont l'Etat devrait s'occuper, au lieu de songer à jeter des rails au milieu des Indiens du nord et du sud, sans aucun profit possible pour le pays.



VIII

Le Peuplement

LA LIBÉRATION DES NOIRS

(27 mars 1884)

Aujourd'hui, 25 mars, le Brésil est en fête. Une grande province, le Ceará, est depuis hier peuplée d'hommes libres.

Sans l'intervention du gouvernement, par leurs efforts individuels, quelques hommes de cœur et d'énergie ont organisé en quelques années une véritable croisade : Joaquim Nabuco, Nicoláo Moreira, João Clapp, José do Patrocínio, Rebouças, Cordeiro, J. do Amaral, le *jangadeiro* Nascimento d'autres encore ont bien mérité du Brésil et de l'humanité. Ils ont maintenant le droit d'être fiers, en voyant la nation presque entière derrière eux ; l'opinion qui

avait accepté sans enthousiasme la grande réforme législative décrétée par les Rio Branco et les João Alfredo, acclame maintenant ceux qui demandent l'abolition plus rapide.

Ces aspirations sont devenues générales : une assemblée provinciale formée en majorité de grands fazendeiros, celle de S. Paulo, vote de nouveaux impôts sur les propriétaires d'esclaves ; des tribunaux reconnaissent libres les noirs qui, malgré la loi de 1831, avaient été réduits en captivité ; la *Gazeta de Noticias*, la *Gazeta da Tarde* dirigent le mouvement ; la *Folha Nova*, le *Jornal do Commercio* l'acceptent ; tous les journaux étrangers applaudissent : les libérations particulières se multiplient ; les fêtes s'installent de tous côtés, et de tous les côtés les salles sont trop étroites ; les hommes de toutes les classes remplissent les rues, pour bien montrer que ce jour de libération partielle présage une prochaine libération totale.

Si on considère le passé, on a déjà beaucoup fait ; mais, si on regarde l'avenir, il reste davantage à faire.

Au Ceará, le travail libre existait depuis longtemps ; les plantations de Baturité avaient été commencées et continuées par des paysans du pays, et la généreuse province du Nord, en ouvrant son sein à vingt mille nouveaux citoyens, agrandit seulement un large horizon de progrès pacifiques.

Le Ceará vient de fournir, dans des conditions relativement faciles, la preuve théorique de l'émancipation généralisée, et cette leçon humanitaire a une grande importance. Mais, pour devenir plus utile, l'enseignement venu du Nord doit être complété

par les leçons pratiques, plus pénibles et peut-être plus efficaces données par la province du Sud cherchant depuis dix ans, sans trêve, sans découragement, et trouvant les moyens de remplacer les couches pressées de malheureux asservis qui la couvrent encore.

S. Paulo et le Cearà illuminent déjà le reste du pays. A un moment où, sur la terre du Brésil, plus d'un million d'hommes sont encore esclaves, quand à la fin du XIX^e siècle la plus grande partie des exportations d'un grand pays est fournie par le travail servile, le gouvernement a d'après nous le devoir de sortir d'une apathie qui a duré trop longtemps, et d'aider ces particuliers, fazendeiros, avocats, professeurs, médecins, artisans, qui, au Nord comme au Sud, par des chemins divers visent au même but : le Brésil peuplé d'hommes libres actifs et utiles, grandissant par leur épargne et leurs efforts.

L'apport de bras nouveaux permet seul de libérer rapidement les noirs ; l'organisation sérieuse de la petite propriété permet seule de fixer, dans de bonnes conditions sociales, tous les habitants anciens ou nouveaux : ces deux grandes réformes, faites l'une par l'autre, immigration libération, peuvent seules clore définitivement et pacifiquement, sans révolution et sans ruine, une ère nuisible aux progrès intérieurs du pays, à sa considération à l'étranger ; comme aussi elles substitueront bientôt au Brésil des *senzalas* et des esclaves, un nouveau Brésil où le climat et les dons naturels seront enfin égalés et dépassés peut-être par le milieu social.

Pour atteindre ce but, il faut que les Chambres, remplissant leur rôle, prennent des résolutions législatives qui correspondent aux aspirations et aux besoins du pays. Il faut que le gouvernement serve de lien à tous ces efforts individuels aujourd'hui épars et sans cohésion, et qu'il facilite par des mesures pratiques cette organisation des diverses formes de travail libre, cette substitution des noirs reconnue par tous nécessaire. Les banques se sont compromises en hypothéquant les grandes cultures d'esclaves; il faut qu'elles s'enrichissent en organisant, par leur division, la petite propriété: l'Etat garantissait des intérêts aux *engenhos* entourés d'esclaves; il faut qu'il en garantisse à d'autres *engenhos* basés sur les cultivateurs libres, et qu'il cesse d'éparpiller ses ressources dans d'autres travaux publics, aujourd'hui sans utilité immédiate.

Seules, les réformes de l'esclavage s'imposent, et l'exemple du Ceará montre qu'elles sont urgentes. Mais, les fêtes d'aujourd'hui sont aussi la meilleure preuve que ces réformes, faites avec le concours de tous, seront faciles et utiles si on sait les vouloir et les diriger. Dans tous les cas, le mouvement est donné; personne ne peut songer à le ralentir ou à l'arrêter.

Qu'on le veuille ou non, ce mouvement deviendra si rapide que le Brésil pourra fêter dans quelques années une date chère à tous les peuples latins, en promulguant une loi définitive d'émancipation.

La fin légale de l'esclavage en 1889; il faut que les fêtes actuelles servent à prendre ce rendez-vous,

et que les années intermédiaires soient employées à le préparer.

LETTRE A M. SCHLÖCHER

A PROPOS DU BANQUET JOSÉ DO PATROCÍNIO

(27 avril 1884)

Monsieur le Sénateur,

Je lis dans le dernier numéro de la *Gazeta da Tarde*, votre récent discours sur l'esclavage au Brésil. Français comme vous, républicain comme vous, abolitionniste par utilité et non par idéalisme, me jugeant du reste autorisé par l'accueil bienveillant que j'ai reçu de vous, je viens, Monsieur le Sénateur, remplir un véritable devoir.

En 1881, à Paris, dans une lettre rendue publique comme vos discours, comme cette réponse, vous m'aviez prédit que les abolitionnistes Brésiliens discuteraient avec compétence et autorité les objections que j'avais eu l'honneur de vous soumettre.

Cette discussion, Monsieur le Sénateur, ne s'est pas produite. La véracité de mes observations, leur bonne foi se trouvant ainsi établie, je viens vous rappeler qu'à la date du 20 mai 1881, vous m'aviez fait l'honneur de m'écrire que vous confessiez avoir jugé trop sévèrement la loi d'émancipation par le ventre, et vous ajoutiez : « Il est évident, je le reconnais avec vous, que tout enfant d'esclave naissant

libre, en vertu de cette loi, à partir du 28 septembre 1871, la servitude prendra fin à la mort du dernier esclave né la veille du 28 septembre; qu'ainsi elle ne peut survivre au-déjà d'une génération, soit un quart de siècle. »

Cependant, je lis dans la *Gazeta da Tarde* que la loi de 1871 assurerait, d'après vous, pour plus d'un siècle, la possession de l'homme par l'homme.

En faisant les calculs les plus exagérés, en admettant qu'un couple de noirs nés tous deux le 27 septembre 1871 puisse encore à 50 ans faire des enfants, en considérant, ce qui est inexact, ces enfants comme esclaves jusqu'à 20 ans, vous pouvez constater, Monsieur le Sénateur, que dans 57 ans le dernier noir aura fatalement cessé d'être asservi.

Mais la loi de la liberté du ventre renferme aussi diverses dispositions relatives aux libérations particulières ou publiques des adultes : avec cette loi, en continuant ce qui a été fait ces dernières années, dans moins de trente ans et non dans un siècle l'esclavage aura disparu de la terre du Brésil.

Vous avez dit aussi, Monsieur le Sénateur, que les maîtres Brésiliens, n'ayant plus intérêt à faire vivre les enfants, empêchent les mères de les soigner et de les allaiter.

L'observation démontre le contraire ; les jeunes sont plus nombreux dans les fazendas, depuis la loi Rio Branco. Ce fait est connu de tous ; et vous le trouverez signalé dans une brochure sur le café, que l'année dernière j'ai eu l'honneur de vous adresser.

Vous dites, enfin, que les journaux abolitionnistes du Brésil ont toujours combattu énergiquement

l'abominable loi de 1871 ; jamais je n'ai eu connaissance d'attaques de ce genre.

La *Gazeta da Tarde*, elle-même, considère le vicomte de Rio Branco comme le premier des abolitionnistes ; et M. de Patrocinio a toujours reconnu, au Brésil, l'importance et les difficultés du progrès social réalisé par cet homme d'État et par ses compagnons de lutte.

Je rétablis les faits, Monsieur le Sénateur ; je défie qu'on les conteste, et je suis bien obligé de leur laisser leur crudité.

Je comprends que vous ne puissiez pas, à Paris, apprécier exactement un pays dépourvu de préjugé de races, où des millions de noirs et de métis libres sont déjà mêlés au reste de la population dans des conditions parfaites d'égalité morale et sociale.

Vous jugez d'après les Antilles et les États-Unis. Moi qui habite le Brésil, je puis redire avec plus de raison encore, en 1884, ce qu'Elisée Reclus écrivait en 1862 : la loi Brésilienne n'enferme pas l'esclave dans un infranchissable cercle de servitude, comme les codes noirs des États confédérés ; elle ne l'empêche pas de se racheter par son travail... de se mêler aux hommes libres... et même de s'instruire.

Je l'ai écrit et publié en 1881, je le répète aujourd'hui après avoir visité dans l'intervalle de nombreuses exploitations d'esclaves, en « cherchant à voir les choses et non les mots, je me demande si, dans quelques siècles, certaines formes de salariat ne paraîtront pas plus inhumaines et plus injustes que l'esclavage, comme il est pratiqué au Brésil » ; et j'affirme que, dans beaucoup de métiers, nos ouvriers Européens plus intelligents et plus capables de lutte

souffrent plus que les noirs des inégalités et des impositions de leur état social.

Dans tous les cas, au Brésil, Monsieur le Sénateur, croyez-le quoi qu'on puisse vous dire, à peu près tout le monde est abolitionniste parce que l'abolitionnisme fait maintenant partie des mœurs.

Le premier magistrat de cette monarchie constitutionnelle, l'empereur D. Pedro, use de ses prérogatives pour accorder des décorations ou d'autres distinctions à ceux qui libèrent un certain nombre d'esclaves, et les maîtres n'ont pas besoin de cette incitation.

Un Brésilien a parlé devant vous de 80 millions dépensés, ces dernières années, pour l'émancipation. Cela veut dire, Monsieur le Sénateur, que les propriétaires d'esclaves ont perdu spontanément une somme aussi forte ; mais malheureusement, cela ne veut pas dire que les noirs ont su se libérer eux-mêmes en profitant des facilités très grandes que leur fournissent les lois et les coutumes.

La difficulté de la situation actuelle, dans un pays où l'esclave fournit encore la plus grande partie du travail productif agricole, vient de cette certitude que l'affranchi cessera presque toujours de travailler ; et cette difficulté est si bien comprise par les abolitionnistes idéalistes eux-mêmes, qu'ils n'ont jamais osé proposer, jamais vous l'entendez, Monsieur le Sénateur, une émancipation immédiate comme celle que vous rêvez.

La majorité des abolitionnistes du Brésil se préoccupe peu des droits métaphysiques, ou de principes spiritualistes difficiles à définir. En face d'une situation récente, puisque les grands arrivages de noirs ont

cessé en 1850, ces dernières années un grand parti s'est formé; et, tout en restant indulgent aux apôtres faciles, il croit mieux faire en travaillant sur le terrain des faits pour préparer une abolition rapide et utile. Ce parti, continuant les traditions du ministère Rio Branco, a déjà commencé l'immigration à S. Paulo; il a fait rejeter les contrats des Chinois, cette autre forme d'esclavage: il prépare maintenant un peuplement nouveau basé sur le colon Européen, plus actif et plus économe que les noirs; comme aussi il propose d'autres réformes urgentes, liberté religieuse, registre civil et grande naturalisation.

La transformation de la main d'œuvre réalisée de cette façon évitera au Brésil ces ruines et ces luttes, dont vos lettres récentes sur l'immigration de la Réunion et des Antilles nous offrent le tableau atténué; et les abolitionnistes de votre école n'auront pas à regretter que les théories abstraites ou les principes absolus soient restés, dans ce pays, au second plan.

La libération sera rapide; bien avant trente ans, avant quelques années elle sera complète; à ce moment, Monsieur le Sénateur, votre verte vieillesse vous permettra, nous l'espérons, de saluer pour la première fois une émancipation qui aura été en même temps utile aux anciens esclaves et à l'ensemble du pays.

Je vous prie de croire, Monsieur le Sénateur, à mes sentiments de respectueuse estime.

LOUIS COUTY.

NATIONAUX ET ÉTRANGERS

(4 Mai 1884)

La *Gazeta da Tarde* a discuté tardivement à la lettre que nous avons adressée à M. Schoelcher.

L'organe idéaliste intransigeant reconnaît qu'il a toujours considéré le vicomte de Rio Branco comme le premier des abolitionnistes, et il rend justice à la grandeur de la lutte que lui et ses compagnons ont soutenue. Nous l'espérons, dorénavant les émancipateurs de cette école ne laisseront plus dire sans protester que les hommes de 1871 ont fait, en le sachant, une œuvre sans valeur et même abominable.

Sur les autres points, la *Gazeta* essaye de créer une monstrueuse équivoque, en généralisant des faits particuliers possibles, dont elle ne fournit du reste aucune preuve.

Elle affirme, *a priori*, que les enfants nés depuis 1871 sont baptisés et inscrits sur les registres comme nés auparavant, les curés chargés de l'état civil étant les amis des fazendeiros ou leurs parents. Sur la foi d'un journal qu'elle ne cite pas, elle affirme encore, ce qui fera rire ses propres lecteurs, que le nombre des esclaves a augmenté depuis 1871.

Nous ne trouvons qu'un moyen d'expliquer que des Brésiliens instruits osent jeter à la face de leur pays, de semblables accusations, et nier toute valeur à ces documents municipaux qui établissent

déjà l'existence de 363.000 enfants libérés par la loi de 1871. Ces Brésiliens écrivent sans avoir observé ; ils font du sentiment, c'est à dire des hypothèses ; ils n'ont jamais visité une fazenda ou une région d'esclaves. Dans toutes les exploitations, les *ingenuos*, les Rio Branco comme on les appelle par un touchant hommage, sont connus, et les noirs eux-mêmes vous signalent ceux qui ont eu la bonne fortune de naître deux, trois, quatre jours après la loi, c'est-à-dire ceux dont on aurait pu facilement modifier l'âge légal. Ces enfants de 12 ans savent qu'ils sont libres ; tout le personnel de l'exploitation composé en partie d'hommes libres et souvent d'étrangers le sait aussi ; il les connaît, comme il connaît *a fortiori* l'âge respectif de ceux qui sont nés après eux.

Nous ne nions pas des faits particuliers possibles, quoique nous n'en connaissions aucun dont l'authenticité soit parfaite ; toutes les sociétés contiennent des criminels, et les violations individuelles des lois se produisent avec tous les systèmes de travail.

L'ouvrier Français chassé d'une usine, c'est à dire privé de pain lui et sa famille à cause de ses opinions politiques, la fille-mère ou l'enfant abandonnés nous paraissent eux aussi dignes de protection : cette protection, ils ne l'ont pas ; ou du moins, elle n'est pas pour eux aussi sûre, aussi directe que pour les enfants d'esclaves du Brésil.

A Campinas, par exemple, cette prétendue citadelle de l'esclavage, tous les enterrements doivent être faits dans la capitale du municipe, sous peine de fortes amendes ; on trouve sur les routes des

cacolets qui viennent de 20 et 30 kilomètres porter les dépouilles funèbres des noirs, morts dans les fazendas ; et nous ne sachons pas que les abolitionnistes de S. Paulo aient jamais présenté une plainte sérieuse contre la régularité de ce service, qui empêche toute substitution.

Nous avons vu ces choses ; nous en témoignons, parceque nous les avons vues ; et nous continuerons à le faire, sans crainte des inimitiés ou des luttes, parceque nous croyons, en le faisant, servir ce pays.

La *Gazeta da Tarde* prétend que nous n'avons rien à voir avec les tristesses (*vexames*) des Brésiliens. Le reproche est curieux de la part de gens qui courent l'Europe pour faire intervenir solennellement des étrangers connus ou illustres, Schœlcher, Victor Hugo dans cette même question du travail servile. Mais, en nous faisant ce reproche, les idéalistes de l'émancipation posent la question sociale du Brésil sur son véritable terrain, le terrain des faits psychologique et sociaux.

Les difficultés actuelles proviennent, nous l'avons dit et répété, de l'esclave, travailleur mauvais qui ne peut se développer ; et, pour cela, nous sommes abolitionnistes. Mais la présence de l'esclave, sa continuation jusqu'en 1884, proviennent elles-mêmes de causes plus profondes que l'organe abolitionniste nous fait toucher du doigt, en nous rappelant notre qualité d'étranger.

Si le Brésil, depuis son indépendance, s'était ouvert largement comme les Etats-Unis ou l'Australie, en permettant aux Européens qui l'habitent de s'occuper de ses *vexames* et de ses difficultés ; si, après la majorité du souverain actuel, de 1840 à 1850,

ce pays avait appelé 600.000 Italiens ou Allemands au lieu d'acheter 600.000 Africains ; si, depuis 1850 ou même depuis 1871, ce pays neuf avait consenti, d'une façon sérieuse et suivie, à continuer avec des blancs la mise en exploitation demandée auparavant aux noirs, l'émancipation serait déjà faite, et maintenant le Brésil égalerait peut-être l'Australie ou les Etats-Unis

L'absence d'immigration a entraîné la continuation de l'esclavage, et cette absence d'immigration avait pour cause unique un vice social qui s'appelle le «nativisme» ou «l'étrangeirisme». Ce vice social diminue; nous le savons, les rédacteurs de la *Gazeta da Tarde* eux-mêmes, tout en nous traitant d'étrangers, ne voudraient pas revenir à cette période agitée de 1830 à 1840 pendant laquelle presque chaque année, les Européens ou les fils d'Européens étaient insultés, poursuivis et même massacrés. Mais le nativisme persiste sous des formes plus courtoises ; comme le *Morning Post* le faisait remarquer dans un remarquable article, il est la principale cause des difficultés actuelles de l'outillage et des emprunts, et surtout il est la seule cause des échecs répétés de l'immigration.

Il faut le dire ici, il faut le dire surtout au-dehors, à ceux qui s'apitoient sans le connaître sur le sort des esclaves, le Brésil de 1884 semblable en cela au Brésil de 1830, ou au Brésil des Portugais, et encore habité par deux classes d'habitants plus ou moins opposées ; mais ces deux classes d'habitants ne s'appellent pas comme aux Etats-Unis et aux Antilles, les noirs et les blancs ; elles s'appellent les natifs et les étrangers.

Nous sommes fort à l'aise pour parler, puisque

nous avons toujours attaqué ces entreprises collectives, banques, sociétés d'engenhos ou de chemins de fer, associations religieuses qui se sont créées peu à peu, souvent avec la connivence de certains gouvernants, des intérêts déjà redoutables absolument séparés de ceux du pays.

Ceux que nous voulons défendre, ce sont ces étrangers plus modestes, qui viennent sans danger pour personne, avec utilité pour la collectivité, comme ouvriers, comme artisans, comme petits commerçants, comme cultivateurs, et qui continuent à former une masse de population sans fixité, sans lien avec le reste du pays, quoique leurs intérêts soient absolument ceux des autres habitants.

Ces étrangers ont porté au Brésil à peu près toutes ses industries, ses arts ou ses cultures. Les Français ont commencé un peu partout la boulangerie, la cordonnerie, l'habillement, les restaurants, les modes, comme ils ont installé des fabriques très diverses, engenhos de sucre, de manioc, cuirs, bougies, tinturerie, faïences, ganterie, etc : les Portugais monopolisent encore aujourd'hui le commerce de détail, et certains commerces de gros : les Anglais mieux outillés et mieux pourvus d'argent ont accaparé les banques et les garanties d'intérêt ; mais, il ne faut pas l'oublier, ils ont aussi aidé puissamment à l'outillage, en installant les usines à gaz, les filatures de coton, les engenhos de café, les tramways, les chemins de fer, et les mille machines qui déjà sont très répandues.

Partout, au fond du *sertão* comme à Rio de Janeiro, dans les fazendas à esclaves comme dans les administrations ou les écoles publiques, on trouve

des étrangers ; et on les trouve généralement, personne ne peut le nier, à l'avant-garde, qu'ils soient terrassiers, ouvriers d'engenhos, explorateurs de rivières ou ingénieurs de travaux. Ces étrangers ne cherchent pas à devenir Brésiliens, comme s'ils prenaient au sérieux le dicton populaire qui souvent dans la rue, surtout dans les bourgades et les petites villes, leur jette à la face une filiation blessante.

Leurs intérêts sont intimement mêlés à ceux du Brésil ; ils souffrent quand le pays souffre, ils gagnent quand le pays prospère ; leurs clients sont des Brésiliens comme toutes leurs relations d'affaires. Cependant, ils restent étrangers ; et, dès qu'ils possèdent une épargne, au lieu de se fixer, ils retournent dans leur ancienne patrie, parce que le Brésil n'a pas su, comme l'Australie, les Etats-Unis ou la République Argentine les amener à s'en faire une nouvelle.

Les Brésiliens se plaignent de cet état de choses, qui leur est préjudiciable ; et ils auraient raison de se plaindre, si les mœurs et les lois de leur pays n'en étaient pas la cause première. Leur épargne est drainée, chaque année, par tous ces étrangers ; leurs exportations sont grevées d'un droit d'échange très élevé. A moins que le Brésil ne se ferme comme la Chine, ce que beaucoup désirent peut-être inconsciemment, mais ce que personne, nous le reconnaissons, n'ose proposer, cet état persistera, il s'aggravera, tant qu'on ne se résoudra pas à comprendre que ce pays, comme les pays neufs et prospères, doit contenir une seule classe d'habitants, tous égaux devant les coutumes et les mœurs comme devant les lois.

La grande naturalisation, l'égalité des religions, le registre civil sont les premières conditions du progrès social. Ces réformes, déjà acceptées par la majorité des Brésiliens instruits, déjà proposées aux Chambres par des hommes comme de Taunay, Silveira Martins, Saldanha Marinho, L. de Carvalho, Maciel, feront bientôt, nous en avons la conviction, partie des lois du pays et déjà la dernière loi électorale votée grâce aux efforts de M. Saraïva a réalisé divers progrès dans ce sens. Mais ensuite, il restera un autre obstacle plus puissant dans les mœurs, et cet obstacle, il faut lutter pour le faire disparaître.

L'immigrant si on l'appelle ne doit pas être un salarié à long terme que l'on obligera, pendant des années, à continuer les esclaves. La loi des contrats de cinq ans doit être réformée ou mieux supprimée, comme aussi il ne faut pas prendre des précautions spéciales contre les nouveaux arrivés, notamment celles de la police qu'un grand journal demandait de renforcer en prévision d'une immigration plus grande. On ne doit pas exiger non plus qu'un colon ait toutes les qualités; tant mieux pour lui s'il est *morigerado*, souple et tranquille, comme l'exigeait le même journal; mais le pays neuf qui le reçoit et qui en a besoin doit simplement demander qu'il soit un bon travailleur; et, en récompense, il doit le traiter en citoyen.

Les colonies qui seront fondées, dans les fazendas ou ailleurs, ne doivent pas être des noyaux de population fermés, sans mélange avec le reste du pays, sans droits municipaux et sans responsabilité sociale. Sinon, on verra se renouveler, pour le plus

grand mal du Brésil, les faits du Paraná où la première autorité provinciale dénonçait les étrangers à la vindicte du pays, et ceux de Porto-Alegre où une exposition coloniale a eu la triste fin que l'on sait.

Ce pays peut être justement glorifié pour la façon dont il traite ses affranchis, en les mêlant sans aucune distinction, sans aucune différence morale et sociale au reste de la population. Rien n'étonnerait davantage l'Europe que le spectacle de ces médecins, de ces hommes politiques, de ces professeurs de l'enseignement supérieur qui sont nés de parents esclaves, ou qui eux-mêmes ont été esclaves, sans que personne se soit jamais préoccupé de leur origine qu'ils se font souvent honneur de rappeler.

Serait-ce trop demander pour les Européens que des facilités semblables de mélange ? L'égalité complète, dans les mœurs et dans les lois, non seulement pour les affranchis, mais pour les immigrants, c'est-à-dire pour tous les habitants du pays ; voilà la question actuelle, la vraie question sociale dans laquelle la libération et bien d'autres réformes se trouvent comprises, la seule question qu'il faut poser, la seule qu'il faut résoudre si on veut dans l'avenir le Brésil grand, riche, fort et respecté.

IMMIGRANTS ET AFFRANCHIS

(7-11 mai 1884)

Nous espérons pouvoir terminer cette série d'ébauches sur l'état actuel du Brésil, sans être obligé de démontrer que l'immigration était nécessaire pour peupler les régions vierges, et surtout pour remplacer immédiatement dans les fazendas les noirs libérés.

L'obstination des abolitionnistes idéalistes à soutenir, contre toutes les observations, que les affranchis continueront en masse à travailler, d'une façon suivie et utile, nous force à montrer pourquoi la colonisation nationale est un rêve creux sans rapport avec les faits, et pourquoi l'immigration est la base indispensable de toute transformation.

La question est brûlante ; elle touche à des susceptibilités que nous comprenons ; aussi, nous nous bornerons à emprunter à d'autres des constatations qui resteront suffisamment probantes. Elles feront voir que l'Africain affranchi peut faire un terrassier, un portefaix, un artisan suffisant ; mais que nulle part, en aucun temps, en aucun lieu, il n'a été bon travailleur agricole sérieux, suivi, capable de se diriger lui-même, de produire et d'épargner.

Nous ne parlerons pas d'Haïti, l'ancienne reine des Antilles devenue la plus pauvre une fois libre, quoique ses noirs fussent pour la plupart de race élevée, intelligents et capables de lutte. Prenons les Etats-Unis, que l'on offre à tout propos pour modèle, en attribuant aux affranchis les progrès dûs aux

immigrants, et citons sans apprécier les sources de nos informations.

Lincoln émancipe les esclaves en 1862 espérant, avec Summer, les voir s'enrôler sous les drapeaux de leurs libérateurs ; ce qu'ils ne firent pas. La production du sucre de la Louisiane était de 270.000 tonnes avant la guerre ; vingt ans après, elle n'atteignait encore que 150.000 tonnes. (*L'Economiste Français*, 1881, p. 379). Les vieux Etats à esclaves, l'Alabama, la Géorgie, la Louisiane, le Tennessee qui fournissaient 60 % de l'exportation du coton, sont maintenant dépassés par le Texas et d'autres états peuplés récemment par les immigrants. (*L'Economiste Français*, 1881, 2 juillet).

Ce sont de nouveaux habitants Européens, et non des affranchis, qui ont permis aux provinces du Sud, après plusieurs années de ruines, de recommencer leurs cultures, et notamment de dépasser pour le coton les anciennes exportations. Le nombre des grandes fermes, très diminué en 1870 dans les états à esclaves, l'Alabama, l'Arkansas, la Floride, la Géorgie, la Caroline, a considérablement augmenté depuis par suite de la colonisation de nouvelles terres ; et les fermes moyennes, celles des immigrants, sont surtout très nombreuses (*L'Economiste Français*, 17 mars 1882).

La vente des terres aux immigrants Européens est devenue très active depuis plusieurs années, dans les provinces du Sud, et notamment dans l'Arkansas, le Mississipi, l'Alabama, les Florides. La Louisiane à elle seule a vendu en 1882, plus de cinq millions d'hectares, 15 millions d'acres aux

immigrants, soit une étendue plus grande que toutes les plantations de café du Brésil. (Correspondance de New-York du 7 décembre 1882 au *Jornal do Commercio*).

Le Mississippi, le Tennessee, la Géorgie, états à esclaves, ont installé des cultures diverses ; ils ont construit des fabriques de coton, ils ont ouvert des mines avec les immigrants, (*L'Economiste Français*, n. 47, 1883).

Les Florides ont créé de nombreuses sociétés d'immigration et de colonisation, greffées pour la plupart sur des chemins de fer : par suite, le prix de la terre a décuplé, en quelques années (*L'Economiste Français*, 1883, n. 25).

Les noirs ont augmenté de nombre au milieu de ces transformations, mais non d'importance. Un arrêt de la Haute-cour fédérale vient de maintenir aux hôteliers, entrepreneurs de théâtres ou de transports, le droit de ne pas recevoir les hommes de couleur ou de les recevoir dans des pièces séparées. (*L'Economiste Français*, 1883, n. 47).

Divers observateurs ont, du reste, analysé les causes de cette situation des noirs aux Etats-Unis.

Hübner dans son *Voyage autour du monde* conclut des renseignements assez confus qu'il a reçus, que le nègre imprévoyant et paresseux, sauf quelques exceptions, n'a pas travaillé une fois affranchi.

Un voyageur plus précis, Hepworth Dixon, dans son livre les *Conflicts de race*, est encore plus sévère. Il constate que le noir, si on essaye de l'installer comme ouvrier agricole, abandonne ses lots, même après des contrats ; il décrit les scènes d'ivrognerie du

congrès de la Caroline du Sud composé alors en majorité d'affranchis ; et les 3,000 meurtres annuels du Texas, état neuf, fort analogue à cette époque avec le Brésil après l'émancipation puisqu'il avait reçu à la fois des milliers de noirs anciens esclaves, des métis indiens de la Californie, et déjà un certain nombre d'immigrants blancs.

Les études d'Othenin d'Haussonville dans la *Revue des Deux Mondes* étant plus récentes indiquent un léger progrès ; après 18 ans, quelques-uns des affranchis ont commencé de divers côtés à travailler, *la plupart du temps avec leurs anciens maîtres* ; mais leur travail reste inférieur comme quantité et comme qualité à celui des immigrants.

Voilà les opinions des Européens qui ont visité les Etats Unis ; prenons maintenant deux Américains très défenseurs des noirs. Campbell reconnaît que les tentatives faites dans la Caroline et ailleurs par des députés noirs ou par les *carpet-bagers*, afin de diviser des terres entre les affranchis et d'en faire des colons, ont peu réussi malgré de grosses dépenses. Ces petits propriétaires n'ont même pas pu payer les impôts, et ils ont pour la plupart abandonné leurs lots (*Economiste Français*, 1882, p. 444).

Calhoun, grand propriétaire d'une famille connue de l'Arkansas, constate que jusqu'à ces dernières années les nègres sont restés indolents, sans besoins, sans travail. Maintenant, ils commencent à s'adapter à la vie libre civilisée ; les uns sont salariés, les autres même petits propriétaires, et certaines familles font de beaux revenus ; mais *il s'en trouve encore un grand nombre qui se laissent dominer par*

la paresse, et qui ne travaillent pas au-delà de la satisfaction de leurs besoins quotidiens. (Econometriste Français, 1882, n. 41).

Voilà le résultat, 20 ans après l'émancipation. Les noirs travaillent souvent dans les villes, sur les ports (d'Haussonville); ils ont assez souvent une petite maison, où ils cultiveront un coin de jardin, ils auront quelques arbres fruitiers, et feront de petits élevages de volaille (Campbell); ils pourront être employés à des travaux passagers pour extraire les phosphates, ou pour faire des terrassements de chemins de fer; mais ils ne seront que dans des cas exceptionnels travailleurs d'une exploitation agricole, et, même dans ces cas, ils resteront inférieurs aux ouvriers blancs.

Et maintenant, passons aux Antilles et à la Réunion où l'affranchissement encore plus ancien a eu mieux le temps d'être utile.

La libération, préparée par l'ordonnance de 1840 sur le patronage des esclaves, et par la loi de 1844 sur l'émancipation progressive, est décrétée en 1848.

La production sucrière de la Guadeloupe tombe de 38 millions de kilogs (1847) à 20 millions (1848) à 17 millions (1849); la Martinique de 1874 exporte la même valeur que la Martinique de 1790, 30 millions. Les 83 mille esclaves de la Martinique, les 87 mille esclaves de la Guadeloupe, les 60 mille esclaves de la Réunion quittent, pour la plupart, les plantations. Pour les remplacer, après s'être convaincus en plusieurs années qu'ils ne reviendraient pas, on introduit successivement à la Guadeloupe quelques centaines de Portugais de Madère (1854), 11 mille Indiens (1854 à 1864) 5 mille noirs

contractés (1858 à 1861). On introduit à la Martinique, aux mêmes époques, 12 mille Indiens, 11 cents Chinois, 11 mille Africains.

Ces chiffres se sont considérablement modifiés depuis ; on estime à 24 mille les immigrants Indiens importés à la Martinique jusqu'en 1882 (*Journal des Colonies*, 6 juin 1883) ; et à 72 mille, 44 mille Indiens, 24 mille Africains, 4 mille divers, les travailleurs importés à la Réunion. (V. Schœlcher, *l'Immigration aux Colonies*, p. 19—48).

Cette immigration énorme, jaune ou noire, basée sur les contrats et le maintien de la grande propriété a donné de mauvais résultats. 12 millions sur 15 millions de sucre produit par la Réunion servent à payer les salaires ; et le Crédit Foncier Français a prêté inutilement aux planteurs des Antilles de très grosses sommes (*L'Immigration aux Colonies*, p. 46—90). Mais l'existence même de cette immigration, son développement tardif, sa persistance en 1884, suffisent à prouver que les affranchis n'ont pas consenti à faire le travail agricole.

A la Réunion, où les métis sont nombreux et mêlés au reste de la population comme au Brésil, à la Guadeloupe où il existait, avant 1848, 30 mille affranchis, les résultats furent les mêmes qu'à la Martinique où quelques milliers de blancs, imbus comme les Yankees du préjugé de race, possédaient en 1848 plus de 80.000 noirs. Partout, dans ces conditions diverses de milieu social, les affranchis ont cessé de fournir du travail agricole.

Cette cessation a persisté, elle persiste encore après trente six ans, plus d'une génération moyenne, malgré toutes les mesures. Les décrets d'émancipation

d'avril 1848, pour exciter l'affranchi au travail, l'avaient astreint à payer un impôt personnel de 5 francs. La commission coloniale législative de 1849 fit décréter l'obligation du livret pour tous les affranchis qui ne justifieraient pas d'un engagement ou d'une occupation fixe agricole. Ces moyens indirects ne produisirent rien ; et le 10 septembre 1855, l'amiral Gueydon gouverneur de la Martinique, le 2 décembre 1857, M. Touchard, gouverneur de la Guadeloupe, prirent des arrêtés sur le régime du travail des affranchis. Pour essayer d'amener les noirs libres depuis des années à des occupations suivies, ils les soumettaient à la surveillance directe et constante de la police ; ils créaient des ateliers de travail disciplinaire pour ceux qui n'avaient pas acquitté l'impôt, ou dont les livrets n'étaient pas en règle : ils considéraient comme vagabonds tous ceux qui ne pouvaient justifier d'une occupation, et ils essayaient d'organiser une sorte de fermage et de colonage obligatoire. (*L'arrêté Gueydon et l'arrêté Husson*. V. Schœlcher, 1872).

Ces décisions n'avaient pas encore été rapportées en 1872. Comme M. Schœlcher, nous les trouvons arbitraires et vexatoires ; nous les blâmons. Mais leur possibilité, leur durée, et surtout leur inutilité sont les meilleures preuves que l'affranchi, même si on essaye de le contraindre comme quelques-uns y pensent au Brésil, n'arrive pas à fournir un travail agricole suivi.

M. Schœlcher le constate lui-même ; à la Guadeloupe où les progrès paraissent avoir été plus grands, 3.000 affranchis (3 mille sur 87 mille) cultivent aujourd'hui la canne à sucre ; et il fournissent un

total de 34 millions de kilogs, ou 10 mille kilogs de canne pour chaque travailleur, production misérable qui représenterait au Brésil moins de $\frac{1}{3}$ d'hectare de culture (V. Schœlcher, *l'Arrêté Gueydon*, p. 72.— *Le Jury aux Colonies*, 1873 p. 9). Le vénérable abolitionniste est forcé de le reconnaître dans tous ses écrits, aux Antilles les affranchis, lorsqu'ils travaillent, sont presque toujours maçons, charpentiers, pêcheurs, marins, comme aussi ils alimentent le marché de légumes, de fruits, d'animaux de basse-cour, ou ils ont dans les villes de petites boutiques de détail. En un mot, les affranchis les meilleurs changent de travail et cessent de cultiver la terre.

Les Antilles, la Réunion, la Guyane ont aujourd'hui des députés républicains, et quelques-uns sont métis. Cependant ces députés obtiennent de l'amiral Jauréguiberry, et plus tard de l'amiral Cloué, l'autorisation de continuer les engagements de noirs soit-disant libres sur la côte d'Afrique. (*Revue Nouvelle*, 1883, T. III, p. 321.—V. Schœlcher, *l'Immigration aux Colonies*, Paris 1883) ; ces noirs engagés fournissent du reste, à la Guyane notamment et aussi aux Antilles, un travail cher et mauvais. (*Revue des Deux Mondes*, 1862 ; *Revue Scientifique*, 1880.)

Au Sénégal, l'esclavage est toléré dans les parties Françaises, comme la seule source possible de main d'œuvre suivie ; les travaux du chemin de fer de Kayes à Bafoulabé sont tous faits par des captifs loués aux peuplades voisines, et M. Schœlcher lui-même, tout en protestant contre ces actes concède que l'esclavage peut être toléré dans des tribus alliées

ou annexées à la France (V. Schoelcher, *l'Esclavage au Sénégal*, p. 27, 43 et 66).

Ces faits pourraient être confirmés par des faits, absolument semblables, empruntés aux colonies Anglaises.

Les Anglais, peu abolitionnistes quand cela leur est nuisible, témoin l'Égypte et au Brésil les mines d'or de Morro Velho, ont utilisé le travail obligé des noirs au Natal, au Cap et surtout en Océanie où les *Kidnappers* ont égalé les anciens négriers. (*Revue des Deux Mondes* 1874, T. V, p. 308; 1879, T. VIII; de Quatrefages, *les hommes sauvages*, p. 122 à 125.)

A la Jamaïque, malgré une indemnité de 18 millions de livres payée par la métropole, les planteurs n'ont pas encore pu terminer la transformation du travail. Ils ont appelé les coolies pour continuer les cultures; en 1865, les négres oisifs se sont révoltés, et beaucoup de plantations ont été ruinées. La situation est aujourd'hui très précaire; d'après un rapport officiel, sur 350 mille affranchis, 47 mille seulement s'occupent de travail agricole, et 100 mille coolies sont encore nécessaires. (*L'Economiste Français* 1884, p. 512.)

En résumé, partout la libération des noirs a entraîné la cessation du travail agricole; après vingt ans aux Etats Unis, après quarante ans aux Antilles, cette cessation dure encore.

Ces simples faits suffisent à montrer combien est grande l'erreur de ceux qui viennent parler d'une colonisation prétendue nationale, basée sur les Africains affranchis; et cette erreur est d'autant plus grande que la libération doit se faire au Brésil dans des conditions économiques spécialement difficiles.

Le Brésil forme un peuple déjà bien aggrégé ; et, comme les Etats-Unis, il ne peut compter sur personne que sur lui-même pour résoudre ses propres difficultés.

L'Angleterre, riche, puissante, a pu payer 400 millions pour les 350 mille noirs de la Jamaïque ; le Crédit Foncier Français a pu faire de très grosses avances aux planteurs des Antilles et de la Réunion, et leur permettre ainsi d'essayer, avec plus ou moins de succès, le travail peu rémunérateur des coolies.

Les Etats-Unis peuplés partout à l'Ouest et au Nord Ouest d'une population blanche agricole et industrielle active et riche n'ont pas souffert de la ruine du Sud, ruine complète pendant les premières années ; et grâce à leur courant d'immigration, grâce à leurs capitaux, ils peuvent maintenant commencer dans les provinces à esclaves de nouvelles exploitations.

Au Brésil, de semblables mesures ne sont pas possibles à cause de l'absence d'épargne intérieure ou de ressources extérieures. Les planteurs n'ont pas, comme aux Antilles, une métropole qui puisse les indemniser ou leur fournir des capitaux, et les provinces noires ne peuvent pas être suppléées comme aux Etats-Unis par d'autres provinces blanches plus riches et plus fortes. L'esclave est encore la base de toutes les productions sérieuses ; par suite, le manque de travail agricole produit par l'affranchissement entraînera une ruine certaine, si on ne prend pas auparavant les mesures nécessaires d'immigration et de peuplement.

Les hommes auxquels les idées humanitaristes *à priori* ou les préjugés du nativisme font oublier la réalité des faits essayeront de nous répondre que

les noirs du Brésil ne ressemblent pas aux autres : arrivés depuis trente ans ou depuis cent ans de l'Afrique, ils ont eu le temps de se modifier dans un milieu sans préjugé de race et pour eux relativement ouvert.

Le milieu est spécial, nous le reconnaissons ; il est plus favorable au noir que celui des Antilles ou des Etats-Unis, et justement à cause de cela l'étude de ce milieu va nous permettre de fournir la preuve encore plus complète que jamais, même si on le facilite, le noir ne devient un bon travailleur agricole, suivi soigneux et économe.

Nous avons souvent parlé de ces millions d'habitants des campagnes, *matutos*, *tapuyos*, *caipiras*, *caboclos*, *campeiros*, anciens *agregados* qui forment plus ou moins les $\frac{2}{3}$ de la population libre du pays ; il faut bien en parler encore, puisque les partisans honteux ou avoués du Brésil fermé, croient ces éléments capables de se suffire à eux mêmes et de faire les progrès du pays.

Nous ne nions pas les qualités de ces paysans, métis pour la plupart et dérivés presque tous des Indiens et surtout des Africains affranchis. Ils sont hospitaliers, leurs mœurs sont douces, ils sont capables d'efforts peu prolongés ; cependant leurs défenseurs, ceux qui jugent avec Sylvio Romero le métis supérieur au blanc, ou leurs contempteurs, ceux qui déplorent avec Joaquim Nabuco que ce pays ait été colonisé par les Portugais et par les noirs, posent exactement la même conclusion : le Brésil n'a pas de peuple, ou mieux le peuple que lui

ont fait les mélanges de race et les affranchissements ne remplit pas un rôle actif et utile.

Le Brésil ne mérite pas, au point de vue humanitaire, les stigmates que bien des voyageurs, entre autres Jacquemont et Darwin, ont voulu lui imprimer. Ses premiers colonisateurs, les Portugais, venus anciennement comme aujourd'hui sans famille, ont réalisé pour les noirs et aussi pour les Indiens ce qui n'a été réalisé par aucun pays, l'égalité des sangs, le croisement des races, le mélange des mœurs, le métissage moral comme l'a très bien appelé Sylvio Romero. Ce métissage à la fois biologique et social a produit beaucoup d'hommes remarquables dans la politique, dans l'administration, et même dans les lettres; et comme nous l'avons écrit à propos de l'esclavage, les provinces les plus foncées de couleurs ont été longtemps les plus influentes dans l'État. Mais, tout le monde le reconnaît, ce métissage n'a pas formé un peuple de travailleurs suivis et économes.

Le caboclo et le noir libéré n'ont pas de besoins; ils occupent par centaines de mille les campagnes de S. Paulo, de Minas, de Rio de Janeiro, et cependant les exportations utiles sont en entier fournies par des troupeaux d'esclaves moins nombreux obligés au travail; les meilleurs parmi ces paysans, les métis Indiens ne s'astreignent pas eux-mêmes à des labeurs prolongés.

Ils fournissent quinze ou vingt jours de travail, puis ils disparaissent; chaque campagne dans les *engenhos* de sucre de Campos, comme dans les *cannaviaes* de Pernambuco, dans les cultures de café du Ceará, dans les mines de la Chapada ou de Diamantine, sur les terrassements de chemins de fer pour lesquels

ils sont maintenant substitués par des étrangers, nécessite des troupes successives différemment composées. L'ouvrier fixé à sa tâche revenant tous les jours, pendant toute l'année, cet ouvrier n'existe pour ainsi dire pas dans la population libre des campagnes du Brésil, tandis qu'il est la règle en Europe. Voilà la différence, différence capitale qui nous permet d'apprécier par avance ce que pourrait être cette forme bizarre de colonisation appelée *nationale*.

Personne en effet ne peut nier ces observations, puisqu'elles sont de tous les jours; les libérations en masse de plusieurs fazendas de S. Paulo ou de Rio, les libérations isolées faites à chaque instant dans les villes continuent à prouver que ces observations s'appliquent aux *affranchis* immédiats comme à leurs descendants.

Le contact de la vie civilisée a souvent des effets inverses de ceux que l'on pourrait supposer : l'esclave né au Brésil, le *creoulo*, a moins de qualités sociales que l'Africain, et l'esclave des villes moins que le noir des fazendas. Tous les grands propriétaires le savent, les révoltes sont presque toujours provoquées par les esclaves mieux traités; et, une fois affranchis, les noirs deviennent les maîtres ou les voisins les plus durs pour leurs frères asservis.

Les observations comme on le voit sont multiples, et elles sont de divers ordres; elles se réunissent toutes pour prouver que la libération, ce mot, ne change rien aux modes de fonctionnement moral et social des races Africaines.

Quelques-unes, comme celle des nègres Minas, comme les Cafres ou les Zulus du Cap sont capables de donner des artisans, des domestiques passables,

des vendeurs à l'étal, des portefaix, de petits commerçants ; mais aucune, absolument aucune n'a encore fourni de bons travailleurs agricoles.

Alors, à ces masses d'observations, qu'essaye-t-on d'opposer ? Un seul fait, celui de la fazenda de Cantagallo qu'il faut donc analyser.

Deux cents esclaves sont affranchis, en 1882, par la vicomtesse de Rio-Novo ; ils travaillaient peu auparavant, puisque 500 mille caféiers avaient fourni entre leurs mains une moyenne très-faible, de 17 mille arrobes pendant les 5 dernières années. On leur offre de les garder comme métayers : plus de vingt partent immédiatement : les autres restent, probablement parce que déjà auparavant ils étaient bien traités ; ils restent, ils ne sont pas utiles. Ils récoltent en 1883, 50 mille kilogs, ou 3.300 arrobas de café, d'après la *Gazetilha du Jornal* du 29 octobre 1883 ; 3.799 alqueires ! valant brut 9 contos 862 mille réis, d'après une autre communication au *Jornal* du 21 février 1884 ; 8.000 arrobes d'après le rapport de M. Ennes de Souza à la *Société Centrale d'Immigration*.

Les chiffres de production sont donc contradictoires, et nous devons supposer exacte la dernière information très-précise envoyée à la *Gazetilha du Jornal do Commercio* après toutes les autres publications.

Les 180 *libertos* auraient gagné, d'après ces indications 4.931 milréis ou 11 mille francs en 1883, soit 65 francs par travailleur, moins de 30 centimes ou 120 réis par jour, en comptant seulement 250 journées de travail utile. On peut du reste prendre les chiffres de M. Ennes de Souza, on obtiendra environ

60 centimes, 260 reis par jour, en estimant à 3.500 reis le prix liquide du café non préparé des métayers affranchis.

Voilà le résultat que les abolitionnistes idéalistes ont trouvé probant; nous le jugeons misérable. Nous l'avons dit, et personne ne nous contredira, cette production ne suffirait pas à payer les impôts et l'entretien de l'engenho.

Nous savons ce qu'on va répondre: une récolte unique ne prouve rien. Poussons donc plus loin l'analyse, et dans ce cas comme dans les autres nous finirons par saisir sur le fait l'inutilisation sociale plus ou moins complète du noir affranchi.

Le rapport de M. Ennes de Souza a constaté, avec grande satisfaction, que les *libertos* s'occupent de petites cultures; avant 1882 à Cantagallo on plantait 40 alqueires de maïs, aujourd'hui on planterait parait-il 110 alqueires: la culture du *feijão* était presque nulle; cette année on aurait semé 40 alqueires, comme aussi on aurait mis en terre dix chars de fragments de canne à sucre, et on aurait commencé le manioc, le riz, l'igname, la banane, etc.

Tout cela est fort beau en apparence; mais, pour quiconque a l'habitude de visiter les fazendas, cela prouve que l'affranchi est presque d'emblée transformé en *caboclo*.

Comme les anciens *agregados* du Brésil, comme les *libertos* des Antilles et de la Louisiane, il fait des haricots et du maïs autour de sa maison non pour les vendre, mais pour se nourrir; il plante de la canne, et la fazenda n'ayant pas d'engenho à sucre, la canne sera consommée sur place sous forme de *rapadura*; l'affranchi la broiera grossièrement

pour obtenir 2 à 3 % d'un produit sans valeur, qui charmera ses loisirs : il a planté aussi du riz, des batates, de l'igname, des bananes, mais pour servir à sa propre nourriture et à celle de ses poules.

Voilà les résultats dans ce cas le plus favorable, le seul que les nativistes ont pu opposer à des observations séculaires : après deux ans, l'exploitation est ruinée ; elle ne produit plus, elle n'exporte plus. Ces affranchis déjà bien traités auparavant ne se sont pas comme tant d'autres retirés de la fazenda ; mais ils cessent d'être utiles, comme ils jugent avoir assez travaillé quand ils ont, plus ou moins, assuré la satisfaction de grossiers besoins journaliers. L'esprit d'épargne reste nul et aussi la suite et le progrès.

Combien la situation serait différente si 180 immigrants venaient remplacer ces noirs. Il suffit, pour s'en convaincre, de visiter, dans la même province, la fazenda de Santa Clara, dont les conditions de culture sont analogues : avec des immigrants, nous l'avons fait voir à propos de cette exploitation et de quelques autres, la production totale dépasserait rapidement 1 conto par travailleur, soit 180 contos, somme six fois supérieure à l'ancienne moyenne de la production des esclaves, et vingt fois supérieure à la dernière production utile des affranchis.

Dans tous les cas, dès les premières années, ces 500 mille pieds de café jeunes, pour la plupart de moins de quinze ans, mieux traités, plus souvent sarclés, cueillis avec plus de soin, produiraient d'après les observations de toutes les colonies 35 ou 40 mille arrobes, au lieu de 3 mille comme l'année dernière, ou de 17 mille comme l'ancienne moyenne du travail esclave.

Donnée en métayage à des affranchis la fazenda disparaîtra plus ou moins vite, ou ne rapportera rien, parce que son rendement ne suffira pas à couvrir les frais généraux ; donnée en métayage à des immigrants, la fazenda fournira au maître, pour sa part, sans aucun frais, 18 ou 20 mille arrobes, c'est-à-dire plus que la récolte totale des esclaves.

Le travail des immigrants, métayers, fermiers ou salariés étant meilleur et plus abondant suffit donc à assurer de gros bénéfices aux nouveaux cultivateurs, et aussi aux anciens possesseurs.

Un député, M Affonso Celso, en témoignait hier encore à la tribune au retour d'un utile voyage; les grands propriétaires des états à esclaves de l'Amérique du Nord réalisent des gains plus élevés, depuis qu'il emploient des immigrants salariés. De même, les grands propriétaires du Brésil obtiendront pour leurs cultures actuelles, un rendement utile beaucoup plus considérable, s'ils consentent à les livrer aux immigrants.

Les nouveaux venus gagneront de l'argent : mais, le maître en gagnera davantage parce que la production devenue triple ou quadruple sera basée sur l'initiative intelligente d'ouvriers libres qui ne coûteront plus ni peine ni souci.

Les grands fazendeiros seront ruinés par l'émancipation, s'ils essaient de transformer les affranchis en métayers ou en petits propriétaires ; au contraire, ils auront un revenu plus grand si le Brésil reçoit une immigration libre abondante et active. Mais les grands propriétaires ne bénéficieront pas seuls de l'apport de travailleurs nouveaux, meilleurs et plus économes que les noirs : parmi les anciens

habitants du Brésil, aucune classe ne profitera autant d'une transformation rationnelle que la classe actuelle des habitants des campagnes, grossie bientôt d'un million de noirs libérés.

Les *caboclos* et les affranchis, s'ils ne fournissent pas un labeur suivi, sont excellents pour les travaux passagers de défrichement, ou encore pour les élevages et la conduite des troupeaux. Ils aiment aussi à aller chercher, au loin, dans les régions vierges tous ces produits extractifs connus, palissandre, caoutchouc, maté, ipeca, ou ces produits nouveaux, graines oléagineuses, fibres textiles et bois divers ; enfin ils ont fait jusque-là, presque seuls, l'extraction des diamants.

Toutes ces exploitations prendront une grande importance avec le mélange plus intime des peuples d'Europe, qui facilitera les échanges et fera connaître et vendre partout les produits du Brésil ; par suite, il deviendra possible de payer de gros salaires aux ouvriers passagers, *caboclos* ou *libertos*, qui s'emploieront à ces extractions lucratives, et par là de les exciter peu à peu au travail.

De même, quand ce grand pays sera mieux exploité et plus peuplé, beaucoup d'affranchis ou d'anciens habitants trouveront à satisfaire ce goût général parmi les métis des emplois administratifs ou publics ; probablement aussi, un certain nombre de noirs libérés deviendront, comme aux Antilles, de bons artisans ou des petits commerçants de détail. Les immigrants Européens auront les fonctions les plus pénibles de producteurs agricoles ou industriels, et les Brésiliens actuels occuperont ces autres

fonctions distributrices ou directrices plus honorées—
sinon plus importantes, qui deviennent de plus en
plus nombreuses à mesure qu'un pays grandit et
se fortifie.

Les éléments de peuplement nationaux, com—
plétés par les couches de travailleurs suivis qui
manquent actuellement, constitueront un *tout* véri—
tablement homogène et utile, dont les diverses par—
ties correspondront aux diverses fonctions sociales
que Spencer et d'autres observateurs ont déjà
distinguées.

Le Brésil, avec l'immigration, sera uni et fort,
parce qu'il sera peuplé de citoyens actifs, ayant tous
les mêmes droits ; il sera prospère parce que ces
citoyens auront des aptitudes et des occupations
différentes.

Mais, sans l'immigration, le Brésil se désor—
ganisera parce que les fonctions productrices qui
restent la base de toutes les autres, ne seront pas
suffisamment remplies : et il sera dépassé en peu
d'années par des peuples voisins moins favorisés de
la nature, mais capables de s'agrandir en luttant au
besoin contre leurs propres préjugés.

L'IMMIGRATION

(18 mai 1884)

Nous venons de lire le chapitre *Immigration* du rapport officiel présenté aux Chambres législatives ; nous trouvons, dès les premières lignes, les phrases suivantes que nous citons textuellement :

« Talvez mais cedo do que era para esperar, á vista da transição por que teve de passar este serviço com a suspensão do Regulamento n. 3.784 de 19 de Janeiro de 1867, acha-se encaminhada para o Imperio uma corrente de immigração espontanea que, se está muito longe de corresponder aos nossos desejos e necessidades, permite confiar que dentro de poucos annos terá chegado á solução definitiva este grave problema..... Com effeito é facto auspicioso que, ha tão poucos tempos interrompidos os favores liberalisados á immigração por aquelle regulamento, tenhamos já recebido no penultimo anno 24.493 immigrants espontaneos e no ultimo 24.837. »

Si ces appréciations étaient exactes nous aurions, nous, volontairement déprécié ce pays, en soutenant que la loi des contrats et le retrait des anciens réglemens étaient nuisibles, et que le courant de peuplement actuel était absolument dérisoire. Nous venons donc nous défendre du reproche de légèreté ou d'insuffisance d'observation, et montrer puisque cela est nécessaire ce que pourrait et devrait être l'immigration.

Monsieur le Ministre de l'agriculture affirme que le Brésil a reçu, en 1882 et en 1883, 24.000 immigrants : personne ne peut sérieusement soutenir, le ministre lui-même ne l'essaye pas, que 24.000 immigrants puissent suffire aux besoins urgents du Brésil.

Qu'on le veuille ou non, l'esclavage ne durera pas plus de dix ans, moins encore si l'état actuel d'indécision et de lutte continue. Or, pour remplacer en dix ans 1,243.000 travailleurs noirs, chiffre officiel, 100.000 immigrants annuels en comptant les femmes et les enfants, constituent un chiffre minimum absolument nécessaire. A supposer que l'on obtienne ce résultat dans deux ou trois ans, la crise sûrement serait conjurée, et le pays plus tard grandirait vite. Mais bien des ruines particulières et régionales resteraient, les premières années, possibles et certaines, parce qu'on aurait commencé trop tard les mesures utiles.

Pour se convaincre que le nombre de 100.000 immigrants serait à peine suffisant à fournir des bras à tous ces grands propriétaires qui en ont besoin et de nouveaux habitants au pays, il suffit de se rapporter aux besoins normaux de l'ancien Brésil, ou aux besoins des autres pays neufs.

L'ancien Brésil se peuplait de noirs, immigrants forcés achetés en Afrique. Depuis l'indépendance, il a naturalisé 5.381 Européens, dont 4.092 Portugais ; et, dans le même temps, il a fait citoyens un chiffre peut-être deux cents fois plus grand d'Africains affranchis. A la fin de cette période de peuplement par les noirs, de 1840 à 1850, en dix ans, les négriers lui fournissaient 600.000 nouveaux habitants.

Pendant que le Brésil s'ouvrait aux noirs Africains, d'autres pays organisaient l'immigration libre, celle des blancs qu'on n'achète pas, qui viennent et qui servent quand on sait les traiter en égaux. Actuellement le Brésil reçoit 24.000 étrangers, les États Unis en reçoivent 700.000, l'Australie 100.000, la République Argentine 60.000 ; et, cependant, ces autres nations n'ont pas d'esclaves à remplacer.

Avant 1860, ce pays avait chaque année plus de nouveaux habitants que la République Argentine : mais, depuis 1870, il est considérablement dépassé, et depuis six ans il décroît par rapport à lui-même.

On comptait 30.000 immigrants en 1876, 29.000 en 1877 ; on en compte aujourd'hui 24.000. Voilà la situation qu'un ministre juge satisfaisante.

En supposant ce chiffre exact, il faudrait dans ces conditions près de cinq cents ans pour doubler la population du Brésil, et soixante ans pour remplacer les esclaves actuels. Pendant ce temps, la Nouvelle Zélande, la Nouvelle Galles, les États du Far West doublent en dix ans ; et les gouvernements de l'Australie, du Chili, de la République Argentine redoublent d'efforts pour attirer les nouveaux habitants.

24 mille immigrants, et leur nombre diminue au lieu d'augmenter : le résultat serait certes misérable, mais il n'est même pas exact.

Ces 24 mille prétendus immigrants sont des passagers de troisième classe, parmi lesquels une partie seulement se destine au travail agricole, et une partie plus minime encore se fixe définitivement dans le pays.

Le rapport officiel mérite les mêmes censures que

diverses appréciations louangeuses du *Jornal do Commercio*, puisqu'il confond lui aussi sous le nom d'immigrants tous les artisans Italiens, Français, Anglais, tous les salariés Portugais, tous les domestiques, tous les nécessiteux arrivés en troisième classe. Ces passagers viennent seuls, sans leur famille; ils s'en retournent quand ils ont gagné de l'argent, ou quand ils se déplaisent dans le pays. Ils représentent une partie des relations commerciales du Brésil avec les nations étrangères, et on les retrouve chez les peuples les plus fermés, en Turquie comme en Chine ou à Haïti.

Quel est au Brésil la proportion de ces exploiters temporaires, dans le nombre total des passagers de 3^e classe? les chiffres des trois derniers mois, chiffres pleins de promesses, nous dit M. le ministre, vont nous l'apprendre. Sur 5.165 nouveaux arrivés, on comptait seulement 881 femmes, et 500 enfants de moins de 10 ans. Par suite, on peut estimer à 2.500 pour 3 mois, ou 10.000 par an, la proportion des véritables immigrants venus avec leur femme et leurs enfants.

Le rapport ministériel ne nous donne pas ces indications indispensables de sexe, d'âge pour les passagers des deux dernières années: mais pour l'année 1883 il indique les trois chiffres suivants: 11.286 passagers de troisième classe étaient Portugais; 7.042 seulement ont demandé, en 8 mois, l'hospitalité du gouvernement à l'Ilha das Flores; enfin et surtout 13.737 ont été envoyés dans les provinces par les services de transport gratuit.

Les Portugais, le rapport le reconnaît, ne sont pas des immigrants; si on les déduit du chiffre de

24.000, si on déduit aussi le chiffre des passagers de troisième classe, Italiens, Allemands, Français, Espagnols, repartis la même année du Brésil, on obtient plus ou moins le chiffre de ceux qui se fixent et qui s'emploient aux travaux agricoles.

Ce chiffre est inférieur à 12 mille : et ce chiffre concorde avec les indications du service d'immigration ; l'Ilha das Flores, le Castle Garden Brésilien a reçu 7.000 étrangers en 8 mois, et 13.000 ont demandé à être transportés dans les provinces : sur ces 13.000, beaucoup étaient des artisans et non des colons. Par suite, on doit estimer à 12.000 et non à 24.000 le maximum possible de l'immigration vraie, utile, agricole.

Cette immigration n'est pas spontanée, et le ministre se trompe encore quand il affirme que le Brésil ne dépense plus rien pour attirer les travailleurs étrangers.

Sur les 12.000 immigrants probables, 5.118 se sont dirigés vers S. Paulo. Tous ceux qui connaissent ces questions savent que l'immigration de S. Paulo, la plus active, la plus utile de toutes celles du Brésil nécessite des frais considérables. Les fazendeiros de cette intelligente province ne se payent pas des grands mots qu'on leur offre, dans les discours ou dans les rapports. Ils ont besoin de main d'œuvre pour remplacer les esclaves, et puisque l'état ne remplit pas son rôle, ils vont chercher eux-mêmes cette main d'œuvre aux Açores ou en Italie. L'année dernière un seul de ces grands propriétaires, un des plus méritants, le vicomte d'Indaiatuba a dépensé plus de 100.000 francs, pour faire venir 500 colons. Ces Italiens ont

été logés à l'Ilha das Flores, ils sont compris dans les chiffres ministériels; voilà ce que l'on appelle, en style officiel, l'immigration spontanée.

Les rapports et les discours publiés ces jours-ci sont la meilleure preuve du désarroi actuel. On reconnaît que les immigrants sont nécessaires; mais, en même temps, on en a peur.

On accueillerait les étrangers comme des libérateurs, s'ils se contentaient de continuer les esclaves; mais on se demande avec terreur, si devenus citoyens brésiliens ils ne troubleront pas un mécanisme oligarchique sagement combiné. On tergiverse, on hésite, on se paye de mots vagues et d'espérances creuses, oubliant que le temps passe et que l'esclavage en disparaissant entraînera la ruine des particuliers et la banqueroute du pays.

Ce spectacle est triste, si triste que l'on se demande si les préjugés du nativisme et divers petits intérêts personnels ne constituent pas une ligue assez puissante pour empêcher les réformes utiles. Au milieu de circonstances aussi graves, quand on lit dans le discours du trône quelques grandes phrases sur *l'immigration des colons*, sorte de gens intermédiaires aux esclaves et aux citoyens, chargés comme les noirs de fournir aux impôts et aux exportations, sans être plus qu'eux Brésiliens ou petits propriétaires, on arrive presque à penser que le Brésil doit fatalement continuer le Brésil colonial en se transformant par les apparences, sans oser se mêler aux peuples avancés.

Chaque pays, certes, est maître de ses destinées; et la terre est couverte de nations dont le développement s'est arrêté, parce qu'elles ont voulu.

se fermer, préférant aux véritables progrès la satisfaction de vieux préjugés de mœurs ou de religion.

Le Brésil, en tout cas, ne pourra pas se plaindre qu'on ne lui ait pas montré combien son avenir aurait pu être grand et magnifique. Pendant que quelques-uns de ses fils courent l'Europe pour jeter sur lui la honte de l'esclavage, plusieurs de ses habitants, étrangers, fils d'étrangers et aussi nationaux, croient le servir davantage en lui demandant dans les journaux, à la Société d'immigration et ailleurs, cette chose simple et large, *l'égalité pour tous* ; et ils continueront de parler tant qu'ils auront le moyen de le faire.

L'Australie, les Etats-Unis, ont décrété des lois spéciales, lois d'*homestead*, loi d'hypothèque en faveur des nouveaux habitants : au Brésil, nous demandons moins, l'égalité, l'égalité légale de l'immigrant et du fazendeiro, l'égalité sociale du colon et du Brésilien.

Le Chili, la République Argentine s'occupent de faire d'emblée l'immigrant petit propriétaire ; au Brésil, nous ne sommes pas aussi exigeants, et les désirs des fazendeiros qui veulent rester grands propriétaires nous paraissent aussi dignes d'intérêt que ceux des immigrants. Nous demandons qu'on laisse les deux parties, ceux qui ont besoin de travail agricole et ceux qui en ont à vendre, débattre librement annuellement les conditions du marché. Nous rejetons la formule unique du « colon petit propriétaire » qui transformerait les fazendeiros actuels en une classe de parias, destinés à disparaître : mais nous rejetons également la formule du colon contracté, rendu serf pour plusieurs années ; et nous

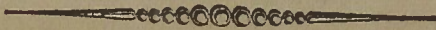
pensons qu'au Brésil, comme dans tous les pays neufs, l'Etat a intérêt à faciliter la petite propriété aux salariés, métayers ou fermiers, qui auront su la gagner en amassant de petites économies.

Les immigrants arrivent dans un pays inconnu, dont ils ne connaissent ni la langue ni les cultures ni les mœurs ni les usages ; ils sont, par cela même, dans des conditions certaines d'infériorité. Qu'on les laisse lutter d'égal à égal avec les habitants du pays : si les paysans du Brésil valent plus, tant mieux pour eux, ils vaincront, et nous ne plaindrons pas les vaincus ; mais si socialement ils valent moins, s'ils sont peu utiles, s'ils ne servent pas comme travailleurs suivis, pourquoi leur donner plus de droits, et les leur garantir par des lois protectrices d'hypothèque ou de contrat ?

Il faut bien s'entendre avant de rien commencer. Si le Brésil veut rester le vieux Brésil, le Brésil colonial, le Brésil du nativisme, des grandes cultures et de la religion d'état, il est inutile de parler d'immigration ; et mieux vaut s'amuser à causer de colonisation nationale, ou essayer de chercher des travailleurs en Chine, dans l'Inde ou sur les côtes d'Afrique, pour continuer l'esclavage sous des formes plus coûteuses jusqu'à ce que l'on soit complètement ruiné.

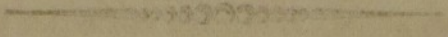
Mais si on veut renoncer à tout cela, par suite, si on reconnaît qu'on a besoin des bras étrangers, alors il faut faire l'immigration par les moyens appropriés. En continuant comme on a commencé, on ne résoudra rien : donnant raison à Darwin, à Jacquemont, à d'autres encore, on forcera les Européens à conclure que les vices produits par l'esclavage et le

mélange de races opposées sont plus graves et plus invétérés qu'on ne l'avait supposé ; comme aussi on forcera à faire amende honorable ceux qui avaient cru et qui croient encore à un nouveau Brésil, à un Brésil grand et prospère qui continuera l'ancien tout en l'agrandissant.



échange de races opprimes sont plus graves et plus
 invétérées qu'on ne l'avait supposé ; comme aussi
 on s'efforce à faire accéder honorable ceux qui avaient
 été et qui croient encore à un ancien Brésil,
 au Brésil grand et prospère qui continuera l'ancien
 tout en l'agrandissant.

Il y a une autre question qui se pose, celle de
 savoir si les races opprimes ne sont pas plus
 invétérées qu'on ne l'avait supposé ; comme aussi
 on s'efforce à faire accéder honorable ceux qui
 avaient été et qui croient encore à un ancien
 Brésil, au Brésil grand et prospère qui continuera
 l'ancien tout en l'agrandissant.



Il y a une autre question qui se pose, celle de
 savoir si les races opprimes ne sont pas plus
 invétérées qu'on ne l'avait supposé ; comme aussi
 on s'efforce à faire accéder honorable ceux qui
 avaient été et qui croient encore à un ancien
 Brésil, au Brésil grand et prospère qui continuera
 l'ancien tout en l'agrandissant.

IX

Les Réformes

LES PROGRÈS D'UNE IDÉE

(20 mars 1884)

L'étranger qui aurait visité S. Paulo au mois de février dernier, n'aurait certes pas supposé que cette province allait réaliser un pas décisif dans la voie des réformes sociales. Il aurait lu les journaux, il aurait conversé avec des personnes autorisées; et partout, dans les discussions de l'Assemblée provinciale comme dans les conversations particulières, il aurait constaté qu'un sujet, l'immigration, occupait l'attention; mais, il aurait constaté aussi que les modifications à apporter aux anciennes mesures de peuplement étaient très-diversement comprises.

Un journal, le *Diario de S. Paulo*, dans des articles étudiés, démontrait que la province avait

besoin de main d'œuvre pour conserver les anciennes cultures et non pour en faire de nouvelles ; il demandait des colons pour substituer les esclaves morts et libérés, en continuant dans d'autres conditions les grandes fazendas. Un autre journal, le *Correio Paulistano*, défendait avec talent un mode plus large et plus juste d'immigration : à côté des colons qui iraient dans les fazendas comme salariés ou métayers, d'autres voudraient d'emblée devenir petits propriétaires ; pour les satisfaire, le *Correio* défendait l'idée de noyaux de peuplement installés le long des chemins de fer, et formés de lots de terrain propres aux petites cultures. Enfin, un autre organe, la *Provincia de S. Paulo* manifestait la crainte que les projets en présence ne remplissent pas leur but ; et considérant la petite propriété et la transformation des fazendas comme l'aboutissant nécessaire de la crise actuelle de main-d'œuvre, il jugeait que les mesures législatives proposées étaient de simples faveurs accordées aux grands propriétaires actuels.

Les différences d'idées paraissaient donc considérables ; et ces différences se précisaient davantage dans les conversations particulières. Quelques fazendeiros, rares du reste, croyaient possible de continuer en partie leurs exploitations avec les habitants du pays, *caboclos* ou noirs libérés : ils avouaient que leur récolte diminuerait, cette main d'œuvre étant insuffisante ; mais ils préféraient attendre que d'autres aient résolu la question. La plupart des intéressés citaient divers faits récents d'exploitations divisées entre les anciens esclaves, puis entièrement perdues au bout de quelques années ; et ils étaient

d'accord pour reconnaître que l'apport de bras étrangers, c'est-à-dire l'immigration, permettait seule de continuer les anciennes exploitations, et de combler le vide produit par l'émancipation progressive. Mais l'accord disparaissait, dès qu'on essayait d'indiquer le mode d'utilisation des nouveaux habitants demandés à l'Europe.

Quelques grands propriétaires continuaient à défendre le système des contrats à long terme ; et, pour éviter les refus de service et les départs brusques des travailleurs, ils proposaient de rendre ces contrats plus étroits et plus obligatoires ; ils aboutissaient ainsi au servage, c'est-à-dire à une impossibilité. D'autres grands propriétaires acceptaient déjà l'idée du libre salariat ; et les noyaux coloniaux où les immigrants passeraient une partie de l'année à faire des petites cultures de maïs, de riz et de haricots étaient, d'après eux, destinés à fournir à un moment donné, un grand nombre de travailleurs pour les opérations passagères plus pénibles de la coupe de la canne ou de la cueille du café.

Enfin, faut-il le dire, le plus grand nombre des intéressés se bornaient à constater les incertitudes et les dangers de la situation actuelle ; et, à défaut de mesures générales prises par le gouvernement central, ils demandaient ou ils acceptaient que l'Assemblée provinciale saisie de la question étende les mesures déjà prises pour la réception et l'installation des immigrants.

Au milieu de ces idées si diverses et de ces projets opposés, un observateur superficiel aurait pu être tenté de croire à un véritable état d'anarchie mentale ; et cependant, cette confusion apparente, ce choc des

décisions et des désirs étaient les meilleures preuves que l'on approchait d'une solution.

Les Paulistes ont compris l'importance du problème à résoudre. Ils savent que les jours de l'esclavage sont comptés : ils citent des symptômes ; le refus d'obéissance passive devenus plus fréquents, la tolérance, l'aide accordée par une grande partie de la population aux malheureux qui s'échappent. Et surtout les Paulistes ont déjà compris que la colonisation n'aurait pas seulement pour but de remplacer la main-d'œuvre des noirs par celle des blancs ; mais qu'elle entraînerait pour leur province et pour eux une augmentation de force et de richesse, et presque une transformation. Les 50.000 étrangers que compte déjà cette belle région ont fait la meilleure des propagandes, la propagande du fait ; et, sans le vouloir peut-être, ils ont montré comment ils pourraient servir, une fois qu'il seraient plus nombreux et surtout plus libres et mieux utilisés.

Quand on connaît ce milieu si bien préparé, on n'est plus surpris du dénouement qui est venu heureusement clore cette période vague, et terminer la session législative provinciale de 1883 par une loi d'immigration qui constituera le plus beau titre de l'Assemblée provinciale actuelle.

Au début de cette session, les députés républicains proposaient un impôt sur les propriétaires d'esclaves, dont le produit serait destiné à faciliter le transport et l'arrivée des colons. L'idée était juste, elle était utile ; et, comme le démontrait, dans un discours remarquable un des auteurs du projet, M. Martinho Prado, son application devait avoir pour résultat direct l'installation de 10.000 colons par an,

et pour résultat indirect la création d'un courant d'immigrants spontanés, sûrs de trouver à S. Paulo de bonnes conditions d'installation.

Mais, grâce à une discussion à laquelle ont pris part des hommes de tous les partis, cette idée a été successivement modifiée et agrandie, et voici le texte de la loi que l'Assemblée Provinciale de S. Paulo a adoptée définitivement en troisième lecture, dans sa séance du 12 mars 1884, sur la proposition d'une commission composée de MM. Antonio Prado, Moreira de Barros, Lopes Chaves, Campos Toledo, Ferreira Braga et Alves dos Santos :

L'Assemblée provinciale décide :

ART. 1^{er}. Le gouvernement accordera aux immigrants d'Europe, ainsi qu'à ceux venant des Açores et des Canaries, pour s'établir à S. Paulo, les sommes suivantes comme indemnité de passages : 70\$ par immigrant âgé de plus de 12 ans ; 35\$ par immigrant de 7 à 12 ans et 17\$500 pour ceux de 3 à 7 ans.

PARAGRAPHE UNIQUE.— Cette indemnité sera concédée à l'immigrant directement ; et y auront seuls droit les hommes mariés ou avec enfants, qui s'adonneront à l'agriculture dans les colonies particulières, ou dans les centres coloniaux qui seront créés, dans la province, par le gouvernement impérial ou provincial, par des associations ou par des particuliers.

ART. 2. Le gouvernement hébergera pendant huit jours dans l'hôtel colonial de S. Paulo tout immigrant qui arrivera dans la province, même si cet immigrant ne s'adonne pas à l'agriculture, que le débarquement ait eu lieu à Santos, ou à Rio de Janeiro ; dans ce dernier cas, l'immigrant devra être porteur d'un document (*guia*), signé par l'Inspecteur général des terres et de la colonisation.

ART. 3. Le gouvernement est autorisé à créer jusqu'à cinq centres coloniaux sur les côtés des lignes ferrées, et sur les bords des rivières navigables, à proximité des principaux centres agricoles de la province.

§ 1^{er}. Dans ce but, il achètera des terres de bonne qualité, propres à la culture, de préférence celles déjà cultivées; il les fera mesurer, démarquer, diviser en lots, et il y fera construire des habitations provisoires.

§ 2. Les lots, qui devront être au moins de 10 hectares, seront classés suivant la qualité du terrain, pour être vendus aux immigrants au comptant ou à terme.

§ 3. Le prix de chaque lot sera déterminé suivant la qualité de la terre et les autres conditions de culture; le prix de chaque lot sera réduit de moitié, lorsqu'il sera payé au comptant.

§ 4. Le prix de l'habitation provisoire ne pourra dépasser 200\$000.

§ 5. Le gouvernement fera ouvrir des chemins dans les centres coloniaux, et d'autres chemins entre ceux-ci et la station de chemin de fer la plus voisine.

§ 6. Il sera créé une école mixte d'instruction primaire, dans chaque centre colonial.

ART. 4. Le gouvernement pourra contracter avec des particuliers ou des sociétés l'introduction d'immigrants qui s'établiront comme propriétaires dans les centres créés par ces particuliers ou ces sociétés, moyennant la subvention de 40\$ par immigrant âgé de plus 12 ans, et de 20\$ pour les immigrants de 7 à 12 ans.

§ 1. Ces immigrants, petits propriétaires, jouiront de la faveur concédée à l'art. 1^o de la présente loi.

§ 2. Pour les contrats d'organisation de petite propriété, le gouvernement donnera la préférence aux particuliers ou aux sociétés qui se proposeront de vendre aux immigrants des lots de culture de café.

ART. 5. Pour l'exécution de l'art. 3 de la présente loi, le gouvernement devra donner la préférence aux sociétés qui se proposeront ce but, moyennant la subvention indiquée à l'article antérieur, observant les conditions du décret n. 8.819 du 30 décembre 1882, qui a approuvé l'innovation

contenue dans le contrat célébré avec la Société de colonisation de Hambourg.

ART. 6. Pour le service de l'immigration dans la province de S. Paulo, il est créé les emplois suivants :

Un inspecteur d'immigration avec 3:600\$ d'honoraires annuels ;

Un adjudant inspecteur avec 2:000\$000 ;

Un commis aux écritures avec 960\$000 ;

Un gardien avec fonction d'infirmier et de chargé de l'entretien avec 850\$000 ;

Un médecin avec 2:400\$000.

PARAGRAPHE UNIQUE. L'inspecteur est chargé de la direction et de la fiscalisation du service de l'immigration dans la province.

ART. 7. Le président de la province est autorisé à ouvrir dès le début de l'exercice un chapitre spécial au budget pour l'exécution de cette loi, et de faire les opérations de crédit nécessaires, sans dépasser, dans la création de ces services la somme de 400:000\$ annuels pour les secours aux immigrants et de 200:000\$ pour la création des centres coloniaux.

ART. 8. Le gouvernement provincial promulguera les règlements nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

ART. 9. Sont abrogées les lois n. 108, du 25 avril 1880 ; n. 36, du 21 février 1881 ; n. 123, du 16 juin 1881, et toutes les dispositions contraires à la présente loi.

LA LOI DE S. PAULO ET LA COLONISATION DE LA
TERRE CULTIVÉE

(20-27-30 mars 1884)

Pour comprendre l'importance de la loi d'immigration votée par l'Assemblée provinciale de S. Paulo, il faut se rendre compte des conditions de développement spéciales au Brésil.

Très-différent des autres pays neufs avec lesquels on le compare trop souvent, ce pays a été formé et il a grandi avec l'esclavage.

Voilà le fait que l'on peut diversement apprécier, que nous considérons pour notre compte comme défavorable, mais que l'on ne peut supprimer, sous peine de ne rien comprendre aux difficultés actuelles. L'absence de préjugés de mœurs, les nombreux croisements entre les blancs et les noirs ou les Indiens, les affranchissements plus nombreux encore, ont fait au Brésil une population qui ne trouve peut-être nulle part d'analogie. Au milieu de cette population une classe a pris une importance particulière, parce qu'elle a été plus active et plus intelligente que les autres : cette classe est celle des fazendeiros ou grands propriétaires.

Personne ne peut le nier, ces fazendeiros ont fait jusqu'à l'époque actuelle la force et la richesse nationales. Ce sont eux qui ont ouvert et défriché les bois vierges, ce sont eux qui ont installé les grandes cultures de sucre et de café ; ce sont eux qui ont installé des chemins, des usines et des voies de fer importantes. Le Brésil reçoit d'eux ses impôts et ses exportations, comme il leur doit la possibilité d'une administration et d'une prise de possession commençante sur des régions centrales restées jusque là absolument inutiles.

Cette classe de fazendeiros n'est pas une classe fermée, comme les anciennes aristocraties Française ou Russe. Très différents des lords Anglais avec lesquels on les compare sans aucune raison, les fazendeiros ne sont protégés par aucune loi spéciale d'impôts ou d'hérédité ; s'ils représentent une aristocratie, cette aristocratie est basée sur leurs propres efforts. Tous ceux qui travaillent et qui épargnent peuvent au Brésil devenir grands propriétaires ; plusieurs des plus riches familles remontent à peine à une ou deux générations, et ces riches familles sortent du peuple, elles sont du peuple comme toutes les autres. Les étrangers eux-mêmes, à Cantagallo par exemple, ont fait souche de fazendeiros. Nous sommes obligé de constater que ces étrangers, ou ces fils d'étrangers, sont généralement (il existe des exceptions), plus durs pour leurs noirs, et moins généreux dans leurs relations sociales.

Cette classe de citoyens est de toute la plus active : le café, le sucre, les féculs qu'elle fournit servent à entretenir le commerce, à payer les

administrations et même les écoles, à faire vivre le pays. Si ces produits ont une source déshonorante, le déshonneur retombe sur tous ceux qui profitent directement ou indirectement du travail des noirs, et non pas spécialement sur ceux qui ont la peine de le surveiller. Et cependant, il est de mode aujourd'hui, en certaines petites églises, de transformer cette classe en un véritable bouc émissaire, dont la seule présence suffit à expliquer toutes les difficultés. On rend les possesseurs d'esclaves responsables de la prolongation d'une main d'œuvre qu'ils subissent comme les autres; on prononce comme un anathème les mots vagues de *land lords* ou de *latifundia*; et cependant, les mêmes sectes n'ont pas encore réussi à secouer le joug de ces lois coloniales, ou de ces préjugés du nativisme qui ont créé l'esclavage et empêché l'immigration. En un mot, d'après nous, on confond les résultats et les causes, et on devient injuste envers ceux qui ont le mieux lutté en utilisant les éléments dont l'état social leur permettait de disposer.

Il faut le répéter puisque cela est la vérité; si la province de S. Paulo compte déjà quarante ou cinquante mille immigrants agricoles, si elle reçoit chaque année huit à dix mille nouveaux habitants, à qui le doit-elle, sinon aux grands propriétaires? Eux seuls sont allés chercher des colons en Allemagne d'abord, ensuite en Italie et aux Açores: ils ont constaté la supériorité des Italiens, leur adaptation plus facile aux mœurs et aux coutumes; et, ces dernières années encore, en 1882 comme en 1883, ils ont envoyé de grosses sommes d'argent dans le Mantouan, dans le Tyrol

pour permettre le départ de plusieurs centaines de familles.

Et maintenant, dépassant l'attente de beaucoup ils viennent de faire un pas décisif. Le progrès est purement psychique ; il se résume dans une loi qu'aucun fait ne permet encore de juger, mais que nous pouvons déjà apprécier.

Ils sont pour la plupart fazendeiros, et en tout cas, ils représentent des fazendeiros ces députés provinciaux, qui, sans distinction de parti, républicains ou libéraux, libéraux ou conservateurs, ont adopté de concert les nouvelles mesures d'immigration.

Voilà leur réponse, la meilleure de toutes, à ceux qui les accusent d'être directement un obstacle au développement du pays. Cette réponse devient encore plus probante lorsqu'on analyse les phases diverses de cette discussion législative, et les différences de la loi définitive et du projet primitif : ces différences sont toutes en faveur de la liberté et des progrès du colon.

On pouvait faire au projet un reproche, celui de favoriser un système condamné, le système des contrats en permettant que les passages fussent remboursés ou même avancés aux grands fazendeiros, ou aux intermédiaires chargés de l'engagement. De même, en ne faisant pas de différence entre tous les étrangers, ce projet primitif rendait possible l'arrivée des coolies, ces esclaves jaunes oubliés par les philanthropes.

La commission a corrigé complètement tous ces défauts : elle a adopté l'expression, *immigrants venus d'Europe ou des Açores*, pour indiquer qu'il

ne serait rien fait en faveur des Chinois ou des noirs contractés en Afrique ; et surtout, elle a décidé à l'article premier, que la somme fixe de 70 milreis considérée comme remboursement du transport serait payée au colon lui-même après son arrivée, sans s'occuper des contrats qu'il pourrait avoir signés.

Cette disposition constitue un premier et considérable progrès. Au moment où un ministre d'état cherche à perfectionner un règlement nuisible, à un moment où de grands journaux défendent le système des contrats et le jugent profitable et suffisant, une assemblée de fazendeiros vote une loi qui ignore les engagements à long terme ; et, dans la discussion, plusieurs de ces grands propriétaires, notamment M. Antonio Prado, ont fait ressortir les inconvénients multiples de cette forme sociale de main d'œuvre.

La loi ne se distingue pas seulement du projet primitif parce qu'elle exclut les Chinois et les coolies, et parce qu'elle considère l'immigrant comme une entité libre sans s'occuper des intermédiaires ou des engageurs ; elle s'en distingue encore par beaucoup d'autres points.

Ainsi, elle ne s'occupe plus des moyens de propagande, les députés de S. Paulo ayant jugé avec raison que cette propagande, pour être utile, devait être faite par l'état, ou par des associations particulières d'après un plan général sérieux et suivi.

De même, pour éviter que des voyageurs quelconques essayent de profiter de faveurs essentiellement provinciales, la loi limite aux travailleurs agricoles le remboursement du transport ; mais elle ne fait aucune distinction entre les divers ordres

d'immigrants, contractés, salariés ou petits propriétaires; ou, plus exactement, elle en fait une en faveur des petits propriétaires. Elle décrète, à ce point de vue, une dernière série de mesures qui sont de toutes les plus neuves les plus utiles et les plus importantes, puisqu'elles ont pour but de commencer une colonisation stable de la terre cultivée.

L'esprit de la loi que nous analysons est résumé dans son article 4 : cet article accorde une subvention supplémentaire de 40\$ par colon aux particuliers ou aux associations qui fourniront aux immigrants les moyens de devenir propriétaires; et, les ressources budgétaires étant limitées, il donne la préférence aux noyaux de petites propriétés basées sur la culture du café.

Faveurs spéciales accordées aux petits propriétaires cultivateurs de café, voilà le point capital. Le projet primitif de secours aux immigrants ne contenait pas de dispositions semblables : si donc l'Assemblée les a ajoutées, on doit doublement applaudir puisqu'elle l'a fait après discussion, en toute connaissance de cause.

Pour résumer cette discussion et en montrer la portée, nous ne pouvons mieux faire que de traduire quelques passages du discours prononcé pendant la deuxième délibération par M. Antonio Prado, au nom de la commission. Après avoir dit, au début, que l'on commettrait une grosse erreur en payant seulement aux immigrants leurs passages, et en les abandonnant ensuite sans leur faciliter les moyens

de s'établir comme propriétaires agricoles, l'orateur s'exprime ainsi :

« Tout projet d'immigration qui, à côté des secours de passage, ne s'occupera pas des moyens de faciliter aux colons l'acquisition de la petite propriété, restera défectueux.

« Ayant accepté, il y a quelques années, d'être inspecteur des terres et de la colonisation, j'ai observé que les immigrants à leur arrivée faisaient des difficultés pour se résoudre à servir, comme contractés, dans les colonies particulières. Il fallait s'employer à leur persuader qu'ils trouveraient là des éléments de prospérité, au moins pendant les premières années de leur séjour dans la province. Ce faits prouvent la nécessité de faciliter l'établissement des colons agriculteurs quand ils refuseront absolument le régime des colonies particulières.

« La bonne installation de l'immigrant, sa vie facile dans le pays où il s'établit, doivent être la première préoccupation du légistateur dans l'organisation de secours à la colonisation. Sans cela, tous les sacrifices faits pour attirer un courant d'immigration peuvent être entièrement perdus. »

Et plus loin, après avoir cité l'Australie et l'Amérique du Nord, M. Antonio Prado ajoute :

« Il est nécessaire que l'immigrant, en s'établissant dans le pays, puisse trouver un champ propre à son activité. Dès que cette activité est gênée dans un sens ou dans un autre, il juge sa situation mauvaise, et pense à se rapatrier. C'est pour cela que nous ne devons pas nous borner à payer son passage, nous devons nous occuper de son installation, surtout s'il désire être propriétaire, et alors lui fournir des terres de bonne qualité, pourvues déjà de voies de communication. Sinon, s'il est réduit au rôle de contracté passager, alors, au bout de 8, 10 et même 15 ans, il n'aura pas encore planté un arbre, ni même installé un jardin pour son alimentation. Il considérera toujours son séjour dans une fazenda comme un état transitoire, auquel il est lié par un

contrat ou par une dette, ou dont il se sert pour gagner les moyens de s'établir ailleurs. »

On ne pouvait parler avec plus de sens et plus d'autorité : nous n'avons jamais dit autre chose dans ce journal ; et, on peut nous croire, nous sommes heureux et fiers de voir ces idées si bien formulées, si bien défendues par d'autres que par nous.

Et cependant, au moment où M. Antonio Prado prononçait ce véritable discours programme, qui marquera une page de la vie politique de l'homme et un progrès de l'évolution de la province, à ce moment, en février, les conditions d'établissement du colon petit propriétaire n'étaient pas encore parfaitement définies, et l'idée des noyaux coloniaux était à S. Paulo différemment comprise.

Deux courants se faisaient jour. Pour les uns, les plus nombreux, les villages de colons petits propriétaires installés le long des chemins de fer et des rivières navigables, devaient rester tout à fait distincts des anciennes fazendas. Ils ne possèderaient pas d'engenhos ; leurs terres quoique bonnes ne seraient pas propres au caféier ou à la canne ; leurs cultures, par suite, devaient se limiter aux haricots, au riz, au maïs ; et, comme ces cultures ne les occuperaient pas toute l'année, ces petits propriétaires devraient dans la pensée du législateur s'employer et se louer dans les grandes fazendas pour couper la canne ou cueillir le café.

Les noyaux coloniaux, ainsi compris, auraient eu de multiples dangers. En continuant la distinction des grandes et des petites cultures, en la compliquant d'une division nouvelle, celle des colons

cultivateurs de riz, de maïs, de haricots, et celle des fazendeiros producteurs de sucre et de café, elle aurait créé dans les mêmes régions deux classes d'habitants avec des intérêts entièrement opposés. Les colons réduits à de petites cultures peu lucratives, obligés d'aller comme salariés passagers dans les fazendas pour réaliser quelques économies, n'auraient pas été satisfaits; n'étant pas satisfaits, ils n'auraient pas créé un courant d'immigration spontané, en appelant leurs parents ou leurs compatriotes. N'étant point fixés par une petite propriété trop peu lucrative, cependant grâce à cette propriété pouvant faire grève ou refuser leur travail salarié au moment où on en aurait eu le plus besoin, ils auraient présenté tous les inconvénients des colons engagés sans les avantages de la petite propriété.

En essayant de maintenir la distinction de deux ordres de cultures, on allait à l'encontre de l'idée même de la petite propriété; et en tout cas on empêchait cette petite propriété de remplir ses effets généraux utiles, c'est à dire d'attirer au Brésil, sans dépenses, un grand nombre de nouveaux habitants, tout prêts à rester plusieurs années métayers ou salariés chez un grand propriétaire, pourvu qu'ils aient l'espoir d'acheter un lot de *cafesal* ou de *cannavial*, en tout semblable à celui qu'ils cultivaient d'abord dans la fazenda d'un autre.

Actuellement, par exemple, S. Paulo ne profite pas des économies péniblement accumulées par les colons contractés. Quand une famille a réalisé 4, 5 ou 10 mille francs, elle repart pour l'Italie; chaque année la province perd de ce fait des centaines d'immigrants, les plus utiles puisqu'ils connaissent déjà le

pays, ses mœurs, ses cultures, et qu'ils ont prouvé leurs aptitudes sociales en travaillant et en épargnant. Ces colons repartent ; ils emportent avec eux ou ils ont envoyé auparavant un capital qui fait faute au pays ; et ils repartent, tout le monde le reconnaît, parcequ'ils ne se résolvent pas à acheter de mauvaises terres de haricots ou de maïs, quand ils savent que le café ou le sucre rapportent sans plus de peine trois ou quatre fois plus.

Ils vont en Italie augmenter avec l'argent du Brésil, le prix des terre Européennes qu'ils peuvent acheter ; et ils laissent les fazendas de café diminuer de plus en plus de valeur, parceque personne ne consent à les diviser.

Et cependant cette division commencée avec les anciennes exploitations endettées ou ruinées, et basée sur l'emploi de l'épargne des colons, aurait, par suite de la loi de l'offre et de la demande, une conséquence certaine ; celle d'augmenter au Brésil, comme en France, comme aux Etats-Unis et en Russie, la valeur de la terre et des cultures. Le pied de café est estimé au maximum 600 reis, et il ne trouve pas acheteur : vendu à un petit propriétaire, il vaudra 1.000, 1.200, 1.500 reis ; progressivement il pourra monter à 2.000 et à 3.000 reis. Alors, les propriétaires aisés qui auront conservé leurs fazendas seront bien forcés de reconnaître qu'ils sont devenus riches, grâce à la division d'une partie des exploitations voisines ; et les immigrants seront, eux aussi, heureux et satisfaits parcequ'ils ne trouveraient dans aucun pays à acheter toutes prêtes des cultures aussi lucratives à des prix comparables.

L'Assemblée provinciale de S. Paulo a heureusement compris toutes ces vérités ; et, dans sa troisième et dernière délibération, laissant au second plan l'idée des noyaux basés sur les petites cultures, elle a jeté les bases de la division des fazendas et de la colonisation de la terre cultivée par cette simple préférence accordée aux petites propriétés basées sur la culture du café.

Le grand pas législatif est fait, et les anciennes erreurs sont absolument condamnées.

Si on lit avec attention la loi d'immigration votée par les représentants de S. Paulo, on est frappé de l'absence d'indications exactes relatives aux mesures d'application. Autant les articles sont précis en ce qui regarde les faveurs à accorder aux colons suivant leur nationalité, leur âge, leur profession, autant ils laissent dans le vague les mesures qui paraissent les plus importantes, celles qui devraient régler l'installation des nouveaux arrivés.

Après avoir parlé, à l'art. 3, de noyaux coloniaux créés directement par le gouvernement provincial, la loi établit à l'art. 4 que le gouvernement pourra s'entendre avec des particuliers ou avec des associations chargées elles-mêmes d'organiser les petites propriétés ; et, à l'art. 5, la loi indique que le gouvernement devra donner la préférence aux associations sur les particuliers, surtout si elles ont pour but la division des terres de café.

Pourquoi cette série de dispositions en apparence contradictoires ? Parce que les députés de

S. Paulo connaissent, mieux que personne, les difficultés pratiques contre lesquelles doit se heurter l'organisation des premiers noyaux de petits propriétaires, et qu'ils ont voulu éviter, autant que possible, toute ingérence directe de l'administration. Ils savent par les exemples des colonies d'état du Rio Grande, de Santa Catharina ou du Paraná, et par les exemples plus voisins de S. Bernardo, combien il est dangereux pour une administration de vouloir elle-même diriger et installer les immigrants. Elle dépense beaucoup, et elle ne satisfait pas le colon qui se trouve gêné dans sa liberté et dans son développement : il vaut mieux laisser aux particuliers le soin de résoudre les détails, en facilitant simplement leurs efforts.

La loi en se bornant à donner une cohésion et des facilités plus grandes aux initiatives individuelles fournira cependant les moyens de triompher des obstacles du début, obstacles multiples et trop souvent ignorés.

Il faudra d'abord faire accepter l'idée de petite propriété aux meilleurs colons, à ceux qui sont anciens et qui ont réalisé des économies. Ce fait psychologique peut paraître étonnant ; mais il est facile à vérifier : les anciens contractés ont perdu, pour la plupart, l'espoir de devenir possesseurs d'un lot de *cafesal* ; par le fait de leurs premières conditions de vie au Brésil, ils songent à repartir et non à se fixer ; peut-être auront-ils des doutes quand on proposera de diviser entre eux une première fazenda.

Ces difficultés produites par l'état mental des colons seront, du reste, passagères ; il suffira d'un

ou deux essais pour les faire disparaître. Au contraire, on trouvera des obstacles plus sérieux, plus tenaces chez un certain nombre de fazendeiros. Il faudra faire comprendre à tous les grands propriétaires, à ceux qui sont riches et qui garderont leurs plantations comme à ceux qui sont endettés et qui seront forcés de les vendre en tout ou en partie, que le commencement de la petite propriété constitue le seul moyen d'attirer un large courant d'immigration spontanée, de rendre aux exploitations actuelles leur valeur et de fournir en abondance de la main d'œuvre peu chère à tous ceux qui en ont besoin.

Il faudra aussi les convaincre qu'il ne s'agit pas de supprimer les fazendas, ni de faire tous les colons petits propriétaires. On veut simplement transformer peu à peu les fazendas en autant de grands villages ; et comme aux Etats-Unis, comme dans la République Argentine, on veut créer progressivement un mélange de propriétaires, grands et petits, de métayers, de fermiers, de salariés, en un mot d'hommes libres de tous les ordres.

La division rapide de quelques plantations, endettées, vouées déjà à la ruine, doit fournir la première preuve que l'immigrant peut placer ses économies en terres et en cultures. En constituant un premier groupe de petits cultivateurs de sucre et de café qui établira la supériorité des petites propriétés du Brésil sur celles des autres pays neufs, elle servira à attirer ces cultivateurs de betteraves, de céréales, ces Allemands, ces Italiens qui cherchent des pays plus favorisés où ils puissent mieux vivre tout en étant maîtres chez eux.

Mais, justement parce que les commencements de la petite propriété doivent se heurter à toutes ces difficultés l'Assemblée Pauliste a pensé fort sagement que des entreprises particulières, individus ou associations, pouvaient seules obtenir une solution utile; et, comprenant combien les conditions du Brésil sont spéciales, elle n'a même pas essayé d'indiquer la nature de la solution, en copiant des lois ou des réglemens qui ont fait leurs preuves dans des pays différents.

S. Paulo ne doit pas imiter ce qui a réussi en Australie et aux Etats-Unis, où de grandes compagnies de colonisation, ou même des compagnies de chemins de fer ont ouvert des pays neufs ou des terres absolument vierges, pour les vendre ensuite par lots à des colons. La province Brésilienne est déjà ouverte, et ce qu'il s'agit de peupler ce sont des fazendas déjà cultivées et non des terrains vierges.

De même, S. Paulo ne peut pas imiter ce qui s'est fait dans la République Argentine, à Santa Fé par exemple, où des *estancieros* ont divisé leurs pâturages, en les vendant très-cher à 200 ou 300 familles d'immigrants. A Santa Fé, ces pâturages donnaient dès la première année, des céréales que les colons savaient cultiver, et qu'ils pouvaient vendre sans avoir besoin d'engenho. La culture du café présente des conditions toutes différentes; les Européens ne la connaissent pas; elle suppose une attente de plusieurs années, s'il faut défricher et planter; en tout cas, elle suppose une préparation à l'engenho et certaines difficultés de vente immédiate.

L'Assemblée provinciale aurait pu indiquer un

type spécial de petites propriétés agrégées, sous le nom d'*engenho colonial* par exemple : elle aurait pu accorder des garanties d'intérêt aux associations colonisatrices, et se réserver un droit de fiscalisation souvent vexatoire, en tout cas gênant pour les initiatives particulières ; elle a eu raison de se garder de toutes ces ingérences.

Quand le gouvernement national n'ose pas faire étudier sérieusement par des essais pratiques la question urgente de colonisation ; quand les banques hypothécaires, dont le capital est compromis dans les fazendas, imitent cette réserve ou peut-être cette crainte, on doit louer une assemblée provinciale d'allier la prudence à l'activité, et de limiter son rôle à aider puissamment les intérêts en présence, sans chercher à imposer des solutions toutes faites contrares peut-être aux véritables nécessités.

Les députés de S. Paulo, ont parfaitement divisé les responsabilités, et pourvu indirectement à tous les besoins. Ils destinent près de deux millions à payer les transports, et ainsi ils fournissent des bras aux grands propriétaires qui les attendent. Ils destinent cinq cent mille francs à faciliter la division des fazendas ruinées, et ainsi ils aident les colons qui ont des économies à devenir petits propriétaires : mais ils n'acceptent dans aucun cas de responsabilité directe. En décidant que le gouvernement provincial devait s'entendre avec des particuliers ou des associations, ils ont évidemment supposé qu'il se formerait dans la province des entreprises destinées à installer des colons petits propriétaires dans des terres de culture de café :

en établissant en outre que les faveurs de la loi devraient, dans tous les cas, être données de préférence aux associations, ils ont pris une précaution suffisante.

On pourrait craindre, en effet, que des particuliers en divisant leurs cultures essayent de réaliser trop vite un gain immédiat, au lieu de chercher surtout à bien fixer et à satisfaire les immigrants : on pourrait craindre aussi que les particuliers ne possèdent pas toujours les ressources suffisantes à la bonne installation et au progrès des colons. Construction des maisons, amélioration des chemins, outillage plus complet de l'engenho, voilà en effet des dépenses qui seront souvent nécessaires, si on veut transformer une fazenda en un village industriel plein de sève et d'avenir.

Une association pourra bien résoudre ces détails capitaux ; elle pourra attendre les paiements par annuités des petits propriétaires ; elle saura se contenter de bénéfices raisonnables ; elle aura le temps de s'occuper des conditions de libération des noirs, comme aussi elle réunira plus facilement les sommes nécessaires à l'achat des quelques fazendas qui devront servir de base à ces premiers essais, essais utiles aux immigrants, utiles à la province et sûrement lucratifs pour ceux qui les feront.

Les sommes votées sont peu de chose si on les rapporte à la grandeur du but à préparer, le peuplement du Brésil ; elles sont suffisantes si on les rapporte aux premières expériences à faire. L'association qui divisera une grande fazenda entre 150 familles de cultivateurs, avec 500 personnes de plus de 12 ans recevra de la province sous forme de

payement des passages ou de secours d'installation, environ 75 contos ; et cette somme représentera peut-être le quart de la valeur initiale actuelle de la fazenda, sans l'engenho et sans les esclaves. Les 200 contos spécialement destinés par la loi aux subventions coloniales suffiront, dans ces conditions, pour faciliter la fixation de deux mille familles moyennes, chaque année. Ce chiffre comme début est largement suffisant pour faire la seule preuve nécessaire, la preuve que le colon peut employer ses économies en petite propriété et réaliser ensuite de gros bénéfices.

Les mesures législatives déjà prises permettent donc d'étudier et de résoudre, dans d'excellentes conditions, les difficultés actuelles ; et quand ces difficultés seront résolues, quand on pourra montrer à l'Europe six ou huit mille familles de petits propriétaires installées dans les *cafesaes* de S. Paulo, quand on pourra faire la preuve des bénéfices trois ou quatre fois supérieurs à ceux des céréales qui seront réalisées chaque année par ces nouveaux Brésiliens, alors il sera temps d'agrandir la véritable propagande, d'organiser les grandes sociétés de colonisation, et d'appeler en foule les immigrants qui attirés et fixés par la certitude de devenir maîtres chez eux fourniront d'eux-mêmes aux grands propriétaires du Brésil comme à ceux des États-Unis ou de l'Australie la main d'œuvre salariée dont ils ont besoin.

Grâce à l'initiative de la province de S. Paulo, ce pays possèdera les moyens de convaincre l'Europe par des faits et non par des mots ; l'immigration spontanée se créera d'elle-même, les transmissions

des propriétés deviendront lucratives comme les bras abondants; et les esclaves remplacés par des ouvriers plus actifs seront bientôt passés à l'état de souvenir.

Projets utiles

LA LOI MUNICIPALE

(13 mars 1884)

Le journal la *Gazeta de Noticias* a publié, dans son numéro du 10 mars, un projet de réorganisation municipale qui fait le plus grand honneur à son auteur, M. le ministre de l'Empire. Nous n'avons pas l'habitude de tresser des couronnes ou d'emboucher la trompette chaque fois qu'un gouvernant change quelque chose; et nous avons déjà plusieurs fois relevé l'optimisme de ces écrivains qui, dans la question d'immigration notamment, exagèrent à plaisir la portée de mesures ordinairement anodines et quelquefois nuisibles.

Nous sommes donc à l'aise pour dire à M. Ma-
ciel qu'il servira les relations et le crédit internatio-
nal du Brésil, en présentant aux Chambres et en
faisant adopter le nouveau projet municipal.

Ce projet se résume en deux points : droits mu-
nicipaux accordés en partie aux étrangers, et auto-
nomie plus grande laissée à la commune. Analysons
ces deux points.

Le droit d'être conseiller et par suite électeur
municipal accordé aux étrangers n'est pas un
fait nouveau ; et un système analogue est depuis
longtemps appliqué dans la République Argen-
tine, avec les meilleurs résultats. Comme M. de
Taunay le disait à la Chambre, dans un discours
récent, ce mélange des étrangers et des nationaux
pour la discussion de questions absolument com-
munes doit entraîner fatalement une force, une
cohésion, une initiative plus grandes, comme il ins-
pirera davantage confiance aux habitants, souvent si
mêlés, d'une ville ou d'un bourg.

Les étrangers, négociants, industriels, ouvriers
ou colons, qui viennent se fixer au Brésil ne seront
pas forcés de renoncer à ce lien, souvent si cher au
cœur, qu'on appelle la nationalité ; et cependant ils
garderont la possibilité de participer à la gérance des
intérêts de voirie, d'éclairage, d'instruction et d'hy-
giène qui les touchent de plus près.

Nous jugeons ce système plus libéral et plus
utile que celui de la naturalisation forcée, adoptée
par d'autres pays neufs, et notamment par les
Etats-Unis.

Il est plus libéral, puisqu'il ne subordonne pas la
protection ou les faveurs accordées par l'état aux

nouveaux arrivés, à une véritable aliénation d'une partie de leur ancienne personnalité. Il rend égaux, au point de vue des droits sociaux les plus utiles et les plus simples, tous les habitants du Brésil ; et il laisse le droit de retour à tous ceux qui voudront revenir dans leur ancienne patrie. Tandis que les Etats-Unis, inconsciemment peut-être, se conduisent envers les immigrants comme si la force primait le droit, la naturalisation facultative avec accès rapide à la vie municipale reste entièrement conforme aux habitudes et aux idées latines de liberté individuelle. Il n'est pas douteux pour nous que ces idées, comme bien d'autres, seront plus tard inscrites dans ce droit nouveau, dont les premières lignes commencent à peine à se dessiner, le droit international.

A un autre point de vue encore, ce projet se sépare des imitations ou des pastiches que nous voyons trop souvent ; et il nous paraît véritablement conforme aux besoins du Brésil comme à ses origines.

Aux Etats-Unis, l'autonomie de la commune est presque absolue, et la décentralisation poussée à l'extrême a déjà entraîné les plus fâcheuses conséquences. Tandis que le budget national de la grande république présente d'énormes excédants, ses budgets municipaux sont pour la plupart obérés. Les finances sont gérées sans contrôle par quelques élus ; les emprunts deviennent un moyen d'influence ; les dépenses sont faites sans mesure, et dans les Etats du Sud notamment, de nombreuses communes n'échappent à la faillite que par des impôts véritablement ruineux ; la situation est devenue telle que certaines villes doivent plus qu'elles ne valent

Le projet de M. le ministre de l'Empire ne présente aucun de ces dangers ; et, tout en élargissant considérablement le champ d'action des municipalités, il soumet un certain nombre de leurs décisions à une approbation centrale. Cela encore est conforme aux mœurs et aux habitudes d'esprit des pays latins, qui forment des peuples mieux agrégés et plus centralisés sinon plus patriotes que les peuples Slaves ou Anglo-Saxons.

Par une disposition bien adaptée aux besoins du Brésil, ce projet laisse aux gouvernements et aux assemblées provinciales la plus grande partie de ce service de fiscalisation des municipalités qui est rempli, en France par exemple, par le gouvernement central ; et, dans les conditions très-inégales de développement des immenses régions qui s'étendent du Rio de la Plata aux Amazonas, rien de mieux que ce contrôle ainsi subdivisé.

Nous ne savons quelle fortune sera faite par les Chambres à ce projet municipal, et nous voudrions espérer que les préjugés du nativisme ne seront pas assez puissants pour lui faire échec. Mais un but utile sera déjà rempli si on finit peu à peu par comprendre que des projets semblables font partie intégrante de cette transformation du Brésil, rendue nécessaire par la suppression de l'esclavage.

En promulguant des lois semblables et en les faisant appliquer, l'Etat fera plus pour l'immigration qu'en créant à grands frais, comme il l'a essayé jusqu'ici des noyaux de prolétaires isolés du reste du pays, sans droits et sans devoirs ; et à un moment où les rares colonies florissantes sont

presque toutes utilisées par des municipes souvent éloignés, sans avoir aucune part dans la gestion de leurs impôts, tous les petits propriétaires ruraux, tous les négociants ou les industriels urbains applaudiront à cette réforme.

En proposant ces mesures, les ministres actuels ont montré qu'ils comprennent quelques-unes des nécessités de la situation. S'ils les défendent avec tenacité devant les Chambres, ils auront bien mérité du Brésil, et, quelle qu'en soit l'issue, leur passage au pouvoir restera marqué par un effort en avant.

LE MARIAGE CIVIL

(11 Mai 1884)

Les évènements se pressent, sans se ressembler. A côté des résistances et des préjugés trop nombreux qui, ces jours derniers, ont fait explosion dans les Chambres ou ailleurs, nous sommes heureux de signaler les actes publics qui jalonnent la marche en avant.

Le ministre de l'Empire a présenté à la Chambre des députés, dans sa séance du 7 mai, outre le nouveau plan d'organisation municipale dont nous avons déjà parlé, un projet de loi sur le mariage civil qui nous paraît entièrement conforme aux mœurs du Brésil, et aux nécessités de sa situation.

Dans tous les pays du vieux continent, ce projet semblerait laisser une part trop grande à l'individu ; et, dans les pays où existent les conflits

de religion il serait attaqué par les sectaires de tous les ordres.

Les juristes lui reprocheraient de réduire à un minimum inacceptable les garanties et les formalités légales, le certificat de naissance, d'état de veuvage ou de célibat, la publication unique avec intervalle de 15 jours, la présence de deux témoins étant les seules garanties demandées.

Les partisans de l'ancien droit familial lui reprocheraient de permettre le mariage aux personnes majeures, sans se préoccuper de l'avis des parents; comme aussi ils lui reprocheraient d'exiger, pour les mineurs, seulement le consentement paternel; ils lui reprocheraient surtout de rendre utile et pratique, sinon facile, l'action en divorce.

Mais les plaintes les plus bruyantes viendraient certainement d'un autre côté. Les métaphysiciens matérialistes ou spiritualistes s'indigneraient de voir accorder une valeur civile aux mariages purement religieux, laissés facultatifs et subordonnés à la présence de l'officier légal comme témoin nécessaire. Les hommes religieux protesteraient aussi, plus exactement, ils protesteront parce qu'ils sont partout les mêmes, contre la confusion légale établie à dessein entre le mariage purement civil que le projet de loi organise, et le mariage religieux qu'il tolère moyennant certaines formalités, à tous ceux qui désireront s'en contenter.

Ce concert d'attaques possibles et probables est la meilleure preuve que le projet actuel ne s'est pas limité à copier servilement les lois des autres pays. Comme le projet de loi municipale, davantage peut-être, il a tenu compte des nécessités sociales et

des habitudes morales du Brésil : on ne saurait, d'après nous, en faire un meilleur éloge.

Tolérance réciproque, respect pour la liberté individuelle, le projet tient compte de ces qualités maîtresses du Brésil, qualités qui rendent ici impossibles ces luttes religieuses ou politiques dont souffrent d'autres peuples, et qui peut-être après la disparition du nativisme feront à cette nation une évolution plus large et plus sûre que celle des Etats-Unis ou de l'Australie.

Personne ne peut s'étonner de voir les formalités légales moins rigoureuses dans un pays où il suffit, pour changer son nom, d'une déclaration au journal, dans un pays où des notaires nombreux et faciles remplissent la plus grande partie des fonctions civiles attribuées en France aux maires ou aux adjoints, et entourées de multiples précautions.

Le consentement des parents n'était pas demandé pour les mariages religieux ; pourquoi le demander pour la nouvelle forme civile, en face d'habitudes déjà prises, qui sont entrées dans les mœurs ? Les intérêts des orphelins, et, dans certains cas, des mineurs sont défendus par une institution *le juge des orphelins*, qui manque malheureusement dans divers pays d'Europe, en France notamment : par suite, il est naturel que les précautions de mariage se trouvent diminuées.

Quant à la valeur civile accordée aux cérémonies religieuses acceptées comme suffisantes sous certaines conditions, elle établit le véritable caractère de la loi.

La plus grande des assemblées Françaises, la Convention, a fait en 1792 une loi de révolution

parce que cela était nécessaire à cette époque et dans ce milieu; mais le Brésil peut et doit faire, en 1884, des lois d'évolution, qui réalisent les progrès sociaux utiles sans briser violemment des préjugés et des habitudes acquises, qui disparaîtront d'eux mêmes par la diffusion d'une instruction scientifique.

Et maintenant que nous avons loué sans réserve l'initiative du ministre, nous voudrions pouvoir espérer qu'elle sera suivie d'effet.

Malheureusement, le temps passe vite; et des assemblées Brésiliennes ont rejeté ou laissé présenter sans les discuter d'autres projets plus ou moins analogues.

Souhaitons à celui-ci un meilleur sort; et, en tout cas, comptons sur les événements plus forts que les idées ou les passions des hommes.

Déjà la lutte est engagée entre l'ancien et le nouveau Brésil sur de multiples terrains; la victoire est certaine sur le terrain de l'émancipation; elle le sera bientôt pour l'immigration; et les progrès dans un sens, sous peine de rester inféconds, entraîneront tous les autres.

Les mesures nécessaires

(15 mai 1884)

Pour une fois, nous allons sortir de notre rôle, en empiétant sur celui des législateurs et des gouvernants. Nous n'avons jamais cherché à conclure, et à indiquer par le menu sur le papier une série de réformes capables de sauver le pays ; nous serions devenus de simples théoriciens ou des faiseurs de système. Dans les ébauches plus ou moins incomplètes que le *Messager* a bien voulu publier, nous pouvions et nous voulions seulement analyser la situation, étudier ses causes, et indiquer le sens des mesures à prendre pour y remédier. Il appartient à ceux qui possèdent le pouvoir et les moyens d'action d'appliquer ces mesures, et de résoudre par la pratique les difficultés de détail, difficultés constantes et certaines.

Cependant, puisqu'on nous reproche de ne pas conclure et d'éluder ainsi le point le plus délicat, avant de clore cette série d'études nous allons résumer en quelques lignes les réformes que nous croyons possibles, et que nous avons du reste pour la plupart déjà indiquées.

Et d'abord nous ne croyons pas à un moyen unique qui, véritable panacée, suffirait à résoudre

toutes les difficultés : apport de l'or et cessation des variations du change, création de banques d'émission, colon petit propriétaire, libération des esclaves, grande naturalisation ; nous nous sommes expliqués sur ces mesures et sur d'autres, et nous avons fait voir que chacune d'elles ne formait qu'une partie, accessoire ou importante, d'un ensemble complexe, d'une intégration dont les divers termes ne sauraient être séparés.

Les problèmes sociaux posés aujourd'hui au Brésil sont liés les uns aux autres d'une façon tellement intime qu'ils doivent être résolus les uns avec les autres, les uns par les autres, si on ne veut pas faire table rase du passé, perdre ce qu'on possède, et recommencer pour ainsi dire *ab ovo* l'utilisation des provinces les plus importantes du pays. Cependant, il est facile de classer les réformes les plus urgentes sous trois titres différents : immigration, c'est-à-dire substitution des esclaves par des travailleurs plus actifs et plus économes ; mesures d'utilisation des anciens habitants, *caboclos* ou *libertos* ; mesures générales d'outillage et d'échange.

C'est par l'immigration, tout le monde le reconnaît maintenant hormis peut-être les abolitionnistes intransigeants, que l'on doit commencer. Nous l'avons dit, autant nous blâmerions le gouvernement d'intervenir directement, comme il l'a essayé autrefois, dans la vie et les décisions des nouveaux habitants, autant il doit s'employer indirectement à faciliter leur arrivée et leur installation. Quelques moyens sont connus, paiement des transports comme au Chili, en Australie, ou simplement comme à S. Paulo, tant qu'un large courant d'immigration

ne sera pas établi, ce paiement devant être fait à l'arrivée au Brésil, sans formalité, aux compagnies de vapeurs qui n'auraient pas reçu au départ son montant intégral, ou devant être remboursé aux nouveaux venus qui l'auraient déjà soldé. L'intermédiaire d'agences d'engagement en Europe est nuisible, parce qu'il est trop direct : le colon doit venir spontanément, et tout au plus devrait-on organiser à Gênes, à Marseille, au Havre, à Hambourg des bureaux de renseignements, dépendant ou non des consulats.

L'immigrant arrive ; on le loge provisoirement, on le renseigne, on le transporte. Cela on le fait déjà depuis quelques mois ; ce n'est pas suffisant. On doit, dans les conditions actuelles d'exploitation du Brésil, avec le manque absolu de main d'œuvre dont souffrent les fazendas d'esclaves, garantir le nouvel arrivé contre les exploitations qu'il ne peut prévoir, et faciliter ensuite son entente avec les possesseurs des cultures.

Pour le garantir, on doit interdire au Brésil en 1884, comme on l'a fait aux États-Unis depuis 1848, toutes les entreprises de location de services basées sur un engagement à terme du colon, toutes les hôtelleries qui sous prétexte de logement à bon marché deviendraient des agences de contrats ; et on doit employer tous les moyens pour mettre l'immigrant sans ressources en relation directe et immédiate avec le fazendeiro qui voudra l'employer. Cela se pratique déjà à S. Paulo avec de bons résultats ; les résultats seront parfaits quand on aura rendu nuls, en les remboursant, les frais de passage et d'arrivée ; alors, les agences intermédiaires n'auront plus de raison d'être.

L'état appelle et il transporte des bras qu'il met à la portée des grands propriétaires ; mais, s'il veut que l'immigration devienne abondante et facile, il devra dès le début modifier les relations légales des anciens et des nouveaux habitants. Le salariat mensuel ou annuel pourra seul être admis, sous peine de transformer l'immigrant en un véritable serf ; de même la *parceria*, au Brésil comme dans le monde entier, devra avoir pour minimum le partage par moitié. Aux Etats-Unis la location est d'ordinaire mensuelle, le métayage n'existe pour ainsi dire pas.

La fixation de nouveaux citoyens étant le but social, l'Etat devra surtout s'occuper de faciliter la petite propriété à tous les immigrants qui auront apporté de l'argent, ou qui en auront gagné comme métayers ou salariés. Au lieu de distribuer directement des lots de terrains vierges et de petites maisons, comme on l'a fait jusqu'ici, ce qui coûte cher et ne sert pas à résoudre la crise du travail esclave ou à satisfaire les immigrants, l'Etat devra simplement faciliter l'installation d'entreprises ou sociétés qui commenceront la division des fazendas endettées entre les colons déjà aisés, et qui, plus tard, feront le peuplement des terres *devolutas*, comme elles l'on fait aux Etats-Unis et en Australie.

L'Etat peut faciliter la formation de ces entreprises de colonisation en accordant des garanties d'intérêts à des engenhos de sucre ou de café basés sur la culture libre, qu'ils devront organiser autour d'eux ; il peut accepter le système bien meilleur de la loi provinciale de S. Paulo, subvention pour chaque famille établie avec une petite propriété, sans aucun droit de surveillance.

Plus simplement encore l'Etat peut se borner à préparer l'organisation de grandes banques hypothécaires : ces grandes banques, si elles veulent vivre, ne pourront pas prêter sur des esclaves sans valeur et en voie de disparation ; elles seront ainsi amenées à donner de l'argent seulement aux entreprises de colonisation, aux petits propriétaires, ou aux grands propriétaires qui auront déjà installé des fermiers et des métayers.

Pour organiser ces banques qui feraient elles-mêmes dans un but de lucre la transformation, l'Etat peut leur garantir un intérêt minimum comme le demandait M. Mayrinck, ou il peut leur accorder le droit d'émission, comme le proposait M. de Guahy dans un projet très étudié, pour des quantités correspondantes aux sommes prêtées suivant ces conditions. Il peut combiner divers systèmes, concéder aux banques hypothécaires la garantie d'intérêt pour des emprunts d'or destinés à la colonisation de la terre cultivée, l'or restant entre les mains du gouvernement qui donnerait au change du jour une valeur égale de papier émis par le trésor : ou encore l'état peut charger la banque nationale actuelle, la banque du Brésil, de faire elle-même ces opérations multiples, en prenant pour base et pour point de départ les fazendas à esclaves où elle a malheureusement compromis une grande partie de son capital.

Les moyens sont multiples ; le choix est possible et le succès certain, après quelques tâtonnements d'exécution, pourvu que la garantie des emprunts ou des émissions soit toujours constituée par des

travailleurs actifs, suivis, économes, sûrs, installés définitivement dans des cultures aussi lucratives que celles des fazendas du Brésil. La perte de capital produite par la libération des esclaves, perte énorme comme l'a fait voir M. Ramalho Ortigão, trouverait vite une compensation dans la valeur d'hypothèque et de vente prise par les exploitations actuelles; et quand on verrait ce pays recevoir des milliers d'immigrants, les traiter en égaux et non plus en colons, l'or de l'Europe affluerait comme il afflue en Australie, parcequ'il ne pourrait espérer nulle part un emploi aussi rémunérateur.

Toutes ces mesures, notamment les commencements de la petite propriété constitueraient en même temps les meilleurs et les plus sûrs moyens de propagande; les nouveaux arrivés une fois installés et satisfaits créeraient vite un courant spontané d'immigration en écrivant à leurs parents, à leurs amis, à leurs compatriotes, en les excitant, en les aidant à venir; et le payement des passages, d'autres dépenses encore cesseraient d'être nécessaires. Cependant il serait bon d'imiter l'Australie, la République Argentine, et surtout au début de faire mieux connaître le Brésil en Europe dans les régions des bras et dans celles des capitaux, de montrer ses énormes ressources, la facilité de ses progrès lorsque les préjugés du nativisme auront disparu.

Pendant que l'Etat rendrait possible par ces mesures indirectes une organisation large et libérale du travail et de la propriété, il devrait aussi s'occuper du sort du million d'esclaves qui servent aujourd'hui de base à la production et aux exportations.

La loi obligerait, bien entendu, les sociétés qui achèteraient des fazendas, pour les diviser en petites propriétés, à libérer rapidement leurs noirs ; et, par le fait de l'organisation nouvelle de l'hypothèque, sans violence, sans loi spéciale, la même obligation serait imposée à tous les fazendeiros qui iraient demander aux banques des emprunts garantis par le travail libre.

La libération progressive étant ainsi agrandie et rendue très rapide, on fonderait des écoles ou des asiles agricoles pour les ingenuos : en accordant des terres *devolutas* à des compagnies de colonisation, on leur imposerait l'obligation d'utiliser les *caboclos* et les affranchis pour les travaux de défrichements et de mise en valeur : qu'ils aiment et qu'ils savent faire, une partie de ces terres devant ensuite rester la propriété de ces premiers travailleurs.

Après les premiers essais qui permettraient de constater le meilleur mode d'utilisation des affranchis, le plus conforme à leurs goûts, le plus utile à la collectivité, d'autres mesures seraient prises en leur faveur ; une fois l'immigration créée, la loi Rio Branco devrait être complétée ; et un délai rapproché serait fixé pour l'émancipation complète. Dans tous les cas, les affranchis pourraient devenir petits propriétaires quand ils auraient comme les immigrants métayers ou salariés gagné de quoi solder d'emblée une partie du lot acheté, et quand ils s'astreindraient ensuite au paiement d'annuités régulières.

Enfin, troisième série de réformes, l'Etat devrait continuer à faciliter l'outillage général et les divers échanges : mais ces mesures, les seules dont on s'occupe aujourd'hui, devraient suivre celles du

peuplement et non les précéder ; ou plus exactement les trois séries de réformes devraient avoir un développement parallèle et cohérent.

L'épargne est presque nulle ; le papier monnaie est insuffisant par rapport aux échanges et aux besoins du commerce et des banques ; les impôts laissent des déficits. Que l'Etat émette du papier, puisqu'il est doublement nécessaire pour les besoins du budget et pour ceux des affaires particulières ; mais, qu'il en garantisse l'emploi utile en consacrant ces émissions nouvelles aux diverses mesures précédentes d'outillage et surtout de peuplement. Des chemins de fer multiples doivent être ouverts dans les régions neuves, et dans d'autres régions déjà peuplées ; que l'Etat accorde aux compagnies des terres *devolutas*, ou d'autres facilités comme les privilèges de mines ou de navigation des rivières ; mais qu'il réserve la garantie d'intérêt et les subventions pour des besoins plus urgents de transport et d'installation des colons, et surtout qu'il cesse d'intervenir dans des constructions d'engenhos sans garantie et sans avenir, puisqu'elles sont basées sur l'esclavage.

Les lois d'hypothèque sont défectueuses ; faites en faveur du fazendeiro qui voulait se réserver tous les droits, elles se tournent contre lui puisque les banques refusent maintenant de prêter les sommes les plus minimes, dans ces conditions légales : l'Etat, c'est-à-dire les Chambres doivent réformer le plus tôt possible ces lois qui suffiraient à empêcher toute transformation, et à amener la ruine progressive des cultures actuelles.

Enfin, par la grande naturalisation, les droits municipaux, la sécularisation du mariage et des autres

actes publics, l'Etat doit prendre toutes les mesures législatives ou administratives nécessaires pour assurer le mélange des anciens et des nouveaux habitants, dans des conditions complètes d'égalité, et pour entraîner ainsi la formation d'un peuple fort et uni, apte au progrès parce qu'il sera formé d'éléments différents compacts et bien liés.

Il suffit d'analyser ces diverses réformes pour constater qu'elles supposent une dépense relativement faible. L'Etat a garanti sans grand résultat plus de 200 mille contos, 500 millions, pour la formation d'un outillage prématuré, et bientôt peut-être de nouvelles sommes vont être engagées. L'Etat dépense tous les ans 20,000 contos, cinquante millions, pour ces garanties d'intérêts, ou pour d'autres travaux d'outillage d'une utilité contestable. Il aura besoin de sommes moindres pour commencer sérieusement, en quelques années, la transformation de la main d'œuvre et du peuplement.

Du reste, la question de dépense doit être résolue, puisque les réformes sont urgentes ; et, l'exemple de l'Australie le prouve, dans un pays aussi peu peuplé, aussi peu endetté, aussi favorisé que le Brésil, ces dépenses bien employées seront sûrement lucratives puisqu'elles serviront à accroître les exportations et les impôts, à agrandir le crédit et à créer l'épargne du pays.

Le principe fécond du partage des bénéfices déjà admis au Brésil étant appliqué à toutes les entreprises subventionnées ou garanties par l'Etat, suffira à assurer à la collectivité une large rémunération de toutes les dépenses ; et ainsi, sans gêner la liberté de personne, sans imposer aux grands

propriétaires aucune mesure violente, sans intervenir dans les détails de la vie des immigrants ni dans l'organisation directe de la colonisation, le Brésil assurera une évolution rapide pour laquelle tout se trouve admirablement préparé.

Les réformes sont possibles : grâce à la présence des fazendas et à la productivité de leurs cultures, grâce aussi à l'outillage d'engenhos et de chemins de fer déjà largement commencé, ces réformes sont faciles ; mais il est temps de sortir de la phase des théories ou des vagues désirs, pour aborder le terrain des réformes pratiques utiles et sérieuses.

Le Brésil traverse une crise grave que tout le monde reconnaît ; pour se sauver, il doit s'ouvrir largement aux bras et aux capitaux étrangers dans des conditions d'égalité complète. Saura-t-il le vouloir ?

L'éducation est le moyen individuel, les lois sont les moyens sociaux par lesquels l'homme essaye de connaître et de s'approprier ces qualités de la divinité. Ces lois créent des obligations, des devoirs absolus, à cause de l'autorité dont elles dérivent, et elles créent des droits, à l'avantage de ceux qui se trouvent souvent favorisés par elles.

X

Pour expliquer que ces lois varient, comme l'éducation, avec les époques, avec les pays, on a créé la notion d'un beau, d'un bien relatif qui seraient seuls connus par l'homme,

L'Avenir

cet être mauvais et bon. En suite, on a été amené à supposer une notion dernière, celle du mal, dont on a fait une force nouvelle qui pour- rait passer pour le bien, et qui, au contraire, le mal devient alors un devoir aussi absolu que l'obéis-

RÉVOLUTION, ÉVOLUTION, ACTION

(17 avril 1884)

Deux grandes doctrines se sont longtemps partagé et se partagent encore le monde de la pensée. Pour les uns, les spiritualistes, la pensée humaine dérive d'une force immatérielle, dont la genèse et les règles échappent à nos moyens d'investigation. Cette force, on l'appelle généralement l'âme ; on la considère comme dérivée d'une force plus générale, infinie dans l'espace et dans le temps, immatérielle aussi, la divinité.

Cette puissance infinie, on l'a dotée d'attributs encore plus obscurs, le bien, le beau, la prescience, qui, dans leurs formes absolues, sont eux aussi inaccessibles à notre faible entendement.

L'éducation est le moyen individuel, les lois sont les moyens sociaux par lesquels l'homme essaye de connaître et de s'approprier ces qualités de la divinité. Ces lois créent des obligations, des devoirs absolus, à cause de l'autorité dont elles dérivent, et elles créent des droits en faveur de ceux qui se trouvent souvent favorisés par elles.

Pour expliquer que ces lois varient, comme l'éducation, avec les époques, avec les pays, on a créé la notion d'un beau, d'un bien relatif qui seraient seuls connaissables et utilisables par l'homme, cet être mauvais et borné. Par suite, on a été amené à supposer une notion dernière, celle du mal, dont on a fait une force nouvelle qui pourrait passagèrement triompher. La lutte contre le mal devient alors un devoir aussi absolu que l'obéissance aux lois ; et le droit à la révolution a ainsi pour point de départ l'hypothèse vague et consolante du Dieu bon et miséricordieux.

Les hommes qui, au Brésil, parlent bien haut du droit des esclaves à l'émancipation, en oubliant que les noirs sont esclaves en Afrique, dans leurs pays d'origine, se rattachent à cette école spiritualiste et métaphysique qui cherche dans une autorité suprême invisible, insondable, indémontrable, le point de direction des actions de l'homme. Qu'ils le veuillent ou non, les abolitionnistes, chaque fois qu'ils se réclament d'un droit supérieur, doivent être rangés à côté des partisans, convaincus eux aussi, des religions et des inquisitions. Périssent le Brésil plutôt qu'un principe ; telle devrait être leur devise s'ils étaient logiques et conséquents.

A côté de cette école, une autre école étend

tous les jours ses conquêtes, en acceptant les formes et les noms les plus divers.

Les matérialistes déclarent que tous les phénomènes physiques, biologiques ou sociologiques sont de même nature. Les relations de causalité étant toujours rigoureuses et nécessaires, le fatalisme devient une doctrine scientifique : la passivité de l'homme, l'absence de liberté et de responsabilité ont pour conséquence un communisme grossier où chaque être deviendrait une simple machine, ou d'autres systèmes théoriques caractérisés par l'absence plus ou moins complète de règles administratives et législatives.

Le matérialisme scientifique a pris d'autres formes plus insidieuses.

Les économistes, depuis Yung jusqu'à Leroy Beaulieu, répètent que les faits sociaux sont soumis à des lois aussi simples, aussi stables que les lois chimiques ou physiques. Par suite, tout se produit comme tout doit se produire ; la formule du *laissez faire, laissez passer* suffit à résumer des observations superficielles qui portent sur des chiffres, capital, échange, offre, demande, ou sur des résultantes diverses dont les causes sont laissées dans le vague et l'obscurité.

Les théories des économistes ont trouvé un puissant appui dans des travaux scientifiques dont le monde entier reconnaît la valeur.

Pendant que Cl. Bernard essayait, timidement quelquefois, de ramener, sous le nom de *déterminisme*, tous les phénomènes vivants, psychiques ou physiologiques, à des formes spéciales plus complexes des actes physico-chimiques ; Darwin, Huxley,

Hœckel, Broca et surtout Spencer formulèrent pour la matière vivante une doctrine nouvelle, l'*évolution* ; et cette loi biologique, avec ses facteurs aveugles d'adaptation et de sélection, ils essayèrent de l'appliquer, après Lamarck, Comte, Malthus et d'autres précurseurs inconscients, aux phénomènes sociaux.

Malgré les différences apparentes de leur point de départ et de leurs conclusions, tous ces chercheurs se touchent ; et leurs adversaires, les métaphysiciens spiritualistes, ont raison de les confondre dans la même réprobation. Pour les déterministes comme pour les évolutionnistes ou les physiocrates les manifestations pensantes et les actes sociaux présentent des relations de causalité réductibles à des lois fixes et immuables, au même titre que les relations des autres phénomènes matériels physico-chimiques.

Devant ces lois fixes, l'individualité disparaît ; l'action, ou si l'on préfère l'utilité devient un résultat nécessaire comme le mal et la souffrance ; par suite, l'homme n'a rien de mieux à faire que de se laisser entraîner au milieu de l'ensemble des forces matérielles, qu'il constate et qu'il admire sans pouvoir les modifier.

Sa puissance est nulle ; les lois qu'il décrète sont de simples apparences ; les découvertes scientifiques qu'il croit faire, les progrès hygiéniques ou moraux pour lesquels il lutte sont des résultantes dans lesquelles l'effort personnel pourrait être négligé.

L'instruction devient un amusement de sceptique, bon pour les classes les plus riches ; le droit basé sur la force est la conséquence logique de ces conceptions trop simples, ou de ces généralisations hâtives qui

légitiment toutes les usurpations et tous les despotismes.

Au milieu des grands problèmes sociaux qui agitent aujourd'hui ce pays, inconsciemment peut-être la plupart des gouvernants Brésiliens paraissent penser comme les évolutionnistes et les iatro-mécaniciens. Pour eux aussi, la doctrine du *laissez faire* résume la sagesse des hommes politiques : les problèmes les plus urgents, les plus humains, celui de l'émancipation par exemple, se résoudre d'eux-mêmes par les seules forces naturelles. A quoi bon faire des lois relatives à l'immigration et au peuplement, puisqu'elles seraient simplement la formule de faits qui se produisent en dehors d'elles et sans elles ? pourquoi se tourmenter avec des réformes religieuses ou civiles, si le progrès doit venir de lui-même, par ses moyens et à ses heures ?

Malgré l'autorité des grands noms que nous venons de citer, la plupart des hommes instruits comprennent vaguement l'insuffisance des anciennes doctrines ; entre les métaphysiciens spiritualistes et matérialistes, la place est prête pour une autre école que l'on pourrait appeler positiviste, si ce mot n'avait perdu son véritable sens ; et que nous nommerons simplement l'école des faits psychologiques et sociaux, pour bien indiquer qu'elle bannit tous les principes immatériels, et aussi tous les raisonnements et les conclusions absolues.

Matérialisme, spiritualisme, révolution, évolution, autant de mots qui doivent disparaître si on veut laisser à l'homme son véritable rôle d'individualité pensante et agissante, capable de bien quand il est utile à ses semblables ou à lui-même,

capable de mal quand il leur nuit ; mais capable aussi d'apprécier ce qui est bien, ce qui est mal, en se rapportant au milieu où il existe, à la société, aux hommes et aux intérêts qui l'entourent, et non à une divinité qui ne se manifeste à lui par aucun acte saisissable.

Cet être pensant a des droits qu'il s'est créés péniblement à force de travail, par ses inventions répétées et par une éducation continue. Vivant à côté d'êtres semblables, il est convenu de devoirs réciproques, qui rendent sa vie plus facile et plus utile. Il respecte les droits, il remplit les devoirs, par utilité ou par plaisir, sans donner une valeur absolue aux lois et aux conventions qui peuvent l'y obliger par une sanction pénale.

Les lois sociales ou les mœurs qui règlent ainsi sa vie sont instables et diverses, parce qu'elles dépendent d'un fonctionnement libre qui ne peut être ramené, le mot le dit, à aucune règle fixe et nécessaire. La liberté humaine n'est pas un droit ou un principe ; elle est un fait, variable et contingent, comme la combinaison des sels ou la végétation d'une graine. Ce fait, on le constate ; on l'étudie, dans les formes toujours nouvelles qu'il revêt : on ne l'explique pas, pas plus que l'on n'explique la nature intime de l'électricité, de l'attraction moléculaire ou de la germination.

Mais ce fait présente une modalité spéciale qui sépare complètement les phénomènes matériels psychologiques et sociaux, des phénomènes matériels biologiques ou physico-chimiques : l'individualité pensante active et libre est capable d'intervenir dans les changements qui l'entourent.

Tous les faits le prouvent, l'homme a réagi dans l'espace et dans le temps contre les phénomènes extérieurs physico-chimiques ou biologiques. Au lieu de s'adapter, il a créé peu à peu des habitations, des habillements, des méthodes d'acclimatation, de domestication, des moyens de défense ou de transport, des outillages fort divers qui se compliquent chaque jour davantage ; il a réalisé aussi des progrès plus considérables et plus élevés dans les mœurs et dans l'instruction, si bien qu'aujourd'hui le milieu social présente des conditions de phénomènes absolument différents des conditions du milieu biologique ou physico-chimiques ou même des milieux humains primitifs.

En rendant à la personnalité humaine, personnalité variable et changeante parce qu'elle est éduicable et libre, la place que les évolutionnistes ont voulu lui faire perdre, on donne leur véritable valeur d'utilité et de conformance passagères, aux institutions politiques et aux lois administratives ou civiles.

La forme républicaine par exemple cesse d'être supérieure en elle-même ; elle est seulement la meilleure et la plus stable, parce qu'étant basée sur l'égalité et le consentement mutuel elle facilite l'épanouissement de toutes les individualités agissantes et pensantes. Par suite aussi, elle devient la plus despotique et la moins régulière, l'exemple de plusieurs républiques Sud Américaines le prouvent, quand les individualités agrégées sont en majorité ignorantes ou brutales.

De même l'esclavage doit être condamné, non pas parce qu'il heurte des principes immuables de justice qui sont plus ou moins violés, dans tous les

pays, par d'autres formes sociales ; mais parce que, en empêchant le développement utile des individualités et en fournissant une main d'œuvre chère et mauvaise, il arrête la formation d'un peuple bien lié, économe et actif.

Placée ainsi sur son véritable terrain, le terrain des faits, cette question qui passionne aujourd'hui le Brésil devient à la fois plus facile à comprendre et plus facile à résoudre.

Quelle que soit leur origine, qu'ils conservent ou non des croyances métaphysiques, les hommes de bonne volonté peuvent s'entendre puisque le nouveau droit social, véritablement tolérant, supposera simplement l'accord préalable sur un point déterminé.

Mais, sur ce nouveau terrain, la solution s'impose : puisque l'homme peut modifier lui-même sa propre évolution, puisque la marche d'une société dépend de l'association libre des efforts volontaires de ses divers membres, ceux qui gouvernent ce pays ont le devoir de se séparer également des idéalistes, partisans de la libération immédiate, et des politiciens pour lesquels l'abstention est un moyen de progrès.

Placé en face de problèmes biologiques comme ceux de l'esclavage et de l'immigration, et de problèmes sociaux comme ceux de la grande naturalisation et de la liberté religieuse, le Brésil comme les autres nations avancées doit constituer au dessus des vieux partis, un troisième groupe d'hommes vraiment hommes, opportunistes en politique, positivistes en physico-chimie, évolutionnistes en biologie, possibilistes ou mieux conformistes en sociologie, qui

sachent compter sur eux-mêmes et faire le progrès pacifique par leurs efforts appropriés.

A la révolution brutale, à l'évolution aveugle, ils opposeront l'action dirigée et réfléchie. En décidant, en réalisant leurs décisions ils prouveront qu'à côté des phénomènes stables physico-chimiques, à côté des phénomènes moins fixes de la matière vivante, il existe une dernière classe de phénomènes libres et variables, qui dépendent de l'homme ou mieux de la matière cérébrale pensante avec ses deux grandes formes d'individualité psychique et d'aggrégation sociologique.

L'Opinion

A PROPOS DES COUSAS POLITICAS DE M. F. D'ARAUJO

(16 mars 1884)

Nous nous sommes interdit de parler politique ; mais, nous avons gardé le droit d'apprécier ceux qui en parlent, surtout lorsque nous partageons la plupart de leurs idées et de leurs aspirations.

Le Dr. Ferreira de Araujo a réuni en volume les remarquables articles publiés, le lundi, par la *Gazeta de Noticias*.

Nous venons de les relire ; et, après cette lecture d'ensemble qui permet de mieux juger, nous n'hésitons pas à féliciter notre excellent confrère de cette publication bonne et utile.

Qu'ils parcourent ces deux cent cinquante pages, ceux qui veulent avoir une idée exacte des petites et des obscurités de la politique brésilienne, en l'an de grâce 1883 : ils verront les amusants *despachos* du ministre Avila remplacés par les décisions plus solennelles et aussi inattendues du ministre Penna ; ils verront l'incident Calaça, l'histoire épique de la *Copacabana*, l'odyssée d'un mandarin chinois, le travail souterrain des avocats administratifs ; plus tard les assauts aux imprimeries, l'assassinat d'Apulcho de Castro, en un mot des incidents comiques ou graves se succéder les uns aux autres et occuper l'attention, comme si l'histoire de la queue du chien d'Alcibiade était à Rio de Janeiro naturellement applicable.

Et, pendant ce temps, que font trop souvent les Chambres ? *Palavras, palavras* et encore *palavras*, d'après le spirituel écrivain ; et pendant ce temps, de quoi s'occupent les partis constitués ? de ne pas perdre, ou de gagner le pouvoir puisque malheureusement leurs programmes sont semblables, et leurs idées plus ou moins analogues.

Il faut lire les pages vigoureuses où M. F. d'Araujo apprécie librement, sans tendresse et sans haine, la dernière et longue crise ministérielle, analysant la situation, nous montrant les appétits aux

prises et les hommes en présence ; hommes providentiels parce qu'ils sont honnêtes, hommes utiles parce qu'ils ont déjà changé d'opinion : et surtout, il faut suivre la série des désillusions, prévues du reste dès le début, par lesquelles nous fait passer ce livre écrit au jour le jour, en nous montrant le nouveau ministère sans idées sur la question de l'esclavage, sans idées sur l'instruction et la propagande cléricoreligieuse, sans idées sur la licence et les excès de la presse *a pedido*, sans idées sur l'immigration ou sur la crise financière ; en un mot, sans idées sur les questions urgentes du pays.

Comme conclusion, à diverses pages de ce livre, nous retrouvons ce cri qui résume bien l'état de fatigue et d'espérance d'un grand nombre de Brésiliens instruits, avancés, honnêtes, c'est-à-dire patriotes : le Brésil, disent-ils, a besoin d'un gouvernement fort ; il a besoin d'un homme.

Nous ne partageons pas, sur ce point, les idées de notre confrère, et d'après nous les hommes ne manquent pas au Brésil. Il suffirait, pour s'en convaincre, de lire attentivement ces pages où on voit se détacher, dans tous les partis, plusieurs figures remarquables, notamment celle du chef respecté du parti au pouvoir qui, le premier depuis bien longtemps, a fait en 1881 des élections libres et ouvertes ; ou encore celles des deux chefs du parti conservateur, si finement ciselées : « L'un conservateur pour être correct, l'autre conservateur pour être fort ; l'un préférant que les libéraux lui laissent le pouvoir en capitulant, l'autre tout prêt à l'enlever de haute lutte, s'il le juge nécessaire... Où l'un demande

permission pour passer, l'autre ouvre un chemin au nom de la loi. Si une montagne fait obstacle, le premier la contourne, le second perce un tunnel ; et, s'il faut traverser une rivière, quand le premier fait construire un pont, le second se jette à la nage. Et tous deux sont conservateurs, tous deux marchent la loi à la main. Mais la loi qui sert à éclairer le premier, devient entre les mains du second un puissant levier. »

Si des hommes comme M. Saraiya, comme M. Paulino de Souza ou M. João Alfredo, sont pris d'hésitation en face de la situation actuelle, comment espérer la résoudre par l'autoritarisme. M. Ferreira d'Araujo est républicain : mais il sait rendre hommage, à diverses pages de son livre, à l'honnêteté personnelle et à l'activité intellectuelle du souverain, comme aussi il reconnaît sa profonde connaissance des hommes, son habileté dans le maniement du pouvoir. Comment n'a-t-il pas compris que si cet homme n'a pas pu éviter à la fin d'un long règne, de considérables difficultés, d'autres individualités pourraient encore plus complètement échouer.

Les causes de l'obscurité actuelle sont d'après nous plus profondes, et elles se résument dans l'absence d'un peuple fortement organisé, peuple d'ouvriers et de petits propriétaires indépendants de toute oligarchie, peuples d'électeurs capables de penser et de voter par eux-mêmes, sans état-major de commandeurs de tous les ordres ou de colonels de la garde nationale.

Mais ce peuple, qui continuera le vieux Brésil en conservant soigneusement ses qualités si nombreuses, sa tolérance, son esprit démocratique, sa

générosité, ce peuple commence déjà à se former ; et l'année 1883 aura, dans l'histoire, le mérite d'avoir puissamment aidé au développement social, en préparant la fin de l'esclavage et l'immigration. Cela aussi, M. Ferreira de Araujo l'a très bien compris ; en divers points de ses articles, il insiste sur ce mouvement d'esprit aujourd'hui général qui demande au gouvernement des mesures sérieuses d'émancipation graduelle, et il signale la formation ou l'épanouissement de diverses sociétés particulières utiles et méritantes, qui sont autant de gages de progrès.

Dans ce livre où les critiques sont souvent vives, dans ces articles où les hommes et les choses sont d'autant plus sévèrement jugés que le juge se montre sans passion, presque à chaque page on voit apparaître ce nouveau Brésil, ce Brésil de l'avenir qui s'ignore encore lui-même, quoiqu'il soit désiré, attendu, par les hommes avancés de tous les partis.

Et surtout, ces articles nous fournissent la meilleure preuve du développement d'une nouvelle force morale, restée jusque là rudimentaire : l'opinion publique.

En face de journaux créés uniquement pour satisfaire des appétits, réputés sérieux parce qu'ils changeaient d'idées suivant les besoins du moment, craints et redoutés parce qu'ils discutaient les personnes sans se préoccuper des idées ou des institutions, on constate enfin le succès grandissant d'une tribune libre dans laquelle des hommes estimés osent dire à tous ce qu'ils croient la vérité.

Voilà le véritable enseignement du livre du directeur de la *Gazeta de Noticias* ; cet enseignement est à la louange de l'homme et à celle du pays.

Le Brésil à l'intérieur

ET

LES CLUBS DA LAVOURA

(1-5 juin 1884)

Les jours se suivent et ne se ressemblent pas.

Jamais ce proverbe n'avait trouvé une meilleure application ; et nous, qui nous sommes plaint si souvent de cette apathie, de ce défaut de suite que le *tenha paciencia* résume, nous devons reconnaître que nous sommes en présence d'une modification psychologique de la plus grande importance.

De tous les côtés, dans cette vallée de la Parahyba, la vallée de l'esclavage et des grandes fazendas, des associations se forment à Rezende, à Barra

Mansa, à S. Fidelis, à Valença, à Cantagallo, un peu partout. De tous les côtés le même cri s'élève : la situation est grave : déjà condamné par la loi libératrice de 1871, l'ancien édifice économique s'écroule ; il faut faire quelque chose pour empêcher la chute d'écraser sous ses décombres les producteurs actuels, sans leur laisser le temps de modifier leur main d'œuvre et leurs exploitations.

Il faut faire quelque chose : quoi ? On ne le voit pas bien encore ; et si on se bornait aux comptes rendus sommaires que les journaux nous ont donné de ces réunions, on pourrait croire à une effervescence passagère sans but et sans portée.

Et cependant, il suffit d'analyser pour constater deux choses : tous ces grands propriétaires se sont réunis à la suite de faits récents, libérations ruineuses de Simon Diaz, de la comtesse de Prados, de la vicomtesse de Rjo Novo, assassinats de Vargem Alegre et d'ailleurs, réponse terrible de Rezende ; ils ont protesté contre les exagérations d'un abolitionnisme sentimental qui, faisant espérer aux noirs un changement immédiat, met en danger la vie des fazendeiros et la vie du pays. Mais nulle part, absolument nulle part, quoiqu'on ait affirmé, ces propriétaires d'esclaves n'ont défendu l'esclavage comme système de travail, et nulle part ils n'ont manifesté l'intention de s'opposer à l'application des mesures d'émancipation, ou même à leur élargissement légal.

La nécessité d'en finir avec une situation devenue intolérable pour tout le monde, et surtout pour les possesseurs d'esclaves ; la nécessité d'en finir sans troubles plus grands, économiques ou révolutionnaires, voilà ce qui se dégage de ce mouvement

unanime, quand on veut l'analyser sans parti pris d'aucune sorte.

Un négociant de café, justement estimé pour ses connaissances et son intelligence, nous faisait remarquer que le mouvement actuel impliquait une autre modification, probablement irrémédiable sous un laps de temps très court : la disparition des idées qui réglaient auparavant la vie sociale du pays. Ces clubs da Lavoura sont sortis de l'initiative particulière ; ils n'avaient pas de plan commun ; ils n'ont pas eu le temps de se copier les uns les autres, et cependant partout nous les voyons formés par l'assemblage des deux partis qui jusque là se partageaient l'influence. Libéraux et conservateurs se trouvent réunis, la main dans la main, parce qu'ils ont enfin reconnu qu'il existait des intérêts sociaux plus élevés que les formes vagues de la politique, ou l'obtention des postes administratifs ; et ils viennent rappeler les hommes d'état à leur véritable rôle qui devrait être de trouver des solutions pratiques et utiles à tous les problèmes sociaux successivement posés par l'évolution du pays.

Les fazendeiros livrés à eux-mêmes rencontrent de multiples obstacles pour résoudre, par des efforts isolés, les difficultés actuelles. Ils dépensent de grosses sommes à bâtir des maisons, et à payer le transport d'immigrants Italiens ou Açoriens ; ils installent ces colons qui les quittent parce que, trop peu nombreux et se faisant concurrence, ils trouvent dans une exploitation voisine des conditions meilleures. Les fazendeiros songent alors à fixer par des contrats ces nouveaux habitants : mais, les contrats se tournent contre eux parce qu'ils vexent des hommes habitués à être libres ; et ceux-ci mécontents se sauvent ou se

révoltent, en tout cas ils n'appellent pas leurs parents et leurs amis.

Des portions de *cafesal* sont déjà, dans cette fazenda, transformées en *capoeira*; leur production, dans cette autre, a diminué; la fortune des grands propriétaires décroît ou se perd: ils veulent alors faire venir des colons des Açores, malgré tous les inconvénients; ils demandent pour cela un peu d'argent à une banque; la banque le leur refuse, et elle ne leur prêtera pas même la valeur d'une récolte. La situation devient plus grave; les esclaves de divers côtés se révoltent; on prévoit le moment où bientôt peut-être ils cesseront d'obéir.

Alors, de tous les côtés, ces fazendeiros qui ont été jusque-là la partie utile et productive du pays, qui ont fourni les impôts, payé les écoles et les administrations, se tournent vers les gouvernants, et ils leurs disent aussi clairement que possible: Il est temps d'en finir avec des agitations stériles, avec des discussions byzantines, qui nous ont conduit où nous en sommes; et, vous qui nous représentez, libéraux ou conservateurs, vous devez vous employer à autre chose qu'à discourir ou à assurer votre réélection, puisqu'il existe des difficultés qui dépassent les efforts individuels et qui intéressent la vie même du pays. Aidez-nous à appeler des bras en nombre suffisant; aidez-nous à rétablir une base sérieuse d'hypothèque, ce qui nous permettra de résoudre toutes les autres questions; aidez-nous surtout à centraliser nos efforts, et à préciser les moyens que nous devons employer.

Voyez: nous sommes tous disposés, puisque nous avons oublié les vieilles luttes ou les inimitiés;

il dépend de vous d'utiliser en même temps toutes nos bonnes volontés, sans nous user les uns contre les autres pour le plus grand dommage du pays.

La question est maintenant posée ; les intérêts généraux du Brésil, sa production, ses impôts, ses exportations, son crédit sont représentés, inconsciemment peut-être, par cette ligue des producteurs de tous les partis qui demandent des moyens de progrès et de transformation.

Nous verrons si les gouvernants sauront répondre à une question si grave. Dans tous les cas, nous montrerons qu'il existe, dès maintenant, un exemple à suivre, celui de S. Paulo.

Lorsque nous avons indiqué que S. Paulo pouvait servir d'exemple aux autres régions du Brésil désireuses de marcher en avant, plusieurs de nos lecteurs auront cru à une erreur de notre part, puisque seule des régions du café, cette province en apparence indifférente aux événements actuels ne présente à ce moment ni réunions, ni clubs, ni agitation d'aucune sorte.

Cette opposition si frappante s'explique simplement parce que S. Paulo a déjà dépassé la phase d'agitation et de lutte, pour aborder la phase plus fructueuse de l'application pratique. Il suffit, pour s'en convaincre, de regarder quelques années en arrière.

L'idée des clubs da Lavoura est une idée Pauliste ; la première association de ce genre, associations économiques et sociales, recrutée dans tous les

partis politiques a eu et a encore son siège à Campinas, et elle serait longue la liste de ses travaux utiles.

En premier lieu, se détache la représentation organisée en 1878 au grand tournois international de Paris, pour le principal produit du Brésil, le café. Suppléant dans la mesure du possible l'abstention injustifiable du gouvernement, les Paulistes exposèrent de nombreux échantillons de leur café parmi les produits du commerce du Havre : les premiers, ils firent la preuve que leur pays égalait sous ce rapport et souvent dépassait les pays concurrents ; ainsi ils ouvrirent la voie aux efforts plus larges et plus féconds du *Centro da Lavoura e Commercio* de Rio de Janeiro.

Quoique fort utile, cette œuvre n'est pas la plus importante, et le club da Lavoura de Campinas a rendu des services plus directs et plus considérables. A des hommes déjà vieux aussi méritants que les Souza Queiroz, les d'Indaiatuba pour avoir commencé depuis 1850 au milieu de l'indifférence générale les deux réformes de l'outillage et du peuplement en installant en même temps des engenhos et des colons, le club de Campinas unissait des éléments plus jeunes qui comme les Geraldo Rezende, les Queiroz Telles, les Tibiriçá, les Lacerda, prenaient bientôt la tête de l'admirable développement de cette province.

1.500 kilomètres de chemins de fer construits, 40.000 colons agricoles appelés, la production du café quadruplée en dix ans, voilà les résultats économiques de l'entente dans les idées et dans les vues créée peu à peu par l'utile association. A côté

de ces résultats apparents, qui seuls frappent les observateurs superficiels, il importe d'analyser les moyens simples employés pour les obtenir. Ces moyens simples resteraient incompréhensibles, si on ne tenait compte du grand levier qui a remué les producteurs de S. Paulo, comme il secoue les populations d'Europe et d'Amérique du Nord : l'initiative particulière, absente dans certaines régions du Brésil, rudimentaire dans d'autres, existe à S. Paulo, et, facilitée par la richesse du sol, elle a réalisé des prodiges.

Des compagnies de chemins de fer se fondent ; ce fazendeiro n'a pas d'argent, il emprunte à un voisin plus riche parce qu'il veut être actionnaire et aider à l'œuvre commune. L'utilité, la nécessité de l'immigration est démontrée ; ce grand propriétaire va dans les banques, et il hypothèque sa fazenda pour la fournir de main d'œuvre. La loi organise des contrats léonins qui transforment les immigrants en serfs temporaires ; la plupart des grands propriétaires Paulistes ne profitent pas de ces avantages légaux, et ils rendent plus favorables les conditions d'installation des colons. Dans ce sens, on peut le dire, un seul progrès de nature mentale reste encore à accomplir : il faut que les fazendeiros finissent par comprendre les avantages de la petite propriété, et qu'ils la facilitent aux colons déjà anciens, déjà riches d'économies, comme le seul moyen d'assurer les grandes propriétés, d'attirer la main d'œuvre, de fixer l'épargne et d'augmenter la valeur de vente ou d'hypothèque.

Sous l'influence de cet esprit d'initiative, les

Paulistes ont accompli deux ordres de progrès qui tous deux visent au même but, la transformation du travail. La première avec Rio de Janeiro, la province de S. Paulo a localisé la plaie dont souffre le pays, l'esclavage; et elle a empêché par un impôt d'entrée considérable cet ignoble trafic interprovincial de bétail humain qui a deshonoré, pendant près de dix ans, les provinces du Nord offertes aujourd'hui pour modèles.

Pendant que les députés Paulistes préparaient ainsi la fin rapide de la main d'œuvre asservie, ils prenaient diverses mesures générales en faveur de la colonisation libre.

Ainsi, depuis 1881, ils organisaient le service de réception, de logement et de transport intérieur des immigrants. Ils le perfectionnaient en 1882, en lui consacrant des sommes assez considérables, et ils lui donnaient une précision et une ponctualité qui n'a jamais été obtenue ni probablement cherchée par le gouvernement central. Comme résultat, ils recevaient en 1881 et en 1882, un courant d'immigration de huit à neuf mille nouveaux habitants annuels, courant déjà considérable sinon suffisant.

Et cependant, à ce moment, les Paulistes, ayant jugé qu'ils devaient faire davantage encore, ont pris des mesures pour résoudre l'une par l'autre les questions urgentes d'esclavage et de meilleur peuplement.

Nous avons déjà apprécié, au point de vue de la colonisation, la loi d'immigration de S. Paulo; mais, nous n'avons pas dit comment les ressources qui assuraient son exécution devaient être fournies, et cependant là est peut-être le plus beau côté des mesures proposées par les fazendaires républicains

de S. Paulo, défendues et votées par des libéraux comme M. Moreira de Barros, et par des conservateurs comme M. Antonio Prado.

Pour faire venir des immigrants, pour payer leur transport, pour donner une subvention aux colons petits propriétaires, on impose les possesseurs d'esclaves en diminuant ainsi les revenus déjà minimes de cette sorte de travail ; un droit fiscal de 12 francs par an, qui sera probablement plus tard augmenté, ouvre la voie d'une solution facile qui doit satisfaire également les nécessités économiques et les sentiments humanitaires.

Grâce à toutes ces mesures, S. Paulo a déjà la certitude de traverser la crise actuelle sans ruine générale, sinon sans difficultés particulières ; aussi, tandis que les autres provinces s'organisent et s'agitent, celle-là attend ou mieux elle marche parce qu'elle est déjà préparée.

Voilà certes l'exemple à suivre, et le Brésil n'a pas besoin, comme il l'essaye trop souvent, de copier des pays différents ; il trouve chez lui son propre modèle.

Malheureusement, le temps presse ; les provinces de Rio, de Minas n'ont plus le temps de parcourir successivement toutes les phases du progrès, depuis l'agitation par les clubs jusqu'à l'application pratique ; du reste, leurs budgets provinciaux absolument obérés ne le leur permettraient pas.

Dans ces conditions, c'est à l'Etat qu'il incombe de sauver les sources de production et de revenus déjà menacées, et de faire une réforme que tout le monde réclame, la substitution de l'Africain

esclave par un travailleur libre plus actif et plus suivi.

Les clubs de Lavoura ont donc raison de se tourner vers le gouvernement et vers les Chambres, pour leur demander autre chose que des discussions théoriques sur l'équilibre du budget, ou des économies misérables sur des services indispensables. Les lois sur la main d'œuvre, les lois sur l'hypothèque, l'extension du crédit, voilà les nécessités actuelles; et, une fois que ces lois seront faites et appliquées, l'émancipation viendra par surcroît.

Ces demandes seront-elles entendues et surtout écoutées? Nous répondrions non, si nous nous en tenions aux faits visibles: il n'est pas niable que, dans ces questions capitales, le gouvernement, depuis quelques années surtout, est en retard sur l'opinion publique: loin de diriger, il paraît subir à contre-cœur et sans les comprendre les nécessités actuelles.

Mais les gouvernants nativistes passent, et les nécessités restent. Et puis, nous connaissons ces revirements brusques, sortes de révolutions dans les idées et plus tard dans les faits, dont les pouvoirs ici sont capables, et nous attendons, sans trop de crainte, l'avenir.

Le Brésil à l'extérieur

ET

LE « CENTRO DA LAVOURA E COMMERCIO »

(25 mai 1884)

Le *Centro da Lavoura e Commercio* a reçu de S. Pétersbourg un télégramme lui annonçant le succès obtenu par l'Exposition des cafés du Brésil, et cette bonne nouvelle nous fournit l'occasion d'apprécier les efforts de l'active et utile association.

L'année 1883 a vu naître diverses sociétés, la ligue de l'enseignement, la Société des Gens de lettres, la Société Centrale d'Immigration, la Société de l'École de pharmacie, la Société *da infancia des-amparada*, les sociétés émancipatrices que l'on ne compte plus, depuis le Livre d'Or municipal, jusqu'à l'association *Infantil*.

Ces éclosions répétées, sans lien apparent, prouvent l'importance prise dans ce pays par une force restée jusque-là rudimentaire, l'initiative associée ; elles montrent que déjà les individus ont cessé de tout attendre de cette divinité vague et changeante, souvent partielle, qu'on appelle l'État.

La plupart de ces fondations ont aussi une autre

signification plus large et plus élevée ; en affirmant son caractère laïque, en déclarant que tout n'est pas pour le mieux dans l'instruction actuelle, la *Liga do Ensino* a fait voir que le Brésil devait s'ouvrir à des idées nouvelles ; et le nom seul de la Société d'Immigration suffit à prouver que, d'après beaucoup de Brésiliens, leur pays doit demander au dehors non seulement des méthodes ou des idées, mais aussi du travail et des hommes.

Brésil plus actif, Brésil plus ouvert, voilà en effet la caractéristique de tous ces efforts, parmi lesquels ils est juste de placer au premier rang ceux du *Centro da Lavoura e Commercio*.

Cette association a fait mentir ceux qui affectaient, il y a trois ans, de n'avoir pas confiance dans sa continuité et son utilité ; et la dernière victoire qu'elle vient de remporter s'ajoute à une liste déjà longue de travaux de vulgarisation importants pour le pays. Faire connaître partout le premier produit du Brésil, le présenter à Amsterdam et à Trieste, à S. Petersbourg et à New-York, à Berlin et à Boston, à Paris, à Athènes, à Nice et dans bien d'autres lieux, c'est faire connaître aussi le Brésil, d'ordinaire si mal apprécié ou complètement ignoré.

En exposant partout des milliers d'échantillons ; en indiquant leur provenance, les conditions de leur culture, de leur préparation, en démontrant ainsi directement que les produits du Brésil égalent et souvent dépassent ceux de Ceylan, ceux de Java, ceux des Antilles ou du Centre Amérique, on fait en même temps la preuve que ce pays est supérieur à ses concurrents, que ses cultures sont mieux tenues et ses *engenhos* plus parfaits.

On répond ainsi, par avance, à l'aide de faits visibles et tangibles à toutes ces calomnies, soigneusement répandues par des voisins intéressés, qui dénoncent le Brésil comme une région malsaine dépourvue de ressources, et surtout comme une nation maintenue à l'état d'enfance par l'esclavage et l'absence d'immigrants.

Comment ne viendraient-ils pas, ces deshérités d'Allemagne ou d'Italie, avides d'un meilleur sort, quand ils apprendront ainsi sans effort d'embauchage, sans promesses fallacieuses, qu'il existe au Brésil des provinces saines, peu peuplées, dépourvues de bras, Minas, S. Paulo où ils pourront cultiver sur une large échelle ce précieux grain vendu chez eux dix ou douze fois plus cher que les farines, le riz ou les fécules, et cinq fois plus cher que le sucre ou les denrées de premier ordre.

Tous les progrès sont solidaires ; et, comme le prouve le contenu de la plupart des brochures distribuées dans ces solennités, la propagande intelligente du *Centro da Lavoura* porte beaucoup plus loin que la simple vulgarisation du café.

Ces expositions répétées n'ont pas seulement pour résultat de mêler plus intimement le Brésil aux peuples étrangers, elles servent surtout à engager résolument le pays dans la seule voie fructueuse, celle du libre échange d'hommes, de capitaux, et de produits, les échanges faciles pour le commerce devant amener tous les autres.

Après des exemples multiples que la crise actuelle du caoutchouc accumulé aux Amazones et en Angleterre vient encore compléter, le Brésil a compris qu'il ne suffisait pas de produire, et qu'il fallait

vendre. Il a compris que la prospérité de cette admirable culture du café, comme celle de toutes les autres denrées nationales ne dépendait pas seulement de l'état de la main d'œuvre ou de la perfection des engenhos, et qu'elle dépendait aussi, qu'elle dépendait surtout de l'état des marchés de consommations, la baisse actuelle des prix du café étant la cause déterminante de la crise générale dont on souffre.

La consommation de la plupart des denrées du Brésil peut grandir dans des proportions illimitées ; et les pays qui absorbent le plus de café, la Hollande 15 kilogs. par habitant, les États-Unis 4 kilogs, l'Allemagne 2 kilogs $\frac{1}{2}$, doubleront, quadrupleront, décupleront peut-être leurs besoins.

Il suffirait d'ouvrir d'autres régions comme la Russie, où le café est à peine connu ; il suffirait de diminuer, puis de supprimer des impôts vexatoires de 1 franc à 1 fr. 56 par kilog comme ceux de la France, de l'Italie, de l'Autriche, pour que le Brésil puisse produire 10, 15, 20 millions de sacs, sans crainte de dépasser les besoins de la consommation, et de faire baisser brusquement comme ces dernières années le prix initial payé au producteur.

Ces vérités si simples sont le point de départ de l'utile propagande du *Centro da Lavoura e Comercio*. Depuis trois ans, cette société démontre par la pratique que le Brésil a besoin des bras, des capitaux et surtout des consommateurs étrangers.

Ce qui a été si bien commencé pour le café servira d'exemple pour d'autres produits du Brésil, encore moins connus et moins répandus.

Toutes ces fibres textiles naturelles fournies par des lianes, par des plantes diverses, ou par les simples feuilles de bananier, toutes ces graines oléagineuses, tous ces sucS médicamenteux ou industriels, tous ces bois précieux que ce pays pourrait vendre pendant des siècles à l'Europe, que faut-il pour les rendre exploitables, et constituer avec eux autant de sources de travail et de richesses ? Il faut les faire connaître et leur créer un marché.

A un moment où des hommes d'état copient à ce seul point de vue les Etats-Unis, et, volontairement ou non, ferment commercialement, par des impôts de douane trop élevés, un pays déjà fermé socialement par la loi des contrats et la religion d'état ; à un moment où ces impôts de douane entraînent en Europe la continuation des droits sur le café et sur d'autres produits brésiliens, les efforts de la patriotique association viennent montrer la voie large et utile.

Les Etats-Unis en essayant de se suffire à eux-mêmes au point de vue économique, tout en s'ouvrant au point de vue social, ont ruiné leur marine marchande et réduit presque leur commerce à celui des matières premières agricoles : en exagérant l'industrialisme, ils ont créé des millions de prolétaires, et préparé pour un avenir rapproché la plus terrible des crises sociales. Le Brésil doit profiter de cet exemple ; au lieu d'enrichir quelques spéculateurs qui, sous le titre d'industrie nationale, prélèvent sur tous les consommateurs des impôts élevés, il doit s'ouvrir de toutes façons aux bras, aux capitaux et aux produits étrangers, parce qu'il a tout à gagner à ce mélange plus intime, qui créera un écoulement

rapide à des produits naturels surabondants, qui développera la véritable industrie nationale, celle du café, du maté, du sucre, des bois, des élevages, et qui fournira par suite sans difficulté une épargne et des habitants.

Ouvrir le Brésil, ce pays neuf spécial par ses mœurs comme par ses produits, le mêler intimement aux peuples d'Europe sans chercher à les copier servilement, voilà le chemin que le *Centro da Lavoura e Commercio* a montré le premier. Aussi on doit louer sans réserves les hommes utiles qui, comme le vicomte de S. Clemente, M. Ramalho Ortigão, M. Joppert, M. Lemos, d'autres encore, se consacrent depuis plusieurs années à diriger ces progrès.

Ils servent leur pays dans le présent et encore plus dans l'avenir.

Le nouveau Brésil

(22 mai 1884)

Avant de terminer cette longue série d'esquisses sur la situation économique et sociale du Brésil, pour commencer bientôt sur un autre terrain une propagande plus large et plus utile, jetons un regard sur le passé et un autre sur l'avenir.

Le passé, le passé que nous avons vu, celui de ces dernières années, suffit à faire la preuve de la qualité maîtresse des Brésiliens, leur facilité d'assimilation et leur rapidité au progrès.

Le Brésil de 1850 n'avait ni engenhos ni chemins de fer, et les premiers fazendeiros qui ont installé à S. Paulo une machine à vapeur ou d'autres appareils industriels ont soulevé le doute et les rires.

Ces préjugés contre les machines ont déjà disparu ; nous assistons depuis plusieurs années à une transformation de l'outillage complète et rapide.

Six mille kilomètres de chemins de fer sont déjà installés, et quatre mille en voie de construction ; des lignes régulières de bateaux à vapeur sillonnent les fleuves et les côtes. Ces dernières années, cent grandes usines à sucre, vingt filatures de coton, des tanneries, des fabriques de graisse, de conserves, de bougies, de savons se sont partout installées.

Le Paraná transforme les moyens de préparation du maté ; les saladeiros du Rio Grande reçoivent des améliorations ; et dans les régions à café les fazendeiros luttent de rapidité pour l'installation d'engenhos dont quelques-uns, Santa Genoveva, Santa Luzia, Santa Gertrudes, Ibicaba sont de véritables usines.

Dans certaines provinces, l'initiative particulière réalise presque des prodiges ; les Hallier, les Lidgerwood, les Taunay-Telles créent en quelques années la série des machines de préparation du café ; les grands propriétaires construisent à eux seuls à S. Paulo, à Cantagallo des centaines de kilomètres de chemins ou de voies ferrées ; et plusieurs des

installations agricoles du Brésil dépassent par leur outillage celles des pays concurrents.

Les progrès de cette nature ont donc été considérables, et d'autres progrès méritent aussi de fixer l'attention.

Quand le vicomte de Rio Branco et ses collaborateurs firent passer la grande loi de 1871, grande pour l'époque et le milieu où elle fut proclamée, la plupart des fazendeiros étaient hostiles à l'émancipation.

Aujourd'hui, quoiqu'on dise, ils acceptent cette réforme sans aucune arrière-pensée. Pendant un long voyage à S. Paulo, tous les intéressés que nous avons pu consulter jugent fatale la disparition du travail asservi avant 10 ou 12 ans : dans les provinces moins avancées, on s'effraye des difficultés d'exécution, on ne sait comment remplacer vite les centaines de mille travailleurs qui fournissent les impôts et les exportations ; mais, personne ne soutient plus une institution considérée peu d'années auparavant comme une arche sainte, sur laquelle il était défendu de porter la main.

Dans un autre sens encore, les progrès de ces dernières années ont été remarquables. Beaucoup de Brésiliens croyaient autrefois que les noirs seuls pouvaient faire les travaux agricoles du pays, et les préjugés de la grande culture ou du mélange des noirs avaient une grande importance. Les essais de colonisation faits un peu partout, à S. Paulo sur une grande échelle, ailleurs dans des proportions moindres, ont fait la preuve que les Italiens comme les Allemands, comme les Açoriens pouvaient cultiver le café, la

canne, le manioc ; qu'ils les cultivaient mieux et avec plus de soin que les esclaves.

Cependant, les progrès de cet ordre ont été les plus lents ; les efforts d'hommes utiles comme les Souza Queiroz, les d'Indaiatuba, les Nova-Friburgo sont restés longtemps infructueux parce qu'ils avaient contre eux un préjugé tenace, le nativisme, soigneusement entretenu par le maintien des lois coloniales sur la religion d'état et la naturalisation.

La lutte est maintenant engagée ; chaque jour elle se circonscrit davantage, et nous sommes plein d'espérance.

Pendant que les partisans des vieilles idées ou des vieux préjugés, abolitionnistes intransigeants ou cléricaux mal avoués, en sont réduits à exploiter un mot sans application possible, *la colonisation nationale*, qui ruinerait les fazendeiros actuels et par suite le pays, sans profit pour personne, ils deviennent tous les jours plus nombreux ceux qui jugent le moment venu de continuer l'ancien Brésil par un nouveau Brésil plus peuplé, plus actif, plus riche parce qu'il sera plus ouvert.

Le moment est solennel ; l'ancienne base de l'édifice économique, l'esclave disparaît ; les vieux partis politiques se désorganisent : et l'avenir dépend de la voie où maintenant on va s'engager. Mais le terrain est admirablement préparé pour ce nouveau Brésil qui, suivant l'expression d'un de ses initiateurs et des plus méritants, sera peut-être la première des nations capables de mettre en pratique des idées philosophiques considérées aujourd'hui comme autant d'utopies.

En lançant sur l'avenir de son pays cette vue profonde et juste, M. de Taunay songeait certainement à une autre qualité maîtresse qui complète admirablement la facilité de progrès et d'assimilation. Le Brésilien est tolérant, tolérant en religion, tolérant en politique, tolérant dans ses relations familiales et sociales : il ne connaît pas les luttes de secte ou de parti qui ont ensanglanté l'Europe, ou les préjugés de races qui divisent l'Amérique du Nord : la seule aristocratie qu'il admet a toujours été celle du travail, et la classe des grands fazendeiros est une classe ouverte à tous, sans aucun privilège ; les fils du peuple comme les affanchis atteignent aux positions les plus hautes ; les titres mobiliers eux-mêmes ne sont pas héréditaires.

Avec ces deux qualités sociales, tolérance, facilité au progrès, le Brésil ne doit pas craindre d'être assimilé par les étrangers dont il a besoin pour se mettre en exploitation. Les Etats-Unis font des Yankees avec les éléments les plus divers, et les Celtes Irlandais deviennent des Américains aussi parfaits que les Allemands ou les Anglo-Saxons. L'Australie réunit des races et des nationalités diverses, pour en former un peuple plus étonnant encore ; et la France elle-même, ce vieux pays où le patriotisme est vif, où la centralisation est extrême, s'est formée par l'assimilation progressive et le lent amalgame de peuples multiples, autochtones ou migrants, dont plusieurs continuent à parler des dialectes différents.

Le Brésil compte aujourd'hui 11 millions d'habitants dont les mœurs, les idées et les habitudes psychiques sont parfaitement fixées. Le Brésil pourra

sans peine fixer, tous les dix ans, un million d'étrangers ; et ils trompent les autres, peut-être volontairement, ceux qui essayent de prouver que le Brésil pour rester le Brésil, doit se fermer comme la Chine ou comme la Turquie.

Grâce aux qualités déjà acquises, la nationalité restera la même tout en devenant plus vigoureuse ; et, les exemples de ces dernières années le prouvent, le Brésil assimilera facilement ses nouveaux habitants : les Italiens par exemple acceptent en quelques années la nourriture, la langue et les coutumes du pays ; et ils viennent déjà, ils viendront plus facilement au Brésil que dans la République Argentine, pour fortifier sur la terre de Santa Cruz ce nouveau peuple latin que l'Amérique du Sud pourra opposer à ses concurrents du Nord.

Pour que les immigrants soient retenus ou attirés en grand nombre par les magnificences de la nature, par les rendements des cultures, il suffira que les lois ne prennent plus contre eux des précautions vexatoires ; et les *saudades* de la terre du Brésil que nous emportions tous, quand nous étions autrefois forcés de repartir définitivement, deviendront alors la première des conditions du mélange complet des anciens et des nouveaux habitants.

La nature n'est pas seule à avoir tout admirablement préparé ; le vieux Brésil lui aussi a puissamment aidé à créer les éléments de sa propre transformation. Il a institué une organisation intérieure politique, scolaire, administrative et judiciaire relativement libérale : il s'est habitué depuis l'indépendance à la pratique difficile de la liberté de la presse, et de la liberté de réunion ; il a organisé

les grandes écoles, les services de postes, de télégraphes et de transport ; enfin la justice basée sur le jury et l'*habeas corpus*, avec l'élection pour les magistrats inférieurs offre déjà des garanties suffisantes.

Les populations trop neuves de l'Australie et des Etats-Unis formaient, à leurs débuts, des associations d'exploitation industrielle ou agricole plutôt que de véritables peuples ; et ayant rélégué au dernier plan les nécessités morales et sentimentales, elles se sont occupées tard de satisfaire les besoins psychologiques, artistiques et intellectuels. La situation du Brésil est toute différente. Ce peuple déjà formé, bien fixé parce qu'il ne s'est pas ouvert, a eu le loisir pendant quarante ans d'une paix profonde de prendre aux pays vieux beaucoup de progrès, matériels et éducationnels, peu utiles dans le présent, fort utiles dans l'avenir puisqu'ils permettront de satisfaire également les deux côtés, biologique et psychique, de la vie individuelle et sociale, et d'atteindre d'emblée à une organisation véritablement cohérente.

Venu le dernier prendre place parmi les peuples avancés, le dernier puisqu'il a encore une main d'œuvre asservie, le Brésil pourra profiter de l'expérience que d'autres ont chèrement acquise.

La lutte économique a pris des formes nouvelles ; une plaie plus hideuse peut-être que l'esclavage, plus terrible en tout cas que les anciennes famines, le paupérisme menace de dévorer les sociétés industrielles Américaines ou Européennes, tandis qu'une aristocratie nouvelle, cosmopolite comme

les anciennes, l'aristocratie d'argent se substitue aux aristocraties militaire et religieuse.

Le paupérisme, la main mise du capital sur le travail, autant de périls de l'avenir que le Brésil peut prévoir et empêcher, sans toucher aux situations acquises, sans décréter des mesures autoritaires puisque chez lui ces dangers n'existent pas encore. Ainsi, de tous les côtés, la voie est facile et le terrain est très-bien préparé pour des progrès rapides.

Pour triompher, que faut-il ? Vouloir, vouloir avec suite et sans impatience, vouloir avec décision et avec tenacité, vouloir l'ensemble et vouloir les détails, et surtout ne pas se laisser arrêter par de vains préjugés que le nativisme résume tous, malgré leurs formes diverses.

Si on le veut, le Brésil évoluera sans luttes violentes et sans révolution tout en restant le Brésil; il se transformera puisqu'il sera plus peuplé, plus actif et plus fort, et il pourra dans quarante ans célébrer le centenaire de son indépendance en montrant au monde un pays ouvert à toutes les races d'hommes, uni et patriote, pour lequel les principes de liberté, d'égalité, de solidarité ne seront pas restés de vains mots sans application pratique.

Le rôle d'un homme

(25 novembre 1883)

Nous assistons à un curieux mouvement d'opinion qui mérite d'être signalé à ses débuts, et étudié plus tard pour le Brésil et pour l'Europe.

Des points les plus opposés et sous les formes les plus diverses, le même appel retentit ; et l'éloquent discours prononcé, ces jours passés, à la première séance de la *Société d'Immigration*, vient donner à cet appel une dernière et éclatante consécration.

Au milieu de la crise que traverse maintenant le Brésil, tous les partis politiques, toutes les classes sociales confessent leur propre impuissance ; et le pays tout entier attend d'un seul homme la ruine ou le salut.

Ici, un polémiste souvent passionné ⁽¹⁾ qui depuis plusieurs années professe des opinions républicaines se tourne vers le trône, et dit : Sire, j'abandonne mes idées, si vous voulez nous aider à faire une réforme sociale plus indispensable que les réformes politiques, l'émancipation des esclaves ; seul vous pouvez résoudre cette question capitale, sans

(1) José do Patrocinio.

crise et sans révolution. Aidez-nous ; marchez en avant, et nous vous suivrons.

Là, un orateur qui porte dignement un nom politique justement estimé ⁽¹⁾ après avoir pris la direction du parti abolitionniste en lui donnant une illustration et une ampleur inattendues, après avoir posé la question dans les Chambres Brésiliennes dont il était membre, part pour l'Europe où il se livre au travail et à l'étude ; il écrit, il parle, il assiste à des congrès, il visite des philanthropes ; et, pour conclure, il adresse à ses concitoyens un livre où il écrit : Notre pays n'a malheureusement qu'une seule force capable d'imposer la transformation nécessaire du travail et de la propriété à des partis politiques sans autorité, à des hautes classes sans initiative et sans moyen d'action.

Cette force, c'est le souverain ; et puisque ce souverain attache de l'importance à l'opinion de l'Europe par laquelle il est estimé, imitez-moi, agissez avec moi sur cette opinion d'Europe ; obtenons par elle que cet homme dirige d'une main plus ferme le gouvernail qu'il a toujours tenu, obtenons surtout qu'il change des rouages sociaux aujourd'hui vieux et usés.

Voilà ce que disent les anti-esclavagistes. Et maintenant, consultons ces hommes moins exclusifs, d'après nous plus méritants, qui cherchent à voir dans leur ensemble les nécessités du pays sans tout subordonner à la solution immédiate et primordiale d'une seule question.

(1) Joaquim Nabuco.

Ceux-là aussi se tournent vers l'empereur, et ils lui disent chaque semaine par la plume vive et alerte de ce journaliste qui représente si bien ce nouveau Brésil, dont nous parlions l'autre jour ⁽¹⁾ : le pays a besoin d'un homme personnellement honnête comme vous l'avez toujours été, mais il a surtout besoin d'un *homme* dans toute l'acception du mot.

Ou encore, comme dernièrement à la *Société Centrale d'Immigration*, ils lui parlent par la bouche d'un député, orateur, écrivain remarquable ⁽²⁾ ; s'adressant au monarque déjà vieux, universellement estimé, qui a donné au Brésil de longues années d'ordre, de paix, et dans certains sens de liberté et de progrès, ils l'adjurent de rendre définitive et durable l'œuvre de la patrie une, forte et puissante.

Pendant ce temps, ceux qui ont peur des réformes ou qui sont intéressés à la continuation de l'esclavage et des autres abus, ceux-là aussi se tournent anxieusement du côté du souverain, et ils cherchent dans ses actes et dans son attitude ce qu'ils ont le droit d'espérer. Enfin, la masse plus grande encore de ceux qui paraissent se désintéresser de la vie publique expliquent de la même façon une apparente indifférence : pourquoi penser, pourquoi lutter, puisque, pendant quarante ans, par le consentement de tous, un seul a tout dirigé.

Voilà, certes, un grand spectacle ; l'homme qui a créé une telle unanimité a le droit d'en être justement orgueilleux ; et, quelles que soient leurs

⁽¹⁾ Ferreira de Araujo.

⁽²⁾ Alfredo d'Escragnolle Taunay.

opinions sur les origines ou les suites d'un tel état de choses, les étrangers qui assistent en observateurs attentifs et intéressés ont le devoir de rendre témoignage. Une personnalité résume cette nation de dix millions d'hommes ; tous, ceux qui veulent marcher en avant et ceux qui veulent stationner, demandent à la même impulsion les réformes fécondes ou les palliatifs illusoire dont le pays a un urgent besoin ; et, hormis dans une province, celle de S. Paulo, l'initiative privée n'essaye même pas d'aborder sérieusement les problèmes dont la solution s'impose. Tout dépend d'une seule volonté : on le sait et on attend.

Jamais peut-être un homme n'a pu faire autant pour un peuple ; et, par suite, jamais peut-être un homme n'a accumulé sur sa tête d'aussi lourdes responsabilités. Mais aussi jamais homme n'aura, dans l'histoire, une page plus large et plus belle que celui-là, s'il termine par une œuvre d'évolution et de progrès nécessaires une vie remplie par le travail, le goût de la science et l'amour de son pays.

FIN

7.— Les préjugés contre la colonisation

Le préjugé du paternalisme..... 185
Le préjugé de l'Européisme..... 207
Le préjugé de la grande culture..... 216
Le préjugé du colonialisme..... 218

VI.— S. Paulo et Buenos-Ayres

Comparaison des deux colonies..... 225

TABLE DES MATIÈRES

Les éléments de fertilité..... 227
Les garanties d'intérêt..... 228
L'outillage utile.— La colonisation..... 237

VIII.— Le peuplement

La libération des noirs..... 247
Lettre à M. Schœlcher, à propos du banquet José de Patrocinio..... 251
Zélieux et étrangers..... 256
Indigènes et affranchis..... 261

Avant-Propos..... I

I.— Questions actuelles

La colonisation et le gouvernement..... 11
Outillage et peuplement..... 10
La quadrature du cercle..... 15
L'émancipation brusque..... 24

II.— L'état économique

Le papier monnaie..... 31
Le papier monnaie et les banques..... 38
Les banques..... 45
La banque du Brésil et la hausse du café..... 53
Le déficit nécessaire..... 58
La situation financière..... 66

III.— L'état social

Hypothèque et exploitation..... 83
Exploitation et colonisation..... 101
Richesse et travail..... 127
L'« Etrangeirisme..... 135
Les cultures du Brésil et leur rendement..... 141

IV.— La colonisation de la terre cultivée

Ses conditions actuelles..... 155
La colonisation et les grands propriétaires..... 162
La colonisation et l'Etat..... 171
Socialisme d'Etat et petite propriété..... 178
Le budget d'un colon..... 185

V.— Les préjugés contre la colonisation

Le préjugé du patriotisme.....	195
Le préjugé de l'Européanisme.....	207
Le préjugé de la grande culture.....	214
Le préjugé du voisinage esclave.....	219

VI.— S. Paulo et Buenos-Ayres

Comparaison des deux provinces.....	225
-------------------------------------	-----

VII.— L'outillage

Les chemins de fer.....	251
Les garanties d'intérêt.....	262
L'outillage utile.— La « Mogyana ».....	277

VIII.— Le peuplement

La libération des noirs.....	287
Lettre à M. Schœlcher, à propos du banquet José do Patrocínio.....	291
Nationaux et étrangers.....	296
Immigrants et affranchis.....	304
L'immigration.....	323

IX.— Les réformes

Les progrès d'une idée.....	333
La loi de S. Paulo et la colonisation de la terre cultivée.....	340
Projets utiles : la loi municipale.....	357
Le mariage civil.....	361
Les mesures nécessaires.....	365

X.— L'Avenir.

Révolution, évolution, action.....	375
L'opinion (à propos des <i>Cousas politicas</i> de M. F. d'Araujo).....	383
Le Brésil à l'intérieur et les <i>Club da Lavoura</i>	388
Le Brésil à l'extérieur et le <i>Centro da Lavoura e Commercio</i>	398
Le nouveau Brésil.....	403
Le rôle d'un homme.....	411

XI.— La colonisation de la terre cultivée

.....	425
.....	432
.....	437
.....	437
.....	441
.....	441
.....	441
.....	441
.....	441
.....	441

L. COUNTY

LE BRÉSIL EN 1884

PRIX
000

LIVRARIA CONTEMPORANEA

DE

FARO & LINO

74 - RUA DO OUVIDOR - 74
RIO DE JANEIRO

MELLO MORAES FILHO

Os ESCRAVOS VERMELHOS, com gravuras, 1 v. br.... 2,500

IGNOTUS

SESSENTA ANOS DE JORNALISMO. A IMPRENSA NO
MARANHÃO, (1820—1880), 1 v. br..... 2,000

G. BELLEGARDE

SUBSIDIOS LITTERARIOS, 1 v. enc. 5\$, br..... 4,000

JULIO DE MATTOS

HISTORIA NATURAL. illustrada com grande numero de
estampas coloridas, 6 vol. ricamente enc..... 78,000

JORNAL DO DOMINGO

PUBLICAÇÃO SEMANAL

3º ANNO

Assignatura por numero, anno..... 7,000

Para as provincias accresce o porte

008236

